

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/123 Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire de L'agglo Foix-Varilhes au Syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage en Ariège**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillet (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/123**

### **Assemblées / Désignation d'un délégué titulaire de L'agglo Foix-Varilhes au Syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage en Ariège**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte pour l'accueil des gens du voyage en Ariège (Smagva) ;

Vu la démission d'Alban Alozy en date du 30 juin du mandat de délégué titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smagva ;

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation d'un délégué titulaire au Smagva ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées ;

Considérant les résultats du scrutin ;

- Conseillers présents ou représentés : 59
- Suffrages exprimés : 59
- Suffrages obtenus par le candidat : 59

**Article unique : EST DÉSIGNÉ** en qualité de délégué titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smagva :

- Délégué titulaire : Lucat Jacques, commune de Ventenac

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/124 Assemblées / Désignation de deux délégués titulaires et d'un délégué suppléant de L'agglo Foix-Varilhes au Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabilhot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/124**

### **Assemblées / Désignation de deux délégués titulaires et d'un délégué suppléant de L'agglo Foix-Varilhes au Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L2121-33 et L5211-1, et L5711-1 ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les statuts du Syndicat mixte de collecte et de traitement des ordures ménagères du Plantaurel (Smectom) ;

Vu la démission de Alban Alozy (commune de Ventenac) du mandat de délégué titulaire représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom du Plantaurel en date du 30 juin 2023 ;

Vu la démission de Jacques Lucat (commune de Ventenac) du mandat de délégué suppléant représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom du Plantaurel ;

Vu le décès de Serge Guézennec (commune de Ségura) et ainsi la vacance du mandat de délégué titulaire au Smectom ;

Vu la démission de Jacques Lucat (commune de Ventenac) du mandat de délégué suppléant représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom ;

Il est rappelé que le Smectom du Plantaurel est un syndicat mixte fermé, étant constitué exclusivement d'intercommunalités.

Conformément à l'article L.5711-1 du CGCT susvisé, pour l'élection des délégués des intercommunalités dotées d'une fiscalité propre, au comité du syndicat mixte, le choix de l'organe délibérant peut porter sur l'un de ses membres ou sur tout conseiller municipal d'une commune membre.

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la désignation de deux représentants titulaires et d'un représentant suppléant au Smectom ;

Considérant l'accord unanime de l'assemblée de procéder au scrutin public ;

Considérant les candidatures enregistrées – délégués titulaires ;

- Conseillers présents ou représentés : 59
- Suffrages exprimés : 59
- Suffrages obtenus par le candidat : 59

Considérant les candidatures enregistrées – délégué suppléant ;

- Conseillers présents ou représentés : 59
- Suffrages exprimés : 59
- Suffrages obtenus par le candidat : 59

#### **Article unique : SONT DÉSIGNÉS**

- en qualité de délégués titulaires représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom :

- Jacques Lucat, commune de Ventenac
- Sébastien Pujol, commune de Ségura

- en qualité de déléguée suppléante représentant L'agglo Foix-Varilhes au Smectom :

- Chantal Commelongue, commune de Ventenac

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE  
L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**  
Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/125 Mobilités / Rapport annuel 2022 de la délégation de service public du réseau urbain et transport à la demande**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabilhot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/125****Mobilités / Rapport annuel 2022 de la délégation de service public du réseau urbain et transport à la demande**

Rapporteur : Francis Authié

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L 1410-1 et suivants et L 1411-1 et suivants ;

Vu le code de la commande publique et notamment l'article L 1411-3 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

Vu la délibération N°2021/022 du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026*, un projet pour notre territoire, et notamment l'axe 3.1 qui vise à améliorer significativement les mobilités du quotidien ;

Vu la délibération N°2022/030 du conseil communautaire du 23 mars 2022 attribuant la délégation de service public pour le réseau urbain et transport à la demande à l'entreprise Keolis Garonne ;

Vu la délibération du conseil communautaire N°2022/138 du 19 octobre 2022 approuvant l'avenant n°1 à la délégation de service public pour le réseau urbain et transport à la demande ;

Considérant la conclusion, pour une durée de 6 ans à compter du 27 août 2022, d'une convention de délégation de service public pour l'exploitation du service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande avec Keolis Garonne sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant le rapport annuel 2022 transmis par Keolis Garonne relatif à l'exécution de la délégation de service public et la présentation qu'il en est faite aux membres du conseil communautaire ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** le rapport annuel de l'année 2022 du délégataire de la délégation de service public du réseau urbain et transport à la demande.

**Article 2 : AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

EXPLOITATION DES SERVICES DE TRANSPORTS DE  
L'AGGLO FOIX-VARILHES

# Rapport annuel du délégataire 2022





## I / ELEMENTS DE CONTEXTE DE L'ANNEE

### 1.1. Le contexte social

- Lancement du réseau le 27 aout 2022, nouvelle équipe de conducteurs et d'encadrements.
- Début octobre perturbation d'approvisionnement en gasoil sur le territoire
- Fêtes de fin d'année

### 1.2. Les faits marquants du réseau

- Du samedi 27 aout au vendredi 2 septembre 2022 gratuité sur l'ensemble du réseau
- Nouvelle offre de TAD, nombreux échanges téléphoniques pour expliquer l'offre
- Service spécial Foire de la Barguillère le samedi 15 et dimanche 16 octobre 2022
- Vacances scolaires de la Toussaint samedi 22 octobre au dimanche 6 novembre 2022
- Perturbation programmée manifestation autour du tribunal de Foix la 18 octobre 2022 conséquence sur la production :  
Ligne 1, service maintenu, le terminus Gare de Foix au lieu du Parvis dès 9h00.  
Ligne 2, pas de service après 9h le service commercial fini à 8h59 à Foix gare.  
Ligne 3, pas de service après 9h le service commercial fini à 8h43 Foix Parvis.  
Ligne 4 : Service maintenu, pas de desserte du Parvis et Allée de Villote à partir de 9h.  
Pas de TAD  
Retour à la normal à 17h00.
- À la suite de nombreux retours clients, une réadaptation de certains services sur le réseau a donné lieu à un avenant de contrat et une nouvelle offre de transport en date du 7 novembre 2022.
- Vacances scolaires du samedi 17 décembre 2022 au mardi 3 janvier 2023

### 1.3. Projets en cours ou à venir

- Nouvelle production de fiche horaire à la ligne
- Nouveau flyer TAD à produire
- Information à l'arrêt nouvelle offre

## II/CADRE JURIDIQUE

Le Compte rendu financier présenté dans le rapport annuel a été élaboré sur la base des charges et recettes comptabilisées en 2022 dans les comptes de la société Keolis Garonne. Pour faciliter la lecture et être conforme aux exigences contractuelles, les différents comptes de charges et produits ont été associés aux postes de charges et produits définis dans le compte pluriannuel d'exploitation (CEP) de l'annexe 9 du contrat. La comptabilité analytique de la société Keolis Garonne a également été utilisée pour réaliser cette répartition.



A noter que par rapport au CEP de l'annexe, une ligne de charges a été ajoutée dans les charges de variables de conduite : la ligne Intérim Conduite. En effet, cette ligne n'était pas prévue dans le CEP de l'annexe 9 alors que la société a recours de façon régulière à l'intérim pour pallier les absences et les congés.

La contribution financière reportée dans le CEP correspond à celle comptabilisée en 2022. Elle comprend les acomptes perçus, l'estimation d'indexation à fin décembre 2022, ainsi que l'impact de l'avenant 1.

### **III / BILAN D'EXPLOITATION**

#### 3.1. Les moyens humains

##### 3.1.1. Effectifs (comparaison 31/12/n-1 et 31/12/n)

SERVICES	HOMMES			FEMMES			TOTAL
	CDI	CDD	CQ...	CDI	CDD	CQ...	
Administration	0	0	0	0	0	0	0
Conducteurs	6	0	0	4	0	0	10
Exploitation	1	0	0	1	0	0	2
Commercial	0	0	0	0	0	0	1
Atelier	1	0	0	0	0	0	0
Autres	0	0	0	0	0	0	0
<b>EFFECTIF EN POSTE</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>
<i>EQ. Temps complet</i>	8	0	0	5	0	0	13
Maladies longue durée	0	0	0	0	0	0	0
Accidents du travail	0	0	0	0	0	0	0
Congé maternité	0	0	0	0	0	0	0
Congé parental	0	0	0	0	0	0	0
Détachement	0	0	0	0	0	0	0
<b>EFFECTIF EN CONTRAT</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13</b>
<i>Total H/F hors entreprise</i>	0	1		0	1		2

\* Total effectif hors entreprise = intérimaire



POSTE	contrat	PROFIL	Date d'entrée	Date de sortie		
Conducteur	CDI	Homme	27/08/2022			
	CDI	Homme	22/08/2022	16/12/2022		
	INTERIM	Homme	03/12/2022	19/12/2022		
	CDI	Homme	22/08/2022			
	CDI	Femme	22/08/2022	13/11/2022	19/12/2022	
	CDI/INTERIM	Femme	22/08/2022	03/10/2022	03/10/2022	27/11/2022
	CDI	Homme	22/08/2022			
	CDI Mazerès	Homme	Saisonnier			
	INTERIM	Homme	27/09/2022	30/09/2022		
	CDI	Femme	27/08/2022			
	CDI	Homme	27/08/2022			
	CDI	Femme	27/08/2022			
	CDI	Femme	22/08/2022			
	INTERIM	Homme	02/11/2022			
	INTERIM	Homme	02/11/2022	31/12/2022		
	CDI	Femme	22/08/2022			
CDI Mazerès	Femme	Saisonnier				
CDI	Homme	07/11/2022				
Administratif	CDI	Femme	01/07/2023			
	CDI	Homme	15/07/2023			
Maintenance	CDI	Homme	05/10/2015			

### 3.1.2. Ancienneté et moyenne d'âge

	Ancienneté	Moyenne d'âge
Conducteurs	4.5	51
Atelier	7	31
Encadrement	2	40
Exploitation	0	0
Administratif / Commercial	0	0
<b>Moyenne</b>	<b>4.5 ans</b>	<b>40.7 ans</b>

### 3.1.2. Absentéisme

SERVICES	Effectif Total	Dont CDI	Effectif total	Dont CDI
Administration et Exploitation	nc	nc	2	2
Conducteurs	nc	nc	12	12
<b>EFFECTIF EN POSTE</b>	nc	nc	<b>14</b>	<b>14</b>
<i>EQ. Temps complet</i>	nc	nc	15	15
Maladies longue durée	nc	nc	0	0
Accidents du travail	nc	nc	0	0
Congé Maternité	nc	nc	0	0
Congé parental	nc	nc	0	0
Détaché	nc	nc	0	0
<b>EFFECTIF EN CONTRAT</b>	nc	nc	<b>13</b>	<b>13</b>
Total Effectif hors entreprise	nc	nc	2	2

\* Total effectif hors entreprise = intérimaire

Le réseau a débuté le 27 août 2022, il n'y a pas d'élément à communiquer pour l'année n-1.



Taux d'absentéisme pour l'effectif en poste : 2.54%

	n-1	n
Taux d'absentéisme Maladie (hors longue maladie)	nc	2.54%
Taux d'absentéisme Accident du Travail (hors agression)	nc	0%

### 3.1.3. Mouvements sociaux

Nombre de jours de perturbations liées aux mouvements de grève nationaux ou locaux : aucune perturbation.

### 3.1.4. Formation

Le taux de formation global s'élève à 6.34 %.

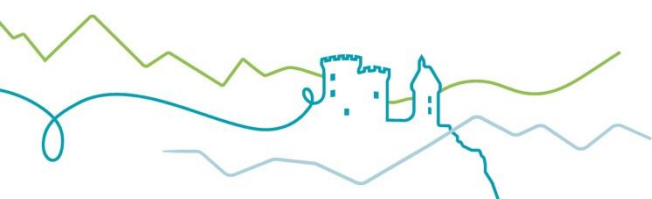
L'ensemble des dépenses de formation y compris la rémunération représente un total de 9 569,8 euros H.T.

Comparaison par rapport aux engagements contractuels :

Formation réalisée	Public concerné (nombre de stagiaires)	Objectif	Organisme	Nombre de stagiaire	Heures
Accueil intégration nouveaux embauchés	12(conducteurs)	Maitrise des outils métiers	Interne	12	252
Favoriser l'accessibilité dans le bus pour les personnes fragiles	2(encadrants)	Intégration de la réglementation	Institut Keolis	2	28
Conduite souple et rationnelle	2(conducteurs)	Perfectionnement à la conduite	Institut Keolis	2	14
Prévenir le risque incendie en maintenance bus et cars	1(mainteneur)	Maitrise des outils métiers	Institut Keolis	1	7
Amélioration continue de la conduite	1(conducteurs)	Perfectionnement à la conduite	Institut Keolis	1	14
Habilitation électrique pour la maintenance	1(mainteneur)	Maitrise des outils métiers	Institut Keolis	1	14
Formation interne exploitation/découverte okapi logiciel interne	2(encadrants)	Prise en mains des outils métiers	Interne	2	14
Okapi : gestion du quotidien	1(encadrant)	Maitrise des outils métiers	Institut Keolis	1	7
Okapi : mise en production	1(encadrant)	Maitrise des outils métiers	Institut Keolis	1	21
<b>TOTAL HEURES FORMATION</b>					<b>371</b>

Formation prévisionnelle RAO	Coût pédagogique HT	Formation réalisée	Coût pédagogique HT
FCO (Formation continue obligatoire)	1860 euros	Non réalisé	0
Accueil intégration nouveaux embauchés	504 euros	Accueil intégration nouveaux embauchés	0
Rappel des consignes	16 euros	Rappel des consignes	0
Favoriser l'accessibilité dans les bus pour les personnes fragiles	0	Favoriser l'accessibilité dans les bus pour les personnes fragiles	1100 euros
Prévenir le risque incendie en maintenance bus et	179 euros	Prévenir le risque incendie en maintenance bus et	250 euros
Conduite souple et rationnelle	358	Conduite souple et rationnelle	330

Formation spécifique à l'accueil des Personnes à Mobilité Réduite : formation réalisée par les encadrants afin de transmettre le savoir lors de la formation interne « Accueil et intégration des nouveaux embauchés ».



### 3.2. Les moyens techniques

#### 3.2.1. Le parc de véhicules

Au 31 décembre, la situation du parc est la suivante :

Nombre de véhicules	n-1	n	Evolution n/n-1
Bus standards	nc	0	nc
Bus articulés	nc	0	nc
Bus de moyenne capacité	nc	0	nc
Minibus/midibus	nc	8	nc
Autocars	nc	0	nc
Véhicules légers	nc	2	nc
<b>TOTAL</b>	nc	<b>10</b>	nc

Age moyen des véhicules	n-1	n	Evolution n/n-1
Bus standards	nc	0	nc
Bus articulés	nc	0	nc
Bus de moyenne capacité	nc	0	nc
Minibus/midibus	nc	1.1	nc
Autocars	nc	0	nc
Véhicules légers	nc	2	nc
<b>Moyenne d'âge</b>	nc	<b>1.6 ans</b>	nc

Tableau détaillant par véhicule les colonnes suivantes :

Véhicule Foix	Numéro de parc	Livraison	Immatriculation	Date immatriculation	Date entrée depot Foix	Nombre de places assises	Nombre de places debout	Date de sorti depot Foix	Présence SAEIV	Présence valideurs billetterie	Présence de la climatisation	Présence d'un plancher bas	Présence rampe PMR	Norme environnementale du véhicule	Kilométrage début de période	Kilométrage e fin de période 31/12/2023	Total kilometre période 27/08/23 au 31/12/2023
IZUSU	227017	ok	GH-314-NW	18-juil.-22	2-août-22	21	39	NC	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2022	1514	23014	21500
	227018	ok	GH-410-NW	18-juil.-22	2-août-22	21	39	NC	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2022	1611	21259	19648
	227015	ok	GH-518-NW	18-juil.-22	2-août-22	21	39	NC	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2022	1743	20477	18734
	227016	ok	GH-573-NW	18-juil.-22	2-août-22	21	39	NC	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2022	1507	18947	17440
City 23	Prêt 1	Prévue Juillet 23	FZ-256-TS	7-juin-21	2-août-22	13	16	12-mai-23	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2021	10664	28569	17905
	Prêt 2	Prévue Juillet 23	FS-698-ZT	28-sept.-20	2-août-22	13	16	12-mai-23	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2022	54952	72710	17758
	Prêt 3	Prévue Juillet 23	EG-091-WL	21-nov.-16	2-août-22	13	16	30-sept.-23	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2016	122451	130092	7641
Navette électrique CADDY	222060	ok	GH-839-PD	19-juil.-22	19-août-22	10	12	nc	oui	oui	oui	oui	oui/manuelle	nc	164	21717	21553
	210238	ok	FZ-448-AG	3-mai-21	2-août-22	5	0	NC	oui	oui	oui/véhicule	oui	oui/manuelle	norme euro 6 2022	4050	12172	8122
TRAFFIC	Prêt 4	NC	FF-560-TG	26-avr.-19	2-août-23	9	0	septembre 2023	non	oui	non	oui	non	norme euro 6 2019	50266	52600	2334
<b>Total</b>																<b>152635</b>	

### 3.2.2. Entretien et maintenance

Evenement					
Date	Véhicules	Type de véhicule	Objet	Cause	Temps immobilisation
24/08/2022	GH-839-PD	Isuzu	Curative	Panne moteur	3 jours
21/09/2022	GH-839-PD	Isuzu	Curative	Relais de porte	2 jours
27/09/2022	GH-314-NW	Isuzu	Curative	Flexible d'air compresseur	1 jour
29/09/2022	GH-839-PD	Isuzu	Curative	Compteur de vitesse	
03/10/2022	FZ-256-TS	City 23	Préventive	Vidange/filtres et passage contrôle technique	4 jours
03/10/2022	GH-839-PD	Isuzu	Curative	Remplacement batterie de servicex2	
21/11/2022	GH-410-VW	Isuzu	Curative	Remplacement renvoi d'angle boîte de vitesse remorquage	5 jours
12/11/2022	GH-839-PD	Isuzu	Curative	Fusible de ventilation	
28/11/2022	GH-410NW	Isuzu	Préventive	Vidange/filtres et passage contrôle technique	3 jours
29/11/2022	GH-573-NW	Isuzu	Curative	Changement du capteur liquide de refroidissement	1 jour
05/12/2022	GH-573-NW	Isuzu	Préventive	Vidange/filtres et passage contrôle technique	3 jours
12/12/2022	GH-518-NW	Isuzu	Préventive	Vidange/filtres et passage contrôle technique	3 jours
13/12/2022	GH-518-NW	Isuzu	Curative	Remplacement roue avant et arriere	1 jour
19/12/2022	GH-314-NW	Isuzu	Préventive	Vidange/filtres et passage contrôle technique	3 jours

**Panne en ligne** : deux pannes en ligne sur l'année 2022

### 3.2.4. Biens immobiliers et autres biens

Présentation des interventions d'entretien et de maintenance les plus significatives pour les biens immobiliers et les autres biens mobiliers :

- Mise aux normes du bâtiment
- Installation des bureaux, salle de prise de service des conducteurs, salle de repos, sanitaires, cuisine, installation du réseaux internet
- Sécurisation du dépôt avec la mise en place de badges pour ouverture et fermeture portail
- Mise en place de la borne de rechargement pour la navette électrique
- Création d'arrivée d'eau pour l'autolaveuse
- Création d'une dalle avec caniveaux pour l'emplacement des bus



### 3.3 Evolution de l'offre kilométrique et de la fréquentation globale

#### 3.3.1 Annuelle

Nombre de kilomètres	n-1	n	Evolution (en %) N / n-1
Lignes régulières assurées en propre	nc	141 681	nc
Services à la demande assurés en propre	nc	10 456	nc
<b>Sous-total Services assurés en propre</b>	nc	<b>152 137</b>	nc
Lignes régulières sous-traitées	nc	nc	nc
Services à la demande sous-traités	nc	nc	nc
<b>Sous-total Services sous-traités</b>	nc	nc	nc
Services occasionnels	nc	498	nc
<b>KILOMETRAGE TOTAL</b>	nc	<b>152 635</b>	nc
<b>Voyages</b>	nc	50 010	nc
<b>Recettes totales</b>	nc	<b>40 750.27</b>	nc
<b>Vitesse / Kilomètre</b>	nc	0.33	nc
<b>Recette / Kilomètre</b>	nc	0.28	nc

Explication des résultats : pas d'évolution à N-1 le réseau a débuté le 27/08/2022, il n'a pas eu appel à de la sous-traitance.

A compter du 07/11/2022, (avenant n°1 à la DSP) le kilométrage de référence a été augmenté de 20 827 kilomètres en année pleine, soit une augmentation de 7% des kilomètres commerciaux.





## 3.3.2 Mensuelle

	Août/Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
Lignes régulières assurées en propre	32 920	37 754	33 928	37 133
Services à la demande assurés en propre	1 521	2 566	2 598	3 717
<b>Sous-total Services assurés en propre</b>	<b>34 441</b>	<b>40 320</b>	<b>36 526</b>	<b>40 850</b>
Lignes régulières sous-traitées	nc	nc	nc	nc
Services à la demande sous-traités	nc	nc	nc	nc
<b>Sous-total Service sous-traités</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>	<b>nc</b>
Services occasionnels	nc	498	nc	nc
<b>KILOMETRAGES TOTAUX</b>	<b>34 441</b>	<b>40 818</b>	<b>36 526</b>	<b>40 850</b>
Voyages	10 645	12 864	12 794	13 707
Recettes totales	9 608.86	10 131.82	10 156	10 854.09
Vitesse/ Kilomètre	0.31	0.32	0.35	0.33
Recette / Kilomètre	0.28	0.25	0.27	0.26



## 3.3.3 Commentaires par ligne

Lignes	Commentaires
<p data-bbox="359 293 718 353">Ligne 1 Verniolle Centre à Foix Parvis</p> 	<p data-bbox="826 293 1353 461">La ligne la plus empruntée du réseau. Elle représente 39% des voyages soit 19 611 voyages pour l'année 2022. Cette ligne traverse les 5 arrêts les plus desservis du réseau qui sont :</p> <ul data-bbox="826 465 1225 640" style="list-style-type: none"> <li>-Parvis : 12 141 voyages</li> <li>-Allées de Villote : 4 729 voyages</li> <li>-Capitany 2 023 voyages</li> <li>-Foix Gare : 1 296 voyages</li> <li>-CFA : 1 174 voyages</li> </ul> <p data-bbox="826 645 1353 712">Une offre améliorée le 7 novembre 2022 avec :</p> <p data-bbox="826 725 1353 846">Une augmentation de l'amplitude de fonctionnement du lundi au vendredi, Desserte de « Dalou Mairie » du lundi au vendredi Ajustement de la desserte de « Coussa Ecole » le samedi Correspondance SNCF à 7h51 à « Varilhes Gare » du lundi au vendredi</p> <p data-bbox="826 860 1353 981">Complément d'offre pour la desserte de « Montégut-Plantaurel », « Cazaux » et « Loubens » le samedi.</p>
<p data-bbox="308 1081 770 1142">Ligne 2 Foix Gare-Centre universitaire-Cadirac</p> 	<p data-bbox="826 1081 1353 1254">La ligne la moins empruntée elle représente 16% des voyages soit 8 027 voyages pour l'année 2022. Cette ligne dessert Foix Gare qui fait partie des top 5 des arrêts les plus desservis du réseau.</p> <p data-bbox="826 1258 1353 1326">Une ligne fréquentée principalement par les étudiants (université).</p>
<p data-bbox="331 1361 746 1422">Ligne 3 Saint-Pierre-de-Rivière à Ferrières</p> 	<p data-bbox="826 1361 1353 1462">Une ligne fréquentée, elle représente 20% des voyages soit 10 112 voyages pour l'année 2022.</p> <p data-bbox="826 1485 1353 1668">Une offre améliorée depuis le 07 novembre 2022 pour la desserte régulière de « Saint Pierre Stade » du lundi au vendredi. Une amélioration des correspondances avec la ligne 4 pour faciliter l'accès aux commerces et services.</p>
<p data-bbox="371 1720 707 1780">Ligne 4 Foix Paul-Bert à Foix Parvis</p> 	<p data-bbox="826 1731 1353 2004">Une ligne fréquentée, elle représente 24% des voyages soit 11 618 voyages pour l'année 2022. Une offre améliorée depuis le 7 novembre 2022 pour augmenter la fréquence et la desserte de certains arrêts avec un allongement de la ligne, desserte plus fine, une augmentation de l'amplitude et de la fréquence du lundi au vendredi, création d'une offre pour le samedi et</p>



	ajustement de la desserte de « Purple Campus » du lundi au vendredi.  Un retour client positif à la suite de cette amélioration.
<b>Services TAD</b>	<b>Commentaires</b>
TAD	642 voyages pour l'année 2022. Au lancement de nombreux retours clients pour expliquer l'offre du TAD. Une offre qui tend à se développer avec des retours positifs des clients. Le TAD est utilisé pour des aller et retour sur la matinée. Le retour en fin d'après-midi n'est pas utilisé.

### 3.3.4 Motifs et impacts des modifications de l'offre

Réalisation d'un avenant pour une amélioration de l'offre à partir du 7 novembre 2022

Evolution des charges

Evolution vs contrat	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
km comm supp.	3 243,80	20 827,46	20 827,46	20 827,46	20 827,46	20 827,46	13 864,17	121 245,28
Heures comm. supp.	169,58	1 090,01	1 090,01	1 090,01	1 090,01	1 090,01	725,43	6 345,06
<b>Evolution Charges</b>	<b>7 659,40</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>49 216,67</b>	<b>32 757,04</b>	<b>286 499,81</b>

Evolution des recettes

	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028	TOTAL
<b>Recettes Supp.</b>	<b>326,05</b>	<b>2 499,85</b>	<b>2 896,61</b>	<b>3 163,56</b>	<b>3 347,27</b>	<b>3 490,55</b>	<b>2 336,02</b>	<b>18 059,91</b>

### 3.3.5 Détail des services occasionnels

Services complémentaires pour la foire de la Barguillère

	Heures	Kms
<b>Samedi 15 octobre 2022</b>		
Renfort Ligne 3	8,22	47,9
Navette Stade	6,88	54,5
Renfort Ligne 4	Circulations réalisées avec un Isuzu puis un City	
<b>Total 1</b>		
<b>Dimanche 16 octobre 2022</b>		
Ligne 3	8,22	191,5
Renfort Ligne 3	8,22	0
Navette Stade	6,88	54,5
Ligne 4 en Isuzu	2,86	49,9
Ligne 4 en City	5,72	99,8



Un service faiblement utilisé pour la foire de la Barguillière malgré un contexte de pénurie de gasoil :

-Le samedi l'utilisation des navettes s'est fait principalement entre 11h00 et 17h00.

Le renfort de la ligne 3 a connu peu de fréquentation.

Un city 23 a été mis sur la ligne 4 par manque de fréquentation et par un souci d'économie de gasoil.

-Le dimanche l'utilisation des navettes s'est fait principalement entre 13h00 et 16h00.

Le renfort de la ligne 3 n'a pas été utilisé, un seul city 23 a permis d'assurer le service.

Un city 23 a été mis sur la ligne 4 par souci d'économie de gasoil.

### 3.3.6. Bilan de continuité du service public

RAS

### 3.4. Vitesse commerciale

ANNEE 2022	KM/H
Vitesse commerciale moyenne	23,49
Vitesse de production UTP	21,88

### 3.5.1. Incivilités

Année	Vol de tickets ou d'argent	Agression verbale (insulte, menace)	Agression physique sans arrêt de travail	Agression physique avec arrêt de travail	Jet de projectiles	Autres dégradations, chahuts, état d'ébriété
n-1	0	0	0	0	0	0
n	1	0	0	0	0	0

Explication des chiffres obtenus : Une fraude concernant une carte jeune -26 ans, duplicata d'une carte abonné de L'agglo-bus.

### 3.5.2. Fraude

Il n'y a pas eu de contrôle fait sur le réseau pour l'année 2022.

Pas de recette liée à la lutte contre la fraude



### 3.6. Bilan des pénalités

RAS

## IV / BILAN COMMERCIAL

### 4.1. Evolution de la tarification

Rappel des augmentations de l'année N par rapport à l'année N-1.

Titre de transport	Public	Année n-1		Année n		Evolution Tarif TTC n/n-1 (en %)
		Tarifs HT	Tarifs TTC	Tarifs HT	Tarifs TTC	
Ticket unitaire	Tout public	nc	nc	0.91	1	nc
Ticket 10 voyages	Tout public	nc	nc	7.27	8	nc
Carte rechargeable 10 voyages	Tout public	nc	nc	7.27	8	nc
Abonnement mensuel	Tout public	nc	nc	13.64	15	nc
Abonnement annuel	Tout public	nc	nc	136.36	150	nc

Il n'y a pas eu de proposition d'évolution de tarification sur cette année 2022.

### 4.2. Fréquentation et recettes commerciales

#### 4.2.1. Répartition annuelle des voyages par titres

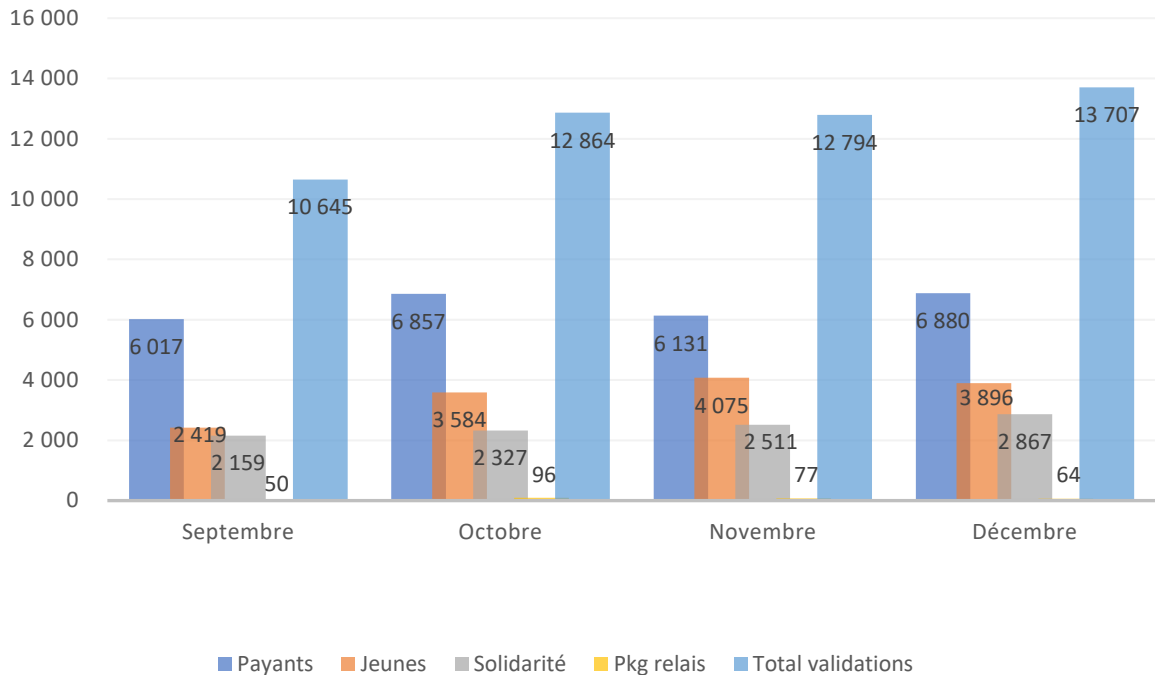
	Année 2022		
	Quantité	Voyages	% voyages
Titre unitaire à bords	15 290	15 539	31%
Ticket unitaire M-ticket	63	44	0.1%
Ticket 10 voyages	100	993	2%
Ticket 10 voyages M-Ticket	24	149	0.3%
Carte 10 voyages	333	2 012	4%
Mensuel	229	4 598	9.2%
Mensuel mobile	20	227	0.5%
Annuel tout public	11	471	0.9%
Annuel mobile	2	35	0.1%
<b>Sous total titre payant</b>	<b>16 072</b>	<b>24 068</b>	<b>48.1%</b>
Annuel jeune -26 ans	782	13 974	28%
Enfant – de 5 ans	1 573	1 573	3.1%
Parking relais	287	287	0.6%
Carte solidarité transport	9 864	9 864	19.7%
Reprise ancien titre de transport	244	244	0.5%
<b>Sous-total titre gratuit</b>	<b>12 750</b>	<b>25 942</b>	<b>51.9%</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>28 822</b>	<b>50 010</b>	<b>100%</b>

\*La quantité concerne le nombre de titres de transport vendus.

\* Le voyage concerne la validation des titres de transport.



## Fréquentation L'agglo-bus 2022



Les voyages gratuits (enfants -5ans, carte solidarité, annuel jeune, parking relais et reprise ancien titre de transport) représentent **51.9%** des validations sur le réseau. L'annuel jeune représente 53.9% des validations gratuits.

Les voyages payants représentent **48.1%** des validations sur le réseau. Les titres unitaires représentent 64.6% des validations payantes.

Le titres de transport le plus utilisé est le titres unitaires thermiques qui représente 31% des validations du réseau.

Le deuxième titre de transport le plus utilisé est l'abonnement jeunes -26 ans qui représente **28%** des validations sur le réseau.

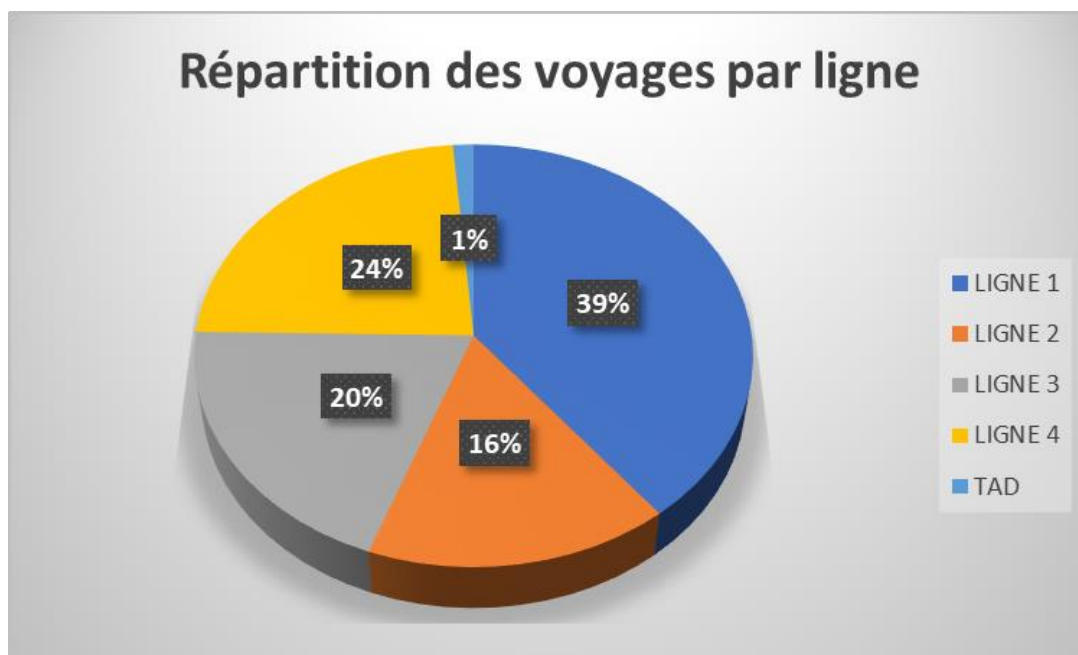
Le troisième titre de transport le plus utilisé est la solidarité transport qui représente **19.7%** des validations du réseau.

## 4.2.2. Répartition annuelle des voyages par ligne (année n)

Lignes	Nombre de voyages	% de la fréquentation totale
Ligne 1	19 611	39.2%
Ligne 2	8 027	16.1%
Ligne 3	10 112	19.6%
Ligne 4	11 618	23.8%
TAD	642	1.3%
<b>Total</b>	<b>50 010</b>	<b>100%</b>

Explication des résultats obtenus :





La ligne 1 est la ligne la plus utilisée du réseau, elle représente **39%** des validations.

La ligne 4 est la deuxième ligne la plus utilisée, elle représente **24%** des validations.

La ligne 3 est la troisième ligne du réseau, elle représente **20%** des validations.

La ligne 2 est la quatrième ligne du réseau, elle est la moins utilisée du réseau. Elle représente **16%** de validations.

*\* Les validations solidarité transport et enfant – 5 ans sont ventilées selon le poids relatif de la ligne.*

#### 4.2.3. Répartition mensuelle des voyages par lignes

Lignes	Août/septembre	Octobre	Novembre	Décembre	TOTAL
Ligne 1	4 043	5 244	5 176	5 148	19 611
Ligne 2	2 069	2 201	1 920	1 837	8 027
Ligne 3	1 732	2 574	2 708	3 098	10 112
Ligne 4	2 329	2 832	2 927	3 530	11 618
TAD	132	160	170	180	642

*\* Les validations solidarité transport et enfant – 5 ans sont ventilées selon le poids relatif de la ligne.*



### 4.2.4 - Recettes commerciales

Titre non affecté % ventilé selon le poids relatif de la ligne

#### Aout/septembre-22

	Ligne 1 Validation	Ligne 2 Validation	Ligne 3 Validation	Ligne 4 Validation	Tad Validation	Total Validation	Recette	Recette Ht	Autre recette	Compensation
TU à bord	1676	653	892	622	132	3975	3836	3487,27		
TU M-ticket	8	0	2	6	0	16	18	16,36		
Ticket 10 voyages	69	45	61	117	0	292	664	603,64		
Ticket 10 voyages M-Ticket	6	18	6	1	0	31	88	80,00		
Carte 10 Voyages	83	76	43	81	0	283	744	676,36		
Mensuel Mobile	4		0	19	0	23	60	54,55		
Mensuel	220	275	152	250	0	897	900	818,18		
Annuel Mobile	4		0	3	0	7	12,5	11,36	0	
Annuel Jeunes	1019	567	225	608	0	2419	0		350,83	1759,27
Reprise ancien tickets	29	8	22	23	0	82	0			
Annuel tout publics	56	15	1	13	0	85	112,5	102,27		
Enfants -Sans				5	0	326	0		0	0,00
Parking relais	17	0	1	32	0	50	0			36,36
Carte solidarité					0	2159	0			1962,73
Autre recette										
<b>TOTAL</b>	<b>8165</b>	<b>3191</b>	<b>1657</b>	<b>1405</b>	<b>132</b>	<b>10645</b>	<b>6435,0</b>	<b>5850,0</b>	<b>350,83</b>	<b>3758,36</b>

#### oct-22

	Ligne 1 Validation	Ligne 2 Validation	Ligne 3 Validation	Ligne 4 Validation	Tad Validation	Total Validation	Recette	Recette Ht	Autre recette	Compensation
TU à bord	1476	651	1043	555	160	3885	3866	3514,55		
TU M-ticket	4	0	0	2	0	6	19	17,27		
Ticket 10 voyages	134	94	57	101	0	386	136	123,64		
Ticket 10 voyages M-Ticket	30	8	17	11	0	66	112	101,82		
Carte 10 Voyages	161	80	109	126	0	476	736	669,09		
Mensuel Mobile	45	2	0	18	0	65	90	81,82		
Mensuel	458	282	214	320	0	1274	765	695,45		
Annuel Mobile	8	0	0	1	0	9	25	22,73		
Annuel Jeunes	1608	640	412	924	0	3584	0		480,83	2606,55
Reprise ancien tickets	18	5	25	23	0	71	0			
Annuel tout publics	101	25	3	15	0	144	125	113,64		
Enfants -Sans					0	475				
Parking relais	41	2	10	43	0	96				69,82
Carte solidarité						2327				2115,45
Autre recette									3562,79	
<b>Total</b>	<b>10062</b>	<b>4084</b>	<b>1789</b>	<b>1890</b>	<b>160</b>	<b>12864</b>	<b>5874,00</b>	<b>5340,00</b>	<b>4043,62</b>	<b>4791,82</b>

#### nov-22

	Ligne 1 Validation	Ligne 2 Validation	Ligne 3 Validation	Ligne 4 Validation	Tad Validation	Total Validation	Recette	Recette Ht	Autre recette	Compensation
TU à bord	1101	343	662	1172	170	3448	3429	3117,27		
TU M-ticket	2	2	2	2	0	8	13	11,82		
Ticket 10 voyages	90	23	55	23	0	191	0	0,00		
Ticket 10 voyages M-Ticket	8	1		21	0	30	40	36,36		
Carte 10 Voyages	203	121	113	157	0	594	672	610,91		
Mensuel Mobil	50	2	11	5	0	68	75	68,18		
Mensuel	461	235	250	250	0	1196	960	872,73		
Annuel Mobil	11				0	11	25	22,73		
Annuel Jeunes	1967	705	855	548	0	4075			554,17	2963,64
Reprise ancien tickets	13	11	9	12	0	45	0			
Annuel tout publics	84		43	7	0	134	125	113,64		
Enfants -Sans					0	406				
Parking relais	17	47		13	0	77				56,00
Carte solidarité					0	2511				2282,73
Autre recette									0	
<b>Total</b>	<b>9877</b>	<b>4007</b>	<b>1490</b>	<b>2000</b>	<b>170</b>	<b>12794</b>	<b>5339,00</b>	<b>4853,64</b>	<b>554,17</b>	<b>5302,36</b>

Titre non affecté % ventilé selon le poids relatif de la ligne

#### déc-22

	Ligne 1 Validation	Ligne 2 Validation	Ligne 3 Validation	Ligne 4 Validation	Tad Validation	Total Validation	Recette	Recette Ht	Autre recette	Compensation
TU à bord	1310	376	760	1605	180	4231	4159	3780,91		
TU M-ticket	2	5	6	1	0	14	13	11,82		
Ticket 10 voyages	45	12	54	13	0	124	0	0,00		
Ticket 10 voyages M-Ticket	13	1		8	0	22	40	36,36		
Carte 10 Voyages	197	173	122	167	0	659	720	654,55		
Mensuel Mobile	66	1	3	1	0	71	75	68,18		
Mensuel	427	203	340	261	0	1231	735	668,18		
Annuel Mobile	8				0	8	25	22,73		
Annuel Jeunes	1794	630	954	518	0	3896			600	2833,45
Reprise ancien tickets	5	7	11	23	0	46				
Annuel tout publics	87	2	35	8	0	108	137,5	125,00		
Enfants -Sans					0	366				
Parking relais	14	48		2	0	64				46,55
Carte solidarité					0	2867				2606,36
Autres recette									30	
<b>TOTAL</b>	<b>10498</b>	<b>3968</b>	<b>1458</b>	<b>2285</b>	<b>180</b>	<b>13707</b>	<b>5904,50</b>	<b>5367,73</b>	<b>630</b>	<b>5486,36</b>





Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le 03/10/2023

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_125-DE

	Recette	Recette HT	Autre recette	Compensation
Total	23 552,50 €	21 411,36 €		
Engagement contrat		16 314,00 €		16 666,67 €
Ecart		5 097,36 €		
3%		489,42 €		
Excédent de recette à partager		4 607,94 €		
Somme à restituer		2 303,97 €		

	Validation	Engagements	Ecart	
Abonnements gratuit moins de 26 ans	13974	7141	6833	49%
Carte gratuite Solidarité Ariège	9864	12517	-2653	-27%
Titre gratuit parking relais	287	129	158	55%
<b>Recettes compensations tarifaires pour abonnements gratuit moins de 26 ans</b>	10 162,91 €	5 193,10 €	4 969,81 €	49%
<b>Recettes compensations tarifaires pour carte gratuite Solidarité Ariège</b>	8 967,27 €	11 379,41 €	-2 412,14 €	-27%
<b>Recettes compensations tarifaires pour titre gratuit parking relais</b>	208,73 €	94,16 €	114,57 €	55%
<b>Total</b>	<b>19 338,91 €</b>	<b>16 666,67 €</b>		

	Validation	Engagements	Ecart	
Titre unitaire	15827	12 937	2890	18%
Titre 10 voyages	3154	4 198	-1044	-33%
Abonnement mensuel	4825	2 447	2378	49%
Abonnement annuel	506	1 313	-807	-160%



### 4.3. Information, communication, promotion

#### 4.3.1. Opérations d'information, de communication et de promotion du réseau.

Date	Thème	Objet
07/07/2022	Action commerciale	Conférence de presse
03/08/2022	Formation	Office du tourisme
25/08/2022	Événement	Inauguration du dépôt de L'agglo-bus
26/08/2022	Action commerciale	Présence au marché de Foix
27/08/2022	Événement	Lancement et inauguration du réseau
07/09/2022	Action communication	Rencontre personnel de France Services Varilhes
13/09/2022	Action commerciale	Présence au marché de Varilhes
19/09/2022	Action commerciale	Présence Purple Campus
20/09/2022	Action de communication	Présence Delta Sud
26/09/2022	Action commerciale	Présence Université de Foix
24/10/2022	Action commerciale	Commission mobilité
15-16/10/2022	Événement	Foire de la Barguillère
07/11/2022	Nouvelle offre	Adaptation de l'offre et amélioration du roulement conducteur
28/11/2022	Action commerciale	Présence au Parvis
05/12/2022	Action de communication	Conseil départemental
23/12/2022	Action recrutement	Mairie de Foix

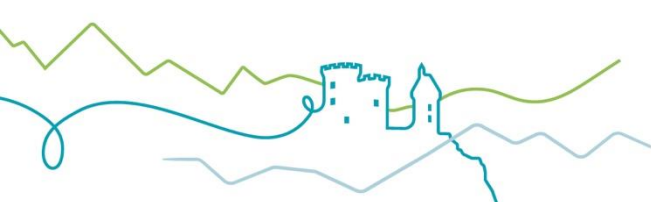
#### 4.3.2. Etudes et enquêtes

Etudes et enquêtes non concernés pour cette année 2022.

#### 4.4. Réclamations et propositions clientèle

Cf annexe

Les réclamations portent principalement sur le plan de transport notamment la ligne 4 qui souffrait d'un manque de rotations. Depuis la mise en place de la nouvelle offre du 07 novembre 2022, nous n'avons plus de plaintes concernant la réorganisation du plan de transport.



## V/ BILAN FINANCIER

### 5.1. Liasse fiscale

CF annexes.

### 5.2 Compte d'exploitation

Sur le modèle de l'annexe contractuelle.

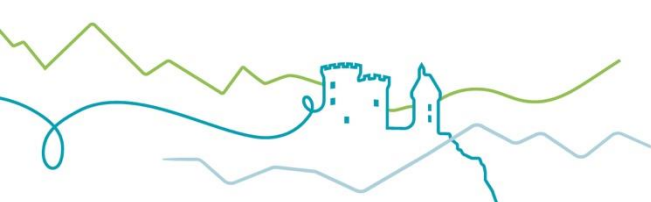
### 5.3. Recettes annuelles

CF annexe

### 5.4. Investissements et inventaires des biens

5.4.1 - Etat du suivi du programme contractuel d'investissements en premier établissement et du renouvellement des biens et immobilisations nécessaires à l'exploitation du service public délégué

Type de bien	Type de véhicule	Date d'entrée dans l'actif
Biens de reprise	3 midibus thermiques	août-22
Bien de retour	1 Navette Electrique Jest	août-22
Bien Propre	1 Caddy TPMR	août-22
Type de bien	Autres investissements	Date d'entrée dans l'actif
Biens de reprise	Billettique ACTOLL	sept-22
Biens de reprise	Matériel Embarqué	août-22
Bien Propre	Outillage Atelier	août-22
Bien Propre	Matériel Informatique	août-22
Bien Propre	Matériel Bureau	août-22



## VI/ ANNEXES

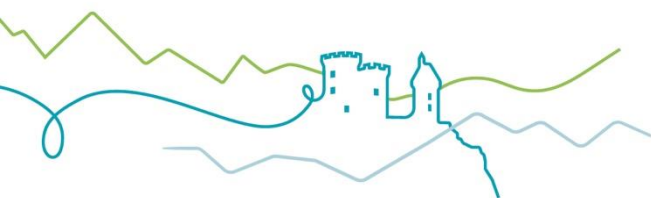
### Le cas échéant

#### Réclamation annexe 1

ANNEE durant laquelle le dysfonctionnement a eu lieu	Date du dysfonctionnement	Date de réception de la réclamation	Ligne	Motif de la réclamation - Adaptation de l'offre - Dysfonctionnement - Demande de renseignements - Autres	Description détaillée de la réclamation	TRAITEMENT REEL (Comment a été traité le dysfonctionnement, quelle suite a été donnée à la réclamation, etc...)	Date de réponse à l'usager	date de clôture de la réclamation
<b>2022</b>								
	05/09/22	05/09/2022	4	Adaptation de l'offre	La ligne 4 ne pourra pas amener ma fille au Parvis-Foix pour 7h10, il n'y a pas à l'heure actuelle d'horaire qui puisse convenir,	Réponse, L'agglo est en train de revoir l'offre je vous invite à nous recontacter dans 1 mois	06/09/2022	06/09/2022
	08/09/22	08/09/2022	3	Retard	Sa fille a pris la ligne 3 à Cardié à 7h39 pour le collègè Lakanal il y a eu un detour sur l'itineraire la jeune fille est arrivée apres 08h00	Réponse, la cause du retard est lié au travaux et à la circulation,	08/09/2022	08/09/2022
	12/09/22	12/09/2022	3	Dysfonctionnement	La cliente vient de descendre du bus pour Ferriere car le conducteur lui a demandé de descendre, elle ne comprend pas pourquoi on l'a depose au meme endroit qu'on l'a prise, certains conducteurs gardent dans le bus et l'a on l'a mis dehors en plus elle est mal voyante, et elle paye son ticket, j'estime qu'on doit me ramener à mon arret,	Réponse,	12/09/2022	12/09/2022
	13/09/22	13/09/2022	3	Dysfonctionnement	Je reprends le car ce soir si le conducteur la depose pas à son arret elle porte plainte, l'arret ou le conducteur l'a laissé hier lui fait trop loin surtout qu'elle est mal voyante,	Réponse,	13/09/2022	13/09/2022
	13/09/22	13/09/2023	Autres	Demande de renseignements	Bonjour, Lors de mon séjour chez mes parents à laccassagne (commune de Ganac) j'ai appris qu'une navette effectuée des trajets de Foix à Serres sur Arget, avec un arrêt à St Pierre de Rivière. Auriez-vous un flyer correspond à ses trajets (aller et retour) avec les horaires ? Ainsi que les points de départ et arrivée sur Foix. Je vous remercie par avance de toutes les informations que vous pourrez me fournir, afin de faciliter les transports pour mes parents âgés de + de 85 ans. Cordialement,	Reponse, Voici un lien pour voir les horaires qui vous correspond le mieux, concernant la ligne 3, je vous ai mis en piece jointe les horaires, n'hesitez pas à revenir vers nous,	13/09/2022	19/09/2022
	13/09/22	13/09/2022	3	retard	Elle est responsable de l'Hotel Brith à côté de Décathlon « Permilhac », son employé a voulu prendre la ligne 1 à 15h29, le car est passé a grande vitesse sans s'arrêter. Elle a attendu le car suivant à 16h20, elle a attendu jusqu'à 16h45 soit 25 minutes et le car n'est jamais passé. Mme Defreta dit que son employé n'a que ce car pour se rendre à son travail, et qu'elle ne peut fermer son hôtel juste car nous n'avons pas fait la navette.	Réponse, erreur de comprehension de la fiche horaire la cliente avait confondu avec les horaires du samedi,		
	16/09/22	16/09/2022	Autres	carte abonnement	J'ai voulu faire ma carte d'abonnement mais été refusé car la piece d'identité été illisible je trouve que mon scan est lisibile	Reponse, le scan est effectivement de bonne qualité mais la dimension de votre photo est trop petite cela est illisible lors de l'impressionde la carte,	16/09/2022	16/09/2022



ANNEE durant laquelle le dysfonctionnement a eu lieu	Date du dysfonctionnement	Date de réception de la réclamation	Ligne	Motif de la réclamation - Adaptation de l'offre - Dysfonctionnement - Demande de renseignements - Autres	Description détaillée de la réclamation	Envoyé en préfecture le 02/10/2023 Reçu en préfecture le 02/10/2023 Publié le 03/10/2023 ID : 009-200067791-20230927-2023_DC_125-DE		
						TRAITEMENT REEL (Comment a été traité le dysfonctionnement, quelle suite a été donnée à la réclamation, etc...)	Date de réponse à l'utilisateur	date de clôture de la réclamation
<b>2022</b>								
	29/10/22	02/11/2022	1	Autres	Le samedi 29/10 Mme S attendait à l'arrêt Capitany 17h40 avec une autre adame, Mme S était assise dans l'abri de bus compte tenu de son âge et l'autre personne était debout, La navette est passée sans ralentir ni marquer l'arrêt, elles n'ont donc pu se rendre à Foix, Précédement au même arrêt un conducteur s'est arrêté au tout dernier moment tout au bout de l'arrêt, Les meems fait se sont également produits dans le sens inverse, Elle souhaiterait qu'un rappel soit fait auprès des conducteurs pour qu'au moins ils ralentissent devant les abris de bus afin de vérifier qu'il n'y ait pas de client, Les clients sont parfois âgées et ne peuvent pas rester debout longtemps, de plus M,S signale également que l'arrêt Foix-Paul Bert utilisé par sa maman n'est indiqué que par un simple poteau et n'a pas d'abris de bus ou de banc,	Réponse, Nous prenons en compte ses réclamations qui nous permettraient l'amélioration de nos services et nous allons transmettre à l'allgo ses remarques sur l'arrêt Paul Bert,	02/11/2022	02/11/2022
	10/11/22	10/11/2022	1	Adaptation de l'offre	Je tiens à vous contacter déjà pour vous remercier d'avoir mis en place ce service de bus accessible au plus grand nombre, Ensuite je souhaiterais vous demander s'il n'y a pas moyen sur la ligne 1 de polagner la ligne de départ 7h45 jusqu'à Bigorre ou adapter l'horaire du samedi à la semaine,	Réponse par courriel, Nous avons pris en compte votre demande et cela sera retranscrit à l'autorité organisatrice,	16/11/2022	16/11/2022
	11/11/22	11/10/2022	Autres	Adaptation de l'offre	C'est dommage qu'il n'y ai pas eu de bus aujourd'hui jour de marché sur Foix. Je sais bien que c'est férié mais beaucoup de personnes âgées (dont ma maman) se sont retrouvées à rentrer à pied avec leurs courses habituelles.  Je pense que cela aurait mérité une exception.	Réponse par courriel, Actuellement il n'y a de service les jours fériés mais que sa demande et prise en compte et sera retranscrite auprès de l'autorité organisatrice,	16/11/2022	16/11/2022
	30/11/22	30/11/2022	Autres	Dysfonctionnement	A appelé car sa petite-fille avait une carte abonnement 10 voyages qui c'est assez en 2. Sa petite-fille n'avait pas le choix de présenter la carte cassée au conducteur, sur la ligne 2, le conducteur n'a pas cherché à comprendre et l'a fait payer 1€. Elle est rentrée à sa maison en pleurant car habituellement elle n'a pas à payer, elle présente juste sa carte. Mme Déramond avec sa petite fille sont allées à l'Office de Tourisme pour changer la carte, elle a dû repayer 10€. Elle n'a pas compris pourquoi elle a dû repayer, alors qu'il y avait des trajets sur l'ancienne carte, ce sont des voyages payés qui sont perdus.	Réponse par telephone, Explication des modalités d'après vente et un remboursement de sa carte à 10 euros à l'office du tourisme pour le désagrément,	03/12/2022	19/12/2022
	06/12/22	06/12/2022	Autres	Adaptation de l'offre	Je vous envoie ce message pour vous faire une réclamation. Utilisatrice de votre réseau depuis la rentrée, je ne peux que constater le manque de correspondance entre les lignes et l'attente déraisonnable. Cela fait plusieurs fois que je manque ma correspondance et que je suis obligée d'attendre une heure pour le prochain bus. Je ne sais pas si je suis la seule à être mécontente de cette organisation. Je trouve qu'il n'y a pas assez de bus par heure et pas de logique dans les horaires par rapport à la correspondance.  J'espère que vous améliorerez la qualité de vos services.	Reponse, Pouvez vous me donner plus d'informations sur les lignes dont vous noter ce manquement au niveau des correspondances.	06/12/2022	pas eu de retour de la
	06/12/22	06/12/2022	Autres	Adaptation de l'offre	Bonjour les horaires des correspondances sont trop justes s'il y a un peu de retard sur un circuit la correspondance est partie quand on arrive. Je parle de quelques minutes. Bien entendu passée 5minutes de retard je comprends que c'est moins gérable. Cordialement	Réponse par courriel, Nous avons pris en compte votre demande mais nous avons besoin de plus de précision concernant votre demande notamment les lignes concernées et les horaires,	06/12/2022	
	06/12/22	06/12/2022	Autres	Carte abonnement	Bonjour, je prends le bus tous les jours pour aller ravailer de Foix au Chiva aujourd'hui ma carte mensuel n'a pas fonctionné alors qu'elle est valable jusqu'au 06 decembre 2022 23h59, Heureusement j'ai pu montrer le justificatif de paiement du chauffeur, Ce dernuer m'a conseillé de vous en informer, voila c'est fait.	Après vérification votre forfait s'est terminé le 04/12/2022. Vous devez recharger votre carte d'abonnement.	06/12/2022	06/12/2022
	12/12/22	12/12/2022	Autres	Autres	Ce jour j'ai voulu prendre la ligne 1 au Bruilhos à 7h20 pour me rendre sur mon lieu de travail, Malheureusement je n'avais pas fait attention que mon abonnement de ma carte mensuelle était arrivée à son terme. N'ayant pas 1 euros je suis redescendu, j'avais posé mon sac sur le premier rang ainsi que mon telephone pensant pouvoir recharger en direct ma carte via l'application mais pas autorisé du coup en sortant du bus j'ai oublié mon sac	Reponse par telephone pour lui indiqué que son telephone a été retrouvé	12/12/2022	12/12/2022
	13/12/22	13/12/2022	Autres	Autres	Ne se rappelle plus s'il lui reste des voyages sur sa cartes rechargement 10 voyages elle a repayé 10 voyages à bord du bus mais à un doute sur le faite qu'il lui resté des tickets, elle souhaitait qu'on verifit si le rechargement à bien fonctionné et propose que sur internet elle est la visualisation de ses rechargements ou une alerte sms,	reponse, sur le nombre de ticket sur la carte peut être visible sur internet et également à bord du vehicule,	13/12/2022	13/12/2022





**Délégation de service public pour l'exploitation de service de transport public  
 routier de voyageur et de transport à la demande sur le ressort territorial de la CA  
 Foix-Varilhes  
 COMPTE D'EXPLOITATION 2022**

<b>B) Coûts d'exploitation</b>	<b>Du 27/08/2022 au 31/12/2022</b>
<b>1 - Conduite</b>	
<b>Coût global annuel du personnel de conduite</b>	<b>160 679 €</b>
- dont salaires bruts	113 815 €
- dont charges sociales patronales	43 379 €
- dont allègements de charges	- 17 066 €
- dont autres charges (y compris interim)	20 551 €
<b>2 - Coût des véhicules (achat et/ou location)</b>	
<b>Coût total annuel des véhicules = 1+2+3+4+5+6+7+8+9+10+11+12+13+14+15</b>	<b>87 742 €</b>
<b>A) Véhicules de type autobus standards Thermiques</b>	
<b>Coût total annuel (1)</b>	<b>- €</b>
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>B) Véhicules de type autobus standards GNV</b>	
<b>Coût total annuel (2)</b>	<b>- €</b>
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>C) Véhicules de type autobus standards Electriques</b>	
<b>Coût total annuel (3)</b>	<b>- €</b>
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>D) Véhicules de type midibus Thermiques</b>	
<b>Coût total annuel (4)</b>	<b>31 640 €</b>
- dont amortissement	2 120 €
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	29 520 €
<b>E) Véhicules de type midibus GNV</b>	
<b>Coût total annuel (5)</b>	<b>- €</b>
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>F) Véhicules de type midibus Electriques</b>	
<b>Coût total annuel (6)</b>	<b>- €</b>
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>G) Véhicules de type minibus Thermiques</b>	
<b>Coût total annuel (7)</b>	<b>34 320 €</b>
- dont amortissement	1 590 €
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	32 730 €
<b>H) Véhicules de type minibus GNV</b>	
<b>Coût total annuel (8)</b>	<b>- €</b>
- dont amortissement	
- dont frais financiers	

Coût total de location (si location)	
<b>I) Véhicules de type minibus Electriques</b>	
<b>Coût total annuel (9)</b>	<b>15 910 €</b>
- dont amortissement	530 €
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	15 380 €
<b>J) Véhicules de type véhicules légers Thermiques (hors véhicules de service)</b>	
<b>Coût total annuel (10)</b>	<b>5 872 €</b>
- dont amortissement	1 060 €
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	4 812 €
<b>K) Véhicules de type véhicules légers GNV (hors véhicules de service)</b>	
<b>Coût total annuel (11)</b>	- €
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>L) Véhicules de type véhicules légers Electriques (hors véhicules de service)</b>	
<b>Coût total annuel (12)</b>	- €
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>M) Véhicules de type autre (A préciser .....</b>	
<b>Coût total annuel (13)</b>	- €
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>N) Véhicules de type autre (A préciser .....</b>	
<b>Coût total annuel (14)</b>	- €
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>O) Véhicules de type autre (A préciser .....</b>	
<b>Coût total annuel (15)</b>	- €
- dont amortissement	
- dont frais financiers	
Coût total de location (si location)	
<b>3 - Roulage (*)</b>	
<b>Coût total du roulage =16+17+18+19+20+21+22+23+24+25+26+27+28+29+30</b>	<b>62 238 €</b>
<b>A) Véhicules de type autobus standard Thermiques (16)</b>	- €
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- pièces	
- main d'œuvre	
- dont lavage	
<b>B) Véhicules de type autobus standard GNV (17)</b>	- €
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- pièces	
- main d'œuvre	
- dont lavage	
<b>C) Véhicules de type autobus standard Electriques (18)</b>	- €



- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>D) Véhicules de type midibus Thermiques (19)</b>	<b>37 264 €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	23 458 €
- dont lubrifiants	928 €
- dont pneumatiques	2 213 €
- dont entretien	9 265 €
- <i>pièces</i>	2 548 €
- <i>main d'œuvre</i>	6 717 €
- dont lavage	1 400 €
<b>E) Véhicules de type midibus GNV (20)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>F) Véhicules de type midibus Electriques (21)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>G) Véhicules de type minibus Thermiques (22)</b>	<b>17 124 €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	7 229 €
- dont lubrifiants	520 €
- dont pneumatiques	1 224 €
- dont entretien	7 001 €
- <i>pièces</i>	3 239 €
- <i>main d'œuvre</i>	3 762 €
- dont lavage	1 150 €
<b>H) Véhicules de type minibus GNV (23)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>I) Véhicules de type minibus Electriques (24)</b>	<b>4 176 €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	1 078 €
- dont lubrifiants	259 €
- dont pneumatiques	617 €
- dont entretien	1 872 €
- <i>pièces</i>	- €
- <i>main d'œuvre</i>	1 872 €
- dont lavage	350 €





<b>J) Véhicules de type véhicules légers Thermiques (hors véhicules de service) (25)</b>	<b>3 674 €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	2 486 €
- dont lubrifiants	286 €
- dont pneumatiques	- €
- dont entretien	552 €
- <i>pièces</i>	- €
- <i>main d'œuvre</i>	552 €
- dont lavage	350 €
<b>K) Véhicules de type véhicules légers GNV (hors véhicules de service) (26)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>K) Véhicules de type véhicules légers Electriques (hors véhicules de service) (27)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>L) Véhicules de type autre (A préciser ..... ) (28)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>M) Véhicules de type autre (A préciser ..... ) (29)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>N) Véhicules de type autre (A préciser ..... ) (30)</b>	<b>- €</b>
- dont carburant (après déduction rembt TIPCE)	
- dont lubrifiants	
- dont pneumatiques	
- dont entretien	- €
- <i>pièces</i>	
- <i>main d'œuvre</i>	
- dont lavage	
<b>4 - Sous-traitance d'exploitation</b>	
<b>COUT GLOBAL DE LA SOUS-TRAITANCE (report automatique de l'onglet H2)</b>	<b>- €</b>



<b>5 - Communication / Marketing / Action commerciale</b>	
<b>COUT TOTAL (Report automatique de l'onglet E)</b>	<b>43 784 €</b>
<b>6 - Frais généraux</b>	
Total des salaires et charges de l'encadrement	73 729 €
- dont mise à disposition groupe	44 987 €
- dont agents administratifs	2 663 €
- dont agents d'exploitation hors contrôleurs	12 341 €
- dont contrôleurs	- €
- dont agents commerciaux (informations/Ventes)	4 153 €
- dont agents services informatique et numérique	- €
- dont autres personnels (à détailler dans le mémoire technique et financier)	9 585 €
Assistance technique du siège (si filiale de groupe)	16 401 €
Assurances des véhicules	2 431 €
Assurances des biens immobiliers	2 386 €
Assurances autres biens mobiliers	596 €
Poste/télécom	3 567 €
Entretien/maintenance système billettique	13 131 €
Entretien/maintenance système d'aide à l'exploitation et à l'information des voyageurs	188 €
Entretien des points d'arrêt	740 €
- dont main d'œuvre	740 €
- dont pièces	- €
Consommations énergie: eau, électricité, gaz...	2 000 €
Outillages/ Matériels atelier	1 115 €
Frais de siège	- €
Formation (report automatique onglet F)	4 815 €
Autres frais généraux (à détailler dans le mémoire technique et financier)	28 601 €
<b>TOTAL DES FRAIS GENERAUX</b>	<b>149 700 €</b>
Taxe sur les Salaires (TS) : Donné à titre indicatif. Non inclus dans le poste frais généraux car remboursé à l'euro l'euro (cf. Article N°38 du projet de convention de DSP)	- €
Contribution Economique Territoriale (CET) : Donné à titre indicatif. Non inclus dans le poste frais généraux car remboursé à l'euro l'euro (cf. Article N°37 du projet de convention de DSP)	1 941 €
<b>7 - Marge/Aléas</b>	
Montant en € HT	11 155 €
<b>8 - TOTAL DES CHARGES FORFAITAIRES DU DELEGATAIRE (Hors CET et TS) = (1+2+3+4+5+6+7)</b>	<b>515 298 €</b>
<b>Objectif forfaitaire de recettes</b>	<b>Du 27/08/2022 au 31/12/2022</b>
<b>Recettes forfaitaires</b>	
Recettes commerciales clients (1) - Report automatique de l'onglet C	21 411 €
Compensations tarifaires (2) - Report automatique de l'onglet C	19 339 €
Autres recettes (publicité, procès verbaux, duplicatas, services occasionnels,...) (3)	3 886 €
<b>9 - TOTAL OBJECTIF DE RECETTES FORFAITAIRES (1+2+3)</b>	<b>44 636 €</b>
<b>10 - CONTRIBUTION FINANCIERE FORFAITAIRE DE L'AGGLO FOIX-VARILHES = (8 - 9)</b>	<b>470 662 €</b>

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/126 Mobilités / Convention de coopération transports entre la Région Occitanie et L'agglomération Foix-Varilhes**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/126****Mobilités / Convention de coopération transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes**

Rapporteur : Francis Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code des transports ;

Vu la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 décembre 2017 approuvant la convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes portant sur l'organisation par la Région Occitanie des services réguliers routiers de transport scolaire de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur du ressort territorial de L'agglo ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 octobre 2018 approuvant l'avenant n°1 à la convention de délégation de compétence d'organisation des transports entre L'agglo Foix-Varilhes et la Région Occitanie (ajout d'un service de transport scolaire) ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment, au titre de l'axe 03 « transition énergétique et environnementale », objectif 30 « organiser et développer les transports en commun » action 73 « organiser les transports scolaires et pédagogiques » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 20 juillet 2022 approuvant l'avenant n°2 à la convention de délégation de la compétence d'organisation des transports entre L'agglo Foix-Varilhes et la Région Occitanie prolongeant la délégation partielle de compétence d'organisation des services de transport scolaire à la Région jusqu'au 8 juillet 2023 ;

Considérant qu'à l'issue de ladite prolongation, conformément aux articles L.1231-1 et L.1231-1-1 du code des transports, L'agglo Foix-Varilhes en tant qu'autorité organisatrice de la mobilité et par voie de conséquence, autorité organisatrice des services de transport scolaire, organise les services de transport scolaire de l'ensemble des élèves domiciliés et scolarisés à l'intérieur du ressort territorial de L'agglo à compter du 9 juillet 2023 ;

Considérant que la Région Occitanie organise les services de transport scolaire de l'ensemble des élèves entrant et sortant du ressort territorial de L'agglo ;

Considérant que la qualité du service public de transport rendu aux usagers sur le territoire de L'agglo implique la coopération des autorités organisatrices de la mobilité ;

Considérant en effet qu'en vertu de leurs compétences respectives en matière d'organisation des mobilités, de l'étroite imbrication de leurs réseaux de transport et de la nécessité de mutualiser ceux-ci en vue de leur objectif commun de favoriser les mobilités sur le territoire, la Région et L'agglo s'accordent pour coopérer en matière d'organisation de services de transport régulier et scolaire pour la prise en charge des usagers scolaires sur leurs réseaux respectifs ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** la convention de coopération transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes.

**Article 2 : PRÉCISE** que la présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 pour une durée de six ans.

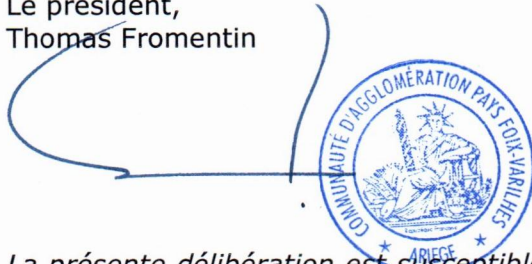
**Article 3 : PRÉCISE** que les crédits sont inscrits au budget principal de l'exercice en cours.

**Article 4 : AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



## Convention de coopération transports entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes

Vu

- ✓ Le Code général des collectivités territoriales ;
- ✓ Le Code des transports ;
- ✓ Le Code de l'éducation ;
- ✓ La loi n°2006 10 du 5 janvier 2006 relative à la sécurité et au développement des transports ;
- ✓ Le décret n°2014-784 du 8 juillet 2014 relatif à la sécurité des transports collectifs routiers de personnes et portant diverses dispositions relatives au transport routier ;
- ✓ Le règlement CE n°1370/2007 du 23 octobre 2007 relatif aux services publics de transport de voyageurs par chemin de fer et par route (ROSP) ;
- ✓ La convention de transfert de la compétence Transport signée entre la Région Occitanie et L'agglo Foix-Varilhes en date du 27 décembre 2018 ;
- ✓ Le règlement du transport scolaire régional et le règlement de transport en vigueur sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes ;
- ✓ La délibération de la commission permanente de la Région OCCITANIE n° **CP/2023-OCT/10..... en date du 07 OCTOBRE 2023 ;**
- ✓ La délibération du conseil communautaire de L'agglo Foix-Varilhes n°            en date du 27 septembre 2023 ;

Entre les soussignés,

La Région Occitanie, représentée par sa Présidente en exercice, Madame Carole DELGA agissant en vertu de la délibération n° CP/2021-AVR/10..... en date du 16 avril 2021 ;

Ci-après dénommée « la Région »

Et

L'agglo Foix-Varilhes, représentée par son Président en exercice, Monsieur Thomas FROMENTIN, agissant en vertu de la délibération en date du 27 septembre 2023, ci-après dénommé « L'agglo » ;

**Considérant** que la qualité du service public de transport rendu aux usagers sur le territoire de L'agglo implique la coopération des autorités organisatrices de transport parties à la présente convention, et notamment l'organisation en commun de services de transport.

**Considérant** la coopération initiée par les accords initiaux entre les parties à la présente convention, qu'il convient de poursuivre dans le cadre d'une convention de coopération entre la Région et L'agglo,

Il a été convenu et arrêté ce qui suit :

## **PREAMBULE**

Conformément aux articles L3111-1 et L3111-7 du Code des Transports, la Région est l'autorité organisatrice des transports non urbains et du transport scolaire.

Conformément à l'article L1231-1 du Code des transports, L'agglo est, dans son ressort territorial, autorité organisatrice de la mobilité au sens de l'article L1231-1-1 du Code des transports.

Conformément aux articles L3111-5 et L3111-8 du Code des transports, des conventions ont été antérieurement conclues entre la Région et L'agglo portant sur le transfert et la délégation de compétences en matière d'organisation des services.

Dans ce contexte, la Région et L'agglo, souhaitent, par la présente convention, poursuivre l'action engagée en faveur de la coordination et de la qualité du service public de transport rendu à leurs usagers.

## Article 1 : OBJET ET PERIMETRE DE LA COOPERATION

En vertu de leurs compétences en matière d'organisation des mobilités, de l'étroite imbrication de leurs réseaux de transport respectifs et de la nécessité de mutualiser ceux-ci en vue de leur objectif commun de favoriser les mobilités sur le territoire, la Région et L'agglo s'accordent pour coopérer en matière d'organisation de services de transport régulier et scolaire (prise en charge des usagers scolaires sur leurs réseaux respectifs).

## Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prend effet à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2023 pour une durée de 6 ans.

## Article 3 : GOUVERNANCE

Un comité de suivi technique constitué des services transports des deux collectivités et des autres services en tant que de besoin, assure le suivi technique de la coopération et prépare les décisions afférentes.

Afin de préparer les budgets des deux parties, les contributions financières prévisionnelles respectives aux services objets de la présente convention pour l'année N+1 sont définies chaque année en comité de suivi et validées par les parties au plus tard le 15 août N sur la base :

- D'une évolution des effectifs impactant l'organisation des services et, notamment les moyens en matériel roulant
- Des révisions indiciaires contractuelles des marchés en vigueur
- Des évolutions réglementaires et législatives impactant l'organisation ou la gestion des transports publics
- Des évolutions de la carte scolaire concernée

Les évolutions de coûts font l'objet d'une concertation.

## Article 4 : ORGANISATION DE SERVICES DE TRANSPORT SCOLAIRE

### 4.1 Principe de coopération

En vertu de la complémentarité des réseaux respectifs de la Région et de L'agglo, la présente convention a pour objet de définir les modalités de prise en charge et de financement, **sous réserve des places disponibles** et dans l'intérêt des usagers, sur le réseau régional de transport scolaire et non-urbain de voyageurs, des élèves domiciliés et scolarisés dans le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes.

À titre indicatif, les communes et services concernés sont, à la date de la signature de la convention :

- Desserte des communes de Soula, Montgailhard, Prayols, Montoulieu, Ferrières, Montégut-Plantaurel, Cazaux, Loubens, Crampagna, Rieux-de-Pelleport, à destination des établissements scolaires de Foix (collège et lycée) et du lycée professionnel Jean Durroux de Ferrières.



- Desserte des communes du ressort territorial de L'agglo situées sur l'axe des lignes 451 Lavelanet <> Foix ; ligne 454 Saint-Girons <> Foix à destination des établissements de Foix (collège et lycée) et du lycée professionnel Jean Durroux de Ferrières.

La liste des services concernés est annexée à la présente convention (annexe 1)

## **4.2 Modalités de mise en œuvre**

### 4.2.1 Principe général pour les usagers scolaires

Chaque autorité organisatrice enregistre les demandes d'inscription au service de transport scolaire des élèves relevant de sa compétence et procède à l'instruction du droit au transport selon la réglementation en vigueur sur son territoire.

La liste des élèves bénéficiaires du droit aux transports est établie au terme de cette instruction par la direction des transports routiers de voyageurs de la Région ou de L'agglo. Cette liste est transmise, dans le respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, les dispositions du RGPD et de la « Loi informatique et libertés » dans sa version modifiée (cf article 8) :

- L'identité et la date de naissance de chaque usager ;
- L'identité, l'adresse, le numéro de téléphone et le mail du représentant légal de chaque usager ;
- Le nom et l'adresse de l'établissement scolaire dans lequel est inscrit l'utilisateur, la classe fréquentée, ainsi que le régime de l'élève (interne ou demi-pensionnaire) ;
- Le nom et le numéro de la ligne empruntée par l'utilisateur.

Après instruction et dans la mesure où la capacité d'accueil et les conditions techniques le permettent, chacune des autorités organisatrices d'accueil procède à l'affectation du ou des élèves sur ses services, définit pour chacun d'eux le point de prise en charge et délivre le titre de transport.

Par la suite, compte tenu de la fluctuation permanente des inscriptions au service, chacune des autorités organisatrices tient informée l'autre partie de tout ajustement nécessaire de la liste en cours d'année scolaire.

En cas de sureffectif ou de sous-effectif, une concertation préalable entre les parties définira les modalités de mise en œuvre des moyens nécessaires pour la prise en charge de l'ensemble des élèves.

Garde alternée :

Dans le cas d'une demande de transport pour garde alternée (l'un des deux parents domiciliés sur le périmètre de L'agglo, l'autre sur celui de la Région), seule une participation famille sera demandée. Il sera appliqué le tarif le plus favorable considérant la même catégorie d'utilisateur scolaire sur le périmètre où le trajet de l'élève lui donne le droit au transport, l'autre collectivité proposant alors la gratuité à titre dérogatoire au parent domicilié sur son périmètre.

### 4.2.2 Contrôles des titres de transport, des conditions de sécurité et du respect des règlements de transport

Les titres de transport des élèves pourront être contrôlés indifféremment par les contrôleurs de L'agglo et de la Région sur leurs réseaux respectifs.

## **Article 5 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'INFORMATION ET A LA COMMUNICATION**

La localisation des points d'arrêt des véhicules de transport public de personnes et l'information des usagers sur les points d'arrêt ainsi que sur les horaires de circulation des véhicules relèvent de la collectivité disposant de la compétence transport de droit sur le périmètre concerné.

Cette compétence ne s'étend pas à la réalisation technique et financière des points d'arrêt, lesquelles restent à la charge du gestionnaire de voirie.

Toute modification des points d'arrêt existants utilisés par les services mixtes devra recueillir au préalable l'aval de la collectivité compétente de droit.

Chaque partie s'engage à informer l'autre partie des modifications qu'elle envisage de mettre en place dans la consistance des services dont elle a la charge, au plus tard un mois avant la mise en œuvre.

## **Article 6 : MODALITES FINANCIERES DE LA COOPERATION**

### **6.1 Modalités de calcul des contributions financières à la coopération**

#### **6.1.1 Services organisés et exploités par la Région**

- Pour les services à titre principal scolaire (SATPS) : la quote-part annuelle à la charge de L'agglo est calculée au coût réel du service pour l'année au prorata des effectifs transportés.
- Pour les lignes régulières liO :
  - . Lorsque l'effectif inscrit dans le ressort territorial de L'agglo justifie la mise en place d'un service spécifique (service « de renfort de capacité »), la quote-part annuelle à la charge de L'agglo est calculée au coût réel du service pour l'année au prorata des effectifs transportés.
  - . Dans les autres cas, les usagers scolaires inscrits sur une ligne régulière liO sont facturés sur la base d'un montant forfaitaire de 800 € HT par élève. Ce montant forfaitaire sera revu chaque année au 1<sup>er</sup> septembre sur la base de l'indexation du marché correspondant.

#### **6.1.2 Services organisés et exploités par L'agglo**

##### **Pour les usagers scolaires :**

- Pour les services à titre principal scolaire (SATPS) : la quote-part annuelle à la charge de la Région est calculée au coût réel du service pour l'année au prorata des effectifs transportés.
- Pour les services réguliers du réseau L'agglo-Bus :

- Lorsque l'effectif inscrit par la Région justifie la mise en place d'un service spécifique (service « de renfort de capacité »), la quote-part à la charge de la Région est calculée au coût réel du service ramené au prorata des effectifs transportés.
- Dans les autres cas, les usagers scolaires inscrits sur une ligne régulière de L'agglo sont facturés sur la base d'un montant forfaitaire de 800 € HT par élève. Ce montant forfaitaire sera revu chaque année au 1<sup>er</sup> septembre sur la base de l'indexation du marché correspondant.

## **6.2 Modalités d'actualisation des contributions financières à la coopération**

Au mois de novembre suivant l'année scolaire considérée, chacune des autorités mandataires réalisera le bilan de l'année écoulée avec actualisation des montants dus au titre de la coopération au regard du coût réel des services, tenant compte de l'actualisation contractuelle des prix des contrats et des effectifs transportés.

Elle devra pour ce faire joindre tout document utile.

## **6.3 Modalités de paiement**

Durant le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire N+1, chacune des autorités mandataires réalisera le bilan de l'année écoulée avec actualisation éventuelle des montants dus au titre de la coopération.

Elle devra pour ce faire joindre tout document utile (décompte général et définitif de l'année N-1, liste définitive des élèves transportés, grille horaires).

Le montant forfaitaire des compensations prévu à l'article 6.1 sera mandaté annuellement en 1 fois à terme échu en décembre suivant l'année scolaire considérée, sur présentation d'un titre de recettes accompagné des pièces justificatives.

## **Article 7 : RESPONSABILITES**

Chacune des parties exerce les compétences établies dans la présente convention :

- Dans le respect des principes de la politique régionale et intercommunale des transports, et de tout document normatif établi par la Région et L'agglo (règlement des transports scolaires, etc.) ;
- Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur ;
- Conformément aux dispositions des contrats qui sont conclus entre elles et les opérateurs.

La Région et L'agglo s'assurent chacune pour les activités visées par la présente convention relevant de leur compétence propre.

## Article 8 : RGPD

Dans le cadre de la présente Convention de Coopération, les Parties sont amenées à échanger des données et s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, les dispositions du RGPD et de la « Loi informatique et libertés » dans sa version modifiée.

Ces réglementations impliquent pour les Parties les obligations suivantes :

- Le respect strict des finalités de traitement : chaque partie n'a le droit d'utiliser les données personnelles que pour la finalité liée au transport scolaire.
- L'obligation de confidentialité de leurs salariés : ils doivent être formés et engagés à respecter la confidentialité.
- L'obligation de protection des données : chaque partie doit s'engager à protéger les données à caractère personnel et à les traiter dans un pays de l'EEE ; tout transfert de données personnelles hors de l'Union Européenne par l'une des parties devra être au préalable autorisé par écrit par l'autre partie.
- La notification des violations ou failles de sécurité : chaque partie doit s'engager à être transparente et informer les autres parties dans un délai maximum de 36 heures à compter de la prise de connaissance de la violation ou de la faille de sécurité aux adresses suivantes :
  - Pour la Région : [rsi@laregion.fr](mailto:rsi@laregion.fr) et [dpd@laregion.fr](mailto:dpd@laregion.fr),
  - Pour L'agglo : [dpo@agglo-pfv.fr](mailto:dpo@agglo-pfv.fr)
- Garantir le maintien d'un niveau de sécurité approprié tout au long du cycle de vie des données et vérifier le respect des mesures de sécurité techniques et organisationnelles,
- Les parties se chargent d'informer les personnes concernées sur le traitement de leurs données au moment de leur collecte.
- Traiter les demandes d'exercice des droits des personnes concernées.
- Définir le sort des données à l'issue de la présente Convention.
- Tenir une documentation qui décrit chaque action ou processus concourant à améliorer la sécurité.

Chacune des parties reconnaît être soumise à une obligation de collaboration pendant toute la durée de la convention et transmettre sans délai toute information ou document leur permettant de démontrer leur conformité à la réglementation applicable.

## Article 9 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Dans le cas où le ressort territorial de L'agglo viendrait à être modifié et impacterait la présente convention, ou pour tout autre motif modifiant les termes de la présente, un avenant à la présente convention viendra préciser les modalités techniques et financières de la convention ainsi modifiée.

## Article 10 : RESILIATION DE PLEIN DROIT

Les deux parties à la présente convention se réservent la possibilité en cas de désaccords majeurs constatés dans l'application de la présente convention, de mettre fin à la présente convention dans le respect d'un préavis de six (6) mois à compter de la date de notification, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au siège de la partie destinataire.

La demande de résiliation devra être adressée au moins six mois avant la fin de l'année scolaire en cours.

Sauf accord contraire, la date de résiliation ne pourra intervenir en cours d'année scolaire.

## Article 11 : LITIGES

Tout litige résultant de l'interprétation de l'exécution ou de l'inexécution de la présente convention et qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les parties, est porté par la partie la plus diligente devant la juridiction administrative compétente.

## Article 12 : DOMICILIATION

Pour l'exécution de la présente convention, les Parties font élection de domicile :

- Pour la Région à l'Hôtel de Région – 22 Boulevard du Maréchal Juin- 31 406 Toulouse Cedex 9.
- Pour L'agglo, au siège de L'agglo Foix-Varilhes, 1A avenue du Général de Gaulle, 09000 Foix.

Fait à Toulouse, le 2023 en deux exemplaires originaux

Pour la Région, La Présidente	Pour L'agglo, Le Président
Carole DELGA	Thomas FROMENTIN

**ANNEXE 1**  
**LISTE DES SERVICES DE TRANSPORTS ORGANISES A TITRE PRINCIPAL**  
**SCOLAIRE (SATPS) DU RESEAU LIO UTILISES PAR DES ELEVES**  
**COMMUNAUTAIRES**

A remplir par le SRM09

PROJET

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/127 Mobilités / Avenant n°1 au marché public pour les transports accueils de loisirs du mercredi et transports occasionnels**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/127**

### **Mobilités / Avenant n°1 au marché public pour les transports accueils de loisirs du mercredi et transports occasionnels**

Rapporteur : Francis Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, qui prévoit, dans son objectif 30 : « organiser et développer les transports en commun » et dans son action 73 « organiser les transports scolaires et pédagogiques » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 5 juillet 2023 attribuant les lots 1 et 2 du marché public pour les transports accueils de loisirs du mercredi et transports occasionnels à l'entreprise Keolis ;

Considérant qu'une erreur matérielle s'est glissée dans le bordereau des prix unitaires (BPU) lors de la remise des plis de Keolis, qu'il convient donc de modifier les informations :

- 203 € HT pour la demi-journée et 114 € HT pour la journée

Par :

- 114 € HT pour la demi-journée et 203 € HT pour la journée

Considérant l'avis de la commission des Mapa en date du 18 septembre 2023 ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : AUTORISE** le président à signer l'avenant n°1 au marché public pour les transports accueils de loisirs du mercredi et transports occasionnels attribué à la société Keolis et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 2 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*





MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

Envoyé en préfecture le 02/10/2023  
Reçu en préfecture le 02/10/2023  
Publié le 03/10/2023  
ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_127-DE



MARCHES PUBLICS

EXE10

AVENANT N° .....<sup>1</sup>

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

### A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Communauté d'agglomération Foix-Varillhes  
1A Avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX  
Courriel : [commande.publique@agglo-pfv.fr](mailto:commande.publique@agglo-pfv.fr)  
Tél : 05.34.09.09.30

Nom du représentant du pouvoir adjudicateur : Monsieur Thomas FROMENTIN, Président

### B - Identification du titulaire du marché public

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

Keolis Garonne  
ZI de Bonzom  
09270 Mazères  
Tél. : 05 61 69 42 01 / Fax : 05 61 69 37 38  
SIRET : 304 927 320 00032

### C - Objet du marché public

Objet du marché public:

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

**Prestation «Transports ALAE du mercredi et transports occasionnels»  
Lot n°2 : Transports occasionnels**

- Date de la notification du marché public : 18/07/2023
- Durée d'exécution du marché public : 1 an renouvelable 2 fois.

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

**D - Objet de l'avenant**

Modifications introduites par le présent avenant :

(Détaillez toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)

Une erreur matérielle s'est glissée dans le bordereau des prix unitaires (BPU) lors de la remise des plis du titulaires KEOLIS.

En effet, les trajets ont été chiffrés à :

- 203 € HT pour la demi-journée,
- 114 € HT pour la journée.

Or, il convient de modifier ces données qui ont été inversées dans le BPU.

Ainsi, les montants à prendre en compte sont :

- 114 € HT pour la demi-journée,
- 203 € HT pour la journée.

Les nouveaux montants sont intégrés dans le BPU ci-dessous. Seuls les forfaits demi-journée et journée changent. Il n'y a pas de modification du coût kilométrique.



Consultation : 23PA\_Transp.  
péda  
02

## BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES

Objet : Prestation «Transports ALAE du mercredi et transports occasionnels»  
Personne morale : Communauté d'agglomération pays Foix-Varilhes

N° Prix	Libellé	Prix Unitaire/ Forfait H. T.
<b>02 - Transports occasionnels</b>		
1.A	<b>DEPLACEMENT A LA DEMI-JOURNEE</b>	
1.A.1	Prestation à la demi-journée Le forfait :	114,000
1.A.2	Prestation à la demi-journée en sus du forfait prestation - 10 prestations (au Km) Le kilomètre :	0,920
2.A	<b>Déplacement à la journée</b>	
2.A.1	Prestation à la journée Le forfait :	203,000
2.A.2	Prestation à la journée en sus du forfait prestation - 10 prestations (au Km) Le kilomètre :	0,920

Les autres clauses du contrat public restent inchangées.


Il est précisé que l'avenant sera rétroactif au 1<sup>er</sup> septembre 2023.

Incidence financière de l'avenant : estimation à 8210 € HT soit 9 031 € TTC

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
(Cocher la case correspondante.)

Non  Oui

## E - Signature du titulaire du marché public

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Serra Julie Directeur	Foix 15/09/23	

(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

## F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice

Pour l'Etat et ses établissements :

(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A Foix, le 02/10/2023

Président de l'Agglo Foix-Varilhes

Thomas FROMENTIN



**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

**■ En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

**■ En cas d'envoi en lettre recommandé avec accusé de réception :**

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

**■ En cas de notification par voie électronique :**

*(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/128 Assemblées / Désignation d'un référent déontologue des conseillers communautaires**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/128****Assemblées / Désignation d'un référent déontologue des conseillers communautaires**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT) ;

Vu le code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale ;

Vu le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local ;

Vu l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local ;

Considérant que la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale prévoit notamment que tout élu local peut consulter un référent déontologue, chargé de lui apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques consacrés dans la charte de l' élu local ;

Considérant la charte de l' élu local, prévue par l' article L 1111-1-1 du CGCT repose sur sept engagements :

1. L' élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l' élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L' élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l' élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L' élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l' élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L' élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l' élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions ;

Considérant que le pacte de gouvernance, adopté par délibération du conseil communautaire du 7 juillet 2021, puis modifié par délibération du 15 décembre 2021, intègre les considérations liées à la prévention des conflits d'intérêts ;

Considérant que le règlement intérieur des instances institutionnelles, adopté par délibération du conseil communautaire du 16 septembre 2020, modifié par délibération du 10 novembre 2021, comporte dans son préambule la charte de l' élu local, ainsi que la prévention des conflits d'intérêts en annexe ;

Considérant le guide de déport des élus communautaires ;

Considérant que les modalités et les critères de désignation des référents déontologues sont prévus par le décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l' élu local ;

Considérant que le référent déontologue est désigné par le conseil communautaire ;

Considérant que les missions de référent déontologue sont exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Le référent déontologue est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance dans l'exercice de ses fonctions ;

Considérant que le référent déontologue sera indemnisé dans les conditions de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local, soit 80 € par dossier sur présentation d'un justificatif.

Considérant qu'il convient de désigner un référent déontologue pour les conseillers communautaires ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **PREND ACTE** des dispositions de la loi n° 2022-217 du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale et du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local.

**Article 2 :** **DÉSIGNE** Claude Beaufils en qualité de référent déontologue pour les conseillers communautaires, chargé d'apporter tout conseil utile au respect des principes déontologiques.

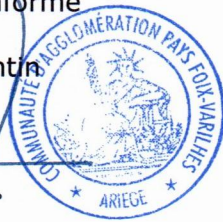
**Article 3 :** **APPROUVE** la convention, aux fins de désignation d'un « référent déontologue élu », dans le cadre législatif et réglementaire ci-dessus rappelé ainsi le paiement des vacations effectuées à hauteur de 80 € l'unité.

**Article 4 :** **AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document nécessaires à l'application de la présente délibération, et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

## **Convention de désignation d'un référent déontologue des conseillers communautaires**

### **Entre les soussignés,**

L'agglo Foix-Varilhes, représentée par son président, Thomas Fromentin, dûment habilité par une délibération du conseil communautaire en date du 27 septembre 2023 ;

D'une part,

Ci-après désigné « L'agglo Foix-Varilhes » ;

### **Et**

Claude Beaufile, administrateur territorial général à la retraite, ancien magistrat auprès de la Chambre régionales des comptes d'Occitanie

Ci-après dénommé « le référent déontologue » ;

D'autre part,

Il est convenu ce qui suit :

### **Article 1 : Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de rappeler le cadre dans lequel s'inscrit l'action du référent déontologue des conseillers communautaires, en application de l'article L1111-1-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) et du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local, codifié aux articles R1111-1-A à R1111-1-D du CGCT.

### **Article 2 : Champ d'intervention**

Le référent déontologue des élus peut être consulté par tout conseiller communautaire de L'agglo Foix-Varilhes :

- Le président
- Les vice-présidents
- Les membres du bureau communautaire
- Les conseillers communautaires titulaires
- Les conseillers communautaires suppléants

Il est chargé de les conseiller, sur demande, quant au respect des principes inscrits dans la charte de l'élu local rappelés ci-après :

1. L'élu local exerce ses fonctions avec impartialité, diligence, dignité, probité et intégrité.
2. Dans l'exercice de son mandat, l'élu local poursuit le seul intérêt général, à l'exclusion de tout intérêt qui lui soit personnel, directement ou indirectement, ou de tout autre intérêt particulier.
3. L'élu local veille à prévenir ou à faire cesser immédiatement tout conflit d'intérêts. Lorsque ses intérêts personnels sont en cause dans les affaires soumises à l'organe délibérant dont il est membre, l'élu local s'engage à les faire connaître avant le débat et le vote.
4. L'élu local s'engage à ne pas utiliser les ressources et les moyens mis à sa disposition pour l'exercice de son mandat ou de ses fonctions à d'autres fins.
5. Dans l'exercice de ses fonctions, l'élu local s'abstient de prendre des mesures lui accordant un avantage personnel ou professionnel futur après la cessation de son mandat et de ses fonctions.
6. L'élu local participe avec assiduité aux réunions de l'organe délibérant et des instances au sein desquelles il a été désigné.
7. Issu du suffrage universel, l'élu local est et reste responsable de ses actes pour la durée de son mandat devant l'ensemble des citoyens de la collectivité territoriale, à qui il rend compte des actes et décisions pris dans le cadre de ses fonctions



### Article 3 : Obligations du référent déontologue

Le référent déontologue des élus assure ses missions en toute indépendance et impartialité. Il est tenu au secret professionnel et à la discrétion professionnelle.

#### Article 3.1 - Modalités de saisine

La saisine peut être adressée :

- Par téléphone ; un courrier de confirmation de saisine devra être adressé selon les modalités ci-dessous.
- Par courriel à l'adresse suivante : x
- Par courrier postal, sous double enveloppe cachetée (l'enveloppe intérieure portant la mention « Confidentiel » et « A l'attention du référent déontologue des élus communautaires »), à l'attention du référent déontologue des élus communautaires, à l'adresse suivante : 1A avenue du Général de Gaulle 09000 Foix.

#### Article 3.2 - Réponses du déontologue

Les réponses se feront par écrit.

Le référent déontologue pourra être amené à contacter l'élu pour obtenir des précisions utiles à l'instruction de sa demande.

Le référent déontologue s'engage à apporter une réponse par écrit à l'adresse électronique indiquée par cet élu, dans un délai raisonnable au regard notamment de la complexité de la demande qui lui est soumise.

#### Article 3.3 - Bilans et rapports annuels

Le référent déontologue établit chaque année un bilan du nombre de saisines ainsi qu'un rapport d'activité en garantissant la confidentialité et l'anonymisation des auteurs des saisines.

Ceux-ci seront transmis, pour information, chaque année au conseil communautaire. Il pourra être mobilisé par L'agglo Foix-Varilhes pour organiser des sessions d'information à l'attention des élus visés en article 2 de la présente convention.

### Article 4 : Dispositions financières

Le référent déontologue est indemnisé, après vérification du service fait, par L'agglo Foix-Varilhes dans les conditions de l'arrêté du 6 décembre 2022 pris en application du décret n° 2022-1520 du 6 décembre 2022 relatif au référent déontologue de l'élu local :

- 80 € par consultation ou prestations complémentaires sur présentation d'un état mensuel des saisines.

Les vacations sont versées par mandat administratif sur le compte bancaire du référent déontologue dont les références ont été communiquées à L'agglo Foix-Varilhes. Les délais de paiement sont de 30 jours à partir de la réception du justificatif.

### Article 5 : Date d'effet et durée

La présente convention est conclue à compter du 1<sup>er</sup> octobre 2023 pour une durée d'un an.

Elle est renouvelable deux fois pour une durée d'un an (par reconduction tacite) et peut être résiliée à tout moment, par l'une ou l'autre des parties, sous réserve du respect d'un préavis de trois mois, signifié par lettre recommandée avec accusé de réception.

### Article 6 : Litiges

En cas de litige survenant entre les parties, à l'occasion de l'exécution de la présente convention, compétence sera donnée au tribunal administratif de Toulouse.

Le ..... 21 septembre 2023 ..... à Foix .....

Le président de L'agglo Foix-Varilhes  
Thomas Fromentin



Le déontologue  
Claude Beauflis

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/129 Finances / Attribution d'une subvention au CIAS L'agglo Foix-Varilhes pour 2024**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/129****Finances / Attribution d'une subvention au CIAS L'agglo Foix-Varilhes pour 2024**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/055 du 5 avril 2023 portant création du Centre intercommunal d'action sociale L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que le CIAS a pour objet d'assurer les missions de L'agglo en matière de politique en direction des personnes âgées, et notamment la gestion de la résidence autonomie Bleu printemps et le centre local d'information et de coordination (Clic) ;

Considérant que le principe de sincérité des comptes nécessite de retracer fidèlement l'ensemble des charges financières, et notamment le coût du service commun des services supports (administratifs et techniques) porté par L'agglo, et évalués à 54 100 € en 2024 ;

Considérant que les fonctions administratives du CIAS retracées au sein de son budget principal nécessitent un besoin de recette global d'environ 52 000 € en année pleine ;

Considérant que les services du Clic ne donnent pas lieu à tarification, et nécessitent une subvention d'équilibre de 108 000 € pour 2024 ;

Considérant que, si le budget de la résidence autonomie a vocation à être équilibré en dépenses et en recettes, l'établissement accuse un déficit structurel, assumé jusque-là par le budget principal de L'agglo ; que, en dépit de la rationalisation dans l'organisation du service, ce déficit ne peut être résorbé entièrement sur l'exercice 2024, et s'élèverait à 30 000 € ;

Considérant ainsi qu'il convient d'attribuer au CIAS une compensation financière au titre de l'année 2024 d'un montant total de 190 000 € ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : ATTRIBUE** au CIAS une subvention de fonctionnement de 190 000 € pour l'exercice 2024, versée trimestriellement

**Article 2 : PRÉCISE** que la dépense sera imputée au budget principal de l'exercice de L'agglo Foix-Varilhes.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/130 Finances / Budget annexe résidence autonomie – dissolution et transfert des éléments d'actif et de passif**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/130****Finances / Budget annexe résidence autonomie – dissolution et transfert des éléments d'actif et de passif**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/055 en date du 5 avril 2023 portant création du CIAS L'agglo Foix-Varilhes, à compétence unique, pour assurer la gestion des services dédiés aux personnes âgées ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/103 du 5 juillet 2023 relative à l'approbation du compte administratif pour 2023 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/104 du 5 juillet 2023 relative à l'affectation du résultat 2023 du budget annexe de la résidence autonomie ;

Considérant que le CIAS L'agglo Foix-Varilhes a pour objet d'assurer les missions de L'agglo en matière de politique en direction des personnes âgées, et notamment la gestion de la résidence autonomie Bleu printemps et le centre local d'information et de coordination (Clic), à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

Considérant ainsi que le budget annexe résidence autonomie attaché à L'agglo Foix-Varilhes est clôturé au 30 juin 2023, pour une reprise au budget annexe résidence autonomie du CIAS à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 ;

Considérant qu'il convient d'acter formellement la dissolution du budget annexe résidence autonomie attaché à L'agglo Foix-Varilhes, et la reprise des balances comptables au budget annexe résidence autonomie auprès du CIAS ;

Considérant que le CIAS a vocation à reprendre l'ensemble des activités et des comptes du budget dissous, à l'exception de l'actif bâtementaire transmis au budget principal de L'agglo ;

Considérant les tableaux de transfert et l'état de l'actif produit par le service de gestion comptable de Foix, et figurant en annexe à la présente délibération ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : DISSOUT** du budget annexe résidence autonomie institué auprès de L'agglo Foix-Varilhes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023.

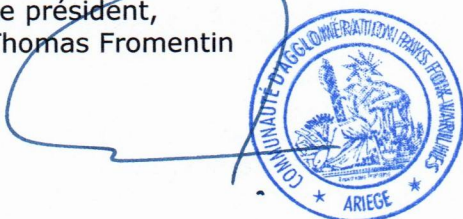
**Article 2 : PRESCRIT** la reprise de l'actif, du passif et des résultats dans les comptes du budget principal de L'agglo au terme des opérations de liquidation, puis le transfert au CIAS, selon les tableaux joints en annexe.

**Article 3 : AUTORISE** le président à engager toute démarche et à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

## Tableau de transfert relatif à la dissolution du BC 24201 Réserves autonomes pour une intégration vers le BC 24200 CAPFV

	BC 24201		BC 24200	
	Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222 FCTVA	38 311,62			38 311,62
10682 Réserves affectées à l'investissement	129 364,01			129 364,01
1108 Autres activités artL.312-1 CASF	11 104,63			11 104,63
12 Résultat exercice		1 112,70	1 112,70	
13188 Autres subventions	16 390,00			16 390,00
165 Dépôts et cautionnements	13 295,16			13 295,16
2031 Frais d'études		66 990,00	66 990,00	
211 Terrains		298,36	298,36	
21311 Bâtiments publics		14 392,89	14 392,89	
2135 Instal gales agencet amngts const		65 181,72	65 181,72	
2181 Instal gales agencet amngts divers		3 436,80	3 436,80	
2183 Mat bureau mat informatique		5 395,28	5 395,28	
2184 Mobilier		51 429,99	51 429,99	
2188 Autres immobilisations corporelles		99 707,38	99 707,38	
28131 Amort bâtiments	1 955,90			1 955,90
28135 Amort instal gales agencet amégat cons	9 947,39			9 947,39
28181 Amort instal gal agct amgt divers	1 030,62			1 030,62
28183 Amort mat bureau mat informatique	4 850,48			4 850,48
28184 Amort mobilier	20 010,44			20 010,44
28188 Amort autres immob corporelles	73 652,79			73 652,79
4111 Usagers - amiable		4 154,57	4 154,57	
4114 Département – amiable		18 217,32	18 217,32	
4115 Autres tiers payants – amiable		16 745,84	16 745,84	
466 Excédents de versement	12,06			12,06
471411 Excédent à réimputer – personnes physiques	1 913,03			1 913,03
471412 Excédent à réimputer – personnes morales	567,71			567,71
4718 Autres recettes à régulariser	1 511,57			1 511,57
	323 917,41	347 062,85	347 062,85	323 917,41

Vu pour accord  
Le 19 septembre 2023



L'ordonnateur  
Thomas Fromentin  
Président de L'agglo Foix-Varilhes

Vu pour accord  
Le 19 septembre 2023



Le comptable  
Philippe Crouzil  
Chef de centre - SGC de Foix

SGC FOIX  
BA C.A.P.F.V. RES. AUTONOMIE

ÉTAT DE L'ACTIF

2023

EXERCICE  
EDITION DU 19/07/2023

COMPTE	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS	Budget collectivité de destination
2031 RES-2020-000007		AMO- programmiste construction RES AUTO Foix - CP1	23 952,00		0,00 24200 L'agglo Budget principal
2031 RES-2021-000013		Mission géotechnique - projet résidence autonomie de Foix	11 058,00		0,00 24200 L'agglo Budget principal
2031 RES-2021-000014		Relevés topographiques - résidence autonomie de Foix	11 580,00		0,00 24200 L'agglo Budget principal
2031 RES-2021-000016		Concours restreint de maîtrise d'oeuvre - esquisse création résidence autonomie Foix TERRAINS	20 400,00		0,00 24200 L'agglo Budget principal
211 1990-01			296,36		0,00 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2019-000001		Rénovation chambre 3	2 534,40		336,48 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2019-000003		Fourniture moteur volet roulant	271,37		36,00 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2020-000001		Depose, fourniture et pose luminaire pour salle restauration, sonorisation de la salle	3 840,00		384,00 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2020-000002		Mise en place borne WIFI - fourniture matériel et paramétrage	747,54		74,76 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2020-000006		Création de hublot dans porte de cuisine et salle de restauration	550,90		55,08 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2021-000003		Installation de prises système appel d'urgence	2 580,00		172,00 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2022-000008		Isolation des combles perdus par soufflage	2 947,56		98,25 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2022-000011		Mise en place transmetteur téléphonique GSM	714,00		71,40 24200 L'agglo Budget principal
21311 RES-2022-000012		Fournitures lames et volets roulants	207,12		95,33 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2017-000002		Climatisation de la salle repas et salon	6 573,93		876,52 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2020-000010		Rénovation salle de bain	17 774,90		3 554,97 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2020-000011		Installation Kit GSM appareil no2002095 et 2002150	1 080,00		216,00 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2021-000005		Fourniture et installation d'un système d'appel malade - RES AUTO VARILHES	11 076,02		1 476,80 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2021-000006		Rénovation salle de bain - chambre 19	17 366,27		2 315,50 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2021-000009		Fourniture et configuration matériel sonnette et récepteur	70,96		9,46 24200 L'agglo Budget principal
2135 RES-2021-000010		Fourniture et configuration matériel sonnette et récepteur	331,04		44,14 24200 L'agglo Budget principal
2135 2020 38		Renovation de la salle à manger: peinture murs, sols stratifiés et faux plafonds	9 972,60		1 320,00 24200 L'agglo Budget principal
2135 2020-107		Mobilier - résidence autonomie	936,00		124,00 24200 L'agglo Budget principal
2181 2018-RES-01		AMENAGEMENT BUREAU DIRECTION	1 276,80		382,62 24252 CIAS Budget annexe résidence
2181 2018-RES-02		AMENAGEMENT BUREAU DIRECTION	2 160,00		648,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2183 RES-2020-000005		Remplacement du système de téléphonie - fourniture matériel et paramétrage	534,29		534,29 24252 CIAS Budget annexe résidence
2183 RES-2020-000008		Remplacement du photocopieur SHARP MX3070NEU	2 634,05		2 634,05 24252 CIAS Budget annexe résidence
2183 RES-2020-000009		Remplacement du système de téléphonie - fourniture matériel et paramétrage	192,00		192,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2183 RES-2020-000012		Fourniture matériel informatique	1 272,20		1 272,20 24252 CIAS Budget annexe résidence
2183 RES-2023-000004		Solutions préconisées pour compenser le handicap (avec subvention)	544,80		0,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2183 2018-RES-03		ACQUISITION D UN SWITCH 8 PORT	73,34		73,34 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2018-RES-04		ACQUISITION ET PARAMETRAGE D U	144,60		144,60 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2008-000002		Mobilier	4 477,82		4 477,82 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2010-000001		Mobilier	2 009,28		1 677,33 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2013-000002		Mobilier	3 690,62		2 337,16 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2019-000002		Achat lave linge	358,00		125,80 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2019-000006		Téléviseur + bras support	236,98		83,70 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2019-000007		mobilier salon	346,61		122,16 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2019-000008		6 fauteuils	452,76		157,78 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2019-000009		machine à café	2 880,00		1 008,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2020-000003		Achat lave linge CANDY	318,00		63,60 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2020-000013		Achat sèche linge BOSH	449,00		89,80 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2021-000011		Téléviseur et desserte	389,98		58,50 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2021-000015		Installation et achat d'un doseur sur lave vaisselle	348,00		52,20 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2022-000006		Achat lave linge	358,00		358,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 RES-2023-000007		Achat meuble salle à manger	1 923,96		0,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 107-2020		Mobilier - résidence autonomie	3 576,00		716,00 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 2014-04		Fauteuil SOKOA	297,70		297,70 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 2018-RES-05		4 FAUTEUILS	621,66		279,17 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 2018-RES-06		MOBILIER TABLES FAUTEUIL TA	9 472,18		4 261,72 24252 CIAS Budget annexe résidence
2184 2020-160		Mobilier - résidence autonomie	539,00		108,00 24252 CIAS Budget annexe résidence



COMPTE	N° INVENTAIRE	DÉSIGNATION DU BIEN	VALEUR BRUTE	AMORTISSEMENTS	Budget collectivité de destination
2184.2020-89		Mobilier - résidence autonomie	18 684,44	3 736,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2008-000001		Matériel	903,58	903,58	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2013-000001		Matériel	48 867,03	30 950,20	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2014-000001		Matériel	4 377,12	2 481,43	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2017-000001		Autolaveuse	3 968,71	3 968,71	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2019-000004		Ventilateur et boîtier d'arrêt d'urgence	972,00	291,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2019-000005		Achat d'un micro ondes	69,00	21,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2019-000010		matériel activités physiques	434,45	150,95	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2020-000004		Fourniture lumineuse rénovation salle restauration	242,45	48,50	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2021-000007		Achat pompe circulateur chauffage + accessoires	223,93	33,59	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2021-000008		Achat pompe circulateur chauffage + accessoires	1 044,78	156,72	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2021-000017		Ventilateur V.Mi.C CVEC 1500	898,80	898,80	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2022-000010		2 réfrigérateurs	598,00	598,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2022-000001		Achat lot de 100 verres	40,50	40,50	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2023-000002		Achat lot de 100 verres	186,98	186,98	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2023-000003		Charlots de service	691,20	0,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2023-000005		Achat de 2 réfrigérateurs top tout utile	492,45	0,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2023-000006		Achat de 2 réfrigérateurs top tout utile	105,55	0,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2023-000008		Achat moteur volet roulant	224,66	0,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 RES-2023-000009		Acquisition de plateaux de services	84,12	0,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 01-16		MONOBROSSE NRT 1530HD + BROSSE MDA31 +RESERVOIR 8L	1 870,80	1 870,80	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 06-16		PLANCHE ET Foyer RADIANT	3 520,80	3 520,80	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2007-01		FAUTEUIL DIRECTION LAGUNA	385,29	385,29	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2007-02		FAUTEUIL VISITEUR OSLO	323,28	323,28	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2008-03		refrigerateur table top	362,00	362,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2009-05		armoire frigorifique	2 990,00	2 990,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2011-02		CLIMATISEURS MOBILES	4 370,18	4 370,18	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2011-03		FRIGO APPT24 +13	410,00	410,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2011-07		frigo/appt23	205,00	205,00	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2012-01		Alarme générale	3 835,57	3 835,57	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2013-04		Réfrigérateur 1 porte	255,99	255,99	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2013-06		APPAREIL NUMERIQUE PANASONIC S	133,90	133,90	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2014-05		Réfrigérateur	245,99	245,99	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2014-06		Réfrigérateur	245,99	245,99	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2015-01		Lave vaisselle	3 999,16	3 999,16	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188		201537 CABLES TRACTION ASCENSEUR	5 715,38	5 715,38	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2016-02		ASPIRATEUR GZ7EP HPC	382,80	382,80	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2016-04		TV RESIDENTS + TV AGENTS NUITS	949,98	949,98	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2016-05		CONTACTEURS ASCENSEUR LF	789,68	789,68	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2018-RES-07		CHARRIOT MENAGE	396,28	178,34	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2018-RES-08		EQUIPEMENT CUISINE Foyer LOGEM	2 050,00	922,50	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2018-RES-09		CHARRIOT PORTE SACS	378,00	170,80	24252 CIAS Budget annexe résidence
2188 2018-RES-10		4 CHARIOTS A 4 ETAGERES TIER	1 464,00	657,40	24252 CIAS Budget annexe résidence
			306 832,42	111 447,62	

Vu pour accord  
 Le 19 septembre 2023

Vu pour accord  
 Le 19 septembre 2023

Le comptable  
 Philippe Crouzil  
 Chef de centre - SGC de Foix

L'ordonnateur  
 Thomas Fromentin  
 Président de L'agglo Foix-Varilhès-Arède


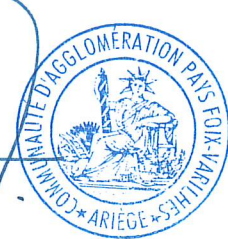





**Tableau de transfert relatif à la dissolution du BC 24200 CAP  
vers le BC 24252 BA résidence autonomie**

		BC 24200		BC 24252	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit
10222	FCTVA				
10682	Réserves affectées à l'investissement				
1108	Autres activités artL.312-1 CASF				
12	Résultat exercice		1 112,70	1112,7	
13188	Autres subventions				
165	Dépôts et cautionnements				
2031	Frais d'études				
211	Terrains				
21311	Bâtiments publics				
2135	Instal gales agencat amngts const				
2181	Instal gales agencat amngts divers		3 436,80	3 436,80	
2183	Mat bureau mat informatique		5 395,28	5 395,28	
2184	Mobilier		51 429,99	51 429,99	
2188	Autres immobilisations corporelles		99 707,38	99 707,38	
28131	Amort bâtiments				
28135	Amort instal gales agencat amégat cons				
28181	Amort instal gal agct amgt divers	1 030,62			1 030,62
28183	Amort mat bureau mat informatique	4 850,48			4 850,48
28184	Amort mobilier	20 010,44			20 010,44
28188	Amort autres immob corporelles	73 652,79			73 652,79
4111	Usagers - amiable		4 154,57	4 154,57	
4114	Département – amiable		18 217,32	18 217,32	
4115	Autres tiers payants – amiable		16 745,84	16 745,84	
466	Excédents de versement	12,06			12,06
471411	Excédent à réimputer – personnes physiques	1 913,03			1 913,03
471412	Excédent à réimputer – personnes morales	567,71			567,71
4718	Autres recettes à régulariser	1 511,57			1 511,57
		103 548,70	200 199,88	200 199,88	103 548,70

Vu pour accord  
Le 19 septembre 2023

L'ordonnateur  
Thomas Fromentin  
Président de L'agglo Foix-Varilhes

Vu pour accord  
Le 19 septembre 2023

Philippe CROUZIL  
Inspecteur Divisionnaire  
des Finances publiques  
Chef de Poste  
SGC de FOIX



Le comptable  
Philippe Crouzil  
Chef de centre - SGC de Foix

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/131 Finances / Budget principal pour 2023 – autorisations de programme et crédits de paiement**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillet (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/131****Finances / Budget principal pour 2023 – autorisations de programme et crédits de paiement**

Rapporteur : Paul Cayrol

Vu les articles L.2311-3 et R.2311-09 du code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2018/113 du 29 octobre 2018 adoptant le principe du recours aux autorisations de programmes (AP) et crédits de paiements (CP) pour la gestion pluriannuelle des dépenses d'investissement de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/050 du 5 avril 2023 portant modification des autorisations de programme et des crédits de paiement pour 2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2021/022 du 24 mars 2021 approuvant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire* ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2023/046 du 5 avril 2023 approuvant le budget primitif du budget principal pour 2023 ;

Vu la délibération du conseil communautaire n° 2022/114 du 21 septembre 2022 portant règlement d'attribution des aides financières de L'agglo en faveur du soutien à la ruralité ;

Considérant que le fonds de soutien à la ruralité consiste en l'attribution de subvention d'investissement aux communes membres de L'agglo comptant moins de 1 000 habitants, contribuant à hauteur de 50% maximum au financement de travaux d'investissement non couverts par un autre fonds de concours de L'agglo (voirie, habitat, et plan vélo) ;

Considérant que l'enveloppe globale du fonds de soutien s'élève à 520 302 € et court jusqu'au 31 décembre 2025 ; que les montants attribués jusqu'à cette date pourront cependant être versés aux communes bénéficiaires au cours des années suivantes, à condition que les travaux aient démarré dans un délai de deux ans à compter de la décision d'attribution, et que ces travaux soient achevés dans les trois ans qui suivent la date de démarrage ;

Considérant que les fonds attribués ne pourront être versés que dans la limite des crédits annuels disponibles inscrits au budget ; que les versements venant au-delà de l'enveloppe annuelle seront reportés sur l'exercice suivant ;

Considérant ainsi qu'il y a lieu de créer une nouvelle autorisation de programme pour le fonds de soutien à la ruralité, sur les années 2023 à 2026, dans le cadre du règlement d'attribution cité ;

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ****Article 1 : CRÉE** l'autorisation de programme n° 12 « Fonds de soutien à la ruralité » comme suit :

AP/CP n° 12	Fonds de soutien à la ruralité				
<b>Autorisation de programme initiale*</b>	<b>520.302,00</b>				
	2023	2024	2025	2026 et suivantes**	TOTAL
<b>Crédits de paiement</b>	85.000,00	100.000,00	100.000,00	235.302,00	<b>520.302,00</b>

\* enveloppe fléchée dans le projet de territoire

\*\* attribution close au 31 décembre 2025

**Article 2 : DÉCIDE** que les crédits de paiement non consommés au cours de l'exercice sur l'autorisation de programme seront automatiquement reconduits sur l'exercice suivant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIEGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/132 Finances / Attribution de subventions aux associations et organismes œuvrant dans le cadre intercommunal - soutien aux projets et soutien aux structures**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/132**

### **Finances / Attribution de subventions aux associations et organismes œuvrant dans le cadre intercommunal - soutien aux projets et soutien aux structures**

Rapporteurs: Annie Bouby - Florence Rouch – Danielle Carrière – le président

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les demandes de subventions reçues après le 31 mars 2023, émanant des diverses associations et/ou organismes œuvrant dans le cadre intercommunal ;

Considérant que ces associations et organismes œuvrent au niveau intercommunal dans des domaines de compétences exercées par L'agglo, qu'elles ont présenté un projet d'intérêt intercommunal détaillé en rapport aux objectifs fixés par L'agglo ainsi que le budget prévisionnel du projet ;

Considérant que les demandes répondent aux critères inscrits dans le règlement d'attribution des subventions de L'agglo ;

Considérant que dans le cadre de l'enveloppe globale prévisionnelle, la réserve effectuée permet de répondre en tout ou partie à ces demandes de subvention :

#### a) Soutien aux structures :

##### \* Clubs des aînés

Les clubs des aînés du territoire jouent un rôle important pour le maintien de l'autonomie des personnes âgées et sont des acteurs actifs de création de lien social et de convivialité. En lien avec la compétence aide aux personnes âgées et notamment le volet maintien de l'autonomie et lutte contre l'isolement, il est proposé de soutenir le fonctionnement des clubs à hauteur de trois euros par adhérent (montant identique à 2022).

##### \* De la ressource à la clef

L'association a pour objet la prévention, la réduction et la valorisation des déchets pour le développement de l'activité de la Ressourcerie. Elle mène :

- Une action environnementale en favorisant la réduction des déchets à la source par la collecte, le tri et la valorisation des objets et matières en vue de leur réemploi ou recyclage.
- Une action pédagogique en informant, en partageant des savoirs pour sensibiliser à la gestion des déchets.
- Une action sociale en animant des espaces de rencontres, de formation, de réflexion et en favorisant le travail social et la solidarité.
- Une action économique en transformant les déchets en ressources.

Montant sollicité : 1 000 € / Montant proposé : 1 000 €

#### b) Soutien aux projets :

##### \* Rambail en Barguillère

L'association Rambail en Barguillère a pour vocation d'organiser la grande foire paysanne annuelle. Elle se déroulera cette année, à Foix, les 14 et 15 octobre 2023. Au fil des années, cette manifestation a acquis une importance qui la place au premier rang des événements économiques du département en soutien à l'agriculture et à la ruralité. La foire attire, outre les professionnels, un nombre important de visiteurs.

Montant sollicité : 5 000 € / Montant proposé : 5 000 €

##### \* Tennis club de Mercus

Organisation d'un tournoi Paratennis à Mercus et à Foix. 16 participants. En partenariat avec le comité départemental de tennis et la ligue handisport. Le tournoi a eu lieu les 8,9,10 et 11 juin 2023.



Montant sollicité : 1 500 € / Montant proposé : 500 €

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : ATTRIBUE** une subvention aux associations suivantes :

Organisme	Domaine	Montant
<b>Soutien aux structures</b>		
De la ressource à la clef	Environnement	1 000 €

Votants	Votes		
	Pour	Contre	Abstentions
59	59	0	0

**Adopté à l'unanimité.**

-----

Organisme	Domaine	Montant
<b>Soutien aux structures</b>		

Les amis du Viaduc	Club des aînés	384 €
Club de l'amitié Saint-Jean - Loubières	Club des aînés	300 €
Les Gaillard du Pic	Club des aînés	375 €
Les cœurs battants	Club des aînés	660 €
Club Lakanal	Club des aînés	540 €
Gaston Phoebus	Club des aînés	240 €
Au fil du Crieu	Club des aînés	72 €
Jean Cancel	Club des aînés	852 €
Club des aînés de Verniolle	Club des aînés	420 €
Les amis du Roc	Club des aînés	150 €

Votants	Votes		
	Pour	Contre	Abstentions
57	57	0	0

Martine Esteban et Nicole Mouchague ne prennent pas part au vote.

**Adopté à l'unanimité.**

-----

Organisme	Domaine	Montant
<b>Soutien aux projets</b>		

Rambail en Barguillère	Ruralité	5 000 €
------------------------	----------	---------

Tennis club de Mercus	Sport	500 €
-----------------------	-------	-------

Votants	Votes		
	Pour	Contre	Abstentions
59	59	0	0

**Adopté à l'unanimité.**

-----

**Article 2 : PRÉCISE** que le montant total de ces subventions s'élève à 4 993 € pour le soutien aux structures et 5 500 € pour le soutien aux projets.

**Article 3 : AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération, et à prendre toute disposition y concourant, y compris les conventions de soutien et d'objectifs afférents à la présente délibération.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

## Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/133 Travaux / Mobilités - Projet d'aménagement des arrêts de bus du réseau de transport de L'agglo Foix-Varilhes – autorisation de signature du marché public**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/133****Travaux / Mobilités - Projet d'aménagement des arrêts de bus du réseau de transport de L'agglo Foix-Varilhes – autorisation de signature du marché public**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, qui prévoit, dans son objectif 30 : « Développer l'offre de la navette intercommunale en lien avec les gestionnaires de voirie, étudier la sécurisation et la mise en accessibilité des arrêts » ;

Vu la délibération N°2022/030 du conseil communautaire du 23 mars 2022 attribuant la délégation de service public pour le réseau urbain et transport à la demande à l'entreprise Keolis Garonne ;

Considérant la conclusion, pour une durée de 6 ans à compter du 27 août 2022, d'une convention de délégation de service public pour l'exploitation du service de transport public routier de voyageur, de transport à la demande avec Keolis Garonne sur le ressort territorial de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant l'avis d'appel public de mise en concurrence conforme à une procédure formalisée avec publicité effectuée le 24 juillet 2023 sur le profil acheteur marches publics.info, le 24 juillet 2023 sur la Dépêche du Midi – Ed Ariège (numéro 139415) ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 8 septembre 2023 ;

Considérant l'ouverture des plis effectuée le 12 septembre 2023 ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'avis favorable de la commission des Mapa réunie le 18 septembre 2023.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : ATTRIBUE** le marché public relatif à l'aménagement des arrêts de bus du réseau de transport de L'agglo Foix-Varilhes, sous réserve des dispositions de l'article 2 :

- Lot n°1 : Aménagement d'un arrêt de bus secteur Peysales et Permilhac commune de Foix à l'entreprise Sas Jean Lefebvre Midi Pyrénées (Etb Rescanières) pour un montant total de 138 272,65 € HT, dont 69 416,20 € HT pour la tranche ferme.

- Lot n°2 : Aménagement d'un arrêt de bus secteur Purple Campus commune de Montgailhard à l'entreprise Colas sas France (Varilhes) pour un montant total de 79 380 HT

**Article 2 : PRÉCISE** que l'affermissement de la tranche optionnelle du lot n°1, quai Permilhac, d'un montant de 68 856,45 € HT pourra être déterminé au moment de l'exécution du marché.

**Article 3 : AUTORISE** le président à signer le marché public relatif à l'aménagement des arrêts de bus du réseau de transport de L'agglo Foix-Varilhes et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 4 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/134 Travaux / Voirie - Accord-cadre de travaux pour les grosses réparations de chaussée sur voiries communales et intercommunales - années 2022-2026 : avenant n°2 au lot 1 et avenant n°2 au lot 2**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/134**

### **Travaux / Voirie - Accord-cadre de travaux pour les grosses réparations de chaussée sur voiries communales et intercommunales - années 2022-2026 : avenant n°2 au lot 1 et avenant n°2 au lot 2**

Rapporteur : Patrick Eychenne

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de la L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment au titre de l'axe « Solidarité envers les communes et le territoire » et de l'objectif 39 « Optimiser le dispositif de fonds de concours alloués aux communes pour les travaux de voirie », l'action 92 « Soutenir les communes dans les travaux de grosses réparations de chaussées sur les voies communales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 29 juin 2022 portant approbation d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage pour les grosses réparations sur les voiries communales dans les communes de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 20 juillet 2022 attribuant l'accord-cadre de travaux pour les grosses réparations de chaussées sur voiries communales et intercommunales - Années 2022-2026 :

Montants minimums pour les 2 lots :

- 400 000 € HT / an soit 1 600 000 € HT pour 4 ans (1 920 000 € TTC)

Montants maximums pour les 2 lots :

- 1 300 000 € HT / an soit 5 200 000 € HT pour 4 ans (6 240 000 € TTC)

Considérant l'objet de l'avenant n°2 portant sur la création de trois prix nouveaux pour chaque lot, à la demande des entreprises (Jean Lefebvre pour le lot 1 Sud et Colas pour le lot 2 Nord) dans le but de rémunérer plus justement des prestations qui à ce jour n'ont pas de prix correspondant aux bordereaux de prix actuels :

- Prix 141 : raccord béton entre caniveaux et façades ou murs riverains

- Prix 142 : plus-value pour chantiers exigus

- Prix 143 : remise en forme de plateforme de voirie existante

Considérant la nécessité de l'avenant n°2 pour l'opération "Grosses réparations de chaussées sur voiries communales et intercommunales - Années 2022-2026 ;

Considérant l'avis de la commission des Mapa réunie le 18 septembre 2023.

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** les dispositions de l'avenant n°2 au lot 1 et de l'avenant n°2 au lot 2 à l'accord-cadre de travaux pour les grosses réparations de chaussée sur voiries communales et intercommunales - années 2022-2026.

**Article 2 : AUTORISE** le président à signer ledit avenant et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires aux opérations de voirie sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



## AVENANT N°2 ACCORD SUR LES PRIX NOUVEAUX

### A - Identification du pouvoir adjudicateur

Communauté d'agglomération pays Foix-Varilhes  
1A avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

A l'attention de : Madame Tiffany LOUREIRO  
Tél : 05 61 60 91 76  
Courriel : t.loureiro@agglo-pfv.fr  
Code d'identification national : 20006779100018  
Adresse internet(U.R.L) : <https://www.agglo-foix-varilhes.fr/>

<https://www.marches-publics.info/>

Représenté par : Monsieur Thomas FROMENTIN, Président de l'Agglo Foix-Varilhes

### B - Identification du titulaire de l'accord-cadre

SAS JEAN LEFEBVRE MIDI PYRENEES (ETB RESCANIERES)  
09500 ROUMENGOUX  
SIRET : 40416348700063

Représenté par : Madame, Monsieur le Directeur

### C - Objet de l'accord-cadre

Grosses réparations de chaussée sur voiries communales et communautaires - Année 2022-2026 - Lot 1 : Secteur Sud

Référence de l'accord-cadre : 2022\_017

Date de la notification : 29/08/2022

Durée de la période initiale : accord-cadre conclu pour une période initiale de 10 mois à compter du 01/09/2022

Nombre de périodes de reconduction : 3  
Durée de chaque période de reconduction : 12 mois  
Durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 46 mois

Montant initial de l'accord-cadre  
- Taux de TVA : 20,0 %  
- Montant HT maximum : 5 200 000,00 €  
- Montant TTC maximum : 6 240 000,00 €



## D - Avenants précédents

Avenants à l'accord-cadre conclus précédemment :

N°	Date d'entrée	Type	Montant HT	Date de signature
1	10/02/2023	Autre		

## E - Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant : accord sur les prix nouveaux

Le titulaire de l'accord-cadre est invité à recevoir notification des travaux nouveaux ou modificatifs suivants : Le présent avenant a pour objet la fixation de prix nouveau. Le bordereau des prix unitaires est modifié avec la création de trois prix nouveaux :

### BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES PBU LOT 4

N°	Désignation des prix unitaires	Prix unitaire HT (En €)
141	<p><b>RACCORD BETON AU ML ENTRE CANIVEAUX ET FACADES OU MURS RIVERAINS</b>                      Ce prix rémunère :                      Au ml, la mise en place de béton C25/30 de classe XC2, à l'arrière des caniveaux, épaisseur minimale de 12 cm, finition talochée, lissée ou balayée, sur une largeur comprise entre 10 et 40 cm  <b>LE METRE : Trente euros et quarante cts.....</b></p>	<b>30,40</b>
142	<p><b>PLUS-VALUE EN % POUR CHANTIERS EXIGUS</b>                      Ce prix rémunère :                      Avec tous les moyens nécessaires, la réalisation de chantiers dans un environnement exigü, inférieur à 2.5 ml de large et dont les autres prix du bordereau ne sont pas applicables                      Ce prix s'applique en majoration sur le montant HT du chantier  <b>LE POURCENTAGE : Vingt pour cent.....</b></p>	<b>20 %</b>
143	<p><b>REMISE EN FORME DE PATEFORME AU M2 DE VOIRIE EXISTANTE</b>                      Ce prix rémunère :                      La reprise du support (réglage, compactage ...) avec faible apport de matériaux, inférieur à 5 cm de GNT 0/20 C  <b>LE METRE CARRE : Six euros et soixante-dix cts.....</b></p>	<b>6,70</b>

## F - Signature du titulaire de l'accord-cadre

A Roumengoux  
 Le ..... 27/07/2023 .....

Signature du titulaire



## G - Signature du pouvoir adjudicateur

A .....





Le 21.10.2023

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur  
Monsieur Thomas FROMENTIN, Président de l'Agglo Foix-Varilhes



## H - Notification de l'avenant au titulaire de l'accord-cadre

**En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent avenant »

A .....

Le .....

**Signature**

Envoyé en préfecture le 17/10/2023

Reçu en préfecture le 17/10/2023

Publié le 03/10/2023

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_134A-AU



**En cas d'envoi en LR AR :**

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)

**En cas de notification par voie électronique :**

Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire de l'accord-cadre :



## AVENANT N°2 ACCORD SUR LES PRIX NOUVEAUX

### A - Identification du pouvoir adjudicateur

Communauté d'agglomération pays Foix-Varilhes  
1A avenue du Général de Gaulle  
09000 FOIX

A l'attention de : Madame Tiffany LOUREIRO  
Tél : 05 61 60 91 76  
Courriel : t.loureiro@agglo-pfv.fr  
Code d'identification national : 20006779100018  
Adresse internet(U.R.L) : <https://www.agglo-foix-varilhes.fr/>

<https://www.marches-publics.info/>

Représenté par : Monsieur Thomas FROMENTIN, Président de l'Agglo Foix-Varilhes

### B - Identification du titulaire de l'accord-cadre

Colas SAS France (Varilhes)  
Route de Foix  
09120 Varilhes  
SIRET : 32933888304056

Représenté par : Madame, Monsieur le Directeur

### C - Objet de l'accord-cadre

Grosses réparations de chaussée sur voiries communales et communautaires - Année 2022-2026 -  
Lot 2 : Secteur Nord

Référence de l'accord-cadre : 2022\_018

Date de la notification : 29/08/2022

Durée de la période initiale : accord-cadre conclu pour une période initiale de 10 mois à compter  
du 01/09/2022

Nombre de périodes de reconduction : 3  
Durée de chaque période de reconduction : 12 mois  
Durée maximale du contrat, toutes périodes confondues : 46 mois

Montant initial de l'accord-cadre  
- Taux de TVA : 20,0 %  
- Montant HT maximum : 5 200 000,00 €  
- Montant TTC maximum : 6 240 000,00 €

## D - Avenants précédents

Avenants à l'accord-cadre conclus précédemment :

N°	Date d'entrée	Type	Montant HT	Date de signature
1	23/02/2023	Autre		

## E - Objet de l'avenant

Modifications introduites par le présent avenant : accord sur les prix nouveaux

Le titulaire de l'accord-cadre est invité à recevoir notification des travaux nouveaux ou modificatifs suivants : Le présent avenant a pour objet la fixation de prix nouveau. Le bordereau des prix unitaires est modifié avec la création de trois prix nouveaux :

### BORDEREAU DES PRIX UNITAIRES BPU LOT 2

N°	DESIGNATION	PRIX UNITAIRE H.T
141	<p>RACCORD BETON AU ML ENTRE CANIVEAUX ET FACADES OU MURS RIVERAINS</p> <p>Ce prix rémunère:                      au ml, la mise en place de béton C25/30 de classe XC2, à l'arrière des caniveaux, épaisseur minimale de 12 cm, finition talochée, lissée ou balayée, sur une largeur comprise entre 10 et 40cm</p> <p>LE METRE : Trente Deux Euros</p>	32.00
142	<p>PLUS-VALUE EN % POUR CHANTIERS EXIGUS</p> <p>Ce prix rémunère:                      avec tous les moyens nécessaires, la réalisation de chantiers dans un environnement exigü, inférieur à 2.5ml de large et dont les autres prix du bordereau ne sont pas applicables</p> <p>Ce prix s'applique en majoration sur le montant HT du chantier</p> <p>LE POURCENTAGE : Vingt pour cent</p>	20%
143	<p>REMISE EN FORME DE PLATEFORME AU M² DE VOIRIE EXISTANTE</p> <p>Ce prix rémunère:                      la reprise du support ( réglage, compactage...) avec faible apport de matériaux, inférieur à 5cm de GNT 0/20 C</p> <p>LE METRE CARRE : Huit Euros et cinquante centimes</p>	8.50

## F - Signature du titulaire de l'accord-cadre

A ..... Varilhes .....  
 Le ..... 21/07/2023 .....

Signature du titulaire

**COLAS FRANCE**  
 Agence de VARILHES  
 Route de FOIX - 09120 VARILHES  
 T. : 05 61 60 98 00  
 SIRET : 229 338 883 04056 - APE : 4211Z



## G - Signature du pouvoir adjudicateur

A ..... Foix .....  
Le ..... 02/10/2023 .....

Signature du représentant du pouvoir adjudicateur  
Monsieur Thomas FROMENTIN, Président de l'Agglo Foix-Varillhes



## H - Notification de l'avenant au titulaire de l'accord-cadre

### En cas de remise contre récépissé :

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçu à titre de notification une copie du présent avenant »

A .....  
Le .....

**Signature**

Envoyé en préfecture le 17/10/2023

Reçu en préfecture le 17/10/2023

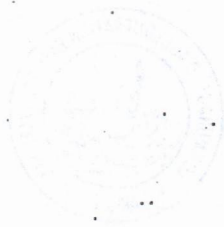
Publié le 03/10/2023

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_134A-AU



**En cas d'envoi en LR AR :**

Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire (valant date de notification du contrat)



**En cas de notification par voie électronique :**

Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire de l'accord-cadre :

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/135 Environnement / Avis sur le programme territorial des énergies renouvelables (PTeNR) du SCoT de la Vallée de l'Ariège**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	48	11	59	59	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Serge Derramond (Baulou), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Paul Hoyer (Ferrières), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Marine Bordes (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Norbert Meler (Foix) procuration à Marine Bordes  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/135**

### **Environnement / Avis sur le programme territorial des énergies renouvelables (PTEnR) du SCoT de la Vallée de l'Ariège**

Rapporteur : Florence Rouch

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes, notamment l'article 4 relatif aux compétences exercées, parmi lesquelles figure l'élaboration d'un plan climat air énergie territorial (PCAET) ;

Vu la délibération du conseil communautaire 5 juillet 2017 approuvant le transfert de la compétence pour l'élaboration du PCAET au Syndicat mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juillet 2017 approuvant les nouveaux statuts du Syndicat mixte de SCoT de la Vallée de l'Ariège tenant compte de l'extension des compétences en matière d'élaboration du PCAET ;

Vu la délibération n° 08-2020 du 20 février 2020 du Syndicat du SCoT de la Vallée de l'Ariège, approuvant le PCAET ;

Vu la délibération du 4 mars 2020 de L'agglo Foix-Varilhes approuvant le PCAET ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment, au titre de l'axe 04 « Transition énergétique et environnementale », l'objectif 32 « Développer les productions d'énergies renouvelables et locales », action 75 « Réaliser un schéma directeur des énergies renouvelables et locales » ;

Considérant la déclinaison du plan d'action du PCAET et sa mise en œuvre avec en axe stratégique 2, « développer les productions d'énergies renouvelables et locales », objectif 2.1 : « structurer le développement de toutes les énergies renouvelables en Vallée de l'Ariège », 211 : « mettre en place un schéma de développement des énergies renouvelables par intercommunalité », soit le programme territorial des énergies renouvelables ;

#### 1- Contexte

Dans le contexte actuel de pression sur les ressources énergétiques, il est devenu indispensable d'accélérer le développement des énergies renouvelables (EnR) afin de réduire la dépendance aux énergies fossiles sur le territoire. Cette accélération est cruciale tant du point de vue de l'impact carbone que de l'impact économique.

Le Syndicat de SCoT et ses intercommunalités membres ont inscrit les enjeux énergétiques dans le PCAET en 2017, adoptant une stratégie Territoire à énergie positive (Tépos) à horizon 2050 dont l'ambition est de :

- Diminuer de moitié (-46%) les consommations énergétiques du territoire, tous secteurs confondus.
- Doubler (x2,2) la production d'énergies renouvelables et de récupération, avec un mix énergétique incluant tous les types d'EnR pour atteindre une production de 1 020 GWh en 2050 (contre 465 GWh en 2014), avec un objectif intermédiaire de 649 GWh en 2026.

Pour aller plus loin dans la mise en œuvre opérationnelle du plan climat et répondre à des enjeux locaux prégnants en termes d'aménagement du territoire, de développement économique vertueux et d'acceptabilité locale des projets EnR, il a été fait le choix de se doter d'un programme territorial des énergies renouvelables (PTEnR) couvrant l'ensemble du territoire. La démarche s'inscrit également dans la révision du SCoT, dont les travaux s'étalent entre 2022 et 2025. Le SCoT deuxième génération devra traiter de l'intégration du PCAET et du PTEnR dans la planification de l'urbanisme.

Le PTEnR se concentre sur plusieurs objectifs clés. Tout d'abord, il cherche à dresser un état des lieux précis de la production d'énergies renouvelables sur le territoire, en identifiant et qualifiant les installations existantes. Ensuite, il vise à identifier et quantifier les potentiels disponibles par filière, en prenant en compte les équilibres territoriaux et



les enjeux environnementaux, sociaux, paysagers, sécuritaires et financiers. Il propose un programme opérationnel réaliste à court et long termes, favorisant les retombées économiques locales et l'implication des collectivités, des citoyens et des acteurs du territoire. Il met également en place une méthode de mise en œuvre des projets à destination des acteurs locaux.

## 2 - Bilan des potentiels EnR

Le territoire de la Vallée de l'Ariège dispose d'un potentiel diversifié en énergies renouvelables. Il dispose des ressources nécessaires pour la production d'électricité renouvelable, de chaleur renouvelable et de biogaz. Certaines de ces ressources sont déjà exploitées, notamment l'hydroélectricité, tandis que d'autres, comme la géothermie et la récupération de chaleur fatale, présentent encore un potentiel inexploité.

Le photovoltaïque offre un potentiel significatif compte tenu de l'ensoleillement du territoire, mais il nécessite une distinction entre les différentes technologies et une planification précise pour garantir une utilisation optimale. L'éolien est considéré comme la principale source de production d'électricité renouvelable, bien que son déploiement soit soumis à des réglementations et des contraintes environnementales. L'hydroélectricité, bien que largement exploitée, fait face à de nouveaux défis liés aux changements climatiques et à la gestion des ressources en eau.

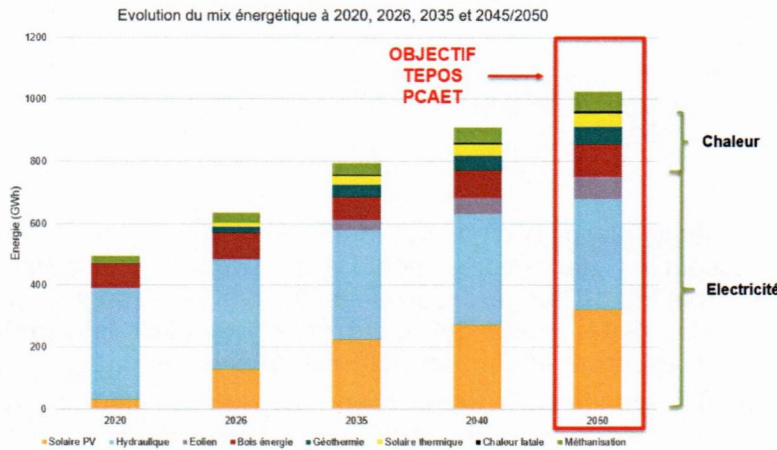
Les énergies renouvelables thermiques, telles que le solaire thermique et le bois-énergie, offrent des opportunités de développement significatives, mais nécessitent une meilleure organisation de la filière et des infrastructures adaptées. La géothermie sur aquifère présente un potentiel prometteur, notamment dans la Communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées, mais son développement nécessite une sensibilisation et des investissements. Le biogaz représente une alternative intéressante au gaz naturel, avec la possibilité de produire de l'électricité, de la chaleur et du biométhane, mais son utilisation doit tenir compte des capacités du réseau de distribution. La récupération de chaleur fatale provenant de diverses sources industrielles et tertiaires offre également des opportunités de développement, bien que des défis spécifiques puissent se poser.

## 3 - Stratégie opérationnelle de développement des EnR

Le PTEEnR actualise la stratégie du PCAET concernant le développement des EnR. L'objectif Tépos Vallée de l'Ariège pour 2050 reste inchangé, avec une production totale d'énergies renouvelables visée de 1 020 GWh. Les objectifs par filière EnR pour 2025 et 2035 ont été ajustés en fonction de l'avancement des projets et de l'acceptabilité locale.

Pour la production d'électricité renouvelable, l'objectif concernant l'hydroélectricité est maintenu, tandis que des projets éoliens et photovoltaïques sont prévus. En ce qui concerne la chaleur renouvelable, les objectifs sont revus à la hausse avec une substitution prévue par le bois-énergie, la géothermie et le solaire thermique. La production de biogaz est également augmentée pour prendre en compte les installations existantes et les projets futurs. De plus, une ambition est accordée à la récupération de chaleur fatale.

La trajectoire de développement des EnR dans le PTEEnR prévoit une augmentation de la production EnR de 50% d'ici 2035 et de 62% d'ici 2050 par rapport à la production de 2020. Cette stratégie dépasse l'objectif national de couverture des besoins par les EnR de 40% d'ici 2030 en France.



#### 4 - Cartographie des zones prioritaires

La cartographie des zones prioritaires identifie les zones propices au développement des EnR électriques et de chaleur renouvelable sur le territoire. Le solaire et l'éolien sont identifiés comme des sources principales pour le mix électrique, tandis que la géothermie, le solaire thermique et la valorisation de la chaleur fatale sont encouragés pour la production de chaleur renouvelable. La production de biogaz est également envisagée pour contribuer à la décarbonation du mix gaz local.

#### 5 - Opérationnalisation de la stratégie

Le PTEnR propose un plan d'actions concret pour encourager l'utilisation des EnR sur le territoire. En collaboration avec les élus et les partenaires, des mesures sont mises en place pour améliorer la transparence des retombées économiques, favoriser l'ancrage local des projets d'EnR et faciliter leur développement. Le PTEnR vise à impliquer les collectivités, les citoyens et les acteurs locaux dans la transition énergétique, en mettant en œuvre une méthode de suivi et de mise en œuvre des projets.

EnR	Intitulé
Transversale	Garantir la transversalité des EnR au sein des politiques publiques des Intercommunalités et Communes
Transversale	Etablir un recensement des friches, des toitures et des parkings pouvant accueillir du solaire
Transversale	Réaliser un Plan de Paysage dynamique
Transversale	Mise en place d'un Comité de suivi local des projets EnR
Solaire photovoltaïque	Favoriser l'émergence de projets d'autoconsommation collective
Solaire photovoltaïque	Participer aux réflexions locales sur l'agrivoltaïsme
Eolien	Accompagner l'émergence d'un parc éolien à horizon 2035 (6 éoliennes de 3 MW)
Hydroélectricité	Encourager l'étude d'optimisation des installations hydroélectriques existantes
Géothermie, solaire thermique, bois énergie	Accompagner l'émergence de projets de chaleur renouvelable sur le territoire
Méthanisation	Accompagner l'implantation d'une nouvelle unité de méthanisation sur le territoire (boue de STEP)
Méthanisation	Accompagner la diversification des projets de méthanisation sur notre territoire
Chaleur fatale	Réaliser une étude de potentiel de récupération de chaleur fatale sur le territoire

#### 6 - Boîte à outils pour le développement des EnR

Le PTEnR propose une boîte à outils comprenant plusieurs outils disponibles indépendamment du document principal.

Ces outils comprennent :

- Des fiches dédiées à chaque filière d'EnR, fournissant des informations techniques, des indicateurs technico-économiques, les avantages et inconvénients de chaque énergie renouvelable, le potentiel local, le déroulement d'un projet type, ainsi que les actions recommandées dans le cadre du PCAET et du PTEEnR.
- Une cartographie des acteurs locaux, recensant les différents acteurs du territoire selon leur rôle dans le domaine des EnR.
- Des fiches synthétisant les principaux enjeux territoriaux identifiés dans le PTEEnR.
- Une charte qualité des projets d'EnR servant de référence pour évaluer la pertinence des projets.
- Des recommandations pour les maires afin de faire face aux sollicitations de développeurs d'EnR.
- Des informations sur le pôle départemental EnR de l'Ariège.

En conclusion, le PTEEnR offre une vision globale et des outils concrets pour développer les EnR localement, favoriser la transition énergétique et atteindre les objectifs Tépos de la Vallée de l'Ariège. Il permet d'apporter des réponses adaptées aux enjeux économiques, environnementaux et sociaux du territoire.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

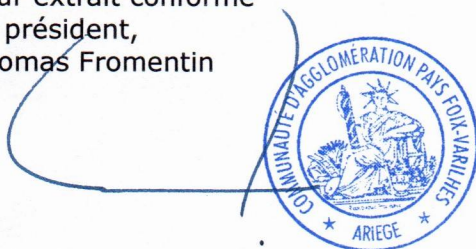
**Article 1 :** **ÉMET** un avis favorable au programme territorial des énergies renouvelables du SCoT de la Vallée de l'Ariège.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération, et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



**Version mise en  
consultation**

# PROGRAMME TERRITORIAL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

## TOME I – Diagnostic territorial



Juillet 2023



Document réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat de SCoT de la Vallée de l'Ariège, avec le concours des cabinets CACG et Akajoule.



Réalisé avec le soutien technique et financier de :

Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural  
L'Europe investit dans les zones rurales



## Table des Matières

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>3</b>
<b>I. PREAMBULE</b>	<b>7</b>
II. ETAT DES LIEUX ET DYNAMIQUE DE PROJETS ENR	13
<b>1. DIAGNOSTIC TERRITORIAL DE L'ETAT DES LIEUX DES ENR</b>	<b>14</b>
CONSUMMATION D'ENERGIE	14
<i>Préambule</i>	14
<i>Méthodologie</i>	14
<i>Vision globale</i>	14
<i>Répartition par type d'énergie</i>	15
<i>Consommation d'électricité – Par commune</i>	16
<i>Consommation de gaz – Par commune</i>	16
<i>Consommation par secteur</i>	18
PRODUCTION D'ENERGIE RENOUVELABLE	19
<i>Préambule</i>	19
<i>Bilan sur l'ensemble du territoire</i>	20
<i>Filières existantes sur le territoire</i>	22
<i>Implantation des principales installations EnR</i>	29
<i>Production d'électricité renouvelable par commune</i>	30
<b>2. ANALYSE DES PROJETS ENR EXISTANTS</b>	<b>35</b>
METHODOLOGIE	35
RESULTATS DES ENTRETIENS AVEC LES ACTEURS DES ENERGIES RENOUVELABLES	36
LES ENSEIGNEMENTS BRUTS DU RETOUR D'EXPERIENCES DES DEVELOPPEURS ET PORTEURS DE PROJET	39
RESULTATS DES ENTRETIENS AVEC LES ACTEURS INSTITUTIONNELS LOCAUX	39
III. ANALYSE CROISEE DES ENJEUX ET POTENTIALITES DU TERRITOIRE	44
<b>1. IDENTIFICATION DES ENJEUX LIES AU DEVELOPPEMENT DES ENR</b>	<b>45</b>
METHODOLOGIE	45
PRESENTATION DE L'ENJEU ENVIRONNEMENT, BIODIVERSITE ET RISQUES	45

PRESENTATION DE L'ENJEU PATRIMONIAL	64
PRESENTATION DE L'ENJEU PAYSAGER	67
<b>2. ACTUALISATION DES POTENTIELS DE DEVELOPPEMENT POUR CHAQUE FILIERE ENR</b>	<b>75</b>
METHODOLOGIE	75
POTENTIEL EN ENERGIES RENOUVELABLES – PRODUCTION D'ELECTRICITE	76
<i>Solaire photovoltaïque</i>	76
<i>Éolien</i>	86
<i>Hydroélectricité</i>	91
POTENTIEL EN ENERGIE RENOUVELABLE – PRODUCTION DE CHALEUR	95
<i>Solaire thermique</i>	95
<i>Bois énergie</i>	97
<i>Géothermie</i>	101
POTENTIEL EN ENERGIE RENOUVELABLE – PRODUCTION DE BIOGAZ	106
POTENTIEL EN ENERGIE RENOUVELABLE – RECUPERATION DE CHALEUR FATALE	111
BILAN DES POTENTIELS ENR	114
ANNEXES	118
<b>1. ATLAS DES ENJEUX</b>	<b>119</b>
<b>2. ATLAS DES POTENTIELS DE PRODUCTION ENR</b>	<b>124</b>
<b>3. TABLEAU DES ZONAGES ENVIRONNEMENTAUX</b>	<b>133</b>
<i>Synthèse de la prise en compte des enjeux dans le cadre de projets ENR</i>	147
<b>4. METHODES DE CALCUL DE CHAQUE POTENTIEL ENR DETAILLE ET RESULTATS CHIFFRES</b>	<b>148</b>
<i>Solaire photovoltaïque</i>	149
<i>Éolien</i>	150
<i>Hydroélectricité</i>	150
<i>Solaire thermique</i>	151
<i>Bois énergie – Forêts</i>	152
<i>Bois énergie – bocager</i>	154
<i>Géothermie</i>	156
<i>Production de biogaz</i>	157



Récupération de chaleur fatale ----- 158

**5. RESULTATS DU QUESTIONNAIRE REALISE AUPRES DES COLLECTIVITES  
DU TERRITOIRE.----- 159**

Questionnaire – Contenu et objectifs----- 159

Réponses au questionnaire----- 160

Grands enseignements du questionnaire----- 170

VERSION DE TRAVAIL

### Table des Figures

Figure 1 : Répartition des consommations par vecteur énergétique et intercommunalités SCoT .....	14	Figure 32 : Carte des zones d'exclusion dans l'agglomération Foix-Varilhes.....	61
Figure 2 : Répartition des consommations par EPCI .....	15	Figure 33 : Carte des zones d'exclusion dans la Communauté Pays de Tarascon.....	62
Figure 3 : Consommation d'électricité par commune .....	16	Figure 34 : Carte des cours d'eau et leur classification .....	63
Figure 4 : Consommation d'électricité par habitant par commune .....	16	Figure 35 : Carte du patrimoine.....	65
Figure 5 : Consommation de gaz par commune .....	17	Figure 36 : Carte de gisement solaire - <i>Source : Solargis</i> .....	76
Figure 6 : Consommation de gaz par habitant par commune .....	17	Figure 37 : Contraintes communes toutes installations solaire PV .....	77
Figure 7 : Consommation d'énergie par secteur .....	18	Figure 38 : Localisation des parkings identifiés pour installation d'ombrières ( <i>la taille du point est proportionnelle au potentiel de production estimé</i> ).....	80
Figure 8 : Production d'EnR par intercommunalités .....	20	Figure 39 : Exemples de parkings de la commune de Foix non identifiés dans la BD Topo (à gauche) ou dont la surface n'est pas évaluée (à droite) .....	80
Figure 9 : Répartition de la production EnR par intercommunalités .....	22	Figure 40 : Localisation des friches « qualifiées » .....	82
Figure 10 : Fonctionnement de la centrale de Ferrières.....	22	Figure 41 : Vues aériennes des friches de l'Ancienne Passementerie (à gauche) et de l'Ancienne Gendarmerie (à droite) à Saverdun.....	82
Figure 11 : Photos de l'installation hydroélectrique .....	23	Figure 42 : Potentiel solaire PV par intercommunalités .....	83
Figure 12 : Pôle culturel de l'agglomération à Varilhes .....	26	Figure 43 : AFOM solaire photovoltaïque.....	85
Figure 13 : Installation de Foix.....	27	Figure 44 : Contraintes réglementaires vis à vis de l'implantation d'éolien .....	87
Figure 14 : Installation de Saint-Quirc .....	28	Figure 45 : Contraintes environnementales .....	88
Figure 15 : Installations existantes sur le territoire .....	29	Figure 46 : Zones sans contrainte identifiée .....	89
Figure 16 : Production d'électricité renouvelable.....	30	Figure 47 : AFOM éolien .....	90
Figure 17 : Production d'électricité renouvelable.....	31	Figure 48 : Carte des cours d'eau considérés pour l'évaluation du potentiel net en hydroélectricité et des cours d'eau classés pour la continuité écologique.....	93
Figure 18 : Production d'électricité renouvelable.....	32	Figure 49 : AFOM hydroélectricité.....	94
Figure 19 : Projets en cours sur le territoire .....	34	Figure 50 : Potentiel solaire thermique .....	95
Figure 20 : Analyse des projets EnR du territoire, synthèse des entretiens d'acteurs .....	38	Figure 51 : AFOM solaire thermique .....	96
Figure 21 : Carte générale du relief .....	47	Figure 52 : Couvert forestier du territoire selon le type de forêt.....	97
Figure 22 : Carte générale de la densité de population.....	48	Figure 53 : Niveau d'exploitabilité des forêts.....	98
Figure 23 : Carte générale des documents d'urbanisme.....	49	Figure 54 : AFOM bois énergie .....	100
Figure 24 : Carte de l'occupation des sols .....	51	Figure 55 : Zones réglementaires GMI - Nappes.....	101
Figure 25 : Carte de la Trame Verte et Bleue .....	52	Figure 56 : Potentiel géothermie sur nappe .....	102
Figure 26 : Carte générale des enjeux environnementaux et patrimoniaux .....	54	Figure 57 : Zones réglementaires de Géothermie de Minime Importance sur Sondes .....	103
Figure 27 : Carte des enjeux environnementaux et patrimoniaux dans la communauté des Portes d'Ariège Pyrénées .....	55	Figure 58 : AFOM géothermie .....	105
Figure 28 : Carte des enjeux environnementaux et patrimoniaux dans l'agglomération Foix Varilhes.....	56		
Figure 29 : Carte des enjeux environnementaux et patrimoniaux dans la communauté du Pays de Tarascon .....	57		
Figure 30 : Carte générale des zones d'exclusion .....	58		
Figure 31 : Carte des zones d'exclusion dans la communauté des Portes d'Ariège Pyrénées.....	60		



Figure 59 : Répartition des potentiels de méthanisation à la maille canton tracé des réseaux de gaz et capacités d'accueil du réseau de distribution ..... 107

Figure 60 : Répartition des potentiels de méthanisation à la maille canton tracé des réseaux de gaz et capacités d'accueil du réseau de distribution ..... 108

Figure 61 : AFOM biogaz..... 110

Figure 62 : Comment valoriser la chaleur fatale ? - *Source : ADEME* 111

Figure 63 : Répartition du gisement brut récupération de chaleur fatale industrielle et localisation des sites industriels classés ICPE..... 112

Figure 64 : AFOM chaleur fatale..... 113

Figure 65 : Comparaison entre le potentiel et la production initiale .... 114

Figure 66 : Profil des répondants..... 160

Figure 67 : Répartition géographique des répondants ..... 161

Figure 68 : Typologie de projets ENR..... 162

Figure 69 : Leviers pour le développement de projets ENR..... 163

Figure 70 : Freins au développement de projets ENR ..... 164

Figure 71 : Motivations pour le développement de projet ENR ..... 165

Figure 72 : Niveau de priorité de développement des ENR ..... 166

Figure 73 : Type de soutien ..... 167

Figure 74 : Perception du développement des différentes filières ..... 168

Figure 75 : Degré de connaissance des énergies renouvelables ..... 169

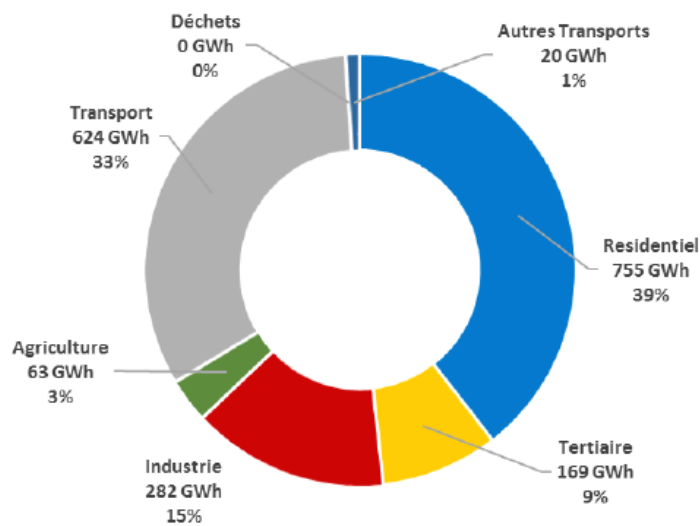
VERSION DE TRAVAIL

# I. Préambule

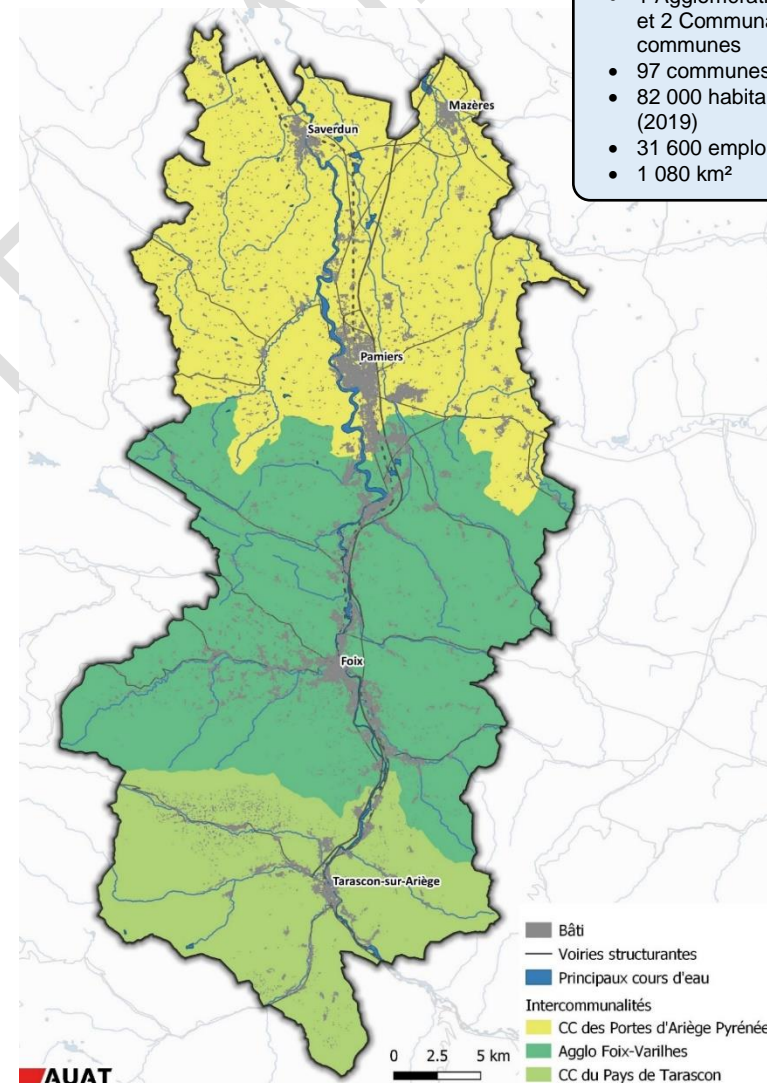
## 1 – CONTEXTE ENERGETIQUE TERRITORIAL

Le territoire du SCot de la Vallée de l'Ariège présente les caractéristiques suivantes :

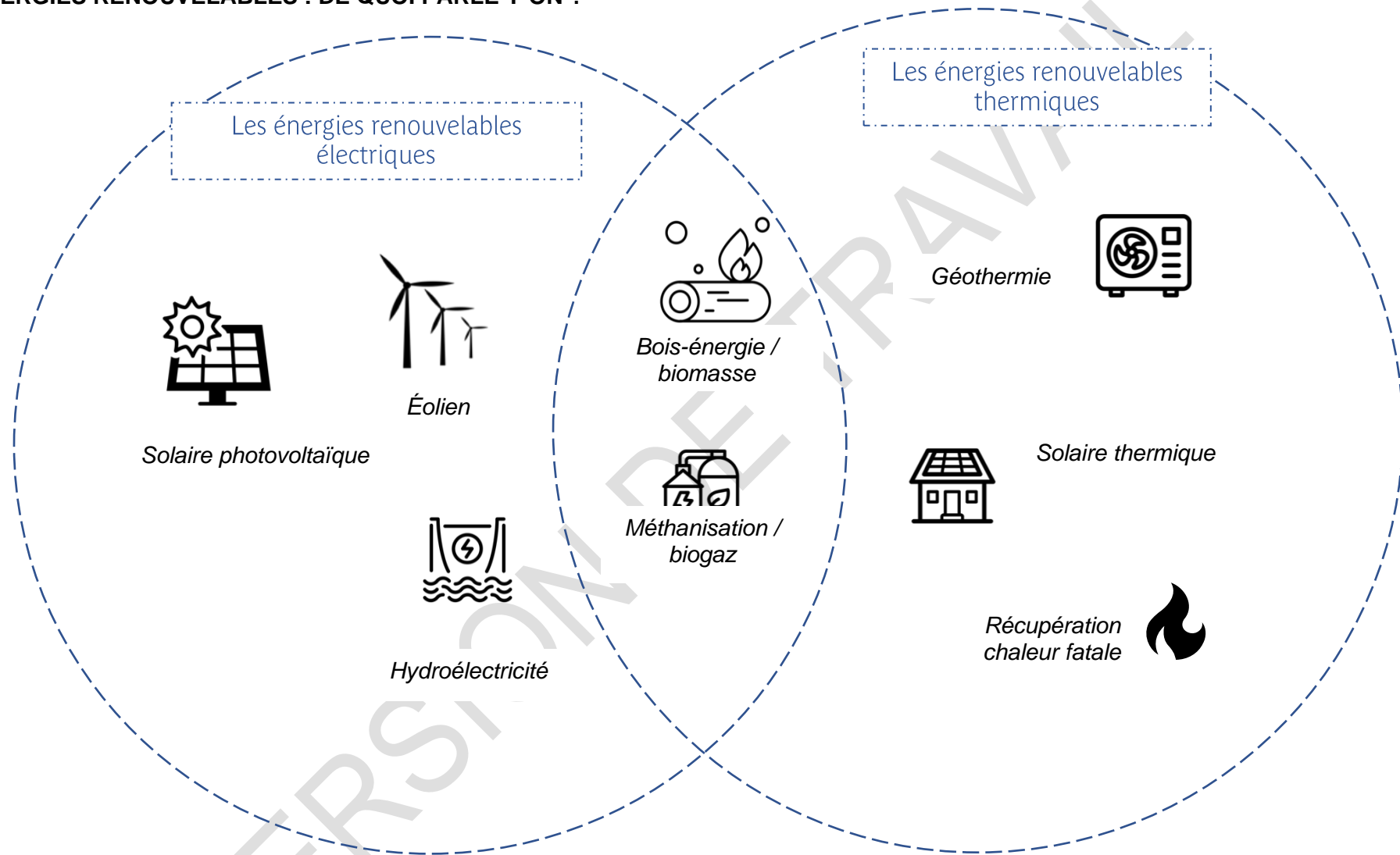
- une consommation énergétique et émissions de GES par habitant supérieures à la moyenne de l'Occitanie,
- une couverture des consommations par la production EnR de 34% (24% en 2018), supérieure à la moyenne de l'Occitanie (22%). Cette couverture est largement dominée par l'hydroélectricité au détriment des autres filières d'énergies renouvelables.
- une production EnR excédentaire sur la production électrique mais déficitaire sur les autres énergies (gaz, produits pétroliers, bois).



Répartition des consommations électriques sur le territoire en 2018

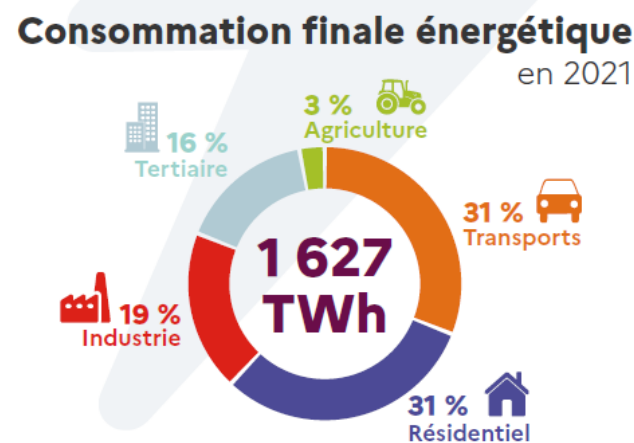
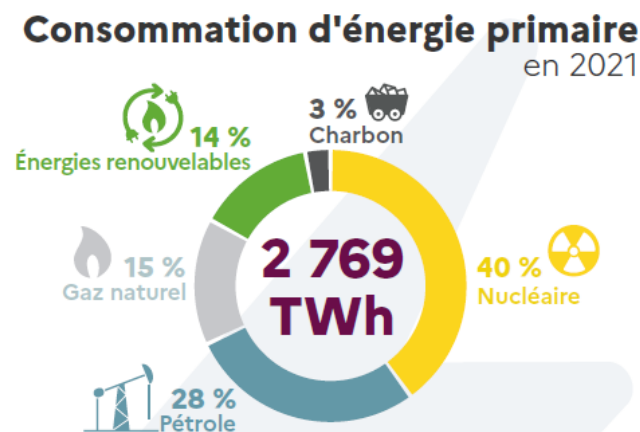
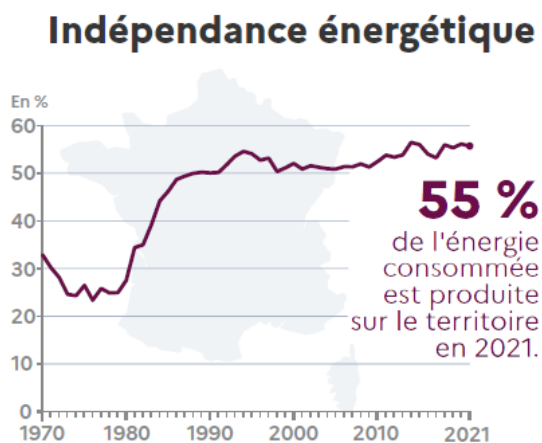
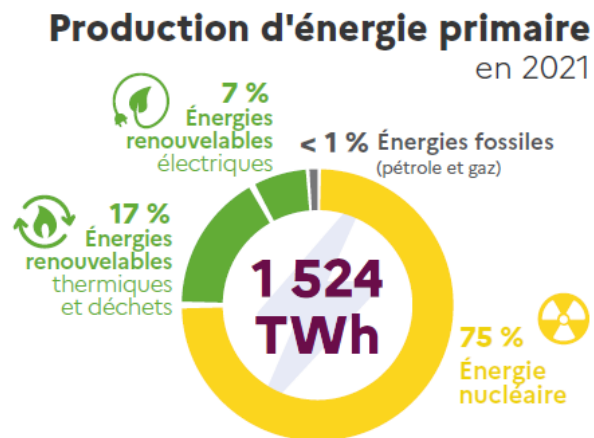


## 2 – ENERGIES RENOUVELABLES : DE QUOI PARLE-T-ON ?



### 3 – CONTEXTE NATIONAL

Comme l'illustrent les graphiques ci-après représentant le bilan énergétique de la France (source : SDES, édition 2022), celui-ci est très dépendant de la production nucléaire mais aussi des importations de combustibles. Dans un contexte de vieillissement du parc nucléaire français, de volonté de décarbonation du mix énergétique et de diminution de la dépendance de la production, la production d'énergie renouvelable représente un enjeu majeur pour maintenir la quantité d'énergie produite nationalement (voire l'augmenter) tout en diminuant les autres sources d'approvisionnement.



## Contexte réglementaire

La Loi Transition Énergétique et Croissance Verte (TECV) de 2015 confère plus de pouvoir aux collectivités pour s'approprier la transition énergétique à leur propre échelle. Nombreuses sont celles qui ont déjà réalisé un Plan Climat Air Énergie Territorial comme le Syndicat de SCoT aux côtés de ses intercommunalités membres et se posent aujourd'hui la question du développement des énergies renouvelables sur leur territoire.

En France, la transition énergétique est encadrée – entre autres – par la Stratégie Nationale Bas Carbone et la Loi Climat et Résilience de 2021. L'objectif national est l'atteinte de la neutralité carbone à horizon 2050, en activant entre autres le développement des énergies renouvelables afin de décarboner le mix énergétique. La Loi Climat et Résilience prévoit notamment que les objectifs nationaux en matière de production d'énergie renouvelable, ainsi que les objectifs inscrits dans la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) devront être déclinés régionalement par décret. Plusieurs mesures permettent également de favoriser le développement de certaines filières (projets EnR coopératifs et citoyens, éolien en mer, biogaz, hydrogène vert, installation d'autoconsommation collective, hydroélectricité).

## Contexte régional : SRADDET – Occitanie 2040

Le territoire du SCoT Vallée de l'Ariège appartient à une Région aux ambitions énergétiques fortes. En effet, l'Occitanie a pour objectif de devenir la première Région à énergie positive d'Europe (REPOS) d'ici 2050 et s'est dotée pour cela d'une stratégie : en parallèle d'actions de réduction des consommations visant à diviser par 2 la consommation d'énergie, la volonté est de pousser le développement des énergies renouvelables pour multiplier par 2,6 la production régionale d'ici 2040.

La Région est également en cours d'élaboration du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) « Occitanie 2040 », dans lequel est insérée la stratégie REPOS, et qui devra intégrer également les nouveaux apports réglementaires issus de la Loi Climat et Résilience. Au travers de ce document-cadre régional pour l'aménagement du territoire, sera explicité l'enjeu de conciliation du développement des EnR avec :

- les enjeux de développement économique ;
- les enjeux d'aménagement du territoire : quelle compatibilité des projets EnR avec le ZAN (Zéro Artificialisation Nette)? en lien avec l'application de la séquence ERC (Eviter Réduire Compenser), les enjeux environnementaux et paysagers.

A l'échelle régionale, le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR), en cours de révision, est élaboré par RTE en cohésion avec la stratégie REPOS. Ce schéma prévoit une augmentation globale de 6 800 GW de capacité sur le réseau électrique régional pour accueillir des raccordements d'installations EnR. Le déploiement des travaux sur les postes sources et lignes électriques est cependant conditionné à l'effectivité des projets mis en œuvre. Ainsi, la réalisation des investissements programmés par RTE bénéficiera en premier lieu aux territoires dotés d'une réelle ambition de développement local des EnR.

De plus, l'Occitanie est déjà bien alimentée en énergie renouvelable, en particulier grâce à d'importantes installations hydroélectriques. Ces installations ont un rayonnement plus large que la Région : elles alimentent le réseau de transport d'électricité national, donc l'énergie renouvelable produite n'est pas nécessairement consommée localement.

Avec cette base importante d'électricité renouvelable produite, il s'agit maintenant de faire évoluer le mix renouvelable, notamment en ciblant les besoins de chaleur et de mobilité. Une forte appropriation de l'enjeu par les territoires est nécessaire afin de relocaliser la production d'énergie renouvelable et ses débouchés.

## 4 – POURQUOI UN PROGRAMME TERRITORIAL DES EnR SCoT ?

Le système énergétique est en pleine mutation. Le modèle qui a prévalu pendant plusieurs décennies, basé sur une gestion centralisée, une forte dépendance aux énergies fossiles, et une énergie peu chère, ne prévaut plus. Pour lutter contre le changement climatique et faire face à l'urgence environnementale, afin de préserver la qualité de vie des habitants, et lutter contre la précarité énergétique liée à la hausse des coûts de

l'énergie, il est essentiel de se tourner vers un modèle plus sobre, local, collectif.

Si l'objectif premier de la politique territoriale en matière énergétique est la sobriété et la réduction des consommations, il est indéniable que de nouveaux modes de vie et d'organisation territoriale vont venir remanier les besoins énergétiques (réindustrialisation, développement des véhicules électriques ou biogaz...).

Ainsi, la production d'énergie devient une ressource à enjeu dans les territoires de proximité. Les collectivités ont vocation à en capter au mieux les retombées, dans leurs dimensions économiques, financières, sociales et environnementales.

### Une transition énergétique lancée sur le territoire

Le Syndicat de SCoT et ses intercommunalités membres ont amorcé cette voie de la transition énergétique en 2017 avec une première inscription locale de ces enjeux énergétique dans le PCAET. Au travers du Plan Climat, le territoire de la Vallée de l'Ariège a retenu le choix d'une stratégie « Territoire à Energie POSitive (TEPOS) » à horizon 2050 dont l'ambition est de :

- Diminuer de moitié (-46%) les consommations énergétiques du territoire, tous secteurs confondus ;
- Doubler (x2,2) la production d'énergies renouvelables et de récupération, avec un mix énergétique incluant tous les types d'EnR pour atteindre une production de 1020 GWh en 2050 (contre 465 GWh en 2014), avec un objectif intermédiaire de 649 GWh en 2026

Le plan d'actions propose un ensemble de mesures visant à atteindre, à terme (2050), les objectifs TEPOS, tout en s'inscrivant dans un cadre budgétaire maîtrisé. Un axe du programme d'actions est spécifiquement dédié à la production d'énergie renouvelable avec 4 objectifs opérationnels :

- Structurer le développement de toutes les énergies renouvelables en Vallée de l'Ariège ;
- Soutenir les filières d'énergies renouvelables existantes (solaire, bois-énergie, hydroélectricité) ;

- Amorcer le développement de nouvelles filières d'énergies renouvelables respectueuses des équilibres écologiques et paysagers (méthanisation, éolien) ;
- Travailler sur l'accompagnement et faciliter le développement des énergies renouvelables locales.

### Les objectifs de ce Programme Territorial des EnR

Pour aller plus loin dans la mise en œuvre opérationnelle du Plan Climat et répondre à des enjeux locaux prégnants en termes d'aménagement du territoire, de développement économique vertueux et d'acceptabilité locale des projets EnR, il a été fait le choix de se doter d'un Programme Territorial des énergies renouvelables (PTEnR) couvrant l'ensemble du territoire.

La démarche s'inscrit également dans la révision du SCoT, dont les travaux s'étalent entre 2022 et 2025. Le SCoT deuxième génération devra traiter de l'intégration du PCAET et du Programme Territorial des EnR dans la planification de l'urbanisme.

Les objectifs de ce programme territorial des EnR sont multiples :

- S'appropriier l'état des lieux de la production d'EnR sur le territoire réalisé dans le PCAET par les nouvelles gouvernances et l'approfondir à travers l'identification et la qualification des installations existantes (situation, type de production, puissance installée),
- Identifier et quantifier les potentiels disponibles par filière au vu des installations existantes et dans le respect des équilibres territoriaux (enjeux environnementaux, sociaux, paysagers, sécuritaires, financiers...),
- Mettre en perspective ces potentialités avec les réseaux existants (électricité, gaz) déjà identifiés dans le PCAET et les projets visés dans le Schéma Régional de Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR)
- Définir les typologies d'installations EnR les plus adaptées au contexte du territoire,
- Définir les types de portage les plus appropriés afin de maximiser les retombées économiques sur le territoire (chiffres d'affaires, emploi, fiscalité, ...) et permettre une maîtrise locale du développement des EnR,

- Valoriser la filière énergétique au point de vue du développement économique du territoire.
- Élaborer un programme opérationnel réaliste à court terme (2021-2026) et long terme (horizon 2040-2050) permettant un développement des énergies renouvelables favorisant les retombées économiques sur le territoire et une meilleure implication et adhésion des collectivités, des citoyens et des acteurs du territoire,
- Élaborer une méthode de mise en œuvre des projets à destination des acteurs locaux,
- Favoriser et accompagner l'intégration de la PTEEnR en particulier et des enjeux énergie-climat en général dans les documents d'urbanisme (SCoT, PLU/PLUi et autorisations d'urbanisme) et les documents de planification (Schémas de développement économique, Projets de Territoire des intercommunalités, CRTE portés par le Syndicat de PETR ou de l'Agglo...).
- L'objectif du Syndicat de SCoT et de ses intercommunalités membres est ainsi de pouvoir construire une véritable stratégie de déploiement vertueux des énergies renouvelables sur son territoire, en concertation avec les acteurs locaux et la population, afin de faire émerger des projets structurants sur le territoire tout en préservant les équilibres territoriaux qui font la qualité du cadre de vie local.

Dans le contexte actuel de tension sur les ressources énergétiques, l'accélération du développement des EnR devient indispensable pour réduire la dépendance aux énergies fossiles du territoire, que ce soit du point de vue d'impact carbone et de d'impact économique. La relocalisation des productions permet de garantir des retombées locales en termes d'économie, d'emploi, de fiscalité, tout en réduisant les sorties de capitaux du territoire.

*Remarque : Le cadre réglementaire national a connu des évolutions durant les travaux de construction du PTEEnR. En effet, une loi relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables a été promulguée le 10 mars 2023. Cette loi vise à faciliter l'installation des énergies renouvelables afin de combler le retard accumulé dans ce domaine. En 2020, la France était le seul pays n'ayant pas atteint l'objectif fixé par*

*l'Union européenne d'une part de 23% d'énergies renouvelables. Dans son discours de Belfort sur la politique énergétique, le chef de l'État a fixé l'objectif de multiplier par dix la production d'énergie solaire d'ici 2050, pour dépasser les 100 gigawatts (GW), de déployer 50 parcs éoliens en mer atteignant 40 GW et de doubler la production d'éoliennes terrestres pour atteindre 40 GW.*

*La loi d'accélération des EnR comporte plusieurs axes :*

- *Planifier avec les élus locaux le déploiement des énergies renouvelables dans les territoires.*
- *Simplifier les procédures d'autorisation des projets d'énergies renouvelables.*
- *Mobiliser les espaces déjà urbanisés pour le développement des énergies renouvelables.*
- *Partager la valeur des projets d'énergies renouvelables avec les territoires qui les accueillent.*

*La loi établit un dispositif de planification territoriale des énergies renouvelables, visant à faciliter l'approbation locale des projets et à assurer leur meilleure intégration dans les territoires. Ce dispositif, proposé par les parlementaires, impliquera des référents chargés de l'instruction des projets d'énergies renouvelables, désignés dans chaque préfecture. L'État devra mettre à disposition des collectivités locales les informations disponibles sur le potentiel d'implantation des énergies renouvelables. Les communes devront ensuite, après concertation publique, identifier des zones favorables à l'accueil des installations, et leur établissement public de coopération intercommunale devra débattre de ces zones dans le cadre du projet de territoire. Après un délai de six mois, le référent préfectoral arrêtera la cartographie des zones d'accélération et la transmettra pour avis au comité régional de l'énergie. Ainsi, le programme territorial des EnR vise à permettre à l'ensemble du territoire de s'approprier la question des énergies renouvelables, en améliorant les connaissances sur le sujet et en impliquant les différents acteurs de la transition énergétique, afin de parvenir à une planification pertinente des EnR sur le territoire.*

Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE

S<sup>2</sup>LO



## II. Etat des lieux et dynamique de projets EnR

VERSION DE TRAVAIL



## 1. Diagnostic territorial de l'état des lieux des EnR

La finalité de cette première étape est de disposer d'un diagnostic énergétique actualisé au regard des enseignements nourris du Plan Climat adopté en 2020, en constituant un socle de connaissances intermédiaire tenant à l'état des lieux des consommations d'énergie et les productions d'énergie renouvelables.

### Consommation d'énergie

#### Préambule

La consommation d'énergie est un important facteur de réchauffement climatique. En effet, aujourd'hui la combustion d'énergies fossiles et les procédés industriels sont responsables de 65% des émissions de Gaz à effets de Serre (GES) et 85% des émissions de CO<sub>2</sub> au niveau mondial<sup>1</sup>. En France, 70% des émissions de GES sont issues de l'utilisation de l'énergie.

#### Méthodologie

Les données de consommation à l'échelle du territoire du SCoT, à la maille intercommunale, sont issues de l'OREO, Observatoire Régional de l'Énergie d'Occitanie. Celles-ci sont actualisées sur l'année 2019.

Ces données n'étant pas déclinées à la maille communale, il est proposé un zoom sur les consommations d'électricité et de gaz à l'aide des données des gestionnaires de réseaux (RTE, Téréga, Enedis, GRDF, GIE Régies locales), actualisées sur l'année 2020.

#### Vision globale

La consommation d'énergie finale pour le territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège en 2019 est de **1 955 GWh**.

<sup>1</sup> Chiffres clés du climat France, Europe, Monde, Datalab, Ministère de la Transition Écologique et Solidaire, Édition 2021

Cela représente une consommation de **24,6 MWh par an par habitant**. Cette donnée est stable par rapport au diagnostic du Plan Climat réalisé sur des bases de données datant de 2018.

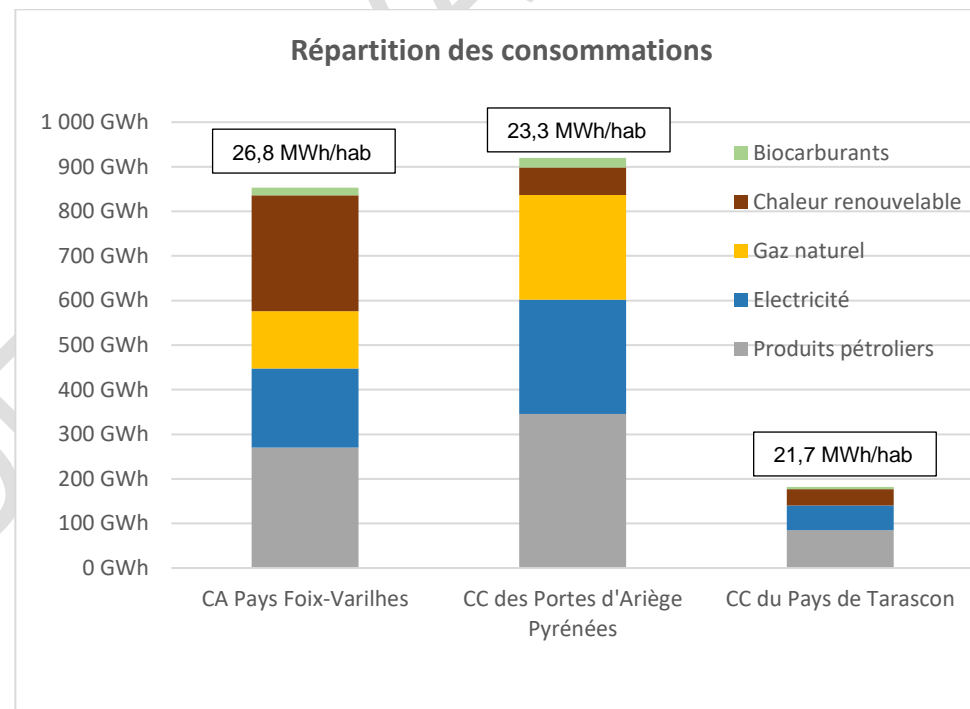


Figure 1 : Répartition des consommations par vecteur énergétique et intercommunalités SCoT

Source : Données OREO 2019

## Répartition par type d'énergie

Les **produits pétroliers** représentent le premier vecteur énergétique consommé du territoire, à hauteur de **700 GWh**, ce qui représente près de **36%** de la consommation totale du territoire. Cette prédominance est largement liée à la consommation des transports routiers, ainsi qu'aux besoins thermiques des bâtiments.

Le second vecteur énergétique est **l'électricité** (25% de la consommation), notamment lié au secteur résidentiel (usages spécifiques des bâtiments, chauffage électrique et eau chaude sanitaire).

Viennent ensuite le **gaz naturel** et la **chaleur renouvelable** (dont le bois), à respectivement 19% et 18%, utilisés pour le chauffage des bâtiments et par l'industrie.

Premiers constats : la Communauté de communes du Pays de Tarascon a une consommation d'énergie bien inférieure aux deux autres intercommunalités, en valeur absolue ou en rapportant celle-ci au nombre d'habitants. La moitié de ses consommations correspond à des produits pétroliers : ceci est lié aux transports routiers, mais aussi à l'absence de gaz naturel sur le territoire (et donc dans le mix énergétique du secteur résidentiel).

Ce portrait énergétique peut être la conséquence de sa faible densité d'habitation et d'activités économiques et industriels (et donc une faible consommation liée aux secteurs tertiaire et industriel), agrégé au caractère montagneux de ce secteur. Il peut aussi s'expliquer par le caractère non exhaustif des données de consommation du secteur résidentiel. En effet, il y a de nombreuses cuves à gaz propane présentes chez les particuliers, et une importante consommation de bois bûche, provenant bien souvent d'une ressource personnelle, qui échappe à la comptabilisation globale.

Quant à l'agglomération Foix-Varilhes, elle consomme une part importante de chaleur renouvelable, à hauteur d'environ 30% de son mix énergétique, qui correspondrait en grande partie à la consommation de l'usine Kwatt du groupe Monnet-Sève, située à Saint-Paul-de-Jarrat.

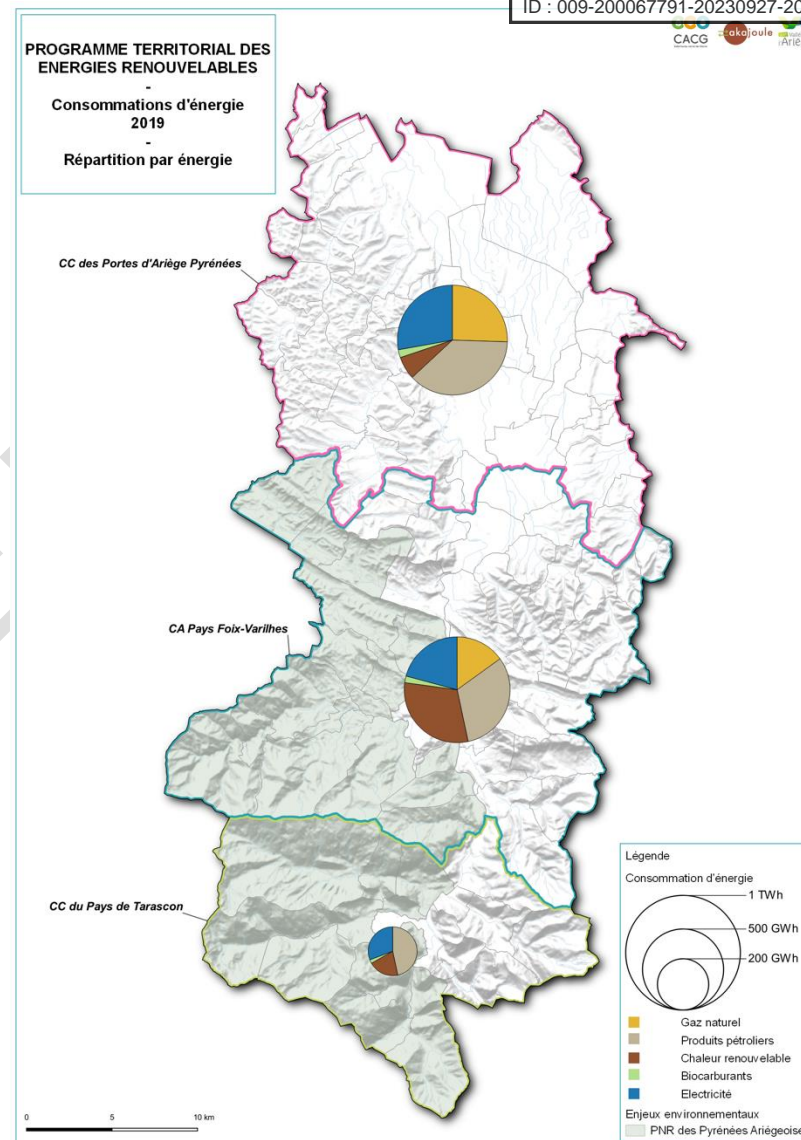


Figure 2 : Répartition des consommations par EPCI

Source : Données OREO 2019

## Consommation d'électricité – Par commune

En valeur absolue, et rapportée au nombre d'habitants, la consommation d'électricité est répartie sur les différentes communes en fonction de la densité du tissu urbain.

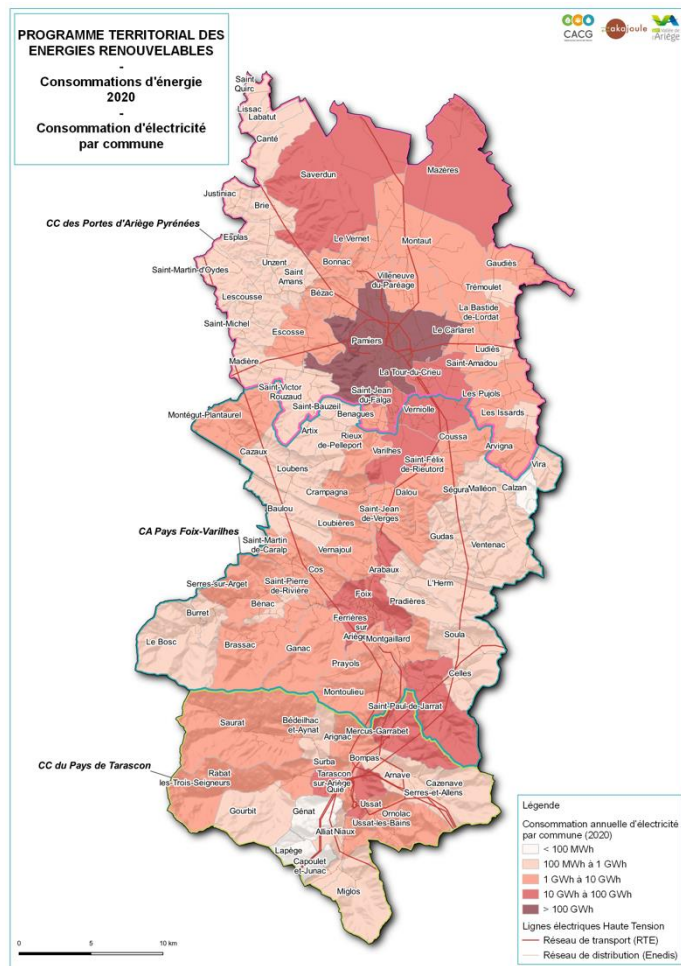


Figure 3 : Consommation d'électricité par commune

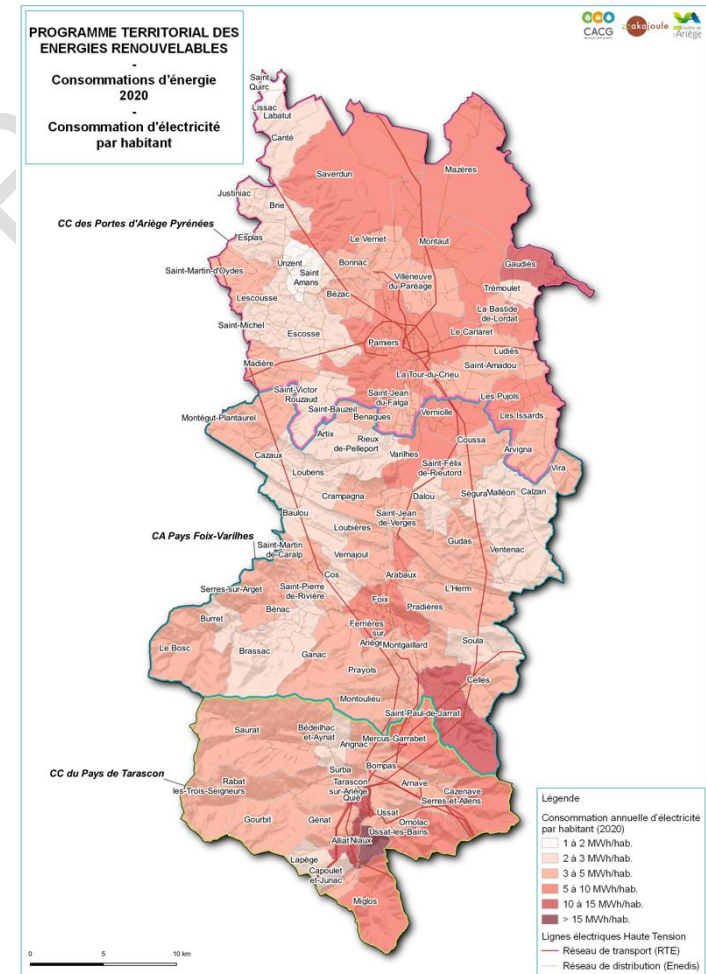
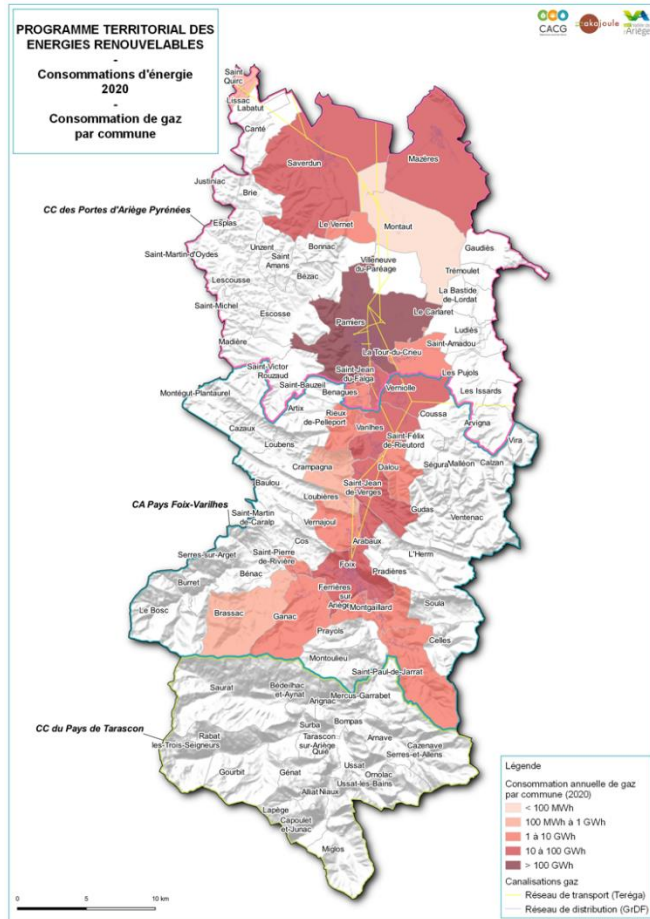


Figure 4 : Consommation d'électricité par habitant par commune

## Consommation de gaz – Par commune



Rappelons que le Pays de Tarascon n'est pas desservi par le réseau de gaz. Quant aux deux autres collectivités, **seules les communes situées de part et d'autre de l'épine dorsale de développement, sont desservies par ce réseau de gaz.**

Une fois rapportée au nombre d'habitants, les communes de Pamiers, Foix, Le Vernet d'Ariège et Saint-Jean-de-Verges se détachent comme les plus consommatrices du territoire.

Cela s'explique par un tissu urbain plus dense que dans le reste du territoire pour Pamiers et Foix.

*Pour Saint-Jean-de Verges et Le Vernet, cette consommation importante serait liée à des équipements fortement consommateurs (CHIVA, Coopérative Agricole).*

Tableau 1 : Consommation de gaz par EPCI  
 (source : GRDF)

### Consommation de gaz

CC PAP	133,7 GWh
CA FV	61,4 GWh

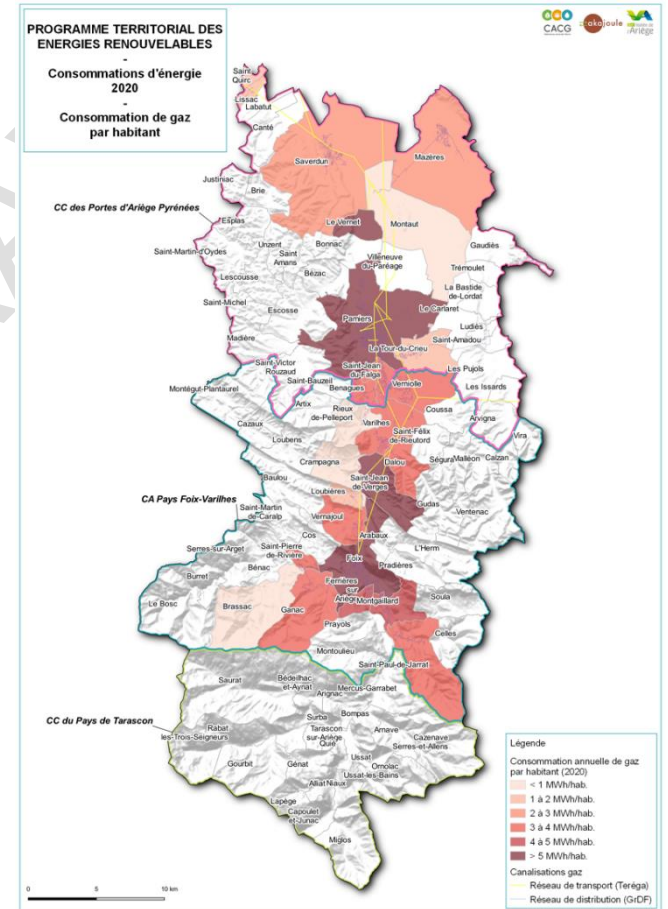


Figure 5 : Consommation de gaz par commune

Figure 6 : Consommation de gaz par habitant par commune

## Consommation par secteur

La consommation d'énergie du territoire peut être répartie par secteur :

- le premier secteur de consommation est le résidentiel (33% des consommations, en cohérence avec le constat national) : chauffage et alimentation en énergie des habitations,
- le second secteur correspond au transport routier (30%), incluant les déplacements pendulaires et le fret,
- le secteur de l'industrie (23%) est particulièrement présent sur les deux intercommunalités les plus importantes du périmètre du Syndicat de ScoT, présentant une place supérieure au tissu national classique.

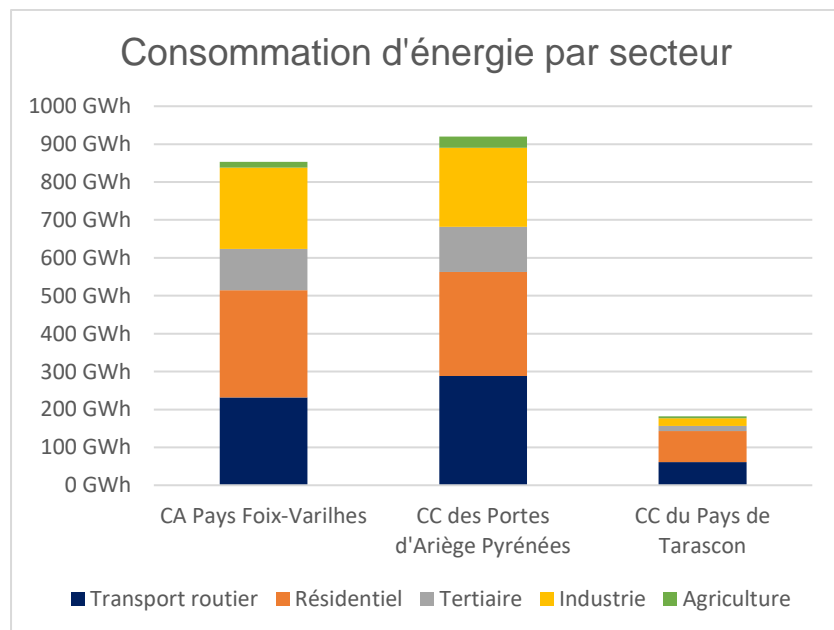


Figure 7 : Consommation d'énergie par secteur

## Le bâtiment

Si on additionne les consommations des secteurs résidentiel et tertiaire, le secteur du bâtiment de manière plus générale, cumule 45% des consommations du territoire. Il y a donc un enjeu important de rénovation et d'isolation des bâtiments, afin de réduire les consommations du secteur.

### ACTIONS DU PLAN CLIMAT

Au sein de sa programmation, le Plan Climat ScoT dispose d'un axe stratégique n°3 dédié à la sobriété énergétique et des usages des bâtiments, que ce soit pour le patrimoine privé ou public.

Les leviers à activer sont, par exemple, la rénovation des bâtiments chez les particuliers via une plateforme de rénovation énergétique existante à ce jour (ALEDA complétée par les services Habitat des intercommunalités), ou la mise en place d'une stratégie de gestion du patrimoine public durable (cf. Schéma Directeur Immobilier et Énergétique de Pamiers en cours, ou encore le déploiement progressif de Conseillers en Énergie Partagé au sein du SDE de l'Ariège et des intercommunalités).

## La mobilité

Les déplacements routiers représentent une part importante des consommations locales. Même si une partie est liée à du fret traversant le territoire, la part majoritaire reste liée aux déplacements du quotidien.

### ACTIONS DU PLAN CLIMAT

Le Plan Climat SCoT dispose d'un axe stratégique n°5 dédié à la mobilité plus économe et décarbonée, en lien avec les enjeux spécifiques lié au Plan Globale de Déplacements SCoT.

Les récentes programmations s'appuient sur le développement des mobilités douces, ou la densification du maillage de transports en commun.

La mise en œuvre de ce volet mobilité se fait au travers du Plan Global de Déplacements SCoT et des études opérationnelles associées (Plan Vélo, Plan PEM, feuilles de route mobilité des Communautés ou encore le déploiement prochain du réseau interurbain de l'Agglo).

## **Production d'énergie renouvelable**

### **Préambule**

On regroupe sous le terme « énergies renouvelables » toutes les énergies dérivées de processus naturels en perpétuel renouvellement, notamment celles d'origine solaire, éolienne, hydraulique, géothermique ou végétale (bois, biocarburants, etc.), par opposition aux énergies fossiles qui sont produites à partir de ressources finies comme le pétrole.

Ces énergies sont théoriquement inépuisables à l'échelle de la vie humaine. Toutefois, elles présentent des potentiels variables selon la localisation géographique, les facteurs climatiques, etc.

Les énergies renouvelables sont un moyen intelligent de gérer les ressources locales et de développer l'activité économique d'une zone géographique. Et ce, tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique et à la décarbonation de l'énergie.

On peut distinguer différents types de projets EnR :

- Les projets individuels (chez des particuliers ou à l'échelle d'un bâtiment) ;
- Les projets de petite taille (qui nécessitent des moyens mutualisés, parfois entre des acteurs privés et publics, voire des citoyens, mais impliquent rarement de grands opérateurs privés) ;
- Les projets d'envergure (généralement portés par de grands opérateurs nationaux voire internationaux, qui présentent plus de risques et d'investissement mais aussi plus de retombées économiques potentielles).

L'objet de cette partie est ainsi de détailler l'état actuel de la production EnR sur le territoire du SCoT Vallée de l'Ariège, ainsi que la dynamique de projet à l'œuvre.

### **Note méthodologique**

Les données sont issues de l'AREC Occitanie pour l'année 2019. Il est proposé par la suite un zoom sur la production d'électricité renouvelable sur le territoire, actualisé sur 2020 à l'aide des données actualisées des gestionnaires de réseau électrique.

Les cartes géolocalisant les installations existantes sont alimentées au regard de la liste de données d'entrée :

- OREO 2019
- OpenData ODRE – 2020
- PCAET SCoT de la Vallée de l'Ariège
- AUAT (recensement des installations ENR existantes sur le territoire au sein du Bilan de SCoT 2021)
- Données spécifiques sur de projets EnR issues des réponses au questionnaire et d'échanges avec les communes sur le périmètre du Syndicat de SCoT – 1<sup>er</sup> trimestre 2022.

## Bilan sur l'ensemble du territoire

*Le bilan de la production d'énergie renouvelable globale sur l'ensemble du territoire inclus les productions des particuliers, c'est-à-dire la production de chaleur à partir du bois de chauffage, et les installations de solaire photovoltaïque des particuliers.*

En 2019, la production d'énergie renouvelable sur le territoire du Syndicat de SCoT est de **672 GWh**, soit **34%** de la consommation actuelle du territoire. Dans le diagnostic du Plan Climat (2018), cette part s'élevait à 24%. On observe ainsi une hausse substantielle de la production EnR par rapport à la consommation en quelques années seulement, due en majorité au développement des énergies renouvelables thermiques (bois énergie, méthanisation).

Le bois énergie, l'hydroélectricité et le solaire photovoltaïque sont des énergies renouvelables présentes sur les 3 territoires.

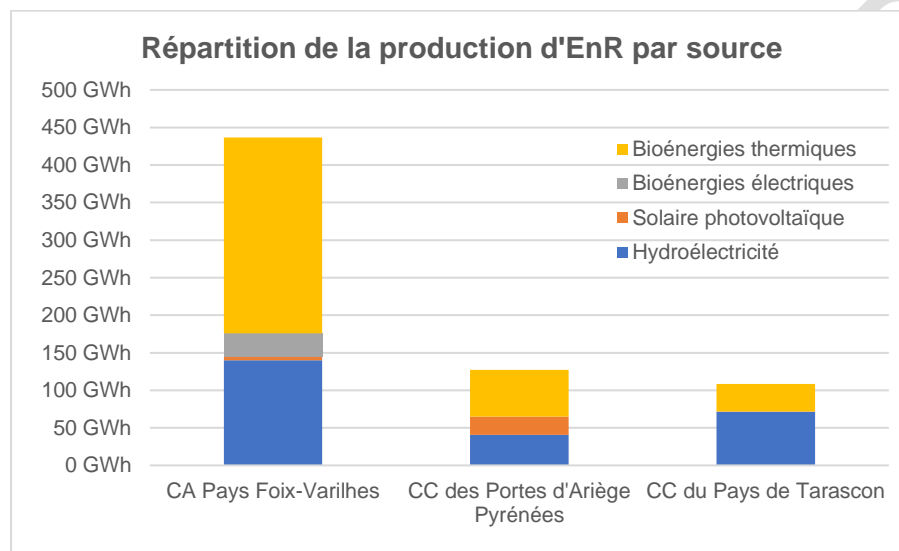
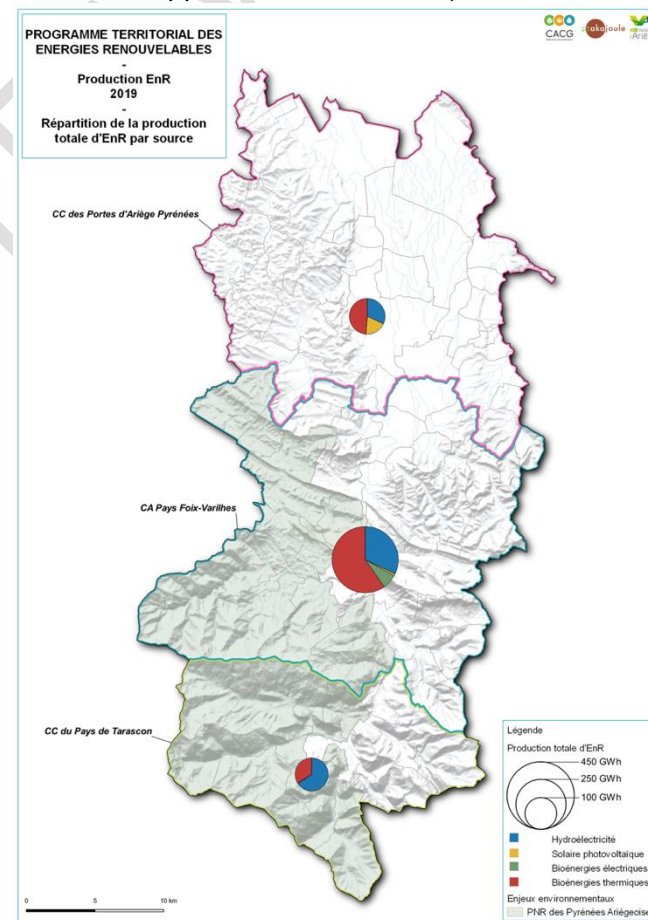


Figure 8 : Production d'EnR par intercommunalités

La forte augmentation de la production renouvelable

- Elle est en effet due en majorité au développement des énergies renouvelables thermiques (bois énergie, méthanisation),
- Qui vient, sur l'année 2019, compenser une fluctuation de l'énergie hydroélectrique, et une stagnation de la production solaire (ce qui ne sera plus le cas lors du bilan suivant étant donné le développement de centrales).



Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE



VERSION DE TRAVAIL



Figure 9 : Répartition de la production EnR par intercommunalités



Source : Données OREO 2019

### Filières existantes sur le territoire

## HYDROÉLECTRICITÉ

L'hydroélectricité correspond à la production d'électricité à partir de courants d'eau.

La production en 2020 est de **362 GWh**, ce qui la place en première source d'énergie renouvelable sur le territoire.

La production en 2014 était de **354 GWh**.

Il est recensé un grand nombre d'installations sur le territoire, de diverses tailles. Le dernier recensement territorial en dénombre 29, pour une puissance installée totale de 100 MW ; dont 2 installations majeures d'une puissance de 34 MW (Alliat) et 38 MW (Ferrières) raccordées sur le réseau de transport d'électricité.

### Exemples d'installations

La centrale de Ferrières est une installation de 38 MW, gérée par EDF. Elle produit en moyenne 210 GWh par an. Elle s'appuie sur le barrage de Garrabet comme retenue d'eau en amont.

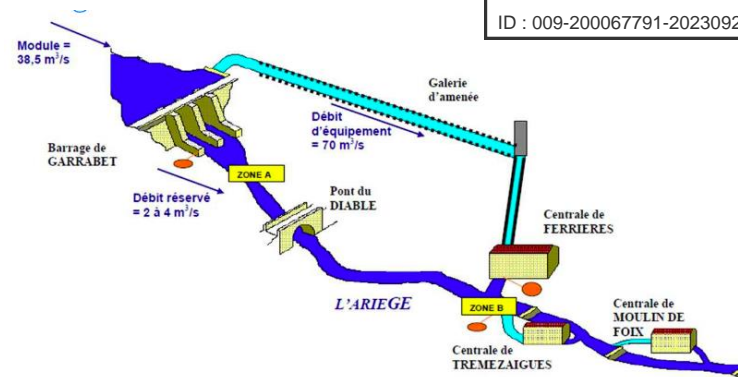


Figure 10 : Fonctionnement de la centrale de Ferrières

La centrale hydroélectrique de Rieux de Pelleport est un exemple d'installation d'une taille inférieure. Il s'agit d'un dimensionnement proposé par l'entreprise ONDULIA, qui exploite plusieurs centrales sur le territoire de l'Ariège et en Occitanie. Cet équipement a une puissance de 450 kW et produit en moyenne 10 GWh par an.





**Figure 11 : Photos de l'installation hydroélectrique  
de Rieux de Pelleport**

VERSION DE TRAVAIL

## METHANISATION



La méthanisation est un procédé de fabrication de « gaz vert » ou « biogaz » qui repose sur la fermentation de matières organiques. Il existe quatre grands types de méthanisation :

- la méthanisation agricole
- la méthanisation de boues de stations d'épuration
- la méthanisation des déchets
- la méthanisation industrielle.

Le biogaz produit par cette technologie peut être soit directement injecté sur le réseau de gaz, soit transformé par co-génération pour produire de l'électricité et de la chaleur.

Sur le territoire de la Vallée de l'Ariège et plus particulièrement sur le territoire de la CCPAP, on peut noter l'existence de deux installations de méthanisation agricole en injection, mises en service en 2021 :

- Ariège Biométhane à Ludiès
- ARSEME Biogaz à Montaut

Ces deux unités produisent au total environ 25 GWh/an.

*Il est aussi possible de produire du biogaz à partir des gaz émis par les déchets enfouis dans des ISDND (Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux). Actuellement, les déchets du territoire du SCoT sont envoyés vers le centre d'enfouissement de Berbiac, situé en dehors du territoire, et équipé d'un moteur de cogénération valorisant le biogaz produit.*

## Focus sur Ariège Biométhane

Cette unité privée a été développée par la SCEA Les Seigneuries et mise en service en 2021. Elle est alimentée par des matières exclusivement agricoles à hauteur de 16 000 tonnes par an, issues de 7 exploitations situées dans un rayon de 10km. La production de cette installation en injection est de 90 Nm<sup>3</sup>/h (environ 9GWh/an), soit l'équivalent du chauffage annuel de 1 300 logements.

Sur le site, le bâtiment de stockage est également équipé d'une toiture photovoltaïque (92 kWc).



**Figure 12 : Usine de méthanisation Ariège Biométhane à Ludiès**



## BOIS ÉNERGIE

Le bois énergie correspond au bois utilisé pour le chauffage des bâtiments, existant sous différentes formes : bûches, granulés et plaquettes de bois.

La production de chaleur issue du bois représente la majorité de l'énergie renouvelable locale, à hauteur de 53% du mix.

Cette chaleur est issue :

- de la consommation de bois de chauffage chez les particuliers, entreprises et collectivités,
- de l'alimentation de chaufferies bois collectives.

### Exemple d'une installation publique

La municipalité de Ségura a mis en place une chaufferie bois collective de 100 kW (production : 100 MWh) pour alimenter un réseau de chaleur desservant la mairie, l'école, la salle des fêtes et trois logements locatifs. Celle-ci est alimentée par des plaquettes de bois.

Cette installation a été mise en service en janvier 2020. Elle a été réalisée par la Commune avec l'accompagnement du PNR des Pyrénées Ariégeoises, du Département et du SDE dans le cadre d'une programmation TEPCv.

### Exemple d'une installation privée

Une usine de cogénération Ariège Biomasse à Saint-Paul-de-Jarrat, unique en Ariège, produit à la fois de l'électricité et de la chaleur. La chaudière permet d'être employée comme énergie thermique pour la production de pellets ainsi que la scierie, pour le séchage du bois.





## POMPES À CHALEUR – GÉOTHERMIE

Les pompes à chaleur dites aérothermiques puisent la chaleur dans l'air ambiant, à l'extérieur ou à l'intérieur, et le complément de chaleur est produit par une résistance électrique.

La géothermie applique le même principe, mais en utilisant des sondes pour aller capter la chaleur du sol.

La chaleur produite par les pompes à chaleur et la géothermie est liée en majorité à des installations de particuliers, pour la production de chauffage et d'eau chaude sanitaire.

En l'état de la connaissance, qui resterait à fortement complétée, il existerait tout de même deux installations de taille plus notable :

- à Pamiers, une opération mixte habitat social et équipements municipaux (école/crèche) dit du Chandeleet ou encore un industriel MAPAero est équipé d'une installation de géothermie sur sonde,
- à Varilhes, le pôle culturel de l'agglomération est équipé.

Le territoire de la Vallée de l'Ariège compte également un secteur accueillant des sources naturelles d'eaux chaudes, dégagant une chaleur comprise entre 30 et 90C°, utilisées par une station thermale d'Ornolac-Ussat-Les-Bains. Dans le cadre d'une étude en cours portée par le BRGM, la valorisation de ce potentiel pourrait être majorée.

### Exemple d'installation privée

Une installation géothermique alimente l'entreprise MapAéro sur la commune de Pamiers. Elle a fait l'objet de plusieurs tranches de projet.

En effet, une première installation a été réalisée avec 24 sondes géothermiques, reliées à deux PAC (pompes à chaleur) totalisant 150 kW. Elle chauffe un bâtiment de 3000 m<sup>2</sup> via un plancher chauffant, et participe à l'approvisionnement en énergie du processus de production industriel (besoins en chaleur, et en froid).

L'efficacité de cette première installation était notable dès la première année, avec un COP de 5,3 (on produit 5,3 fois plus d'énergie

renouvelable que le complément en électricité pour couvrir la totalité des besoins du site).

Il a donc été réalisée une seconde installation, de 18 sondes géothermiques reliées à une PAC de 130 kW.

### Exemple d'installation publique

L'installation publique de l'Agglo Foix-Varilhes alimente le pôle culturel sur la commune de Varilhes. Il s'agit d'un bâtiment de 1350m<sup>2</sup> réalisé en 2016 qui abrite plusieurs services : une médiathèque, un centre d'Interprétation de la Résistance et la Maison France Services.

Il est équipé avec 12 sondes géothermiques à 100 m de profondeur, pour produire le chauffage et l'eau chaude sanitaire du bâtiment.



Figure 12 : Pôle culturel de l'agglomération à Varilhes



## SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

Dans le cas du solaire photovoltaïque, il s'agit de produire de l'électricité à partir des rayons du soleil par le biais de panneaux solaires, par une conversion de l'énergie solaire (photons) en énergie électrique.

La production d'électricité issue du solaire photovoltaïque est issue de plusieurs types d'installation (liste non exhaustive) :

- l'installation la plus significative du territoire : une ferme solaire de 24 ha sur la commune de Saint-Amadou produisant chaque année environ 11 GWh,
- des bâtiments agricoles équipés qu'il conviendrait de recenser en appui des acteurs agricoles,
- des bâtiments publics équipés qu'il conviendrait de recenser sur la base de données quantifiables,
- un ensemble d'installations photovoltaïques de plus faible puissance, majoritairement en toiture, chez les particuliers et entreprises, sur les 3 intercommunalités du territoire.

### Exemples d'installations

#### Centrale photovoltaïque sur une tribune de stade à Foix

Il s'agit d'une installation réalisée sur la toiture de la tribune du stade de Foix lors de sa rénovation. Elle a été mise en service au printemps 2017, d'une puissance de 81 kW<sub>c</sub>.



Figure 13 : Installation de Foix

#### Centrale photovoltaïque au sol à Saint-Quirc

Il s'agit d'une installation de photovoltaïque au sol sur un délaissé foncier communal de la station d'épuration de 5 000 m<sup>2</sup>, permettant d'atteindre une puissance de 250 kW<sub>c</sub> pour une production de 300000 kWh/an.

Cette échelle de projet, proposée par Enercoop, est de taille inférieure à celles recherchées par les développeurs habituellement (de l'échelle de l'hectare, a minima).

Ce type de projet permet de valoriser des délaissés fonciers de petite taille, agrémenté d'un modèle économique plus modeste, mais garantissant des retombées économiques locales tout en limitant l'impact paysager et environnemental.

L'une des particularités de ce projet est le fait d'être situé sur une zone inondable rouge au titre du PPRI, ce qui a nécessité des aménagements spécifiques mais n'a pas rendu impossible sa mise en œuvre.



Figure 14 : Installation de Saint-Quirc

## Implantation des principales installations EnR

**Production EnR totale 2019 : 672 GWh**

La production EnR totale en 2017 (source : PCAET) était de 460 GWh.

La carte ci-contre illustre l'emplacement des principales installations d'énergie renouvelable sur le territoire, par filières.

De nombreuses installations d'hydroélectricité sont historiquement implantées sur le territoire, présentant des tailles et puissances variées, des centrales au fil de l'eau aux grands barrages soumis à concession. Celles-ci permettent un approvisionnement en électricité renouvelable conséquent (environ 40% de la production renouvelable totale). Elles se trouvent tout au long de la rivière Ariège et de ses affluents et sont présentes sur l'ensemble des intercommunalités.

Concernant la production de chaleur renouvelable, il existe plusieurs chaufferies biomasse, alimentant des bâtiments tertiaires ou des réseaux de chaleur communaux.

Les installations de solaire photovoltaïque, autres que les petites centrales de particuliers, se développent progressivement sur la partie nord territoire.

Enfin, depuis la mise en place du Plan Climat en 2020, deux usines de méthanisation agricole ont été inaugurées, sur le périmètre de la plaine ariégeoise, la SA ARSEME et Ariège Biométhane.

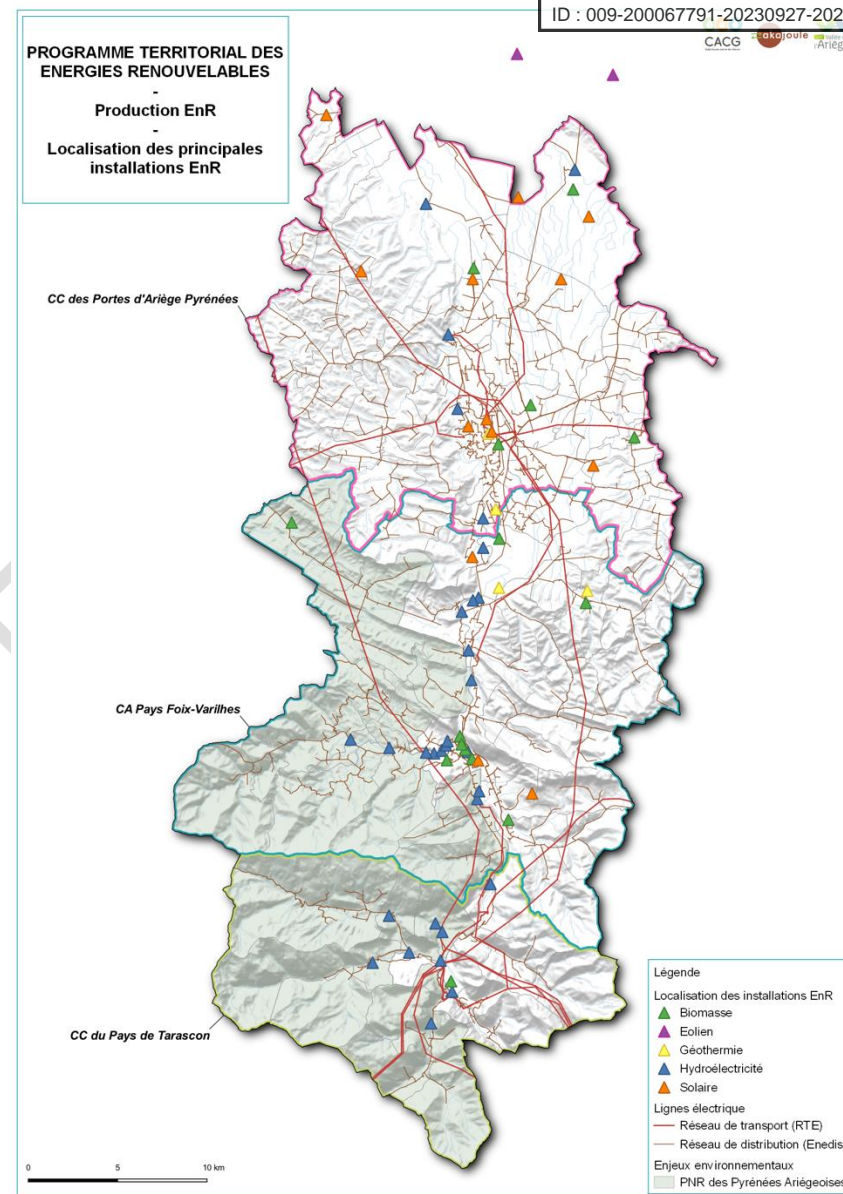


Figure 15 : Installations existantes sur le territoire



## Production d'électricité renouvelable par commune

La répartition de la production d'énergie renouvelable par commune illustre les différentes tailles d'installations d'hydroélectricité. Le solaire photovoltaïque est surtout présent sur la partie nord du territoire. Dans le relief montagneux il existe, mais en proportion réduite.

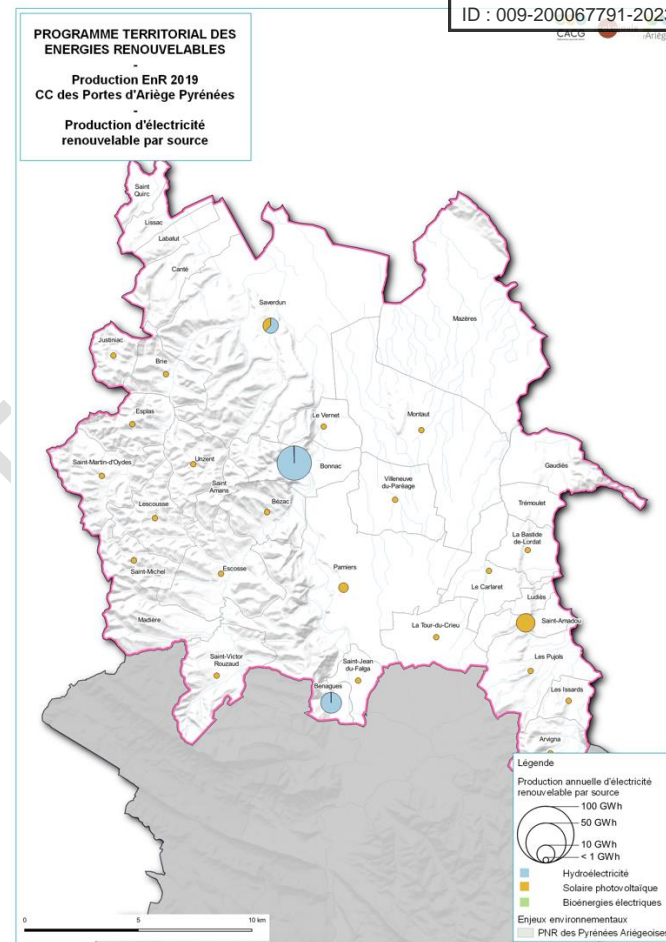
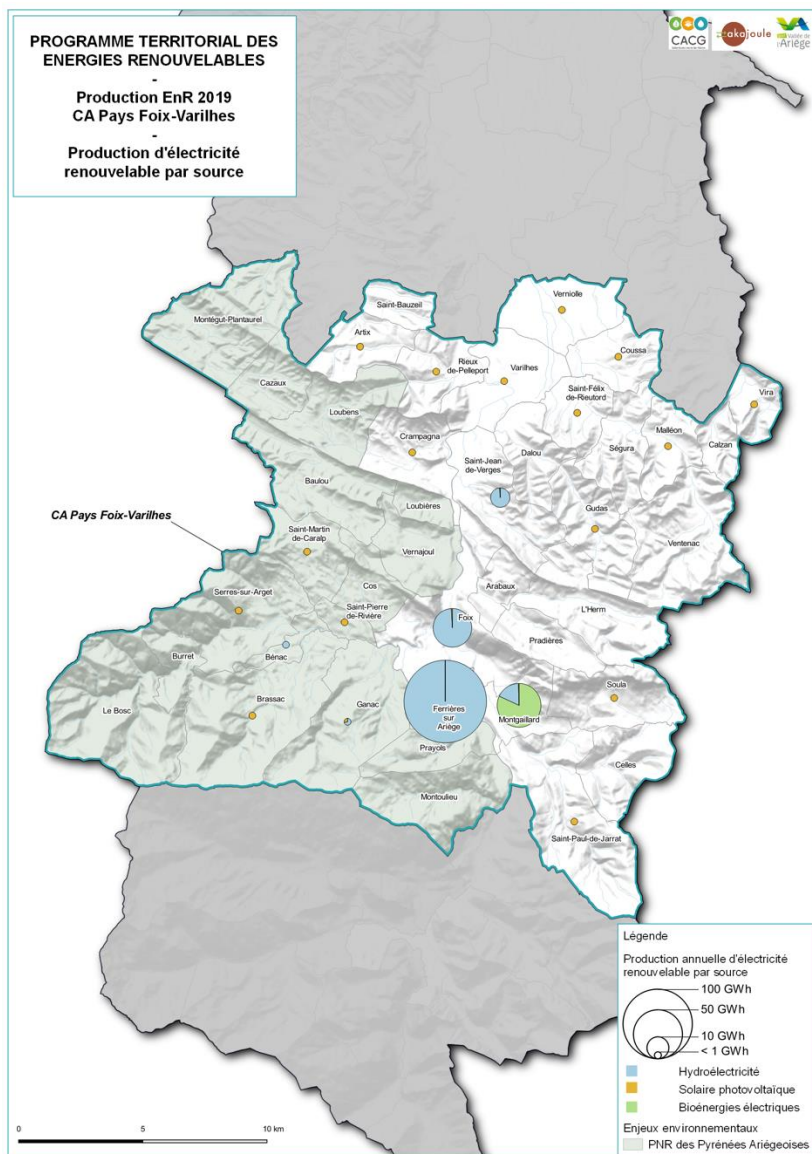


Figure 16 : Production d'électricité renouvelable par commune (1/3)



**Figure 17 : Production d'électricité renouvelable par commune (2/3)**

## Une dynamique de pro...

L'état des lieux de la production d'énergie renouvelable détaillé ci-dessus fournit une photographie des installations existantes en 2022, pouvant élargir à la marge, des projets EnR en cours de développement, car non connus.

### HYDROELECTRICITE

Le SMDEA (Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement) travaille sur le développement de micro-turbines dans les arrivées d'eau. Une étude de faisabilité est prévue courant 2022-2023 : des projets pourraient émerger sur le périmètre du Syndicat de SCoT.

### SOLAIRE PHOTOVOLTAÏQUE

Plusieurs projets sont en cours. Dans les projets notables, on peut citer :

- un projet de la CNR (Compagnie Nationale du Rhône) est en cours d'instruction pour une installation de solaire photovoltaïque flottant sur une ancienne gravière à Montaut,
- des projets analogues portés par RES sont en cours sur les anciennes gravières de Saverdun,
- un projet photovoltaïque est en cours d'instruction sur la commune de Verniolle sur une ancienne décharge, la particularité de ce projet est la mise en œuvre d'un processus d'autoconsommation collective,
- de nombreux projets agrivoltaïques émergent sur le territoire, aucun n'a pour le moment été déposé.

### BIOMASSE

Un COTER (Contrat d'Objectif Territorial en Énergie Renouvelables) est en cours sur le territoire, porté par le SDE, en appui de l'ADEME Occitanie. Celui-ci a déjà permis de faire émerger plusieurs projets de chaufferie bois sur les territoires.

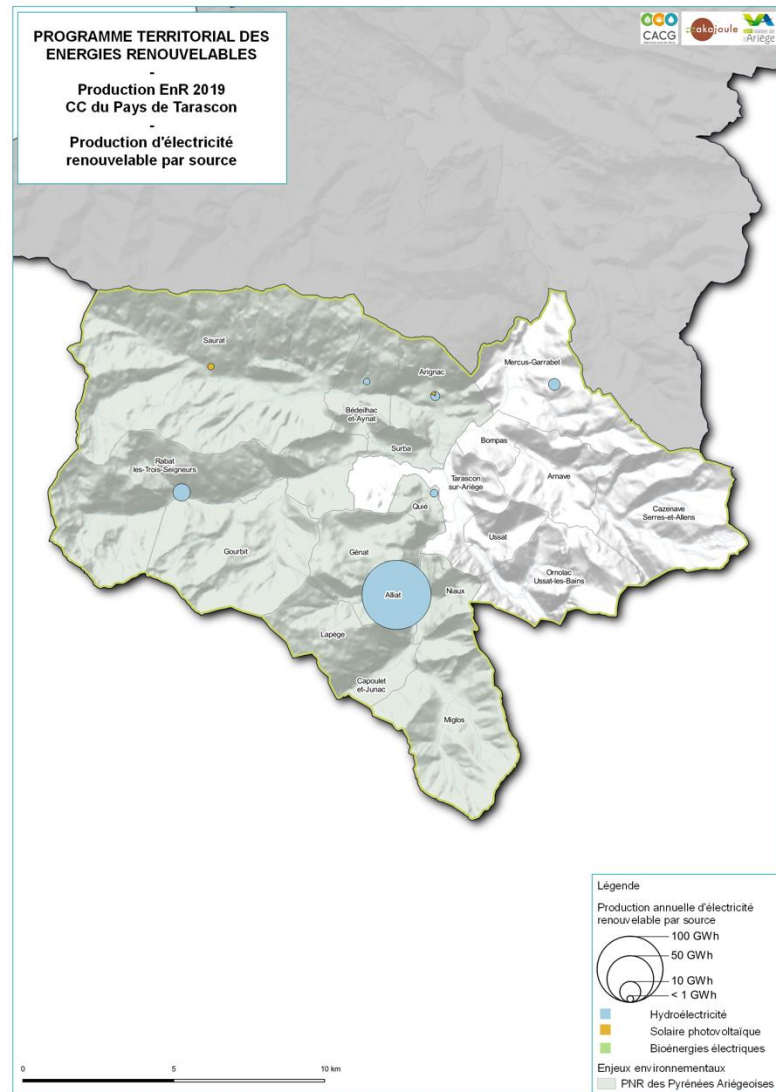


Figure 18 : Production d'électricité renouvelable  
par commune (3/3)

## **GEOOTHERMIE**

Deux projets sont en cours dans le cadre de la rénovation globale de la mairie de Mazères ainsi que la rénovation du nouveau siège de la CC Portes d'Ariège Pyrénées.

Sur ce pan, les données « projets » ne sont centralisées par aucun organisme et demanderaient à être complétées ultérieurement.

## **METHANISATION**

Le SMECTOM étudié en 2022, les gisements potentiels de biodéchets et filières possibles de valorisation dont la méthanisation (sur installation existante ou en devenir). Les différents scénarios de tri à la source des biodéchets feront l'objet d'un arbitrage prochain afin de déterminer le choix retenu.

A priori, l'unité ARSEME pourrait accueillir des biodéchets. La conduite d'une étude spécifique pour une unité de méthanisation territoriale dans les prochaines années, avec une temporalité différente par rapport à l'obligation de séparation des biodéchets au 1er janvier 2024, pourrait permettre de caractériser un débouché pour les biodéchets à moyen terme. La démarche du CD09 serait à compléter en 2023.

Le SMDEA étudie la possibilité de valoriser les boues de STEP via une installation de méthanisation entre Foix et Pamiers.

## **EOLIEN**

Il n'existe pas d'installation de grand éolien sur le territoire ; le département de l'Ariège étant un des seuls territoires orphelins de cette énergie en Occitanie.

Pour autant, ce secteur a enregistré de nombreuses tentatives plus ou moins bien reçues par les collectivités prospectées : Mazères, Saverdun, Le Vernet d'Ariège pour la Communauté de communes Portes d'Ariège Pyrénées ou encore Foix-Brassac-Saurat, Gudas-Malléon pour les territoires de l'Agglo et du Tarasconnais.

Plusieurs installations ou projets limitrophes co-existent avec les limites ariégeoises. N'en témoigne le récent projet porté par ENGIE

en cours à Cintegabelle ou le site existant d'Aignes-Montgeard sur les coteaux du Lauragais.

En ce qui concerne le petit éolien, il existe de nombreuses installations de particuliers et d'entreprises mais celles-ci échappent à tout recensement. A noter que sur le périmètre partagé avec le PNR des Pyrénées Ariégeoises, ces installations sont proscrites.

## **SOLAIRE THERMIQUE**

On remarque qu'il n'est pas recensé d'installation notable de solaire thermique. Il en existe quelques-unes, notamment une moquette solaire installée sur la piscine de Foix (Agglo), en complément d'une chaudière gaz, quelques logements communaux ainsi que chez des particuliers, mais cela reste l'énergie renouvelable la moins développée du territoire, malgré le COTER en cours.

## **HYDROGENE**

L'hydrogène n'est pas une énergie renouvelable mais une solution de stockage de l'énergie. On parle ainsi d'« hydrogène vert » lorsque celui-ci est produit à partir de source renouvelable.

Sur le territoire, il n'existe pas à l'heure actuelle d'installation notable de production d'hydrogène, à l'exception d'une station expérimentale de la société Ondulia à Rieux-de-Pelleport, couplée à un site de production d'hydroélectricité.

Une première étude a été réalisée en 2018 par le SDE sur le potentiel de développement de cette filière ; elle gagnerait à être réactualisée dans la mesure où la technologie a gagné en maturité et fait aujourd'hui l'objet d'importants investissements publics au niveau national et régional.

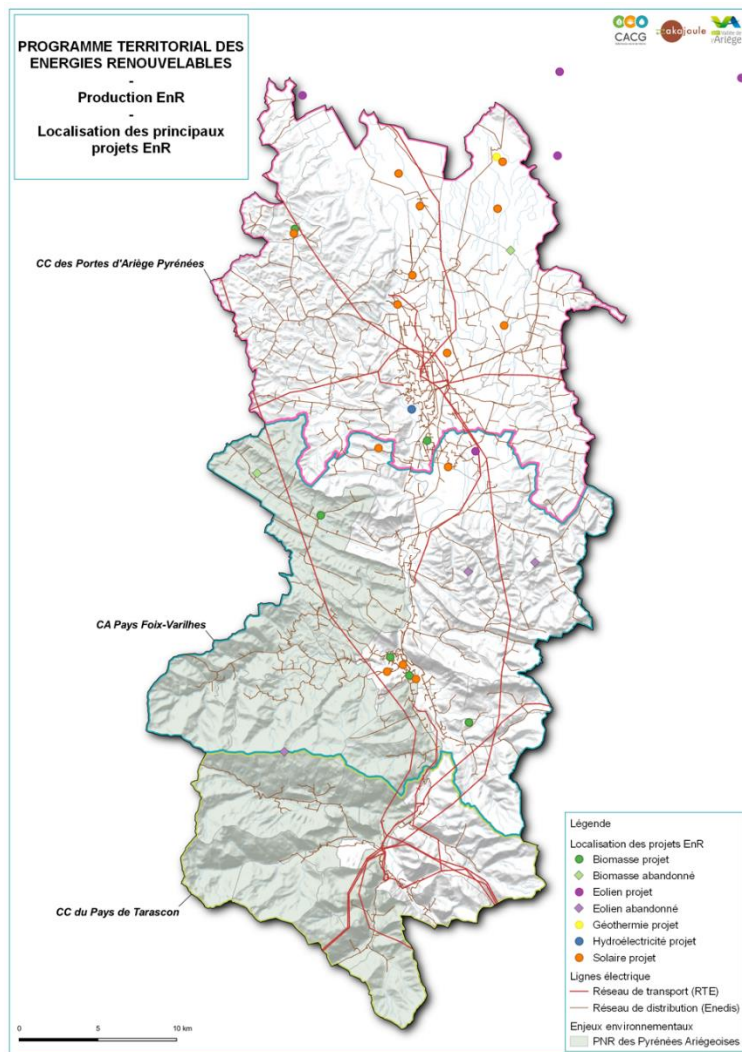


Figure 19 : Projets en cours sur le territoire

Ce recensement est non-exhaustif, néanmoins plusieurs constats peuvent être tirés de cette cartographie :

- Les projets sont concentrés sur le Nord du territoire en plaine et sur les zones urbanisées : le territoire de la CCPAP, et dans une moindre mesure de L'agglomération Foix-Varilhes sont ceux qui font le plus l'objet de prospection de la part des développeurs privés
- La CC Pays de Tarascon est équipée de plusieurs centrales hydroélectriques et biomasses mais aucun projet EnR n'est recensé sur ce territoire, toutes filières confondues.
- La filière qui suscite le plus d'appels d'air est le photovoltaïque (sous toutes ses formes : en toiture, au sol, flottant sur anciennes gravières, en ombrières ou encore les projets agrivoltaïques), suivi par la biomasse. On retrouve ensuite plus sporadiquement des projets de géothermie, hydroélectricité (modernisation d'ouvrage) ou éolien aux franges du territoire.

## 2. Analyse des projets EnR existants

### **Méthodologie**

L'analyse de projets avortés sur le territoire est réalisée au travers d'entretiens avec des porteurs de projets identifiés comme ayant actuellement ou ayant eu dernièrement des projets d'énergies renouvelables sur le territoire du Syndicat de SCoT, mais également avec les acteurs locaux partenaires du Syndicat.

L'objectif de ces entretiens, au travers d'acteurs œuvrant dans les énergies renouvelables, est d'essayer de faire ressortir dans les échanges, tous les éléments en lien avec des projets en développement, en cours, en exploitation ou avortés et d'essayer d'apprécier les facteurs de réussite ou d'échec de ces projets, d'en connaître globalement le contexte général.

Pour les partenaires du SCoT, il s'agit également d'identifier les politiques d'accompagnement développées par chacun et d'en dresser la liste, avec pour objectif final d'essayer de canaliser toutes ces énergies dans un même réseau d'accompagnement des projets.

Ces entretiens ont été menés avec :

- un porteur de projet dont le développement se concentre dans l'éolien,
- un porteur de projets photovoltaïques au sol et en flottant,
- un porteur de projets Société Anonyme d'Intérêt Général,
- un porteur de projet spécialisé dans les projets locaux tournés vers les Energies Coopératives et Citoyennes.

mais également :

- La Direction Départementale des Territoires
- Le Département d'Ariège
- le Syndicat des Énergies de l'Ariège
- Le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises.

L'analyse des projets sur le territoire est donc réalisée dans un premier temps à dire d'acteurs, puis selon la vision des partenaires et sera complétée ultérieurement, par les élus après tenue de Comités de pilotage.

## Résultats des entretiens avec les acteurs des énergies renouvelables

Les résultats sont anonymisés dans le tableau ci-après. Les réponses sont classées par type de filière :

<p>Retour sur la <b>concertation</b> mise en œuvre</p>	<p>Les aspects de la mise en œuvre de la concertation sont très dépendants du porteur de projet et de sa vision de la manière dont il souhaite aboutir dans la mise en œuvre de son projet.</p> <p><u>Solaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les projets portés collectivement par de petites structures, plutôt en « circuit court », sont favorablement accueillis.</li> <li>- Les acteurs sont ouverts et facilitateurs dans la mise en œuvre d'outils d'accompagnement du territoire (société de projet, ...).</li> <li>- La concertation bien préparée et bien menée est un facteur de réussite.</li> <li>- Le travail avec les acteurs locaux associatifs, notamment dans l'environnement, est un plus.</li> </ul> <p><u>Éolien :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le temps nécessaire de la concertation n'est pas laissé aux porteurs de projet : une position politique est parfois prise en méconnaissance des obligations réglementaires et de la nécessaire prise de contacts préalables.</li> <li>- Il existe un sentiment de « manipulation » dans l'intérêt particulier de parties prenantes (prise de position alors même que le projet n'est pas abouti).</li> </ul>
<p>Retour sur la <b>durée du développement</b></p>	<p><u>Globalement :</u>              Nécessite au préalable un engagement formel et des prises de contacts locales, qui peuvent rapidement générer des tensions alors même qu'il ne s'agit que d'un embryon de projet.</p> <p><u>Solaire :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Les temps de développement sont longs, notamment concernant l'instruction de l'autorisation (nécessitant parfois de redémontrer des faits pourtant normalement établis dans un document réglementaire (par exemple le classement PPRi et le niveau des eaux en crue) et le temps de raccordement au réseau.</li> <li>- L'incohérence de la chronologie des interventions (passage en Pôle EnR avant une validation locale par exemple)</li> <li>- Parfois des décisions communales sur les documents d'urbanisme ne facilitent pas la rapidité d'éclosion (temps de modification d'un PLUi par ajout d'autres demandes par exemple).</li> </ul>

<p>Les <b>facteurs de réussites</b> des projets d'ENR sur le territoire</p>	<p><u>Globalement :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'implication des élus et du territoire est un facteur sine qua none</li><li>- La mise en œuvre de projets réduits dans un paysage à forte valeur ajoutée</li><li>- Projets participatifs ou développés par de petites structures avec un objectif louable (circuit court, vente aux membres, participation citoyenne, ...).</li></ul> <p><u>Solaire / Agrivoltaïsme :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Partager des retours d'expérience pour casser les « a priori »</li><li>- Faire connaître ce qui a été mis en place (démarche amont, outils) sur d'autres collectivités.</li></ul> <p><u>Éolien :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Site avec peu de contraintes environnementales et paysagères, globalement éloigné de tous types de périmètres</li><li>- Bonne communication et beaucoup de pédagogie, de retour d'expériences</li><li>- Devoir de prise en compte forte des enjeux du territoire.</li></ul>
---	---

<p>Les <b>facteurs d'échecs</b> des projets ENR sur le territoire</p>	<p><u>Par les porteurs de projet eux-mêmes :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Concurrence exacerbée : les mensonges ou oublis de porteurs de projet décrédibilisent l'action (guerre du foncier, surenchère démagogique, surestimation du loyer, ...).</li></ul> <p><u>Par les élus :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- L'absence de concertation ou de consensus entre les élus, chacun cherchant à tirer la couverture à soi ou discréditant les projets « concurrents », même hors de son territoire de compétences.</li><li>- Les clivages parfois importants selon les projets d'EnR envisagés (suivant le type ou intérêts politiques) qui fige les positions.</li><li>- Les positions fluctuantes des élus ou la position influente (« dominante ») cristallisant les volontés d'autres élus plus minoritaires.</li></ul> <p><u>Par l'Administration :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Échange parfois difficile dans l'objectif de trouver une solution partagée : dichotomie entre objectifs et réalité réglementaire, contraintes supplémentaires imposées au projet</li></ul> <p><u>Par la société civile :</u></p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les contraintes parfois violentes des opposants (intimidations qui ont de tous temps, existées mais qui peuvent être aujourd'hui beaucoup plus virulentes).</li></ul>
---	---



<p>Les <b>conseils au territoire</b> et au Syndicat du SCoT dans le développement des énergies renouvelables</p>	<p>La première clé est de trouver du sens au projet pour les acteurs du territoire</p> <p><u>Bonnes pratiques</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Développer localement, par exemple en lançant l'idée « d'un projet par village », en concertation locale et en favorisant la dispersion des projets évitant la concentration.</li><li>- Ne pas abuser des Appels à Manifestation d'Intérêt (AMI) qui ont tendance à brider les initiatives de petites structures, notamment locales</li><li>- Engager la voie de l'éolien pour minimiser l'impact foncier (la consommation d'espace d'un projet éolien est dans un rapport de 4 à 5 fois moins que pour un projet de PV)</li><li>- Anticiper la reconversion des sites d'extraction de matériaux</li><li>- Nécessaire appropriation du projet par les acteurs locaux de proximité (« on veut un projet »)</li><li>- Faire comprendre en quoi l'EnR développée au travers du projet est nécessaire au territoire</li><li>- Les terrains dégradés sont encore mal connus et référencés en Ariège : nécessité d'une réflexion pour envisager d'identifier ce foncier.</li></ul>
--	--

Figure 20 : Analyse des projets EnR du territoire, synthèse des entretiens d'acteurs

VERSION DÉ

## **Les enseignements bruts du retour d'expériences des développeurs et porteurs de projet**

Nous reprenons ci-après les enseignements clefs du retour d'expérience :

- 1- Une perception par les porteurs de projet d'un défaut dans le portage politique,
  - a. par manque d'ambition : « je ne suis pas intéressé »,
  - b. par méconnaissance de la solution et des enjeux : enjeux du Syndicat de SCoT et les solutions préconisées pour y parvenir,
  - c. par dogmatisme : quels que soient les projets, l'opposition est souvent présente, proche du syndrome « Nimby<sup>2</sup> »,
  - d. par dissonance entre discours et réalité, notamment concernant l'instruction des dossiers réglementaires, entre le devoir de faire et la complexité, voire l'empêchement de faire.
  
- 2- Une relation développeur / territoire parfois en défiance, qui se traduit par un sentiment d'opposition frontale de la part du territoire et un sentiment de ne pas être soutenu politiquement de la part des développeurs,
  
- 3- Une problématique sur les types d'énergies à développer :
  - a. Suivant la portée et l'amplification par les élus nationaux d'une thématique particulière, en l'occurrence l'éolien. Sur des territoires singuliers, qui n'ont que peu de similitude avec le territoire ariégeois, l'éolien a été vilipendé et a affiché alors une image dégradée. Ce point est problématique puisque l'éolien est une source d'énergie importante pour l'atteinte des objectifs du PCAET.
  - b. A contrario, l'agrivoltaïsme, qui n'a pas la même sensibilité dans l'opinion, peut se développer alors que la justification des projets agricoles est très souvent, aléatoire et pose question sur le modèle agricole développé.
  - c. A noter également que la délivrance des autorisations pour des projets est très disparate selon la typologie des sources d'énergie (autorisation du Maire ou du Préfet, dossiers d'autorisation ne requérant pas vraiment le même niveau d'études préalables, ...).

## **Résultats des entretiens avec les acteurs institutionnels locaux**

En parallèle, d'autres entretiens ont été réalisés auprès des institutionnels (Direction Départementale des Territoires, Département, Syndicat des Energies de l'Ariège, Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises, SMDEA).

---

<sup>2</sup> Nimby : "Not In My BackYard" : "pas dans mon jardin", traduisant le fait que l'on est plutôt favorable à un projet mais loin de chez soi

### **Quelles sont les actions conduites et en cours autour de la thématique de la transition énergétique et des EnR ?**

- Des politiques d'accompagnement ciblées avec la construction notamment d'une grille d'analyse multicritères des projets EnR en cours portées par le Département de l'Ariège, l'animation du pôle EnR réalisée par la Direction Départementale des Territoires. Le SDE accompagne également les collectivités en réalisant des études de raccordement de projets PV ou gaz
- Des démarches volontaires ont été menées de manière anticipée et ont pu servir de « modèle » pour les démarches ultérieures
- Des investissements ciblés sur le bois-énergie ont été réalisés
- Des études globales ont été menées les années précédentes sur les EnR : rapport du CESEA en 2017 sur les EnR, étude hydrogène du SDE, hydroélectricité par la CCI de l'Ariège.

### **Pistes d'amélioration dans l'accompagnement et le développement des projets :**

- Le développement de projets EnR d'importance est confronté à des difficultés, de natures très diverses [taille critique des projets, absence d'approfondissement sur des thématiques importantes, concertation vers les collectivités et les citoyens par exemple]
- Les projets restent opportunistes notamment au regard du foncier, ce qui rend la démarche globale de développement des EnR désordonnée
- L'absence d'un pilotage EnR partagé par les acteurs du territoire ne permet pas l'éclosion de projets pourtant à fort potentiel
- Nécessaire disponibilité pour étudier des solutions d'investissement avec les porteurs de projets (SEM EnR, participatif, ...)
- Actualiser les études précédemment menées à l'aune des changements techniques ou conjoncturels intervenus depuis.

### **Attentes en termes d'objectifs à venir**

- Les projets EnR en Ariège doivent être menés de manière dynamique, à l'instar des projets d'hydroélectricité précédemment,
- Utiliser l'opportunité des nouvelles obligations de collectivités pour essayer d'en tirer parti dans le cadre de développement d'EnR (biodéchets par exemple)
- Faire de la pédagogie pour démontrer tout l'intérêt d'investir dans un système EnR malgré des freins liés aux difficultés techniques ou aux écueils rencontrés vis-à-vis du matériel en place

### **Difficultés :**

- Rentabilité des projets pour des objectifs saisonniers (intermittence des énergies renouvelables)
- Difficultés à mobiliser pour engager des solutions d'EnR innovantes (hydrogène par exemple)
- Faire un état des lieux des friches qui nécessite une ressource importante (temps, exhaustivité, coût)
- Temps d'éclosion des projets jugés long, complexe et chronophage pour des ingénieries locales peu qualifiées dans le domaine des EnR
- Typologie de l'existant pas nécessairement en adéquation avec les besoins d'un projet EnR
- Les caractéristiques territoriales sont parfois un frein au développement, la « taille critique » pour une rentabilité n'étant pas atteinte

## Quelles sont les actions conduites et en cours autour de la thématique de la transition énergétique et des EnR ?

### Département de l'Ariège

Le Département développe une politique d'accompagnement des projets EnR sur les études de faisabilité (2022 : dispositif en cours de redimensionnement) et met en œuvre une grille d'analyse multicritères pour affiner les accompagnements selon 3 thématiques ciblées : environnement, acceptabilité (gouvernance partagée, participation), modèle économique.

Le Département a publié un rapport du CESEA, leur CoDev, sur les EnR en Ariège en 2017.

Le Département s'est investi sur le bois-énergie, mais des difficultés sont apparues pour se développer sur des réseaux de chaleur importants. Des tentatives ont été éprouvées sur des réseaux plus petits.

Éléments à développer :

Le Département attend une dynamique sur les EnR équivalente à celle qui a prévalu pour le développement de l'hydroélectricité.

Le Département a une obligation de collecter et valoriser ses biodéchets générés par ses cantines scolaires en autres (réflexion sur la valorisation locale).

Les conclusions de l'étude Hydrogène lancée avec le SDE sont anciennes. Cette étude mériterait d'être mise à jour.

Le Département ne dispose pas d'éléments d'études sur les délaissés routiers et foncier gelés (nombre, superficie, usage, exploitabilité).

Le Département soutient le développement de réseaux de chaleur sur Pamiers et Saverdun (les études sont en cours mais les projets peinent à se concrétiser).

### Direction Départementale des Territoires de l'Ariège

Le Pôle EnR a été créé en 2018. Depuis 2020, une accélération de projets EnR a été constatée.

La DDT émet des conseils aux collectivités et aux porteurs de projets le plus en amont afin d'améliorer l'opportunité et la recevabilité de ces derniers. 17 projets ont été vus au Pôle dont 10 concernaient le périmètre du Syndicat de SCoT soit 60% des projets EnR.

La DDT note une faiblesse importante dans les projets présentés au pôle EnR : la concertation vers les collectivités et les citoyens est souvent sous-estimée et peu présente.

La DDT note également que les projets émergent de manière désordonnée, en lien avec les opportunités foncières immédiates.

La DDT encourage les EPCI notamment via les démarches de PLUi à se doter et spatialiser une stratégie de développement des EnR notamment pour la filière photovoltaïque hors toitures, en effectuant des arbitrages concertés et en connaissance du potentiel, des besoins, des enjeux environnementaux et agricoles pour mieux maîtriser le développement tout en permettant un essor de la production et de sortir

d'une logique de « coup par coup » menée par les développeurs privés. Un accompagnement renforcé lors des instructions des demandes d'autorisation est à mettre en œuvre, notamment au regard de ces nouveaux objectifs liés aux EnR.

La DDT est consciente des difficultés liées aux compétences du Préfet ou du Maire pour autoriser les projets selon leur typologie : ainsi, le Maire est directement concerné par les projets PV en toitures et agrivoltaïques, ce qui le laisse démuni si ces projets ne sont pas souhaités localement.

### **Le Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises**

Le PNR est à l'initiative d'actions dès 2007 en matière d'accompagnement de projets EnR (notamment un PCAET volontaire), et a participé en qualité de partenaire, aux travaux d'élaboration du PCAET du Syndicat de SCoT.

Sur le territoire du PNR, l'éolien est proscrit par manque de potentiel et pour la préservation du paysage, le photovoltaïque est autorisé uniquement sur terrains dégradés, l'agrivoltaïsme au cas par cas. Ces éléments sont repris dans une note de positionnement du Bureau Syndical du PNR sur le développement maîtrisé des EnR. Cette note vise à être reprise en tout ou partie dans le cadre de la nouvelle Charte du PNR en cours de révision, qui pourra être opposable au SCoT/PLUi.

Le PNR a suivi et accompagné de nombreux projets d'EnR sur le volet thermique (et notamment le bois-énergie), considérant que les EnR électriques sont déjà bien présentes avec l'hydroélectricité, ajouté à un potentiel maigre pour de grands projets PV. Les résultats ont été jugés insuffisants, liés notamment à de nombreuses malfaçons.

Le PNR a initié le développement de deux entités dédiées (société coopérative d'intérêt collectif : SCIC Ecla'EnR pour le développement de toitures PV et la SCIC AEBF pour le développement du Bois-énergie), avec accompagnement des collectivités mais le montant de l'investissement reste un frein important.

### **Syndicat Départemental des Énergies de l'Ariège**

Le SDE travaille principalement sur ses compétences historiques (éclairage public, distribution Basse Tension, Réseau Gaz, bornes de recharge électriques).

Il accompagne les Communes, à leur demande, sur des études de viabilité sur le PV dans le cadre de rénovations énergétiques (ombrières et bâtiments) et met en relation avec Ombrières Occitanie (dispositif animé par l'AREC Occitanie) si un tel projet existe à l'initiative de collectivités locales.

Il n'opère pas sur l'hydroélectricité.

Le SDE n'a pas pour objectif, de monter une structure investisseuse (une SEM EnR par exemple comme sur d'autres départements) afin de participer et impulser des projets.

Le SDE n'a pas lancé d'étude sur le stockage de l'énergie, et reste d'avis mitigé sur la mise en œuvre de projets hydrogène (sur la base d'une étude menée en 2018 mais qui mériterait d'être réactualisée en réinterrogeant les besoins locaux).

Le SDE regrette que des projets de réseaux de chaleur n'aient pas vu le jour alors même que le potentiel de réussite était là (projet à Foix autour de bâtiments publics notamment ou encore à Tarascon).

Il constate un manque d'ambition sur le renouvellement du matériel en place, les propriétaires préférant conserver un matériel (chaudière gaz, ...) qui fonctionne (« pourquoi changer quand le matériel fonctionne ? »).

Les projets se heurtent à la rentabilité économique lorsque l'activité est saisonnière (camping pour solaire thermique par exemple), ou lorsque qu'un « a priori » sur une maintenance plus coûteuse existe.

### **Syndicat Mixte Départemental de l'Eau et de l'Assainissement**

Le SMDEA a pour compétence la gestion de l'eau potable et de l'assainissement, par transfert de compétence de la part de nombreuses communes ou Intercommunalité du territoire. Le Syndicat accompagne également L'agglomération Foix-Varilhes dans la réalisation de son Schéma Directeur de Gestion des Eaux Pluviales Urbaines.

Bien que l'énergie ne soit pas le cœur de métier du SMDEA, plusieurs réflexions sont en cours et des projets ont déjà été mis en œuvre pour valoriser énergétiquement les installations gérées par le Syndicat pour l'eau potable comme pour l'assainissement. On peut notamment citer :

- Installation de micro-turbines hydroélectriques : une installée à Orlu, deux en projet à Montferrier et Ax-les-Thermes. Réflexion pour une étude de faisabilité sur tout le département.
  - Réflexion pour lancer une étude de faisabilité pour une unité de méthanisation des boues de station d'épuration mutualisée entre les STEP de Foix et Pamiers
- Réflexion autour de l'équipement en ombrière photovoltaïque du parking du siège à Saint-Paul-de-Jarrat et de plusieurs bâtiments avec du photovoltaïque en toiture.



### III. Analyse croisée des enjeux et potentialités du territoire

VERSION DE TRAVAIL

Cette phase de l'étude a plusieurs objectifs :

- analyser les enjeux paysagers, environnementaux, patrimoniaux, économiques propres au territoire,
- évaluer les capacités de développement des énergies renouvelables au regard de ces enjeux,
- en appui des acteurs du territoire, donner des pistes pour la définition de règles et préconisations à mettre en œuvre pour le développement de chaque filière d'énergies renouvelables.

Il s'agit, par cette lecture, de garantir la préservation des équilibres territoriaux et de créer des conditions favorables à l'émergence de projets d'énergies renouvelables.

## 1. Identification des enjeux liés au développement des EnR

### *Methodologie*

L'analyse des enjeux repose sur l'étude de données bibliographiques et cartographiques existantes.

Les éléments suivants ont été produits :

- 1- Une analyse croisée des enjeux présentée dans le présent document
- 2- Un atlas cartographique des enjeux du territoire présentée en annexe
- 3- Des fiches synthétiques par enjeux présentée en annexe
- 4- Une présentation de l'ensemble des zonages d'importance présentée en annexe.

L'intégration des projets d'aménagements dans leur environnement est un sujet d'importance pour les acteurs locaux, les habitants, les élus, les acteurs économiques.

Dans le présent document, nous proposons de regrouper les enjeux en trois grandes catégories liées à la thématique d'énergie renouvelable à savoir :

- les enjeux environnement-biodiversité et risques
- les enjeux paysagers
- les enjeux patrimoniaux.

### **Présentation de l'enjeu environnement, biodiversité et risques**

Les enjeux environnementaux s'apprécient à plusieurs échelles :

- à l'échelle du territoire pour la définition des zonages sensibles et les zonages d'exclusion.
- à l'échelle de la parcelle d'implantation des projets EnR par le biais de visites et d'inventaires de terrains.

A l'échelle du territoire, les enjeux environnementaux sont appréciés au travers de plusieurs zonages ayant une portée réglementaire considéré au regard du type de projet EnR. L'atlas cartographique est présenté en annexe 1.

Les zonages sont les suivants :

#### **1- les zonages environnementaux d'exclusion réglementaires**

Il s'agit d'espaces naturels, agricoles et forestiers soumis à l'application de dispositions législatives ou réglementaires (décret, arrêté ministériel ou préfectoral) n'autorisant pas l'installation de centrales EnR et notamment :

- **Réserve naturelle régionale** (au cas par cas suivant réglementation de chaque réserve),
- Espaces Naturels Sensibles départementaux (contrainte faible à réhibitoire, ne concerne pas le périmètre d'étude),



- **Terrains appartenant au Conservatoire des Espaces Naturels** (contrainte faible à rédhibitoire),
- **Réserve naturelle nationale de chasse et faune sauvage**
- **Espaces Boisés Classés et forêts de protection**
- **Arrêtés de protection de biotope**
- Réserves Naturelles Nationales
- Zones Centrales des Réserves de biosphère – zone périphérique : contrainte variable (ne concerne pas le périmètre d'étude)
- Cœur de parcs nationaux et périphérie (contrainte moyenne à forte, ne concerne pas le périmètre d'étude)
- **Sites RAMSAR**
- **Les zones support à des compensations**
- **Réserves biologiques de l'Office National des Forêts (ONF).**

## 2- les zones à sensibilité environnementale

Il s'agit d'espaces naturels, agricoles et forestiers intégrés dans des zones reconnues pour leur valeur environnementale et notamment :

- Zones Natura 2000 (Zone spéciale de conservation et Sites d'intérêt communautaire, zone de protection spéciale)
- Zones Naturelles d'intérêt Faunistique et Floristique (ZNIEFF de type 1 et 2)
- ZICO (Zone importante pour la Conservation des Oiseaux)
- Trame verte, bleue et sombre des SRCE-SRADDET, PNR, SCoT et PLUi
- Cours d'eau classé 1 au regard de la continuité écologique L.214-17 CE)
- Cours d'eau ou tronçons de cours d'eau classés sur les arrêtés départementaux de protection de frayères
- Sites du Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN)
- Zones humides identifiées dans le SDAGE et l'inventaire départemental (PNR / ANA-CEN Ariège), à compléter avec

le futur SAGE des Bassins Versants des Pyrénées Ariégeoises en cours d'élaboration.

- Zones à risques naturels et technologiques (PPRT, PPRI...)  
SDAGE Adour-Garonne et SAGE en cours : cours d'eau à migrateurs amphihalins, réservoirs biologiques ou cours d'eau en très bon état - compatibilité des nouveaux aménagements au regard des enjeux.

A l'échelle de la parcelle, une analyse spécifique de terrain doit être réalisée. Elle comprend :

- L'évaluation au niveau local les sensibilités environnementales au niveau bibliographique par la recherche de données liées au site et à la nature du projet développé.
- Des visites terrain pour évaluer les sensibilités environnementales.
- La réalisation d'inventaires faune, flore, zones humides ... qui permettent de caractériser l'état initial des études d'impacts requises par certains types d'aménagements.

Cette analyse spécifique peut prendre la forme d'une étude d'impacts ou d'une évaluation environnementale suivant les contraintes liées au projet et/ou à son milieu récepteur.

## Relief

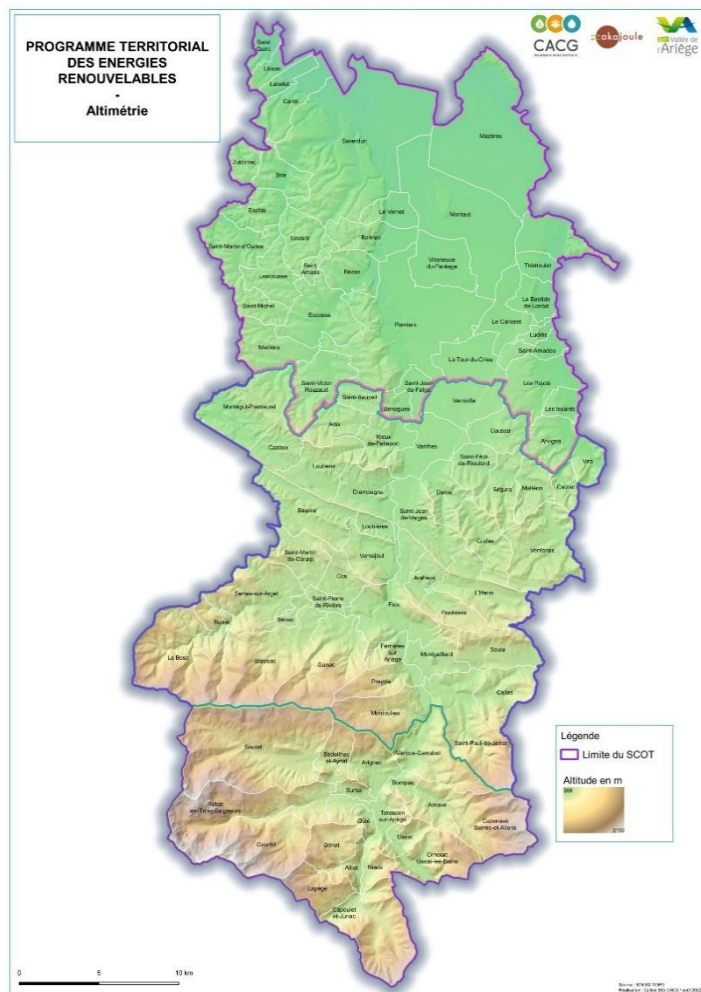


Figure 21 : Carte générale du relief

IGN BD TOPO

Le périmètre du syndicat du SCoT Vallée de l'Ariège peut être décomposé en 3 entités géographiques : la plaine, les coteaux ainsi que le piémont pyrénéen.

Ainsi, la Communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées est un territoire de plaine avec sur ses franges Est et Ouest, un relief plus marqué de légers coteaux du Plantaurel.

L'agglomération Foix-Varilhes développe un paysage de pré-Pyrénées, composé de coteaux au relief plus élevé, orienté principalement Est-Ouest, et limité au Sud par les premiers contreforts des Pyrénées.

La Communauté de communes du Pays de Tarascon est quant à elle une zone de montagne où les plaines sont peu présentes et le relief plutôt orienté Est-Ouest également.

Le développement des énergies renouvelables peut trouver tout son sens sur le territoire de plaine, dont la topographie rend possible l'accueil de la totalité des types d'EnR (toute proportion gardée selon les capacités de chaque gisement). Les territoires de coteaux et de montagne peuvent quant à eux accueillir certaines filières avec une adaptation des types et des tailles de projets (par exemple : en zone de montagne, le développement du photovoltaïque peut être limité par les ombres portées du relief).

## Population

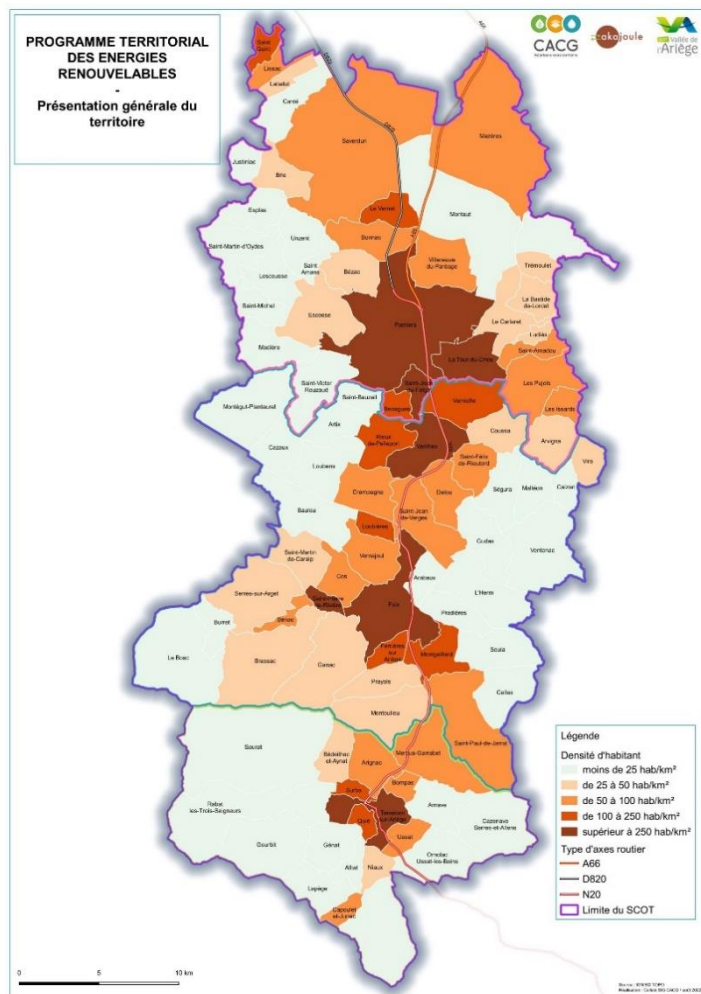


Figure 22 : Carte générale de la densité de population

IGN BD TOPO

La densité de population du périmètre du Syndicat de SCoT est essentiellement présente le long de l'épine dorsale que représente la rivière Ariège, et plus particulièrement autour des pôles urbains :

- le pôle appaméen et des pôles de Saverdun-Mazères pour la Communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées,
- le pôle fuxéen pour L'agglomération Foix-Varilhes,
- le pôle tarasconnais pour la Communauté de communes du Pays de Tarascon.

La frange Ouest du périmètre est celle qui comporte les plus faibles densités, hormis le long des axes de circulation (vers St Girons et vers Toulouse).

La partie Est de la plaine d'Ariège est également plus densément peuplée que la partie Est des coteaux ou de la zone montagne.

Dans les zones urbanisées, le développement des énergies renouvelables se concentre sur certaines filières telles que le solaire photovoltaïque ou thermique en toitures ou ombrières de parking, la géothermie, les réseaux de chaleur. A contrario, des zones moins peuplées qui peuvent accueillir des projets de différents types et de plus grande capacité.

## Documents d'Urbanisme

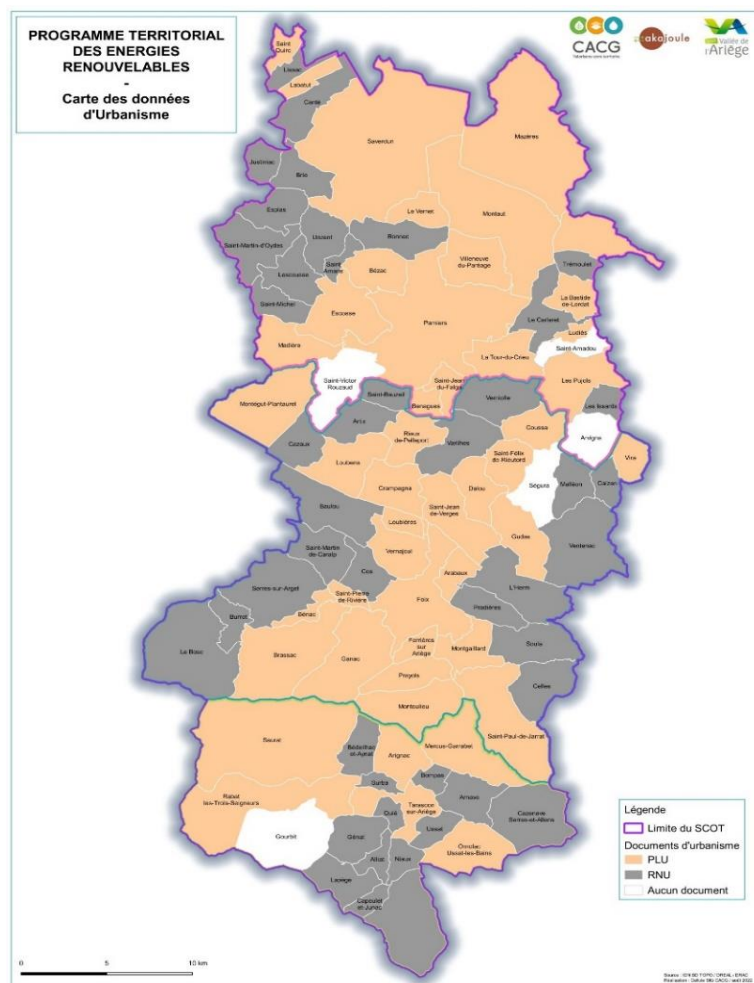


Figure 23 : Carte générale des documents d'urbanisme

### Bilan du SCoT 2015-2021, AUAT

Environ un tiers des communes du périmètre du Syndicat de SCoT sont couvertes par un PLU plus ou moins compatibles avec les définitions des enjeux Environnement-Biodiversité rénovés.

La moitié des communes ne sont couvertes que par le Règlement National d'Urbanisme (RNU), échappant à toute analyse spatialisée des enjeux environnementaux.

Deux PLUi pourraient être approuvés d'ici la fin 2025, sur L'agglomération de Foix-Varilhès et la Communauté de communes Pays de Tarascon, qui pourront intégrer des préconisations en matière d'EnR.

L'existence ou non d'un document d'urbanisme sur un territoire est un facteur essentiel pour le développement des projets EnR. En effet, un SCoT, un PLU/PLUi peuvent définir des zones, des règles qui permettent de cadrer les projets EnR et assurer ainsi une meilleure maîtrise locale.

Ces éléments doivent être déclinés dans :

- Le diagnostic de territoire,
  - L'Etat Initial de l'environnement intégrant l'Evaluation environnementale,
- Le Projet d'aménagement et de développement durables (ou Projet d'Aménagement Stratégie s'agissant du document SCoT nouvelle génération)
- qui se déclinera au sein du Règlement graphique et écrit, ainsi que les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP).

Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE



VERSION DE TRAVAIL

## Occupation du Sol

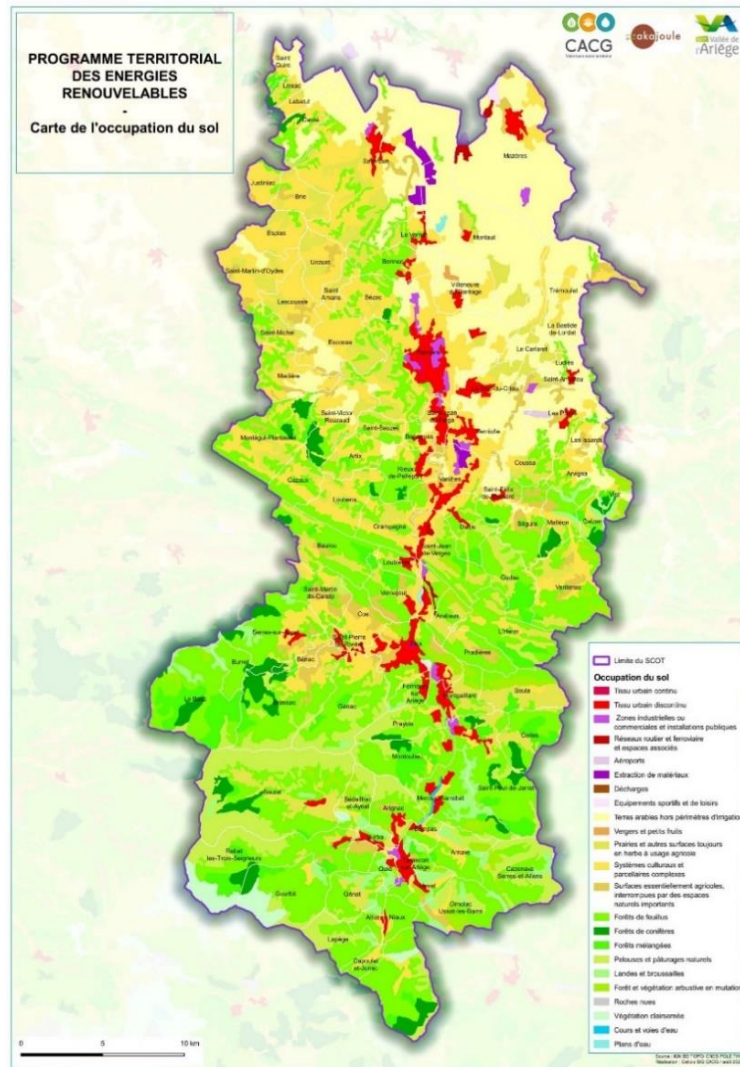


Figure 24 : Carte de l'occupation des sols  
IGN BD TOPO / CNES POLE THEIA

L'occupation des sols est en corrélation avec la topographie du territoire. On retrouve ainsi :

- des zones de cultures en plaine et en coteaux au nord du périmètre du syndicat du SCoT,
- des zones plus naturelles en partie intermédiaire (forêts, prairies),
- des zones d'altitudes en partie Sud (pelouse, forêts)
- une dorsale urbanisée en fond de vallée de l'Ariège ou proche de la rivière.

## Trame Verte, Bleue, Noire

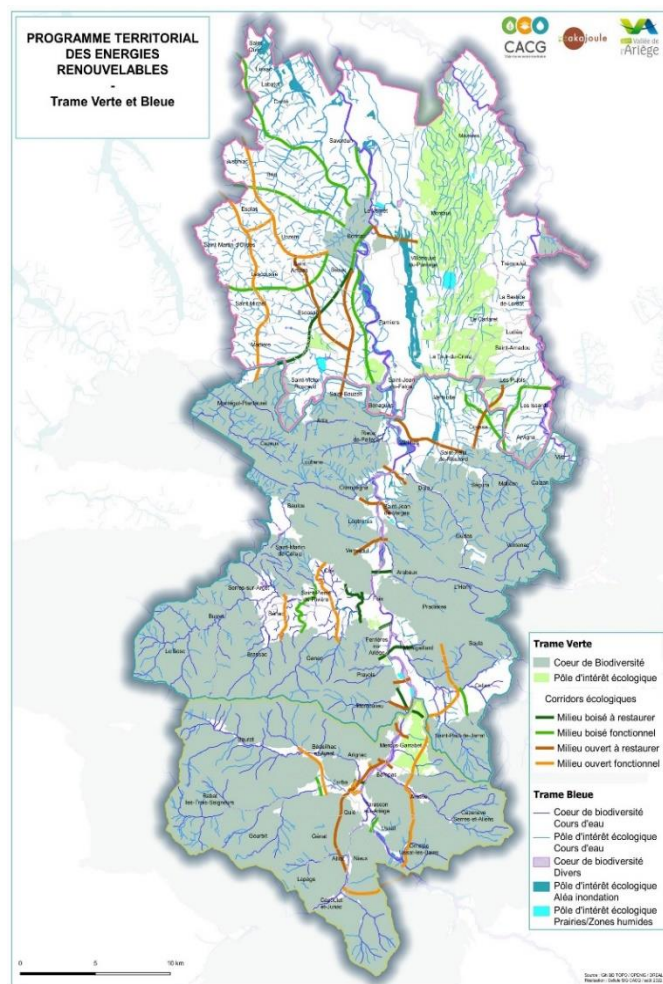


Figure 25 : Carte de la Trame Verte et Bleue, Noire

### SCoT Vallée de l'Ariège / OPEN IG

Cette cartographie présente les trames verte, bleue et noire pour l'ensemble du territoire.

La Trame verte et bleue est issue du SCoT Vallée de l'Ariège (2015), qu'il s'agira de conforter à l'aune de la nouvelle Trame complétée des enjeux relevés par le PNR des Pyrénées Ariégeoises au sein de sa Charte actualisée, la Trame Noire est extraite de la cartographie réalisée par la Région à l'échelle de l'Occitanie.

Les enjeux biodiversité se concentrent sur la partie Massif pyrénéen dans leur grande majorité.

La Communauté de communes des Portes d'Ariège Pyrénées présente quant à elle sur sa partie Est un pôle d'intérêt écologique lié à la présence de la nappe alluviale de l'Ariège et à des milieux favorables à l'accueil de l'avifaune et d'espèces liées aux milieux agricoles (plantes messicoles). Sur sa partie Ouest, sur les premiers coteaux, le paysage est plutôt ouvert, avec la présence de plusieurs corridors écologiques fonctionnels ou à restaurer. Ce territoire reste néanmoins soumis à de fortes pressions, entre urbanisation et pratiques agricoles peu tournées vers l'agro-écologie.

La Trame noire (carte disponible dans l'atlas en annexe) présente des enjeux sur l'ensemble du territoire, avec des enjeux particuliers de régulation de l'éclairage public et privé sur les zones urbanisées et en plaine.

Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE



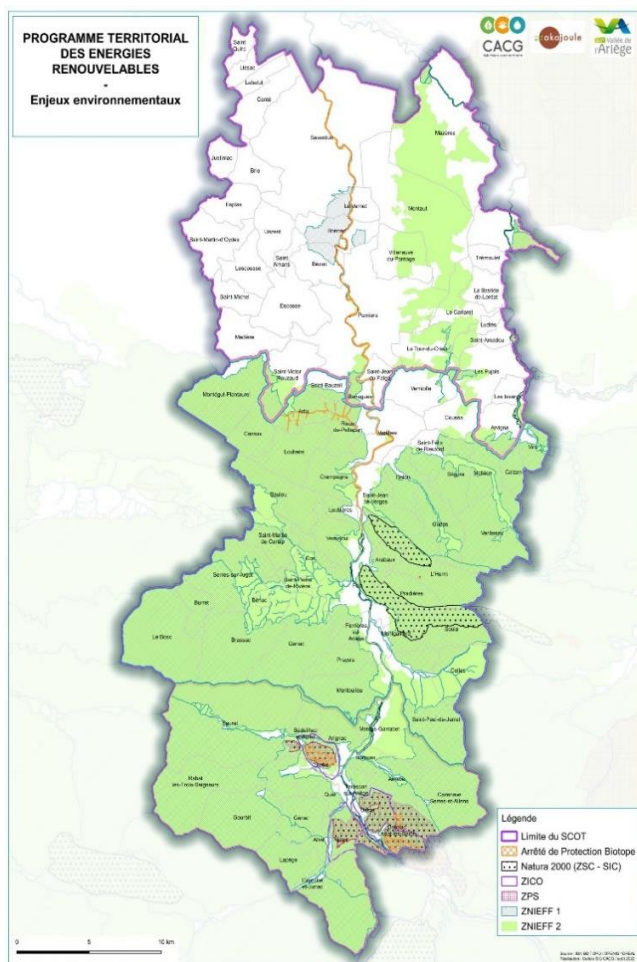
VERSION DE TRAVAIL



## Enjeux Environnement et Patrimoniaux

Figure 26 : Carte générale des enjeux environnementaux et patrimoniaux

IGN BD TOPO / DREAL Occitanie



### Présentation des enjeux environnementaux

La cartographie des 3 intercommunalités composant le territoire du Syndicat du SCoT représentée ci-contre reprend les éléments issus des bases de données ZNIEFF 1 et 2, ZICO, ZPS, Natura 2000 et les arrêtés de Protection du Biotope

La présence de ZNIEFF n'a pas de portée réglementaire directe mais indique la richesse et la qualité des milieux naturels. Il convient de veiller à la présence hautement probable d'espèces protégées pour lesquelles existe une réglementation stricte.

Les ZNIEFF de type I sont des zones particulièrement sensibles à des équipements ou à des transformations même limitées. L'urbanisation de ces zones n'est donc pas recommandée. Les ZNIEFF de type II, présentant des enjeux moins forts, des projets ou des aménagements peuvent y être autorisés à condition qu'ils ne modifient ni ne détruisent les milieux contenant des espèces protégées et ne remettant pas en cause leur fonctionnalité ou leur rôle de corridors écologiques.

## Territoire des Portes d'Ariège-Pyrénées

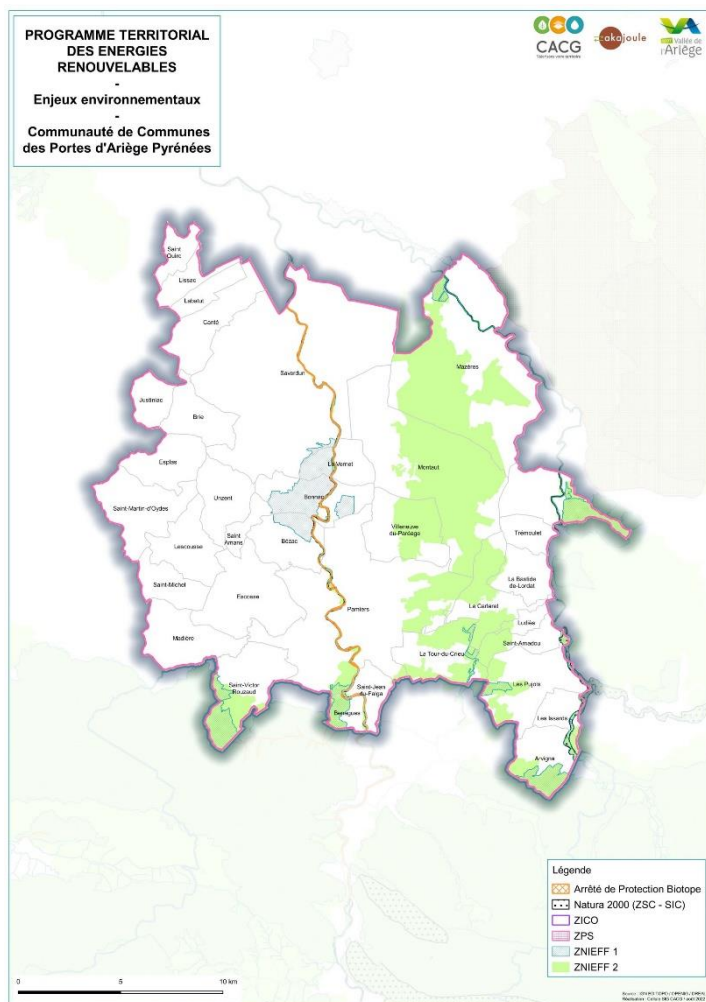


Figure 27 : Carte des enjeux environnementaux et patrimoniaux dans la communauté des Portes d'Ariège Pyrénées

IGN BD TOPO / DREAL Occitanie

L'intercommunalité comprend très peu de zonages règlementaires qui excluraient systématiquement la mise en œuvre d'un projet EnR.

La moindre couverture par des zonages environnementaux sur ce territoire par rapport aux deux autres intercommunalités est en partie due à une connaissance plus faible des enjeux, dans la mesure où les études naturalistes réalisées en plaine sont moins nombreuses que dans les zones de montagne.

Toutefois, les enjeux biodiversité restent prégnants :

- la moitié Est de l'intercommunalité (le long de l'Hers et de ses affluents) est concernée par une ZNIEFF de type 2, attachée à un pôle d'intérêt écologique. Une ZNIEFF de type 1 est présente localement en bord d'Ariège rive gauche au droit de Bonnac, mais également en frange Sud,
- le site Natura 2000 majeur est celui du cours d'eau de l'Ariège, avec quelques sites présents en frange sud-est du territoire,

La CCPAP a lancé en 2021 la réalisation d'un Atlas Intercommunal de la biodiversité. Cet atlas est principalement centré sur les pollinisateurs mais permettra néanmoins d'enrichir la connaissance naturaliste des zones agricoles.

Une étude sur les enjeux flore, fonge et végétations a également été réalisée en 2021-2022 par le Conservatoire Botanique National sur ce territoire (parmi 6 sites pilotes en Midi-Pyrénées).

## Territoire de Foix-Varilhes

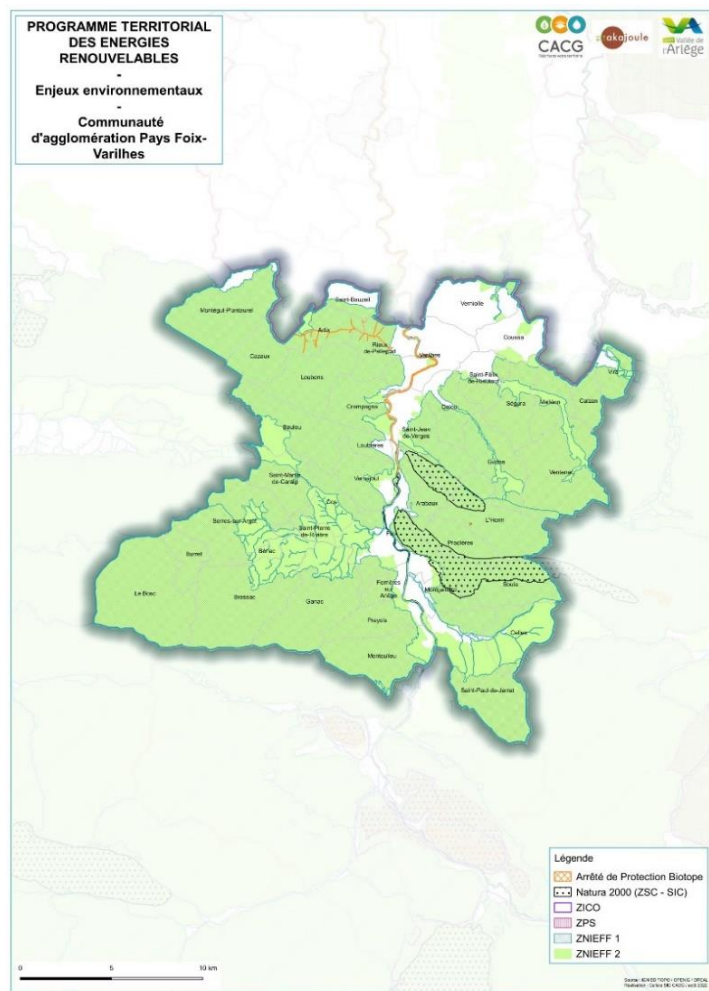


Figure 28 : Carte des enjeux environnementaux et patrimoniaux dans l'agglomération de Foix-Varilhes

IGN BD TOPO / DREAL Occitanie

L'intercommunalité comprend de nombreux zonages réglementaires dont certains peuvent exclure la mise en œuvre de projets EnR au cas par cas.

Les enjeux sont :

- la quasi-totalité de l'agglomération est classée en ZNIEFF de type 2,
- le territoire comporte une zone Natura 2000 de surface importante avec des enjeux forts liés aux oiseaux, situées sur des Quiès ou barrières rocheuses,
- Hormis le cours de l'Ariège, les zones humides répertoriées à ce jour, sont principalement localisées sur les communes au sud de la communauté (L'Herm, Soula).

## Territoire du Pays de Tarascon

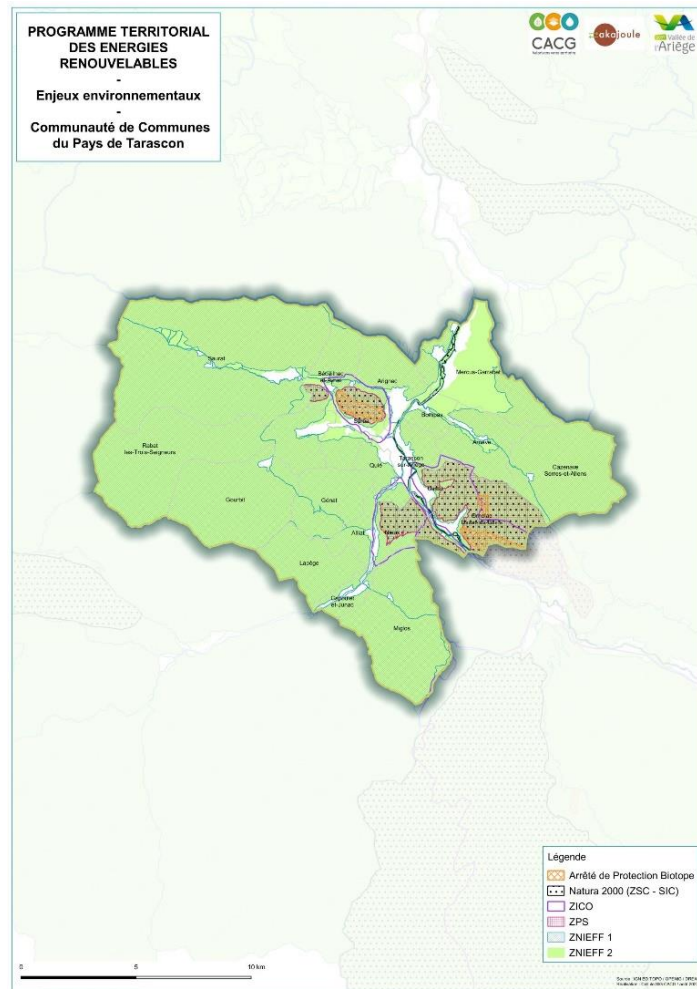


Figure 29 : Carte des enjeux environnementaux et patrimoniaux dans la communauté du Pays de Tarascon

IGN BD TOPO / DREAL Occitanie

L'intercommunalité comprend de nombreux zonages réglementaires dont certains peuvent exclure la mise en œuvre de projets EnR au cas par cas.

Les enjeux sont :

- la quasi-totalité du territoire est classée en ZNIEFF de type 2,
- le territoire comporte une importante zone Natura 2000 avec des enjeux forts liés aux oiseaux (ZPS et ZICO) et impactant directement la zone de plaine,
- Les zones humides répertoriées à ce jour, sont présentes le long de l'Ariège et de manière éparse sur le territoire.

## Zones d'Exclusion (au cas par cas)

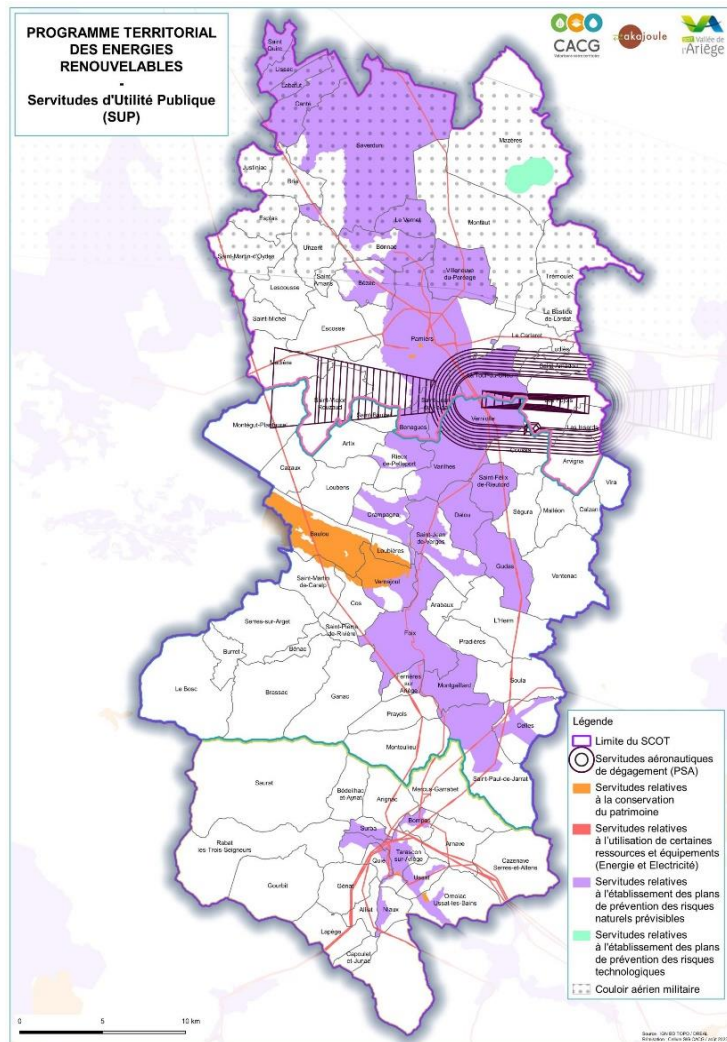


Figure 30 : Carte générale des zones d'exclusion

source : IGN BD TOPO / DREAL

La carte générale ci-contre complète la carte des enjeux patrimoniaux et environnementaux par les exclusions réglementaires liées à des servitudes, notamment celles liées aux documents d'urbanisme.

Ainsi, nous retrouvons sur ces cartes :

- Les risques naturels au travers des aléas forts des Plans de Prévention des Risques Naturels PPRN, ainsi que les zones rouges des mêmes PPRN. Ces exclusions se situent principalement le long de l'Ariège et du Crieu, et impactent assez largement le territoire de la Communauté de Communes des Portes d'Ariège Pyrénées,
- Deux servitudes aéronautiques maillent le territoire : l'aérodrome de Pamiers-Les Pujols, avec ses contraintes de dégagement, et le corridor aérien dit de "très basse altitude". L'aérodrome peut avoir un impact sur l'ensemble des projets d'énergies renouvelables, tandis que le couloir de vol à basse altitude aura un impact particulièrement important sur les projets éoliens, empêchant ainsi le développement de ce type de projet dans une vaste zone.
- Le réseau de transport l'électricité peut représenter par endroits des contraintes sur certains types d'EnR, notamment à cause d'une densité forte (Poste de Tarascon, nœud de Pamiers),
- La présence d'une servitude conséquente pour la préservation du patrimoine sur la commune de Baulou et partiellement sur la commune de Vernajoul liée à la rivière souterraine de Labouiche (Agglo Foix-Varilhes).

- La présence d'un site classé SEVESO sur la commune de Mazères.

VERSION DE TRAVAIL

## Territoire des Portes d'Ariège-Pyrénées

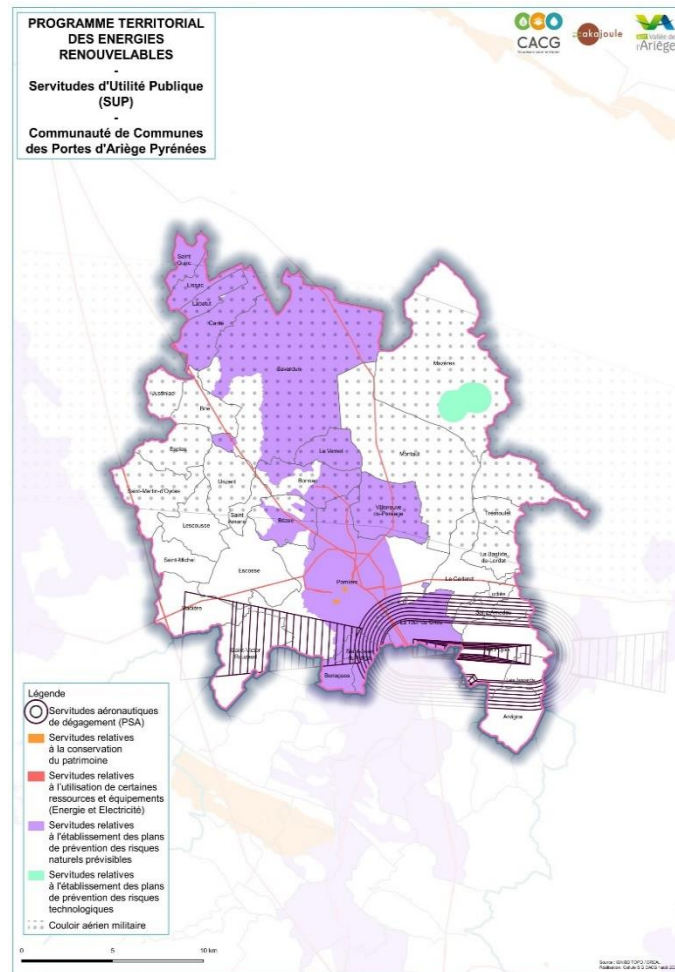


Figure 31 : Carte des zones d'exclusion dans la communauté des Portes d'Ariège Pyrénées

Les principales zones d'exclusion possibles au titre des risques naturels concernant des risques inondations, localisés :

- le long de l'Ariège, principalement en rive droite et au droit des nombreuses gravières en activité ou fermées,
- le long du Crieu également,
- demain, le champ d'expansion des crues (ou champ de mobilité des cours d'eau).

Ce territoire comporte de nombreuses gravières à proximité de l'Ariège principalement. Ces gravières sont soit en exploitation, soit fermées et peuvent représenter des lieux propices aux projets EnR.

De plus, certains cours d'eau affluents de l'Ariège en rive gauche au nord du territoire comportent également un risque inondation fort.

Quelques espaces boisés classés parsèment également le territoire, principalement dans les zones de plaine à l'Est (zones majoritairement agricoles).

**Les servitudes aéronautiques sont nombreuses sur le territoire. Tout d'abord, l'aérodrome de Pamiers-Les Pujols, avec ses contraintes de dégagement. Ensuite, le corridor aérien militaire connu sous le nom de "très basse altitude", qui ne concerne que les projets éoliens. Il est important de noter que dans cette région, deux types de réglementations sont en place : une première zone à l'ouest où les éoliennes sont contraintes à une hauteur maximale de 150 mètres pour les bouts de pales, et une zone à l'est où les éoliennes sont purement et simplement interdites. La délimitation précise de ces zones n'est pas simple, mais elle a été prise en compte pour définir les zones potentielles de déploiement éolien.**

## Territoire de Foix-Varilhes

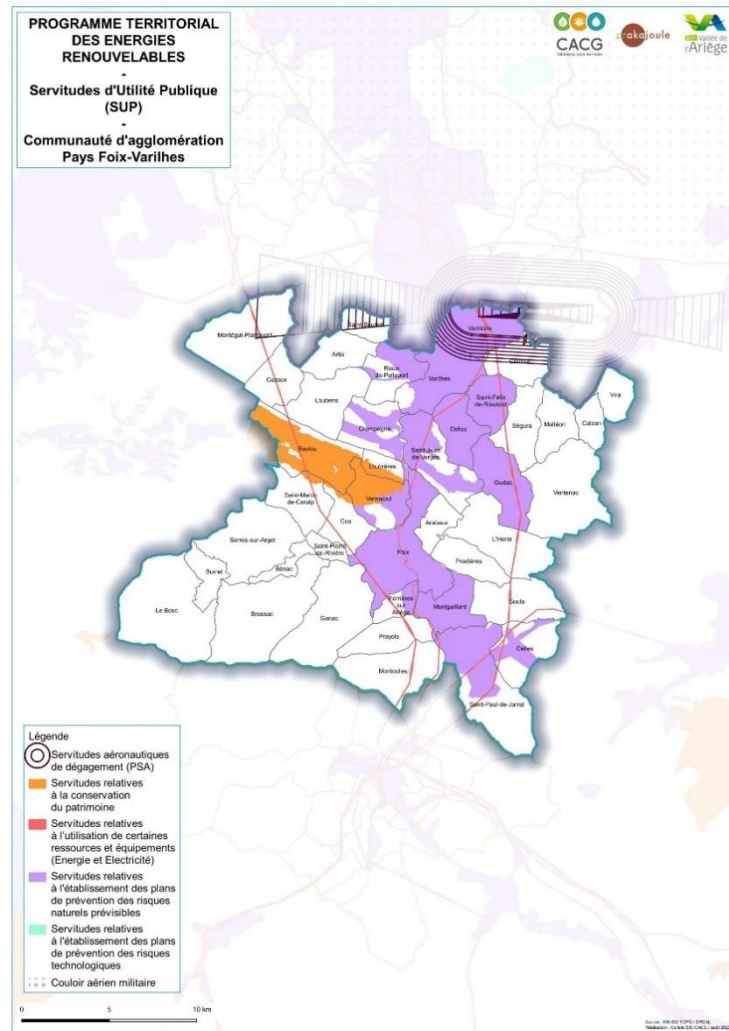


Figure 32 : Carte des zones d'exclusion dans l'agglomération Foix-Varilhes

Le territoire comprend de très nombreuses zones rouges des PPRN, notamment dans la vallée de l'Ariège, mais de moindre importance par rapport à la Communauté de Communes des Portes d'Ariège Pyrénées.

On note également des bassins versants en rive droite de l'Ariège très impactés par le risque inondation (ruisseau du Dalou, du Crieu) et ruisseau de Carol en rive gauche.

Peu d'espaces boisés classés, compte-tenu de la typicité du territoire avec de nombreuses forêts présentes.



## Territoire du Pays de Tarascon

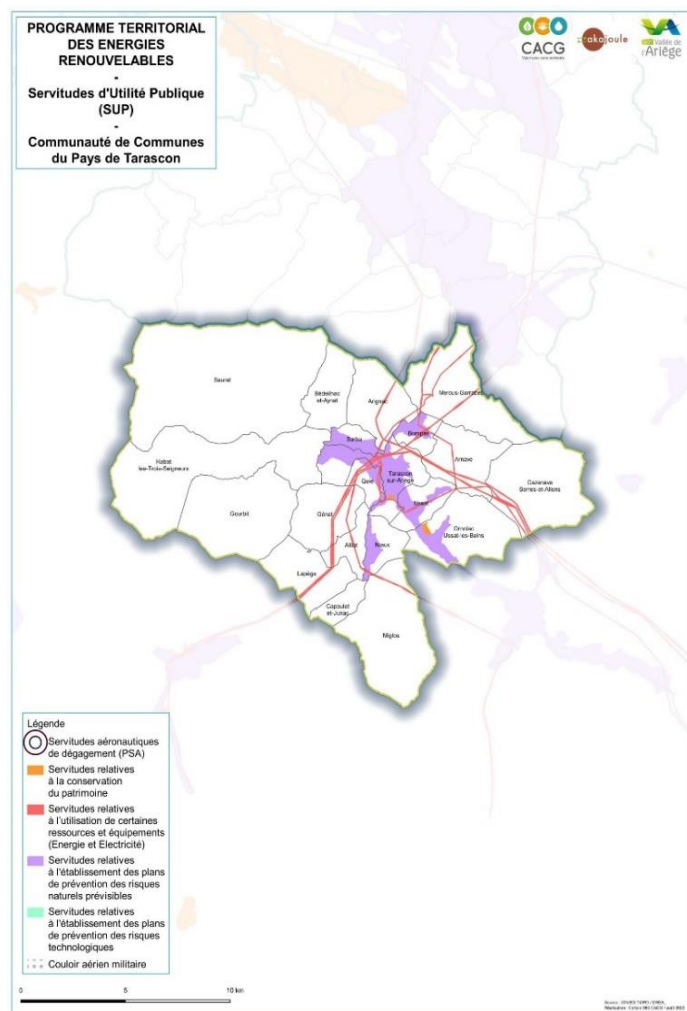


Figure 33 : Carte des zones d'exclusion dans la Communauté Pays de Tarascon

Le territoire comprend de nombreuses zones rouges au travers de 8 PPRn communaux (bientôt 9) concernant les risques suivants : éboulis, chute de pierres ou de blocs, coulées de boues, glissements et mouvements de terrains, crues et inondations. Ces risques génèrent de nombreux freins au développement des EnR, et ce d'autant plus qu'ils affectent principalement les fonds de vallées.

La carte présentée laisse supposer le contraire, de larges territoires sont peu impactés mais restent quelque peu en dehors des zones préférentielles à l'implantation d'EnR, eu égard aux autres contraintes (réglementaire, périmètres naturels, ...).

Un espace boisé classé est présent sur la commune de Surba (Forêt domaniale).

## Carte des cours d'eau

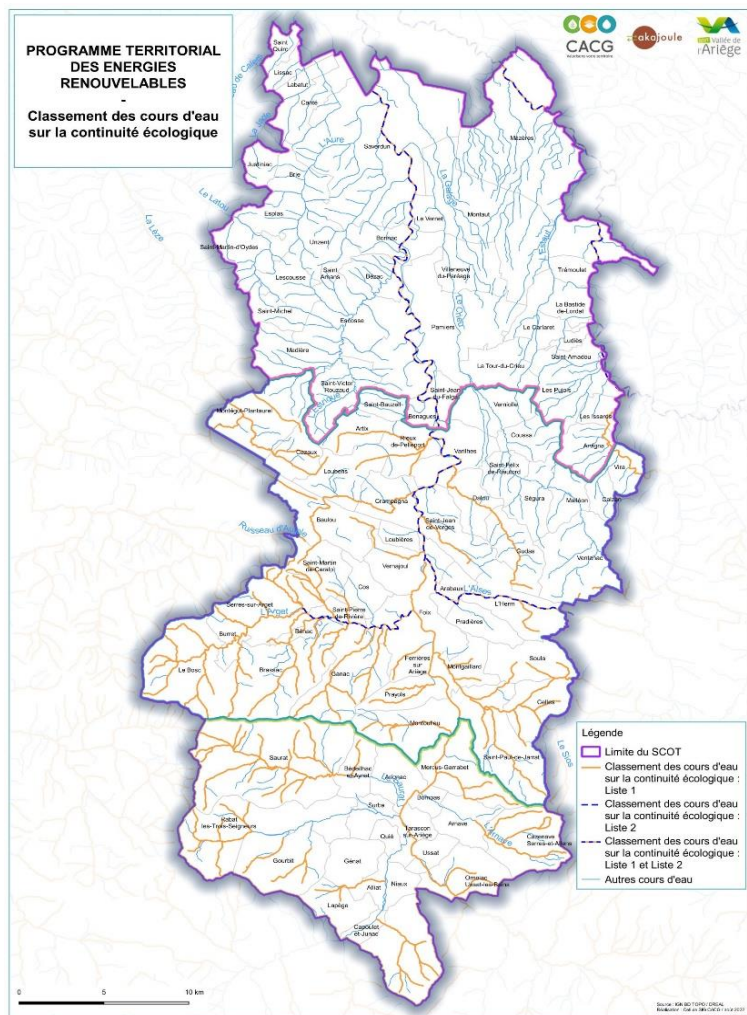


Figure 34 : Carte des cours d'eau et leur classification

IGN BD TOPO / DREAL Occitanie

Cette carte indique la classification des différents cours d'eau du périmètre du Syndicat de SCOT.

Les cours d'eau sont quasiment tous classés dans les périmètres de la Communauté de communes du Pays de Tarascon et de l'agglomération Foix-Varilhès.

Tous les projets peuvent être concernés par cette classification, soit parce qu'ils interceptent directement le cours d'eau (hydroélectricité), soit parce que leur rejet direct est réglementé (méthanisation, géothermie, bio-masse), soit pour des raisons liées au chantier de mise en œuvre du projet EnR (impact moindre néanmoins).

Cette classification ne permet pas le développement de projets hydroélectriques nouveaux, la réglementation liée à cette classification l'en empêche.

Aussi, le développement de l'hydroélectricité, tel que précisé dans la stratégie du PCAET, ne se fera qu'au travers d'optimisation et de modernisation des équipements existants, permettant une amélioration éventuelle des rendements.

## **Présentation de l'enjeu patrimonial**

Les enjeux patrimoniaux sont évalués à différentes échelles, tant au niveau du territoire pour la délimitation des sites et des servitudes, qu'au niveau de chaque parcelle d'implantation des projets d'énergies renouvelables. À l'échelle du territoire, ces enjeux sont pris en compte à travers divers zonages ayant des implications réglementaires variables en ce qui concerne le développement des énergies renouvelables.

Les sites patrimoniaux englobent des espaces naturels ou bâtis présentant des caractéristiques artistiques, historiques, scientifiques, légendaires ou pittoresques qui nécessitent d'être préservés. L'objectif est de conserver le patrimoine culturel ou naturel du site en question. Parmi les espaces protégés définis par le ministère de la Culture, on trouve les sites patrimoniaux remarquables (SPR), les sites classés et inscrits, ainsi que les monuments historiques et leurs abords (sur un rayon de 500 mètres). Afin de concilier le développement des énergies renouvelables et la préservation du patrimoine, une réponse ministérielle prévoit deux dérogations à cette règle :

- absence d'intervisibilité : cela signifie, par exemple, qu'une installation solaire ne doit pas être visible depuis le monument historique dans un rayon de 500 mètres.
- absence de covisibilité : cela signifie, par exemple, qu'une installation solaire ne doit pas être visible en même temps que le monument historique dans un rayon de 500 mètres.

Ces dérogations permettent de trouver un équilibre entre le développement des énergies renouvelables et la préservation du patrimoine.

Au niveau des zonages d'importance au regard de la mise en œuvre des énergies renouvelables, on distingue :

### **1- Sites d'importances patrimoniales**

Il s'agit de sites reconnus au travers de zonages officiels pour leur valeur patrimoniale et notamment :

- Monuments historiques et servitude de protection
- Sites archéologiques (\*)
- Périmètres d'Opération Grand Site (\*)
- Patrimoine UNESCO
- Sites classés/inscrits
- Sites Patrimoniaux remarquables (contraintes variables suivant la distance).

### **2- Les Servitudes**

L'ensemble des servitudes reconnues d'utilité publique sont enregistrées et notamment :

- Servitudes aéronautiques de dégagement (PSA)
- Servitudes relatives à la conservation du patrimoine
- Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements (Énergie, Électricité)
- Servitudes relatives à l'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles
- Servitudes relatives à l'établissement des plans de prévention des risques technologiques.

À l'échelle de la parcelle, une analyse plus fine des règlements des plans de préventions des risques naturels et technologique est nécessaire.

## Carte du Patrimoine

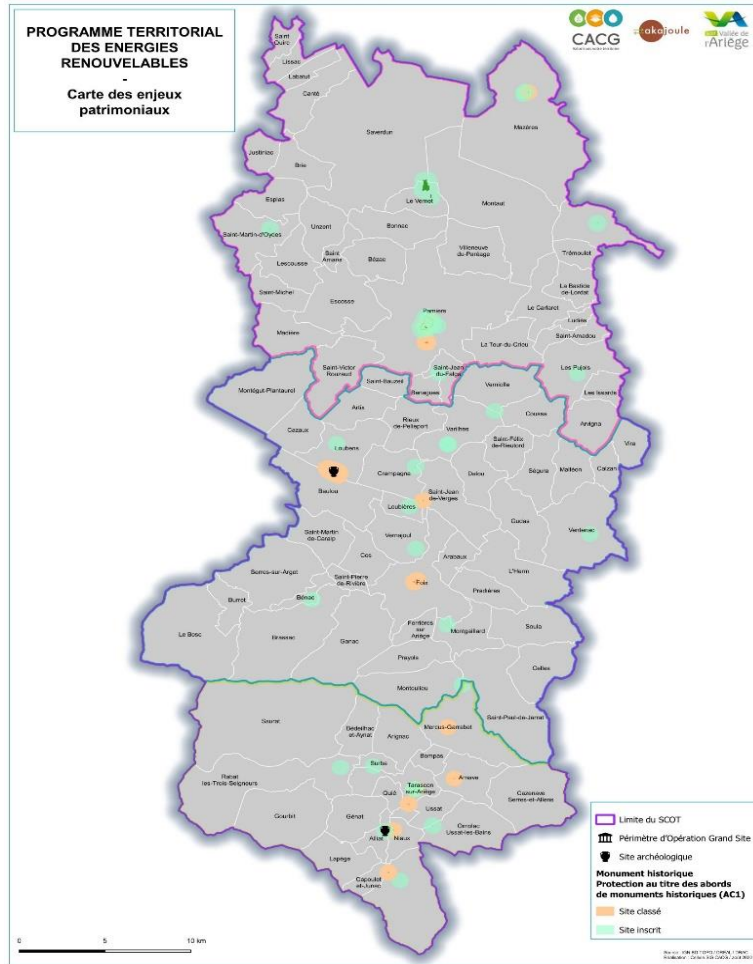


Figure 35 : Carte du patrimoine

IGN BD TOPO / DREAL / DRAC

Sur le territoire de la Communauté de Communes des Portes d'Ariège Pyrénées (CCPAP), les éléments patrimoniaux sont répartis de manière plutôt dispersée, bien que les communes de Pamiers (avec 5 sites) et Mazères (avec 3 sites) concentrent un grand nombre d'édifices remarquables. Le Vernet d'Ariège présente également quelques éléments patrimoniaux, bien que dans une moindre mesure.

Dans l'agglomération de Foix-Varilhes, les éléments patrimoniaux se trouvent principalement le long de la vallée de l'Ariège et dans quelques centres-bourgs en coteaux.

Dans la Communauté de Communes du Pays de Tarascon, le patrimoine est particulièrement présent dans la zone de plaine, le long de la dorsale Vicdessos-Ariège.

En général, pour toutes les filières d'énergies renouvelables, l'implantation de projets peut être fortement restreinte en présence de sites classés, inscrits ou historiques qui sont visibles conjointement avec l'élément classé.

Ces éléments peuvent être complétés par des éléments remarquables identifiés par des partenaires locaux. Il convient d'éviter, par exemple, l'installation de panneaux photovoltaïques sur les toitures de monuments présentant un caractère architectural significatif, même s'ils ne sont pas classés, tels que les églises.

Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE



VERSION DE TRAVAIL

## **Présentation de l'enjeu paysager**

Les paysages occupent une place primordiale dans les territoires, en tant que support essentiel du cadre de vie des populations. Ils se révèlent comme une expression authentique de l'identité locale et d'un patrimoine collectif précieux, tout en jouant un rôle crucial dans le développement économique durable.

Comme le souligne la convention européenne du paysage, « Le paysage est omniprésent et joue un rôle majeur dans la qualité de vie des populations, que ce soit en milieu urbain, en milieu rural, dans les espaces dégradés ou dans les espaces d'excellence, dans les sites remarquables ou dans les lieux du quotidien. »

Le paysage, en tant qu'élément visuel sensible, constitue un bien commun d'une grande importance pour les habitants locaux. Les enjeux paysagers émergent à la fois de ces perceptions subjectives et des défis liés à la préservation des paysages. Il est essentiel d'adopter une approche globale visant à promouvoir l'intérêt général au-delà des intérêts particuliers. Cela permettra de préserver et de valoriser les paysages de l'Ariège, tout en garantissant leur pérennité pour les générations futures.

Un enjeu paysager se réfère aux défis et aux aspects importants liés à la gestion, à la préservation et à la valorisation des paysages. Il s'agit de considérer les différents éléments qui composent le paysage (comme les formes, les couleurs, les textures, les structures, etc.) ainsi que les interactions entre l'homme et son environnement visuel. Les enjeux paysagers émergent de la nécessité de concilier les différentes perceptions et attentes des acteurs impliqués dans la planification et la gestion du territoire.

Ces enjeux peuvent inclure la préservation des paysages naturels, la protection des sites patrimoniaux, la gestion des impacts visuels des infrastructures, l'harmonisation des aménagements urbains

avec le caractère local, la promotion du tourisme durable basé sur les paysages, et la création d'espaces de vie agréables et esthétiques pour les habitants.

L'objectif est de prendre en compte ces enjeux paysagers dans la planification territoriale afin de préserver la diversité des paysages, d'assurer la qualité de vie des populations et de promouvoir le développement économique durable tout en respectant l'identité locale et le patrimoine collectif.

L'enjeu paysager s'appréhende également à plusieurs échelles :

- 1- A l'échelle territoire par l'identification des éléments forts des paysages
- 2- A l'échelle de la parcelle par une analyse paysagère approfondie.

A l'échelle du territoire, une analyse bibliographique a été réalisée à partir des documents disponibles et notamment de l'atlas paysager du Département. Le territoire du SCoT de la vallée de l'Ariège se distingue par plusieurs éléments forts du paysage, mettant en valeur son patrimoine naturel et agricole exceptionnel. Ce patrimoine est intimement lié à la Rivière Ariège et à son affluent l'Hers, qui agissent comme une épine dorsale, irriguant ces terres fertiles.

On peut identifier plusieurs entités paysagères distinctes dans la région :

- La zone de plaine de Saverdun-Mazères offre des paysages caractérisés par de vastes cultures céréalières et présente également des paysages de vallées urbanisées.
- Les collines du Piémont, qui s'ouvrent sur Pamiers, se dévoilent avec des paysages forestiers offrant une vue panoramique sur la région environnante.

- Le bassin de Foix présente des paysages marqués par des vallées montagnardes urbanisées, où la nature rencontre les structures urbaines.
- La zone du massif du Plantaurel et ses cluses dévoilent des paysages typiques des Pré-Pyrénées, avec des forêts majestueuses et des formations rocheuses uniques. On y trouve également des paysages forestiers propres aux Pré-Pyrénées-Plantaurel.
- La moyenne montagne autour de Tarascon-sur-Ariège offre des paysages pittoresques composés de vallées montagnardes parsemées de villages, de hameaux et de granges.

Ces différentes entités paysagères se combinent harmonieusement pour former le paysage diversifié et remarquable de la vallée de l'Ariège, reflétant la richesse de son patrimoine naturel, agricole et culturel.

Des compléments sont apportés ci-après par entités paysagères.

VERSION DE TRAVAIL

## Les Paysages de la plaine et des collines du piémont pyrénéen ariégeois



Parcelle agricole de la plaine d'Ariège



L'Ariège au niveau de Varilhes



Plaine d'Ariège



Bastide de Mazères



Le Plantaurel ou les petites Pyrénées



Montégut-Plantaurel

Divers enjeux sont reliés à cette entité paysagère :

- La préservation de la lisibilité de la plaine, des coteaux et de la chaîne des Pyrénées, ainsi que des autres horizons naturels, revêtent une importance primordiale. Il s'agit de maintenir une vision claire et harmonieuse de ces éléments paysagers, permettant aux habitants et aux visiteurs de saisir la beauté et la diversité de la région.
- Les espaces naturels liés au patrimoine de l'eau et des milieux aquatiques jouent un rôle essentiel dans l'organisation du paysage. Ils constituent des éléments structurants, conférant une identité unique à ces territoires. Il est crucial de préserver ces espaces, en veillant à leur bonne gestion et en favorisant leur intégration harmonieuse dans le paysage environnant.
- L'authenticité et la cohérence du tissu bâti doivent être préservées, tout en luttant contre le mitage. Il est nécessaire de préserver l'intégrité des villages, des hameaux et des bâtiments traditionnels qui contribuent à l'identité culturelle et paysagère de la région.
- La préservation des haies, des forêts et des zones humides revêt une double fonction en tant que corridors écologiques et éléments structurants du paysage. Ces éléments naturels favorisent la connectivité écologique entre les différents écosystèmes et contribuent à la diversité biologique de la région. Leur préservation et leur valorisation sont donc essentielles.
- Enfin, il est primordial d'enrayer l'artificialisation des espaces agri-naturels. Il convient de promouvoir des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, en limitant l'extension des zones urbanisées et en préservant les terres agricoles comme éléments fondamentaux du paysage rural.



## Les Paysages de montagne d'Ariège (Pays de Tarascon)



©ariegepyrenees.com

Etang Bleu (Rabat-les-3-Seigneurs)



Pic des 3 Seigneurs



Le Quié de Sinsat au dessus de Tarascon

Plusieurs enjeux se dessinent :

- L'accessibilité des fonds de vallées et l'entretien des forêts dans une perspective d'exploitation raisonnée sont des préoccupations majeures. Il est essentiel de garantir des accès adéquats aux vallées, tout en veillant à la préservation de la beauté naturelle des paysages forestiers.
- La structuration du territoire autour du "couloir" de la vallée de l'Ariège est un enjeu crucial. Il s'agit de valoriser et de mettre en avant ce corridor naturel qui traverse les montagnes, en favorisant des aménagements qui préservent son intégrité paysagère.
- La reconversion industrielle, en cohérence avec les savoir-faire locaux, constitue un défi important. Il convient d'identifier les opportunités de revitalisation économique en s'appuyant sur les ressources et les compétences existantes, tout en respectant l'identité et l'intégrité paysagère de la région.
- La réouverture des paysages d'altitude est un objectif à atteindre par le biais de l'entretien des sentiers, des hameaux, de l'agriculture d'altitude telle que la transhumance, ainsi que des rives des lacs et des étangs. Cela permet de redynamiser ces espaces et de préserver leur caractère naturel et culturel.
- L'aménagement durable de l'espace montagnard doit être une priorité, tout en limitant la consommation d'espaces naturels et agricoles. Il est important de concevoir des solutions respectueuses de l'environnement, favorisant la préservation des écosystèmes montagnards fragiles tout en répondant aux besoins de la population locale et des visiteurs.

## Le Patrimoine Architectural

Le territoire du SCoT de la vallée de l'Ariège regorge de nombreux sites inscrits et classés, formant un précieux patrimoine architectural. Parmi ces sites, on compte des joyaux architecturaux tels que des églises, des châteaux et des cités historiques, qui témoignent de l'histoire et de l'identité locale.

En parallèle, la région abrite également des sites naturels exceptionnels qui sont intimement liés au paysage environnant. Parmi ces sites, on peut citer la grotte de Lombrives ou encore la grotte de Niaux. Les cirques, les vallées, les cols, les sommets et même la rivière souterraine de Labouiche contribuent également à la valeur paysagère de la région.

Ces sites, qu'ils soient architecturaux ou naturels, sont bien plus que de simples éléments de patrimoine. Ils sont des témoignages vivants du passé et des éléments clés de l'authenticité paysagère du territoire. Leur préservation et leur valorisation sont essentielles pour maintenir l'identité culturelle et paysagère de la vallée de l'Ariège, et pour offrir aux habitants et aux visiteurs des expériences uniques au sein d'un cadre naturel préservé.



Château de Foix et sa cité



Château de Miglos, Vallée de  
Vicdessos



Tour du Castella,  
Tarascon sur Ariège



Village perché en pierres  
sèches de Lapège



Eglise romane de Saint  
Jean de Verges



Eglise et chapelles de  
Montégut-Plantaurel



Orri de berger



Grange-étable



Tarascon sur Ariège vue  
depuis le sommet du  
Mont

Sources : CAUE Occitanie, DREAL Site classés d'Ariège

**En conclusion de cette analyse des enjeux, les recommandations pour la préservation des sites suggèrent les actions suivantes :**

- Pour les sites souterrains et préhistoriques, il est essentiel d'assurer une gestion des zones de surface compatible avec la préservation des paysages et des milieux souterrains. Cela implique notamment de prendre en compte les activités telles que la gestion forestière et agricole, en veillant à minimiser les impacts sur ces sites fragiles.
- Il est primordial de préserver le caractère naturel des sites géologiques et de leur environnement, qui ont joué un rôle clé dans leur formation et leur préservation. Cela nécessite de mettre en place des mesures de protection et de conservation appropriées, en évitant les interventions qui pourraient altérer leur intégrité.
- Lors du développement touristique autour de ces sites, il est important de veiller à ce qu'il se fasse de manière respectueuse. Cela implique de mettre en place des infrastructures et des activités touristiques qui préservent les valeurs naturelles et culturelles des sites, tout en limitant les impacts négatifs sur l'environnement.
- Pour les sites naturels et les monuments situés au sein de grandes entités paysagères, il est crucial de conserver les milieux ouverts environnants. Cela permet de préserver l'harmonie entre les sites et leur environnement naturel, en évitant l'enfermement dans des paysages trop fragmentés ou artificialisés.
- Il est essentiel de favoriser le maintien d'une activité agricole durable, qui joue un rôle clé dans la qualité des paysages. Cela passe par une interconnexion entre l'agriculture de plaine et le pastoralisme en altitude, favorisant ainsi une gestion cohérente du territoire et le maintien de pratiques agricoles respectueuses de l'environnement.
- Il convient de préserver le caractère naturel des sites, en évitant les interventions qui pourraient les dénaturer ou les dégrader. Cela implique une sensibilisation et une réglementation appropriées pour préserver l'intégrité des sites et leur contribution à la beauté naturelle des paysages.
- Enfin en ce qui concerne les enjeux de la montagne, il est crucial de mettre l'accent sur les perceptions visuelles liées au paysage de montagne.

Les projets d'énergies renouvelables doivent impérativement prendre en compte la perception visuelle des paysages de montagne et de relief. Pour cela, il est essentiel de respecter les éléments suivants :

- Les lignes de crête, qui sont des éléments fortement perceptibles dans le paysage montagneux, doivent être préservées et prises en compte lors de l'implantation des projets. Il est important de minimiser les impacts visuels qui pourraient altérer la continuité de ces lignes de crête.
- Les écrans paysagers, tels que les resserrements, les gorges, les cluses ou les passages, ainsi que les fonds de vallée, doivent également être considérés dans le choix des emplacements des installations. Il est nécessaire de veiller à ne pas compromettre l'intégrité de ces éléments qui contribuent à la singularité et à la beauté des paysages de montagne.
- Les seuils paysagers, tels que les cols, sont des éléments caractéristiques des paysages de montagne. Il est primordial de les préserver et de tenir compte de leur importance lors de la planification des projets d'énergies renouvelables.
- Les points de vue remarquables identifiés et reconnus, qui sont répertoriés dans des références telles que l'Atlas des Paysages de l'Ariège, la Charte du Parc Naturel Régional (PNR), le Plan de Paysage ou le Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi-SCoT), doivent être particulièrement pris en considération. Ces points de vue offrent des panoramas exceptionnels sur le paysage de montagne et il est crucial de préserver leur qualité visuelle.
- Les sites naturels qui jouent le rôle de points focaux, tels que les sommets ou les estives, doivent être préservés en tant qu'éléments essentiels du paysage de montagne. Il convient de les préserver en évitant les interventions qui pourraient les dénaturer ou les dégrader.
- Les villages perchés, situés en hauteur et constituant des points focaux dans le paysage de montagne, doivent être implantés de manière réfléchie. Il est important de prendre en compte leur position sur le sommet d'un relief ou à flanc de montagne afin de préserver leur caractère distinctif et leur contribution à l'esthétique globale du paysage.

L'un des principaux enjeux est donc de préserver ces attentes visuelles spécifiques liées aux paysages de montagne lors de l'implantation des projets d'énergies renouvelables. En adoptant une approche sensible et respectueuse du paysage, il est possible de concilier le développement des énergies renouvelables avec la préservation des caractéristiques uniques et de la valeur esthétique des paysages de montagne de la vallée de l'Ariège.

## En conclusion sur l'enjeu paysager sur le périmètre du Syndicat de SCoT

En conclusion de l'enjeu paysager sur le périmètre du Syndicat de SCoT, il est essentiel de reconnaître que le paysage est une perception sensible, principalement visuelle. Les enjeux paysagers découlent de ces perceptions, ainsi que des enjeux de préservation du paysage.

Les principaux axes de déplacements qui traversent le territoire, tels que la RN20, l'A66 et la voie ferrée, ainsi que les sites touristiques fréquentés, offrent des opportunités de découvrir de vastes paysages. Pour identifier les lieux présentant des enjeux particuliers en termes de perception, on peut prendre en compte les paysages de plaine avec de larges horizons, les routes principales (notamment les routes départementales), les entrées de villes et de villages, ainsi que certains lieux emblématiques très fréquentés tels que les sommets prisés, les belvédères, les terrasses de villages ou de monuments historiques, les châteaux et les églises. Ces lieux et éléments stratégiques du paysage doivent être considérés comme des atouts paysagers à préserver et à valoriser lors du développement des projets d'énergies renouvelables.

L'Ariège est un département qui accorde une grande importance à la mise en valeur de son cadre naturel, patrimonial et paysager, en tant qu'éléments clés du tourisme et de la préservation de la qualité de vie. Les élus locaux cherchent à préserver ces atouts paysagers qui offrent une grande valeur ajoutée.

Il est donc primordial de minimiser autant que possible l'impact visuel des installations en excluant les projets trop visibles ou difficiles à intégrer dans le paysage. Les études paysagères en amont revêtent une importance capitale. Une phase de terrain préliminaire est essentielle pour évaluer, cas par cas, la visibilité des ouvrages et adapter les mesures d'intégration paysagère à la réalité locale du paysage.

En adoptant une approche sensible et en accordant une attention particulière à l'intégration paysagère, il est possible de concilier le développement des énergies renouvelables avec la préservation et la valorisation des paysages exceptionnels de la vallée de l'Ariège, répondant ainsi aux aspirations des habitants et aux objectifs de développement durable du territoire.

*"L'Ariège, terre de contrastes et de splendeurs naturelles, où les montagnes embrassent les vallées et les rivières tracent leur chemin, offrant un paysage enchanteur qui captive les cœurs et nourrit les âmes." - Anonyme*

## 2. Actualisation des potentiels de développement pour chaque filière EnR

### ***Methodologie***

Pour chacune des énergies listées dans la partie précédente, il a été estimé un potentiel global de production sans considérer de rupture technologique et en l'état actuel de la réglementation.

Les paragraphes ci-dessous présentent les résultats obtenus ainsi que les hypothèses utilisées pour arriver à ces résultats.

Dans un premier temps est évalué le gisement brut, puis, quand il y en a, le gisement net en est déduit suivant les contraintes spécifiques au territoire vis-à-vis de l'énergie renouvelable étudiée.

Gisement brut : potentiel de production d'énergie indépendant de tout frein technique, juridique ou économique,

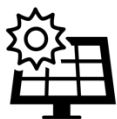
Gisement net : potentiel de production d'énergie restant après intégration de ces freins.

Les gisements obtenus sont donnés par communes lorsqu'un tel niveau de détail est possible.

VERSION DE TRAVAIL

## Potentiel en énergies renouvelables – Production d'électricité

### Solaire photovoltaïque



Existant – en 2020 : 30 GWh

Potentiel : 313 GWh

Objectif PCAET 2026 : 128 GWh

Objectif PCAET 2050 : 322 GWh

Trois types d'installations photovoltaïques seront envisagées :

- en toiture
- en ombrières de parking
- sous forme de centrales au sol sur les friches industrielles, anciennes décharges et sols pollués.

### Contraintes globales

#### Techniques

Le potentiel de production d'électricité solaire photovoltaïque sur le territoire a été estimé à partir de la carte de gisement produite par Solargis : elle fournit une estimation de la quantité annuelle d'énergie électrique productible en fonction de la puissance crête installée des panneaux solaires photovoltaïques.

En dehors des versants Nord de certaines vallées situées au Sud du territoire, l'ensoleillement permet une productivité annuelle estimée supérieure à 1 200 kWh par kWc de panneaux solaires PV installés.

#### Réglementaires

Pour l'ensemble des installations solaires photovoltaïques envisagées (toiture, ombrières de parking et centrales au sol), les surfaces suivantes seront exclues du potentiel mobilisable :

- Périmètres de protection des Monuments Historiques
- Sites inscrits et sites classés.

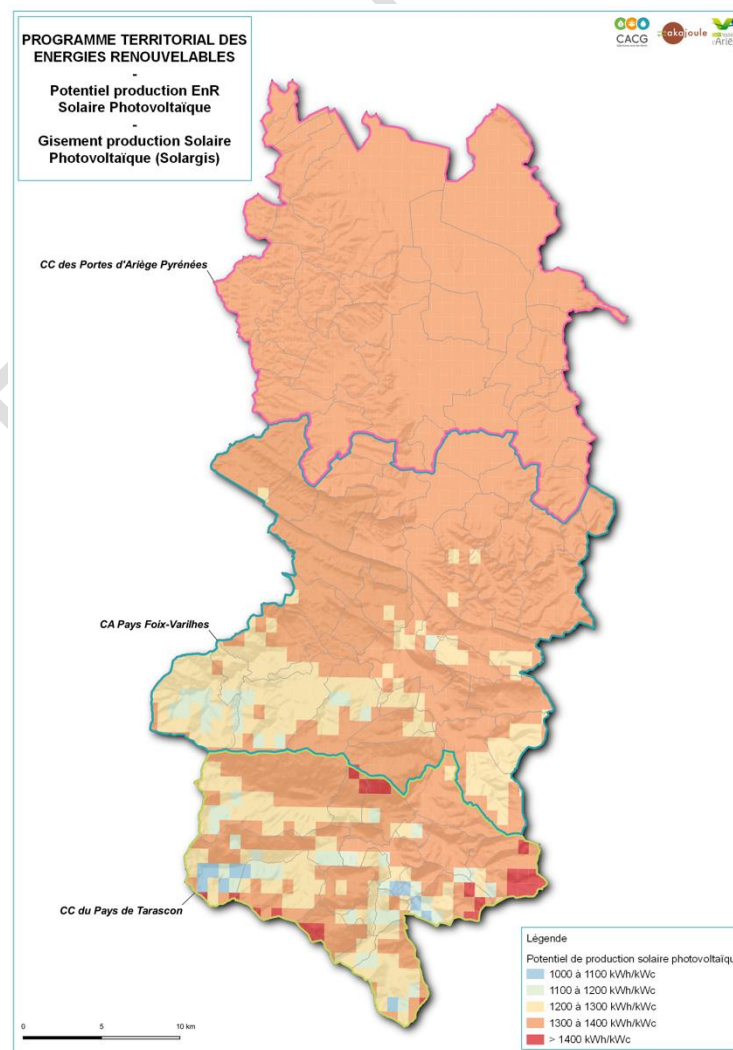


Figure 36 : Carte de gisement solaire - Source : Solargis

### Environnementales

Pour l'ensemble des installations solaires photovoltaïques envisagées (toiture, ombrières de parking et centrales au sol), les surfaces suivantes seront exclues du potentiel mobilisable :

- surfaces répertoriées par la BD Topo de l'IGN en tant que zone de végétation arborée (forêts, bois)
- Trame Verte et Bleue de continuité écologique à forte valeur ajoutée.

### Potentiel – Installations en toiture

Pour évaluer le potentiel de production solaire photovoltaïque en toiture, les recensements des surfaces de toitures situées en dehors de zones de contraintes réalisés dans le cadre du PCAET seront repris comme référence :

- toitures des sites répertoriés par la BD Topo de l'IGN comme bâtiments industriels, commerciaux ou agricoles => environ 1 470 000 m<sup>2</sup> de toitures
- autres bâtiments : résidentiel, tertiaire, public ou d'usage non déterminé => environ 4 980 000 m<sup>2</sup> de toitures.

Pour mémoire, la surface totale des toitures de l'ensemble des bâtiments répertoriés par l'IGN sur le territoire est d'environ 9 600 000 m<sup>2</sup>.

Les estimations de potentiel de production tiennent compte de la surface utile estimée utilisable pour l'implantation de panneaux solaires (un seuil minimum de 5 m<sup>2</sup> de surface utile est utilisé) ainsi que de l'orientation de la toiture.

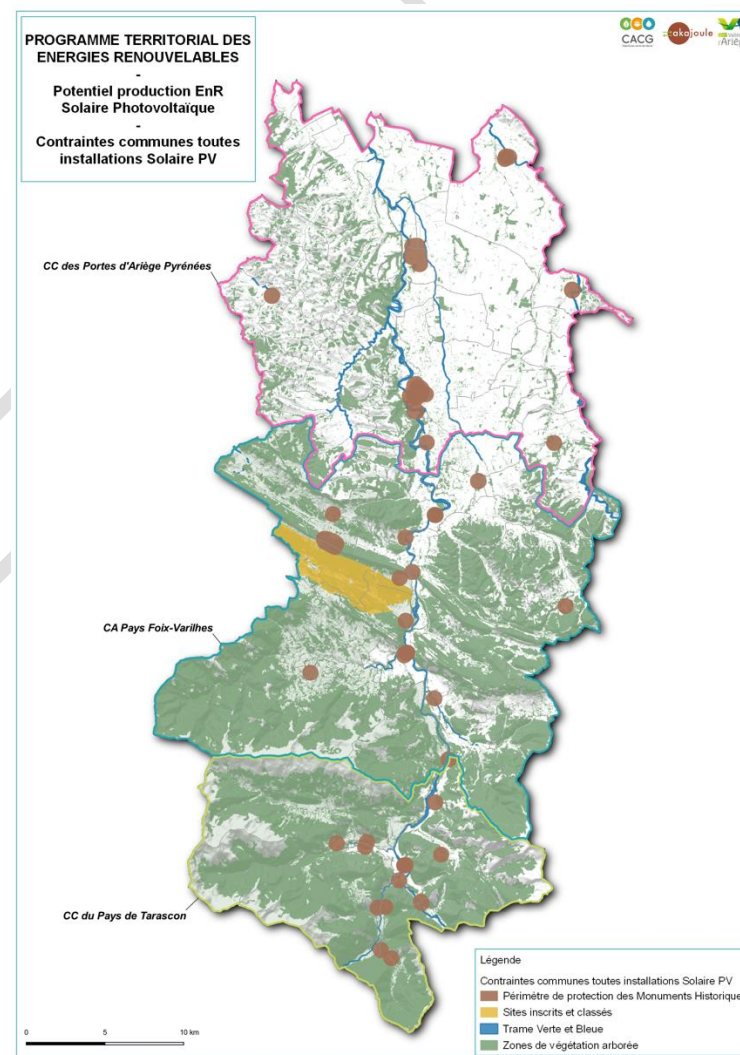


Figure 37 : Contraintes communes toutes installations solaire PV



Les toitures se situant, même partiellement, en contact avec des zones de couvert végétal arboré seront exclues du potentiel mobilisable comptabilisé. Cette proximité constitue une double contrainte vis-à-vis du solaire PV en toiture :

- technique : la proximité d'arbres est susceptible de constituer des masques (ombrages)
- environnementale : aucun recul du couvert végétal ni artificialisation des sols jugée majeure, ne sera envisagé dans le cadre de cette étude.

Le potentiel de l'ensemble du territoire du SCoT Vallée de l'Ariège est estimé à environ **250 GWh**. Cela correspond à l'installation de panneaux solaire sur environ **2 000 000 m<sup>2</sup>** de toitures avec une répartition d'environ 30% sur bâti industriel, commercial et agricole et 70% sur les autres bâtiments (résidentiel, tertiaire...).

Le potentiel solaire sur bâtiments « autres » (résidentiel, petit tertiaire...) représente l'équipement d'environ 100 000 toitures avec des centrales de 3 kW<sub>c</sub>.

Cependant, il convient de prendre en compte certaines contraintes liées aux terrains qui limitent la mobilisation de ce potentiel. Suite aux remarques du comité de pilotage travaillant sur ce Programme territorial des Énergies Renouvelables (ENR), il a été décidé d'appliquer un coefficient d'abattement de 50% sur le potentiel photovoltaïque en toiture. Cela permet de refléter l'impact de cette contrainte sur la mobilisation de ce potentiel à court et moyen terme. Le potentiel net mobilisable s'élève donc à environ **125 GWh** sur l'ensemble du territoire.

*NB : le potentiel solaire photovoltaïque des toitures peut être précisé au cas par cas avec l'utilisation du cadastre solaire départemental développé par In Sun We Trust à l'initiative du Syndicat Départemental des Energies et du PNR des Pyrénées Ariégeoises : <https://ariege.insunwetrust.solar/>*

<sup>3</sup> Hypothèse de 25m<sup>2</sup> de surface nécessaire pour une place de stationnement + allée : dimension d'une place de 5m x 2.5m = 12,5m<sup>2</sup> (norme NF P 91-120)

## Potentiel – Ombrières de parking

L'installation de panneaux photovoltaïques sera envisagée sous la forme d'ombrières sur les parkings publics ainsi que ceux privés attenants aux bâtiments industriels, commerciaux et tertiaires.

Pour l'évaluation du potentiel brut, il a été considéré l'ensemble des parkings d'une surface supérieure à 300m<sup>2</sup>, soit environ de 10 places de stationnement<sup>3</sup> minimum, recensés par la BD Topo de l'IGN sur l'ensemble des communes. Ceci représente une surface de parking d'environ **218 000 m<sup>2</sup>**.

Pour l'évaluation du potentiel net, seules les surfaces situées en dehors des zones de végétation arborée ont été prises en compte.

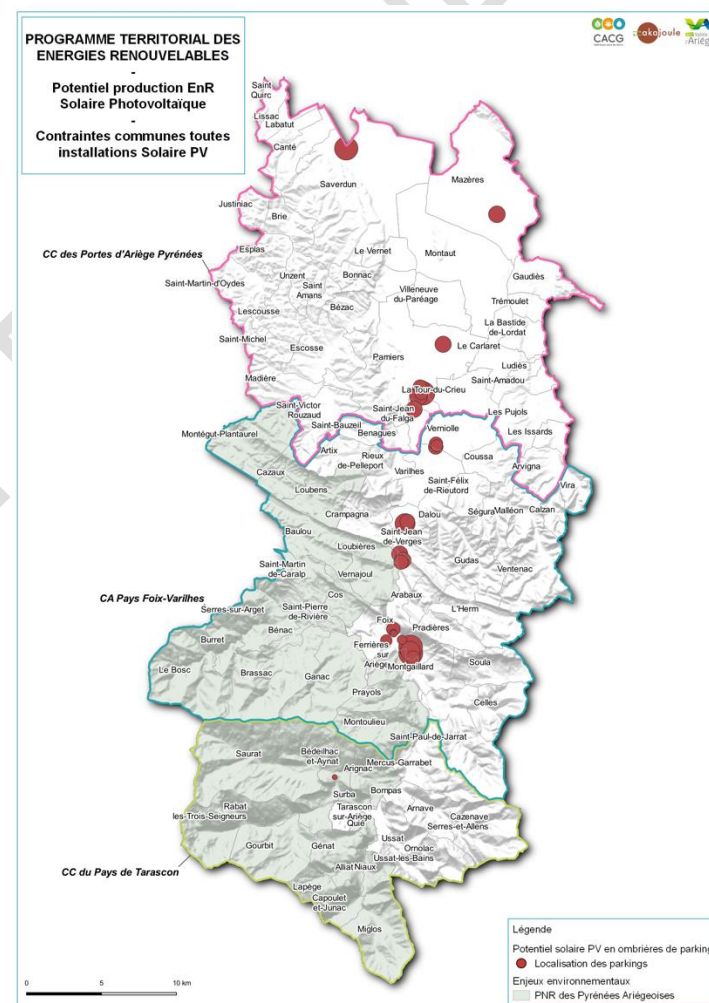
La surface utile effectivement exploitable pour l'installation de panneaux solaires PV est estimée à environ 50% de la surface totale du parking : les ombrières seront placées uniquement au-dessus des places de stationnement.

Ceci représente une surface totale d'environ **190 000 m<sup>2</sup>** de parkings mobilisés soit environ **78 000 m<sup>2</sup> de surface d'ombrières**. A noter qu'il n'a pas été identifié de potentiel mobilisable sur la CC du Pays de Tarascon. Cette donnée sera à compléter ultérieurement à l'aide d'un recensement local.

Une hypothèse de puissance installable de panneaux solaires PV en ombrière de **150 Wc/m<sup>2</sup>** sera utilisée<sup>4</sup>.

Les hypothèses de productivité de Solargis seront utilisées.

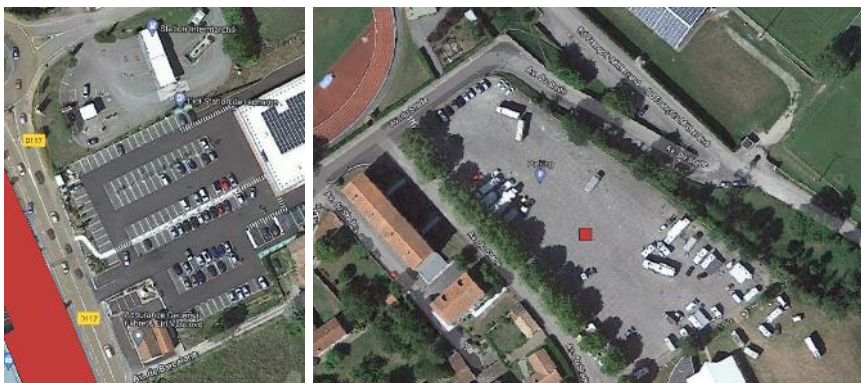
Le potentiel de production annuelle d'électricité solaire PV en ombrières de parking est estimé à environ **16 GWh**.



<sup>4</sup> Ratio issu de l'étude du CEREMA : Potentiel photovoltaïque mobilisable sur ombrières de parkings sur une commune du Parc Naturel Régional des Alpilles - Commune de Sénas, mai 2019

**Figure 38 : Localisation des parkings identifiés pour installation d'ombrières  
(la taille du point est proportionnelle au potentiel de production estimé)**

NB : l'estimation du potentiel s'appuie sur le recensement des parkings mis à disposition par l'IGN dans la BD Topo. Cette base peut s'avérer lacunaire, avec notamment des parkings non identifiés comme tels ou avec des surfaces non évaluées. Un recensement des surfaces de parking effectivement mobilisables permettrait d'affiner cette estimation.



**Figure 39 : Exemples de parkings de la commune de Foix non identifiés dans la BD Topo (à gauche) ou dont la surface n'est pas évaluée (à droite)**

*Remarque : La loi d'accélération des énergies renouvelables du 10 mars 2023 a introduit plusieurs mesures visant à accélérer le déploiement du solaire photovoltaïque. Selon l'article 40 de la loi, les parcs de stationnement extérieurs d'une superficie supérieure à 1 500 m<sup>2</sup> devront être équipés, sur au moins la moitié de leur surface, d'ombrières photovoltaïques. De plus, les bâtiments non résidentiels existants d'une superficie supérieure à 500 m<sup>2</sup> devront intégrer, d'ici à 2028 (conformément à*

*l'article 43), un dispositif de production d'énergies renouvelables ou un système de végétalisation.*

*Le texte législatif facilite également l'installation d'installations de production d'énergie solaire le long des grands axes routiers et des voies ferrées, comme stipulé à l'article 34 de la loi.*

### **Potentiel – Centrales au sol ou flottantes**

Les centrales au sol sont à implanter prioritairement sur des sites dégradés (friches industrielles, anciennes carrières et décharges). Ces surfaces, déjà artificialisées, n'ont pas ou peu d'autres utilisations possibles.

Le recensement des friches s'appuie sur les données du Cerema (Cartofriches) qui regroupe et consolide les bases de données nationales BASOL et BASIAS produites par le Ministère de la Transition Écologique et le BRGM :

- BASOL est une base de données nationale sur les **sites et sols potentiellement pollués** appelant une action des pouvoirs publics
- BASIAS est une base de données de l'inventaire historique des **sites industriels et activités de service.**

Cette base de données consolidée ne contient que 9 sites répertoriés en tant que friches « qualifiées », localisées sur la carte ci-joint.

Seules **3 de ces friches** possèdent une superficie suffisante pour envisager l'implantation d'une centrale d'une puissance supérieure à **250 kWc**, soit environ **4 000 m<sup>2</sup>**, considérée comme seuil minimal permettant une viabilité économique du projet.

Une de ces friches se situe dans un périmètre de protection des monuments historiques de Pamiers. Elle ne sera donc pas retenue comme site potentiellement exploitable.

Ci-après les 2 sites restants :

- Saverdun « Ancienne Passementerie » : le site semble occupé par une exploitation agricole. De plus, il se situe en

zone urbanisée et, pour partie, sur une zone classée rouge du Plan de Prévention des Risques Naturels (glissements de terrain) => Cette friche ne sera pas retenue.

- Saverdun « Ancienne Gendarmerie » : la friche se situe en zone urbanisée, à proximité immédiate d'habitations, de bâtiments d'enseignement et d'infrastructures de transport (routes, gare, voie ferrée) => Cette friche ne sera pas retenue.

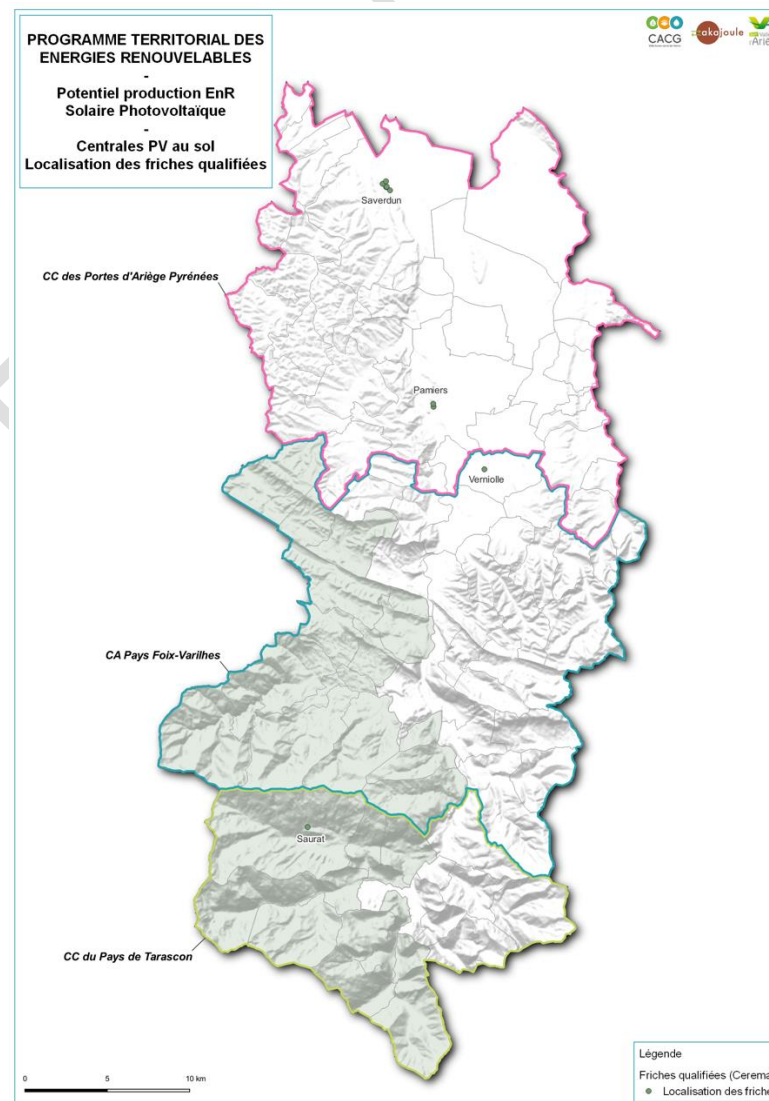


Figure 40 : Localisation des friches « qualifiées »



Figure 41 : Vues aériennes des friches de l'Ancienne Passementerie (à gauche) et de l'Ancienne Gendarmerie (à droite) à Saverdun

Le recensement des friches et sites pollués ou dégradés n'a pas permis d'identifier de potentiel pour l'implantation de centrales solaires photovoltaïques au sol.

NB : La base du Cerema est lacunaire, très peu de sites sont recensés. Certains sites du territoire présentent un potentiel avéré pour l'implantation de centrales au sol ou flottantes (gravières) et pour lesquels des études ou des projets sont en cours n'apparaissent pas dans les bases de données consolidées. **Un recensement local des friches et sites dégradés ou pollués permettrait d'obtenir une estimation pertinente du potentiel effectivement mobilisable sur le territoire.**

#### Focus sur le potentiel de délaissés routiers et autoroutiers

Les délaissés routiers et autoroutiers peuvent constituer un gisement foncier intéressant pour le développement de projets photovoltaïques.

Sur l'axe de l'A66 notamment, plusieurs sites ont été identifiés par le concessionnaire ASF-Vinci, dans le cadre de sa stratégie « autoroute bas-carbone » : 6 parcelles privées (appartenant à Vinci) sur Mazères, Montaut, Bonnac et Pamiers, entre 1 et 8 ha, et un site sous concession (aire de repos de Mazères).

Cette prospection reste à préciser et à consolider en appui des collectivités concernées pour le développement de projets, y compris pour les délaissés de routes nationales et départementales.

#### Focus sur le potentiel des gravières en fin d'exploitation

Le territoire de la plaine de l'Ariège se caractérise, outre sa dominante agricole, par la présence de nombreuses exploitations de granulats.

Ces gravières sont toutes constituées de différents lacs, progressivement exploités puis à terme remblayés ou laissés en eau avec une remise en état des berges. Des projets énergétiques peuvent alors y être développés, sur l'eau ou sur berge.

Plusieurs projets photovoltaïques sont déjà réalisés ou en cours :

- Lac de Rouan à Saverdun : une installation sur berge réalisée en 2020 et une installation flottante en projet (société RES)
- Carrières Lafarge à Montaut : projet en cours de développement par la Compagnie Nationale du Rhône sur deux lacs en fin d'exploitation.

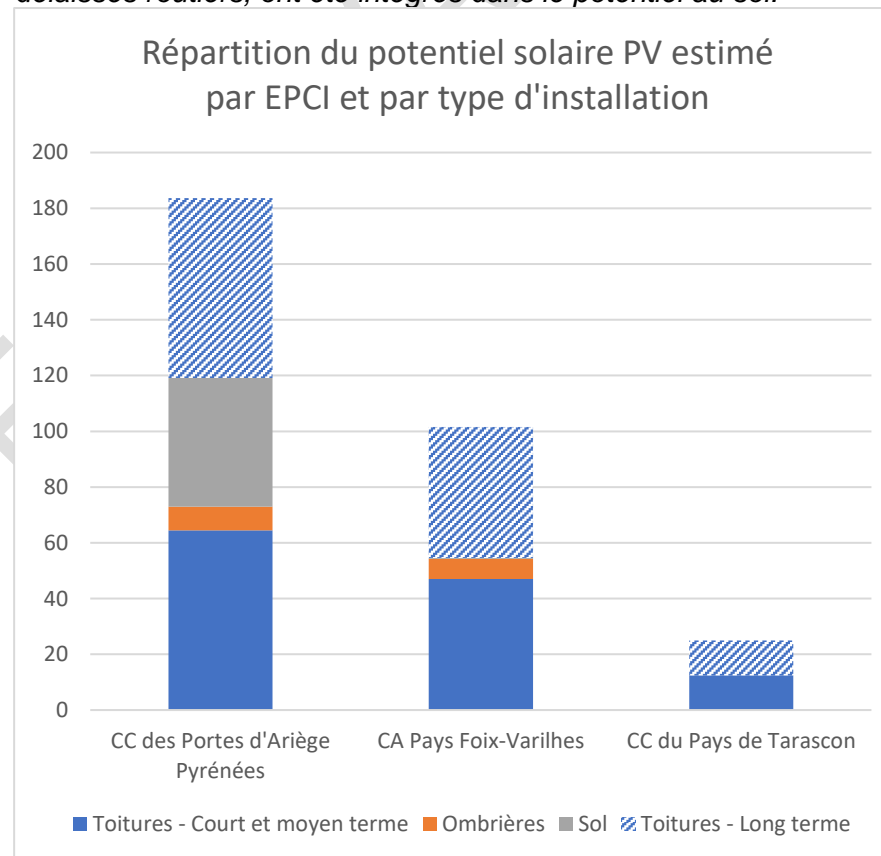
Ainsi, tout en préservant des équilibres entre renaturation, retour à l'agriculture, et production énergétique, l'utilisation de ces sites pouvant être définis comme des friches industrielles peut constituer un potentiel intéressant pour le développement des EnR.

### Potentiel total

Finalement, le potentiel net total de production d'électricité photovoltaïque sur le territoire du SCoT Vallée de l'Ariège est estimé

**à 313 GWh/an, dont 163 GWh considéré comme mobilisable à court et moyen terme.**

*Remarque : les projets au sol en cours, ainsi que le potentiel issu des délaissés routiers, ont été intégrés dans le potentiel au sol.*



**Figure 42 : Potentiel solaire PV par intercommunalités et par type d'installation**

### **Première exploitation de l'OCS GE 2019**

Il a été réalisé une première exploitation de la base de données OCS GE – 2019, obtenue après la réalisation du présent rapport.

Il a été extrait les surfaces correspondantes :

- Anthropisées
- Imperméables
- Non bâties
- Hors zones à usage résidentiel ou agricole
- Hors réseau routier, aérien ou ferré

Il en ressort un total de 373 ha, intégrant des parkings ; mais aussi des voies d'accès et de circulation du secteur tertiaires.

Un nouveau travail, en affinant cet OCS (occupation des sols) pour isoler les parkings ; et complétée par un recensement terrain, permettrait d'obtenir un résultat cohérent et exploitable.

Il ressort aussi 5ha de zones « abandonnées » à investiguer sur le territoire, dont une de 3ha sur la Communauté de Communes du Pays de Tarascon.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensoleillement important</li> <li>• Technologie connue et éprouvée, investissement et temps de retour intéressants</li> <li>• Plusieurs installateurs connus et compétents sur le territoire</li> <li>• Filière de recyclage existante en France : éco-participation sur chaque panneau neuf finance l'éco-organisme PVcycle</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Les grandes toitures sont souvent privées, donc un enjeu de mobilisation important</li> <li>• Temps de retour sur investissement qui peut être considéré comme trop long (&gt; 5ans) pour certaines entreprises qui pourraient équiper leur toiture</li> <li>• Des délais de raccordement importants en cas d'injection sur le réseau (selon la taille des projets)</li> </ul>
PLAINE / COTEAUX / MONTAGNE	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• SCIC Ecla'ENR : organisme présent sur le territoire pour développer des projets citoyens</li> <li>• Prix de l'électricité du réseau augmente chaque année, améliorant la rentabilité des projets</li> <li>• Développement de projets sur des friches restant à identifier</li> <li>• Production locale par les modèles d'exploitation des centrales : autoconsommation individuelle et collective.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lourdeur des procédures et temps de déploiements des projets soumis à des ingénieries publiques mal calibrées</li> <li>• Instance de décision sur les permis de construire différentes suivant le type d'installation concernée</li> <li>• Freins à lever sur les secteurs à caractère patrimonial (soumis à avis conforme du SDAP)</li> </ul>
MONTAGNE	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Interconnexion limitée aux réseaux due à un habitat diffus : développer les installations individuelles en autoconsommation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'existence d'ombrage peut poser une variable technique limitante pour le développement des projets sur les secteurs de relief</li> <li>• Enjeux environnementaux plus prégnants en zone de montagne</li> <li>• Règles d'urbanisme spécifiques à la Loi Montagne à prendre en compte</li> </ul>
COTEAUX	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Développement de projets sur des friches agricoles ou délaissés fonciers restant à identifier</li> <li>• Nouvelles dispositions introduites par la loi Climat et résilience : sous conditions (décret d'application en cours de rédaction), les centrales au sol ne seront pas comptabilisées dans la consommation d'espace (conditions de réversibilité de l'installation notamment).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projets de centrales au sol peuvent aller à l'encontre de la protection de l'environnement et de l'agriculture</li> <li>• Impact de l'agrivoltaïsme : risque important de détournement de terres agricoles avec des projets « alibis »</li> </ul>
PLAINES	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensoleillement, accessibilité, accès au réseau</li> <li>• Pour les projets au sol : terrains plats, accessibles, gravières en fin d'exploitation ou autres types de friches</li> <li>• Pour les toitures ou ombrières : zone qui concentre le plus de population et d'activités : fort potentiel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Projets de centrales au sol autres qu'en zones de friches, vont à l'encontre de la protection des espaces agri-naturels</li> <li>• Impact de l'agrivoltaïsme : risque important de détournement de terres agricoles avec des projets agricoles « alibis »</li> </ul>

Figure 43 : AFOM solaire photovoltaïque



## Éolien



*Existant – en 2020 : 0 GWh*

*Potentiel : 350 GWh*

*Objectif PCAET 2026 : 24 GWh*

*Objectif PCAET 2050 : 72 GWh*

### Contraintes

Le développement de l'éolien terrestre est limité par plusieurs types de contraintes :

- Contraintes techniques :
  - Vent inférieur à 4m/s
  - Couloirs aériens très basse altitude (RTBA)
  - Dégagement des aéroports
  - Radars civils et militaires
- Contraintes liées au patrimoine paysager, architectural et culturel :
  - Monuments historiques ainsi que leur périmètre de protection
  - Sites inscrits et classés
  - Parcs Naturels Régionaux
- Contraintes environnementales, notamment :
  - Arrêtés de protection de biotopes
  - Réserves naturelles, biologiques et de biosphère
  - Zones Natura 2000
  - Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)
  - Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)
  - Corridors écologiques...
- Distance minimale aux bâtiments d'habitation :
  - Implantation d'éoliennes interdite dans une zone de 500m autour des bâtiments d'habitation.

- NB : dans la base de données topographique de l'IGN (BD TOPO), l'usage réel de certains bâtiments n'est pas connu (usage « indifférencié »). Une zone d'exclusion de 500m autour de ces bâtiments sera également prise en compte.

L'impact de ces contraintes vis-à-vis du développement d'un projet éolien diffère d'un projet à l'autre et toutes les contraintes ne sont pas rédhibitoires.

Ces contraintes ont été identifiées sur le territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège, comme indiqué sur les cartographies suivantes.

## Réglementaires

Outre la zone d'exclusion autour des bâtiments d'habitation, un périmètre de protection de 500 m est également appliqué autour des **monuments historiques, des sites classés et sites inscrits** du territoire.

Une partie du territoire est située en **zone de servitude aéronautique** du fait de la présence de l'aérodrome de Pamiers - Les Pujols.

Ces contraintes réglementaires et patrimoniales sont rédhibitoires et excluent toute possibilité d'implanter un mat éolien dans ces zones.

En complément, un **couloir aérien militaire** de très basse altitude (RTBA) traverse également le nord du territoire (CC des Portes d'Ariège Pyrénées) avec notamment au nord de l'aérodrome un tronçon constituant une contrainte technique majeure.

*Remarque : à première vue, il semble que la majorité du territoire soit couverte de zones oranges ou rouges, mais il est important de préciser que certaines zones favorables de plusieurs hectares ne sont pas visibles à cette échelle cartographique. De plus, toutes les contraintes ne sont pas rédhibitoires et doivent être étudiées au cas par cas.*

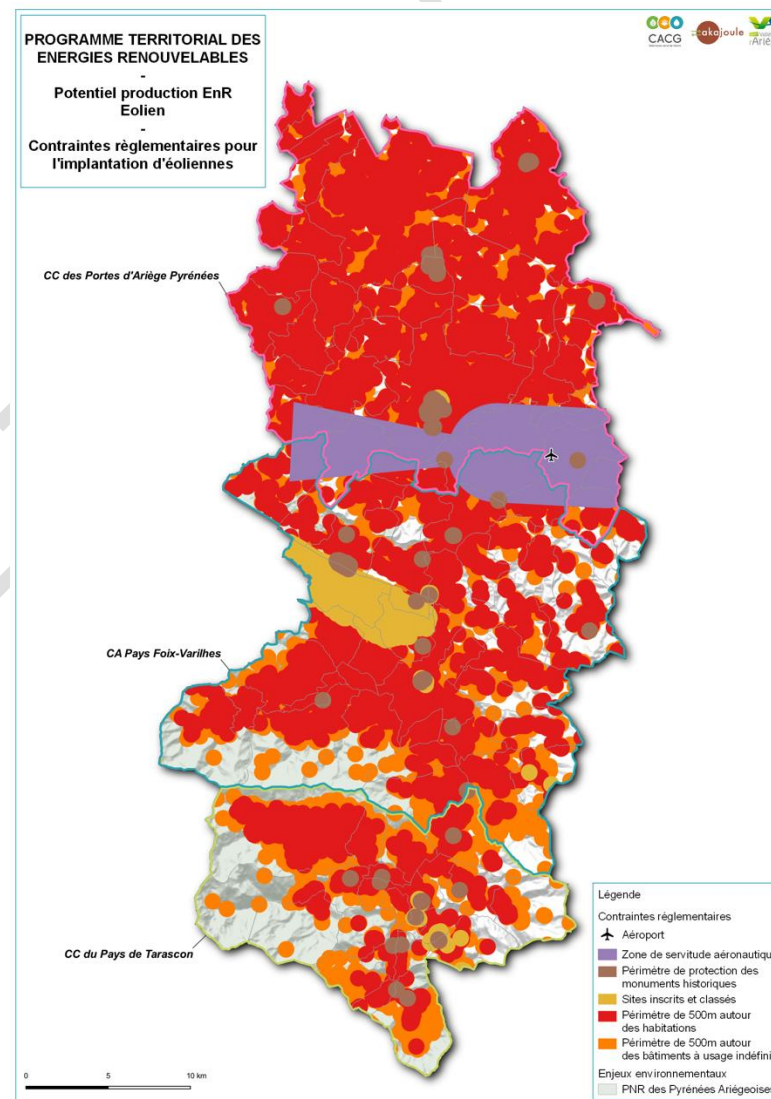


Figure 44 : Contraintes réglementaires vis à vis de l'implantation d'éolien

## Environnementales

La carte ci-joint détaille **les contraintes environnementales** du territoire.

Le sud du territoire (Agglo Foix-Varilhes et CC du Pays de Tarascon) est couvert dans sa quasi-intégralité par plusieurs zones de contraintes environnementales (ZICO, Natura 2000, ZNIEFF...).

Les zones de relief du territoire dans leur ensemble, y compris au nord-ouest, font également l'objet d'enjeux avifaunistiques forts (gypaète, milan royal, aigle royal...). Un point d'attention particulier doit donc être porté sur cette thématique.

Ces contraintes ne sont pas rédhibitoires. Elles sont sujettes à des études d'impact, avec avis de la MRAE et pourront avoir une influence sur l'acceptabilité du projet.

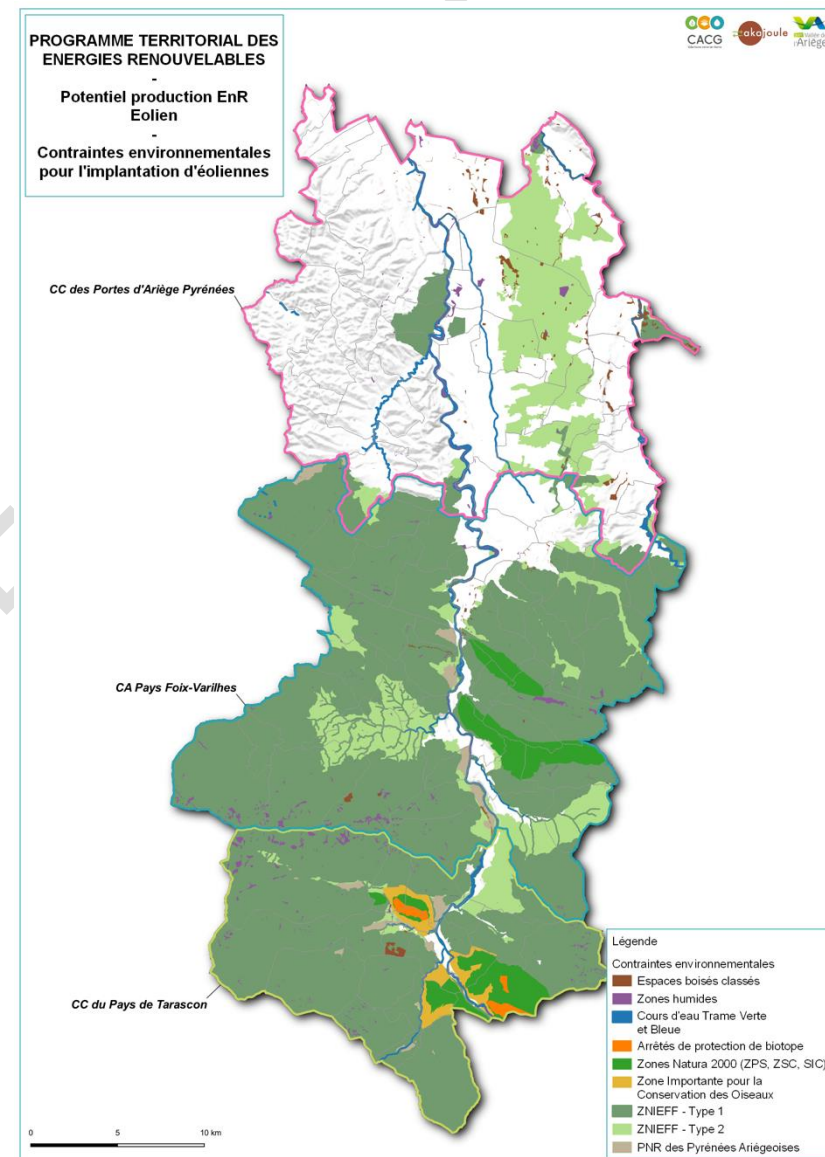


Figure 45 : Contraintes environnementales

## Potentiel

Le potentiel brut correspond aux surfaces exploitables hors contraintes réglementaires.

Plusieurs zones du territoire, toutes situées dans la CC des Portes d'Ariège Pyrénées, sont identifiées dans la carte suivante et classées selon le niveau de ressource en vent estimé par le Schéma Régional Éolien.

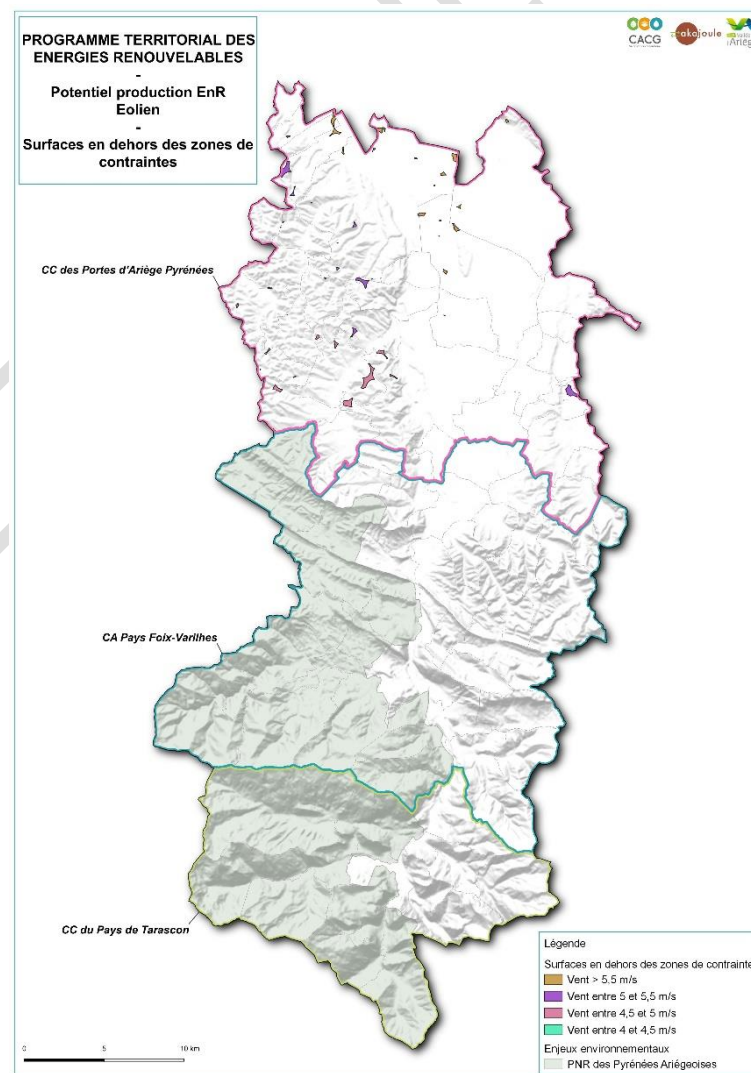
Il est considéré que l'on peut installer environ 3 éoliennes par km<sup>25</sup>. La puissance moyenne des éoliennes considérées est de 3 MW et leur temps moyen de fonctionnement à puissance nominale est estimé à 2 400 heures par an (facteur de charge : 27%). Ainsi, le potentiel du territoire est de **147 MW** installés, ce qui correspond à **49 éoliennes** produisant annuellement environ **350 GWh**.

L'aspect paysager n'est pas pris en compte dans ce potentiel, faute d'atlas paysager existant sur le territoire. Cependant, l'impact des éoliennes sur le paysage reste un critère déterminant en termes d'acceptabilité locale d'un potentiel projet, et doit être pris en compte au plus tôt dans la démarche.

### Répartition du potentiel

Zones de vent	Potentiel associé
Vent supérieur à 5,5 m/s	250 GWh
Vent entre 4 et 5 m/s	100 GWh

*NB : le potentiel retenu dans le PCAET correspond aux zones de vent supérieur à 5,5 m/s.*



**Figure 46 : Zones sans contrainte identifiée vis à vis de l'implantation d'éoliennes**

<sup>5</sup> Hypothèse d'espacement typique entre éoliennes : 300m x 1000m.

La filière éolienne présente des opportunités de développement afin de mobiliser le potentiel local, qui diffèrent suivant les entités paysagères du territoire.

<b>Atouts</b>		<b>Faiblesses</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Volume de production d'électricité renouvelable important pour un faible impact foncier : 1 éolienne de 3 MW = 400 000 m<sup>2</sup> de toiture photovoltaïque</li> <li>• Revenu important pour le propriétaire public ou privé des terres</li> <li>• Technologie connue et éprouvée</li> <li>• Retombées économiques locales (taxe IFR pour les collectivités concernées)</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact visuel, paysager et environnemental à anticiper : contraintes d'intégration importantes</li> <li>• Technologie controversée en termes d'acceptabilité sociale</li> <li>• Peu de zones de potentiel localement</li> </ul>	
<b>MONTAGNE</b>			
<b>Opportunités</b>		<b>Menaces</b>	
/		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Loi Montagne</li> <li>• Faible potentiel de vent</li> </ul>	
<b>COTEAUX</b>			
<b>Opportunités</b>		<b>Menaces</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de projets EnR citoyens pour garantir le montage d'un projet vertueux et donc l'acceptabilité de celui-ci</li> <li>• Mobilisation de foncier appartenant à des collectivités pour garantir une maîtrise foncière et la création d'un projet territorial</li> <li>• Épouser les lignes de coteaux pour une intégration visuelle et paysagère optimisée</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acceptabilité et portage des projets très limités localement</li> </ul>	
<b>PLAINES</b>			
<b>Opportunités</b>		<b>Menaces</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Création de projets EnR citoyens pour garantir le montage d'un projet vertueux et donc l'acceptabilité de celui-ci</li> <li>• Mobilisation de foncier appartenant à des collectivités pour garantir une maîtrise foncière et la création d'un projet territorial</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contraintes techniques : couloirs aériens</li> <li>• Acceptabilité et portage des projets très limités localement</li> <li>• Impact visuel fort due à une co-visibilité permanente par rapport aux cônes de visibilité de plaine</li> </ul>	

Figure 47 : AFOM éolien

## Hydroélectricité



*Existant – en 2020 : 360 GWh*

*Potentiel : 10 GWh*

*Objectif PCAET 2026 : 355 GWh*

*Objectif PCAET 2050 : 357 GWh*

Il existe déjà de nombreuses installations hydroélectriques sur le territoire ; le potentiel local présenté correspond aux ouvrages existants à optimiser pour une meilleure exploitation.

### Contraintes

#### Réglementaires

Les contraintes vis-à-vis de l'installation de turbines hydroélectriques sont liées à la loi sur l'eau et les milieux aquatiques (LEMA – article 6), et plus précisément à sa déclinaison réglementaire dans le Code de l'environnement (article L. 214-17).

Elle introduit un nouveau classement des cours d'eau pour leurs continuités écologiques :

- Cours d'eau de liste 1 :
  - Objectif : préserver des cours d'eau ou tronçons de cours d'eau en très bon état écologique, réservoirs biologiques, dotés d'une riche biodiversité jouant le rôle de pépinière nécessitant une protection complète des poissons migrateurs amphihalins.
  - Conséquence : interdiction de construire tout nouvel obstacle à la continuité écologique, quel que soit l'usage.
- Cours d'eau de liste 2 :
  - Objectif : Restaurer des cours d'eau pour lesquels il est nécessaire d'assurer le transport suffisant des sédiments et la circulation des poissons migrateurs
  - Conséquence : Obligation de mise en conformité des ouvrages au plus tard dans les 5 ans après publication de la liste.

#### Évolution législative récente :

Dans le cadre du débat sur le projet de loi climat et résilience, l'Assemblée nationale a adopté début avril 2021, un article qui vise écarter la destruction des retenues de moulins des solutions possibles pour les mettre en conformité au titre du L.214-17-2. Cet article a été adopté définitivement par le Sénat le 17 juin 2021.

#### Techniques

L'Union Française de l'Électricité (UFE) a réalisé en 2011 une étude sur le potentiel hydroélectrique en France :

- par création de nouveaux ouvrages
- Par équipement de seuils existants.

Le potentiel hydroélectrique brut est évalué en prenant en compte l'ensemble des cours d'eau identifiés dans cette étude.

*NB : le potentiel hydroélectrique peut être impacté par le changement climatique : le conseil scientifique du PNR des Pyrénées Ariégeoises a constaté une diminution des débits des cours d'eau à l'échelle d'un siècle.*

#### Potentiel - Cours d'eau identifiés à potentiel par création de nouveaux ouvrages (hors seuils existants)

L'étude répertorie 4 cours d'eau traversant le territoire comme susceptibles d'accueillir de nouveaux ouvrages.

Le tableau ci-après liste ces cours d'eau ainsi que leur potentiel brut estimé et leur éventuel classement au titre de continuité écologique

**Tableau 2 : Potentiel brut de production d'hydroélectricité par création de nouveaux ouvrages**

Filière : Hydroélectricité			
Cours d'eau	Potentiel brut (puissance installée)	Productible brut estimé	Classement au titre de continuité écologique
L'Ariège	12 MW	42 GWh	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Liste 1 (sur la totalité du territoire)</li> <li>▪ Liste 2 (partiel)</li> </ul>
L'Hers Vif	7 MW	24,5 GWh	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Liste 1 (sur la totalité du territoire)</li> <li>▪ Liste 2 (sur la totalité du territoire)</li> </ul>
Ruisseau de la Courbière	1 MW	3,5 GWh	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Liste 1 (partiel)</li> </ul>
Ruisseau de Vicdessos	15 MW	52,5 GWh	/

Le potentiel net est évalué en prenant en compte les cours d'eau identifiés dans l'étude UFE hors liste 1 de continuité écologique.

- L'Ariège et l'Hers Vif sont tous deux classés en liste 1 sur l'intégralité du territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège.  
=> Leur potentiel net respectif est donc considéré comme **nul**. Mais, d'après un retour spécifique de la DDT/SER, sur l'Ariège il existe encore un ouvrage qui n'est pas équipé : le seuil du FOULON à Pamiers.
- Le ruisseau de la Courbière est intégralement situé sur le territoire de la CC du Pays de Tarascon. Une partie du cours d'eau est classée en liste 1 (côté source). Le côté confluent du cours d'eau est déjà équipé de plusieurs installations de

production. Une hypothèse de potentiel net exploitable de 50% du potentiel brut estimé sera retenue.

Le potentiel net est de **0,5 MW** de puissance installée supplémentaire, soit une production de **1,7 GWh** par an.

Cependant, en 2014, deux installations ont été rénovées, et la puissance installée diminuée (passage de 1 100 kW à 765 kW pour l'une, et de 900 kW à 480 kW pour l'autre).

On suppose donc que tout potentiel neuf serait difficilement mobilisable.

De plus, suite à un retour de la DDT/SER sur le sujet, ce cours d'eau est défini comme suréquipé. Ainsi, depuis plusieurs années, il est constaté le non-respect des débits réservés en certaines périodes de l'année.

Il n'y a donc pas de potentiel sur cet axe, d'autant plus que ces contraintes sur les débits réservés ne seront pas résolues avant plusieurs années.

- La majeure partie du ruisseau de Vicdessos se situe en dehors du territoire du SCoT. Il ne fait l'objet d'aucune classification connue au titre de la continuité écologique. Des installations de production sont existantes du côté confluent. Une hypothèse de potentiel net exploitable de 20% du potentiel brut estimé sera retenue.

Le potentiel net est de **3 MW** de puissance installée supplémentaire, soit une production de **10,5 GWh** par an.

Cependant, il existe une installation de 34 MW sur la commune d'Alliat. Elle existe depuis 1985, et a été rénovée en 2009. Étant donné la faible portion du ruisseau présente sur le territoire, et la grosse installation existante du côté confluent, le potentiel restant est considéré comme **nul**.

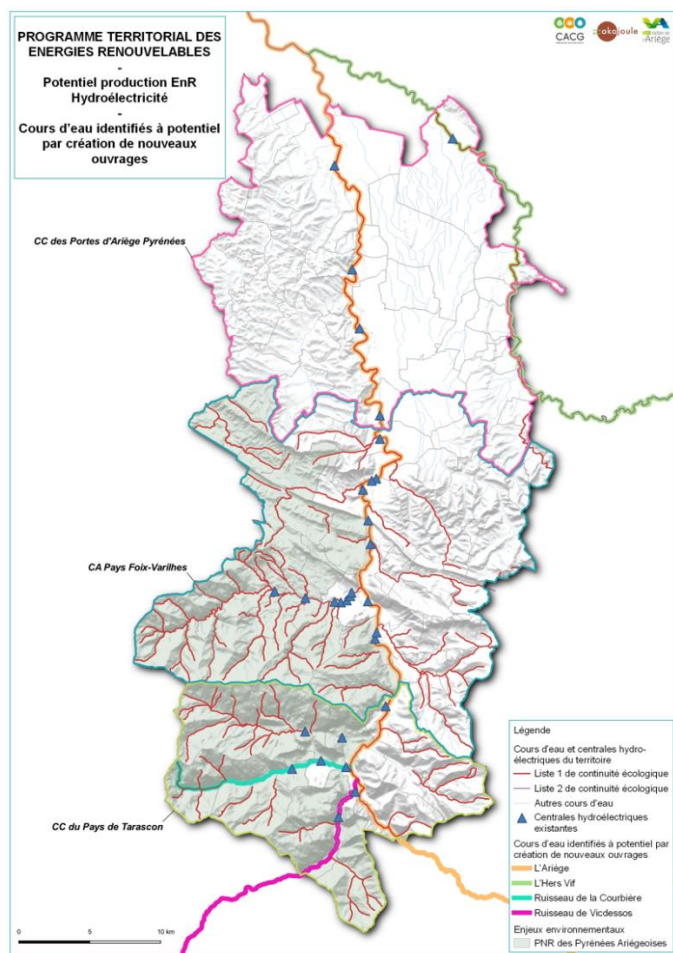


Figure 48 : Carte des cours d'eau considérés pour l'évaluation du potentiel net en hydroélectricité et des cours d'eau classés pour la continuité écologique

## Potentiel – Cours d'eau identifiés à potentiel par équipement de seuils existants

Seul le seuil de Foulon, à Pamiers, sur l'Ariège, dispose d'un seuil existant non équipé. Cependant, son potentiel de production n'est pas connu.

## Suréquipement et modernisation des ouvrages hydroélectriques existants

On considère une augmentation potentielle de 5% de la production d'hydroélectricité par suréquipement et modernisation des installations existantes<sup>6</sup> sur le territoire, soit 12,5 GWh par an.

## Résultats

Tableau 3 : Récapitulatif du potentiel net de production d'hydroélectricité sur le territoire d'étude

Filière : Hydroélectricité	
Potentiel mobilisable	Productible net estimé
Création de nouveaux ouvrages	0 GWh
Équipement de seuils existants	0 GWh
Suréquipement et modernisation des ouvrages existants	12,5 GWh
<b>Total</b>	<b>12,5 GWh</b>

<sup>6</sup> SRCAE ex-Midi Pyrénées



La filière hydroélectrique présente des opportunités de développement plus limitées sur le territoire étant donné la forte mobilisation actuelle du potentiel.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Technologie connue et éprouvée</li> <li>• Production d'électricité en volume important</li> <li>• Faible impact visuel</li> <li>• Nombreuses installations en fonctionnement sur le territoire</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Impact environnemental élevé (faune, flore, seuils des cours d'eau)</li> <li>• Faible potentiel de création d'ouvrage sur le territoire</li> </ul>
MONTAGNE / COTEAUX / PLAINES	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Rénovation et optimisation des ouvrages existants</li> <li>• Projets innovants (ex : micro-turbines installées dans les arrivées d'eau du SMDEA)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coûts d'investissement élevés pour rénover des installations vétustes</li> <li>• Empêche de recouvrer la continuité sédimentaire des cours d'eau par la suppression des seuils existants</li> <li>• Débits qui diminuent au fil des années (changement climatique)</li> <li>• Renouvellement des concessions des grands barrages et ouverture à la concurrence</li> </ul>

Figure 49 : AFOM hydroélectricité

## Potentiel en énergie renouvelable – Production de chaleur

### Solaire thermique

Existant : 0 GWh

Potentiel : 35 GWh

Objectif PCAET 2026 : 14 GWh

Objectif PCAET 2050 : 44 GWh



#### Contraintes réglementaires

Le solaire thermique obéit aux mêmes contraintes réglementaires que le solaire photovoltaïque en toiture, c'est-à-dire les règles d'urbanisme.

#### Contraintes techniques

Le solaire thermique est utilisé principalement pour satisfaire les besoins en eau chaude sanitaire (ECS). Le potentiel de production du solaire thermique est donc limité aux besoins en ECS et le **potentiel net** est estimé à partir de la part de besoin en eau chaude sanitaire qu'il pourrait couvrir.

Ont été prises en compte les consommations en eau chaude sanitaire suivantes :

- des hôpitaux,
- des EHPAD,
- des piscines,
- des campings,
- des hôtels,
- des particuliers,
- de l'Habitat collectif,
- de l'Habitat individuel.

La méthode d'évaluation des consommations et de la production est disponible en annexe.

#### Potentiel

Le potentiel de production net de chaleur à partir de solaire thermique est estimé à **34 580 MWh/an** sur le territoire du SCoT Vallée de l'Ariège, soit un besoin de **104 100 m<sup>2</sup>** de panneaux positionnés en toiture. La répartition de cette consommation par type de consommateurs est décrite par la figure ci-dessous.

*Pour rappel, la surface totale des toitures des bâtiments considérés pour l'estimation des besoins en ECS (résidentiel, public, tertiaire) et situés en dehors des zones de contrainte est d'environ **4 980 000 m<sup>2</sup>**. La surface de panneaux solaires thermiques nécessaire pour répondre aux besoins de consommation d'eau chaude sanitaire estimée représente environ 2% de la surface totale de toiture des bâtiments concernés. Il y aura donc ponctuellement des conflits entre la mise en place de solaire photovoltaïque ou de solaire thermique suivant les toitures.*

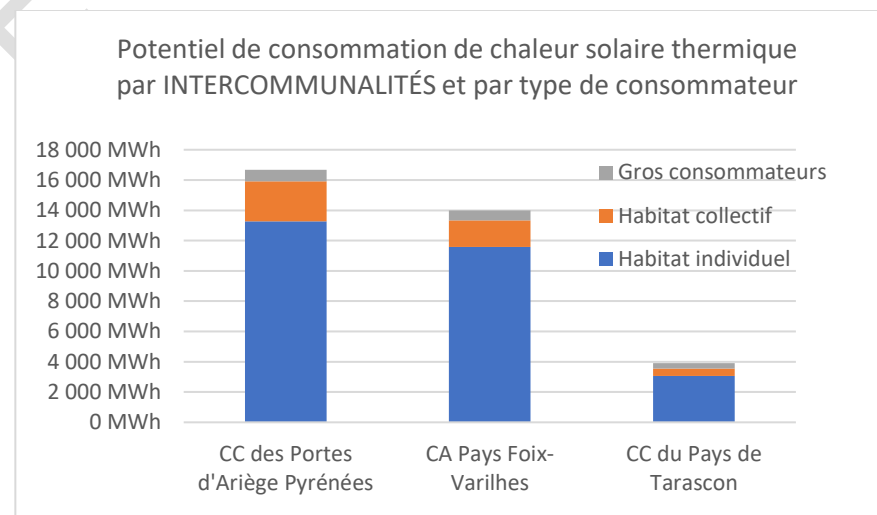


Figure 50 : Potentiel solaire thermique

La filière solaire thermique présente des opportunités de développement notables afin de mobiliser le potentiel local très peu mobilisé actuellement, qui diffèrent suivant les entités paysagères du territoire.

<b>Atouts</b>		<b>Faiblesses</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Ensoleillement important</li> <li>• Technologie connue et éprouvée pour la production d'eau chaude sanitaire</li> <li>• Installable chez les particuliers</li> <li>• Subventions du Fonds Chaleur ADEME disponibles pour des installations de tailles moyennes à grandes et du COTer pour les plus petites installations : contrat animé par le SDE09, venant en complément d'une mission chaleur renouvelable (conseil technique) de l'ALEDA</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Investissement initial important</li> <li>• Technologie à la notoriété plus faible et disposant de moins d'installateurs qualifiés que pour le solaire photovoltaïque</li> <li>• Coût de maintenance élevé</li> <li>• Nécessité d'un stockage de chaleur performant</li> <li>• Pas d'installation existante sur le territoire pouvant servir de retour d'expérience</li> </ul>	
<b>MONTAGNE</b>			
<b>Opportunités</b>		<b>Menaces</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décret tertiaire pour les bâtiments de +1000m<sup>2</sup> qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergies : pour le solaire thermique, il peut être pertinent pour les EHPAD notamment</li> <li>• Absence de réseau de gaz : nécessité de production de chaleur locale, en particulier avec la suppression des chaudières fioul</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des premières installations mal dimensionnées qui impactent les retours d'expérience sur la filière</li> <li>• Une installation de solaire thermique doit être correctement dimensionnée et mise en place : cela nécessite des installateurs formés</li> <li>• Concurrence entre solaire PV et solaire thermique sur les toitures disponibles</li> <li>• Des ombrages potentiels</li> </ul>	
<b>COTEAUX / PLAINE</b>			
<b>Opportunités</b>		<b>Menaces</b>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Décret tertiaire pour les bâtiments de +1000m<sup>2</sup> qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergies : pour le solaire thermique, il peut être pertinent pour les EHPAD notamment</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des premières installations mal dimensionnées qui impactent les retours d'expérience sur la filière</li> <li>• Une installation de solaire thermique doit être correctement dimensionnée et mise en place : cela nécessite des installateurs formés</li> <li>• Concurrence entre solaire PV et solaire thermique sur les toitures disponibles</li> </ul>	

Figure 51 : AFOM solaire thermique

## Bois énergie



*Existant : 360 GWh*  
*Potentiel : 145 GWh*  
*Objectif PCAET 2026 : 88 GWh*  
*Objectif PCAET 2050 : 104 GWh*

Le potentiel en bois-énergie est estimé à partir de la quantité d'énergie potentiellement produite à partir du bois pouvant être prélevé sur les forêts et les déchets verts du territoire.

Cette énergie peut être utilisée pour produire de la chaleur ou de l'électricité suivant le processus d'exploitation de la ressource.

## Forêts

### Contraintes techniques

Le potentiel de bois mobilisable sera limité au volume lié à l'accroissement biologique naturel des forêts afin de maintenir, voire augmenter, le niveau de couvert forestier global du territoire.

L'estimation du couvert forestier du territoire est obtenue à partir des données issues de Corine Land Cover (base de données européenne d'occupation biophysique des sols).

Les surfaces répertoriées en tant que forêts de conifères, forêts de feuillus et forêts mixtes seront retenues.

Les hypothèses d'accroissement de la forêt sont détaillées en annexe.

Les forêts occupent un peu plus d'un tiers de la surface totale du territoire, soit environ **385 km<sup>2</sup>** (38 480 ha) majoritairement situées sur l'Agglo Foix-Varilhes et la CC Pays de Tarascon.

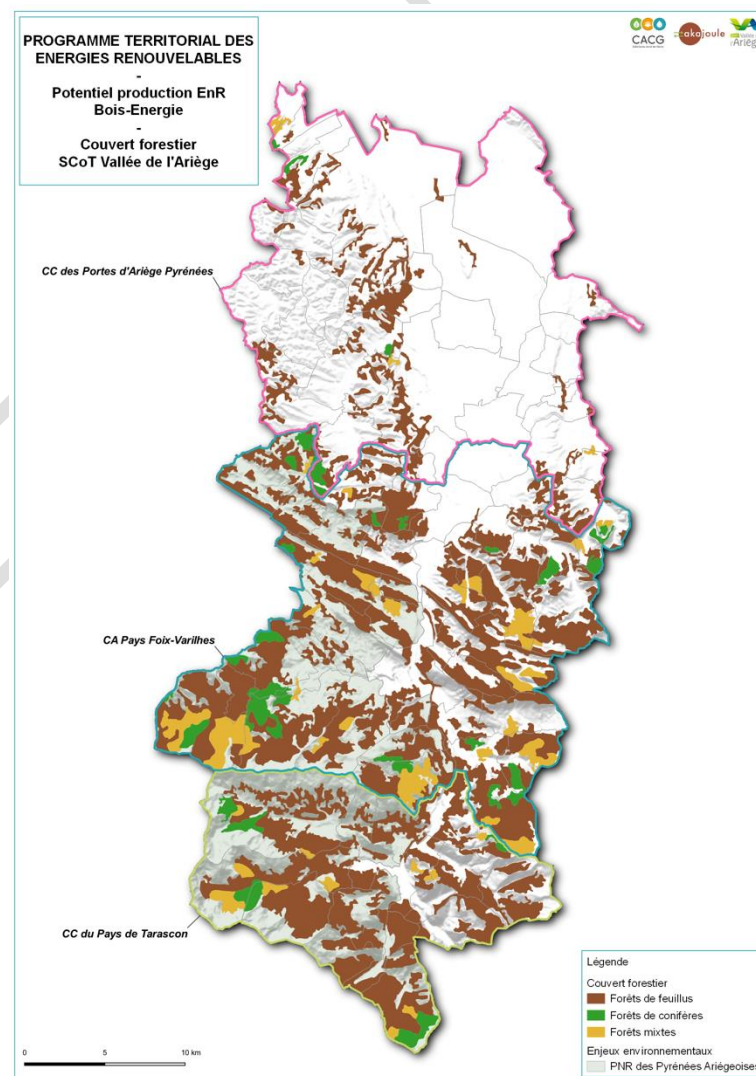


Figure 52 : Couvert forestier du territoire selon le type de forêt

Pour chaque type de forêt, les hypothèses suivantes seront utilisées pour évaluer le potentiel énergétique d'un m<sup>3</sup> de bois prélevé :

- Feuillus : 2,43 MWh<sub>PCI</sub>/m<sup>3</sup>
- Conifères : 2,13 MWh<sub>PCI</sub>/m<sup>3</sup>
- Mixte : 2,28 MWh<sub>PCI</sub>/m<sup>3</sup>

Du fait de son caractère montagneux, le territoire du SCoT Vallée de l'Ariège présente une accessibilité de la ressource en bois limitée par des contraintes d'exploitabilité. Le niveau d'exploitabilité des forêts du territoire est estimé à partir du pourcentage de la pente et de la distance de débardage, comme indiqué sur la matrice en annexe.

Une répartition des surfaces de forêts par niveau d'exploitabilité est alors réalisée.

Seules les surfaces de forêts ayant un niveau d'exploitabilité « Facile » ou « Moyenne » seront retenues : 33 410 ha, soit environ **87%** de la surface totale.

A ces surfaces sont retranchées les zones situées en zone à **enjeu paysager ou environnemental** fort, en particulier :

- Zones Natura 2000
- Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)
- Arrêtés de protection de biotopes
- Sites classés et inscrits.

*NB : les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ne génèrent pas de contraintes directes pour la gestion forestière courante. Il convient toutefois de vérifier systématiquement si des espèces protégées sont présentes afin de limiter l'impact sur les populations et les habitats. De même, les espaces boisés classés peuvent faire l'objet de prélèvements forestiers mais tout abattage peut être soumis à déclaration préalable.*

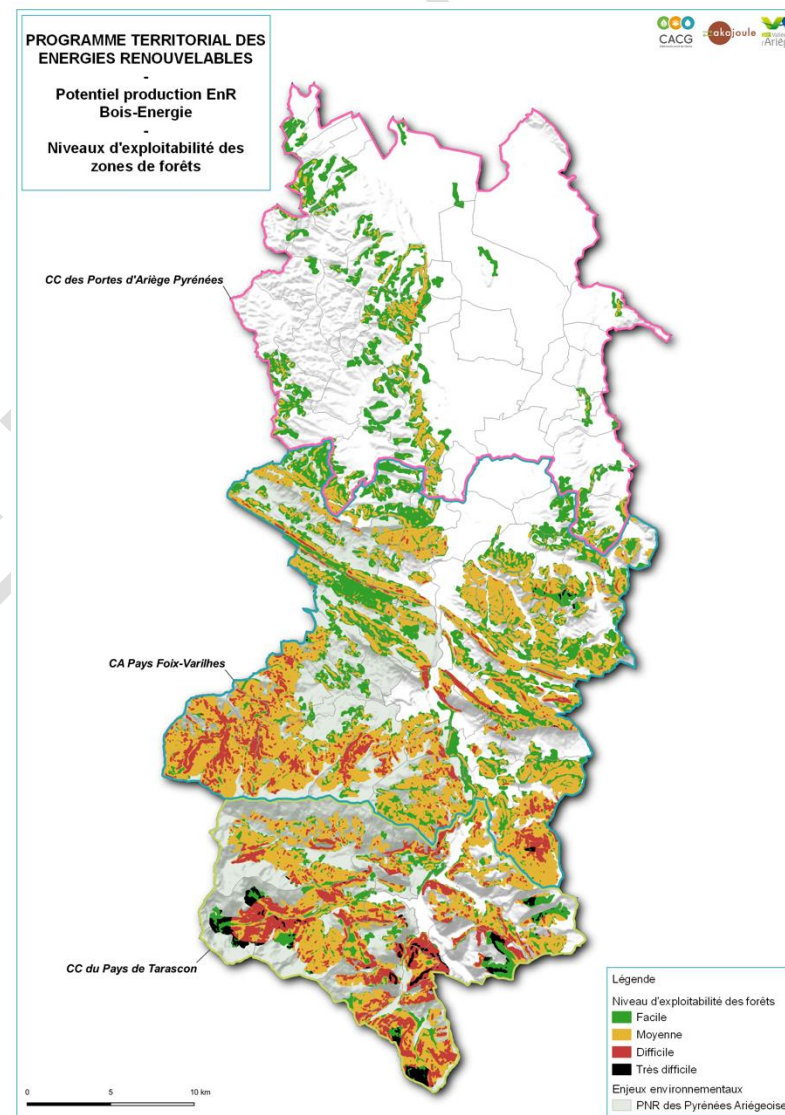


Figure 53 : Niveau d'exploitabilité des forêts

## Potentiel

Pour évaluer le volume potentiel de bois prélevé, un taux annuel moyen d'accroissement biologique des forêts de **5,2 m<sup>3</sup>/ha** sera utilisé<sup>7</sup>. Il s'agit de la quantité maximale estimée qu'il sera possible de prélever sans affecter le niveau de couvert forestier global du territoire.

Il sera considéré que la quantité de bois effectivement prélevée correspond à **100% de l'accroissement naturel** des surfaces de forêts mobilisables décrites précédemment. Les contraintes liées au morcellement (notamment la multiplicité des propriétaires privés) et à l'accessibilité effective des massifs forestiers ne sont pas prises en compte.

Enfin, les hypothèses suivantes concernant les taux d'utilisation du bois prélevé seront utilisées<sup>8</sup> :

- Pertes d'exploitation (hauteur de souches, traits de scie...) : **9%**
- Ratios d'utilisation du bois issu de la forêt :
  - Bois d'œuvre (BO) : 42%
  - Bois d'industrie (BI) : 23%
  - **Bois énergie : 36%**

Le potentiel annuel mobilisable en bois-énergie issu des forêts du territoire est estimé à environ **124 GWh**. Une attention particulière est portée sur la très forte proportion de la ressource située en zone à enjeu environnemental ou paysager (ZNIEFF, espaces boisés classés).

## Valorisation des déchets verts (partie ligneuse)

Les déchets verts issus de l'entretien des haies et espaces arborés publics ou privés peuvent être valorisés de différentes manières. Actuellement les méthodes les plus utilisées sont le compostage et

le broyage, permettant de réutiliser le compost ou le broyat pour l'entretien et le paillage des jardins et espaces verts. Mais ces déchets peuvent également constituer une part significative de la ressource en bois-énergie.

De plus, les obligations réglementaires de tri et de valorisation des biodéchets (incluant les déchets verts) à partir de 2025 nécessitent de trouver de nouvelles voies de traitement pour cette matière.

Sur le département de l'Ariège, les déchets verts représentent 20 000 tonnes de déchets annuels et sont produits à plus de 60% par des particuliers, à 17% par des entreprises et à 14% par des collectivités (*source : PLPDMA, SMECTOM, 2022*). Sur ces 20 000 tonnes, il est estimé qu'environ 20%<sup>9</sup> sont valorisables en bois-énergie sous le format de plaquette bocagère ou paysagère (cette hypothèse serait à étudier plus précisément en fonction du gisement local pour tout développement de projet), avec un potentiel de production énergétique de 4800 kWh<sub>PCI</sub>/tonne.

Le potentiel annuel mobilisable en bois-énergie issu de déchets verts ligneux sur le territoire est estimé à environ **19 GWh**.

NB : le potentiel bois est inférieur à la production de chaleur actuelle issue du bois. Ceci implique que du bois est actuellement importé sur le territoire pour alimenter l'ensemble des foyers chauffés au bois.

Cependant, il serait pertinent de mobiliser le levier commande publique afin de dynamiser la filière bois locale en la structurant et en lui permettant d'alimenter des chaufferies bois collectives, desservant des bâtiments publics.

<sup>7</sup> Source : Inventaire forestier IGN 2019

<sup>8</sup> Sources : AGRESTE. Memento filière Forêt-Bois ; IFN. L'IF n°28 : prélèvement de bois en forêt et production biologique

<sup>9</sup> CIBE – Synthèse sur les déchets verts.

La filière bois présente des opportunités de développement notables afin de mobiliser le potentiel local.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Source d'énergie déjà très développée sur le territoire chez les particuliers notamment</li> <li>• Technologie connue et éprouvée pour des chaudières bois énergie de toutes tailles</li> <li>• Installations possibles chez des particuliers (chaudières à granulés de petite puissance, poêles à bois)</li> <li>• Subventions du Fonds Chaleur ADEME disponibles pour des installations de tailles moyennes à grandes + du COTer pour les plus petites installations : contrat animé par le SDE09, venant en complément d'une mission chaleur renouvelable (conseil technique) de l'ALEDA</li> <li>• Coût des plaquettes bois faible</li> <li>• Ressource bois local importante</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Certains appareils de combustion individuels sont peu performants</li> <li>• Investissement initial et coûts de maintenance élevés pour les chaufferies bois collectives</li> <li>• Filière non organisée localement pour le bois énergie, attrait principal pour le bois d'œuvre</li> <li>• Complexité de mise en œuvre des réseaux de chaleurs de taille moyenne à grande (peu de zone avec une densité importante, urbanisme, capacité financière des collectivités...)</li> </ul>
MONTAGNE / COTEAUX / PLAINES	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Valorisation locale de la ressource en bois existante</li> <li>• Alimentation de réseaux de chaleur</li> <li>• Développement de filières bois locales exploitant le gisement disponible pour approvisionner les territoires voisins</li> <li>• Augmentation du coût du gaz pour les zones concernées</li> <li>• Interdiction de mise en place de chaudière fioul neuve (juillet 2022) : une production de chaleur locale sera nécessaire pour les zones non desservies en réseau de gaz</li> <li>• Décret tertiaire pour les bâtiments de +1000m<sup>2</sup> qui fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergies</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Importation de bois</li> <li>• Risque d'une mauvaise gestion et exploitation des forêts</li> <li>• Nécessité d'installations bien dimensionnées, et respectant les normes qualité de l'air</li> </ul>

Figure 54 : AFOM bois énergie

## Géothermie



Existant : 0 GWh

Potentiel : 190 GWh

Objectif PCAET 2026 : 19 GWh

Objectif PCAET 2050 : 58 GWh

La chaleur prélevée en géothermie basse énergie peut provenir :

- des aquifères : l'eau d'une nappe souterraine est pompée par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs forages pour l'acheminer jusqu'à une pompe à chaleur (géothermie très basse énergie) ou un réseau de chaleur (géothermie basse énergie) afin d'en prélever les calories, avant de la réinjecter dans l'aquifère par l'intermédiaire d'un second ou de plusieurs forages.
- d'un échange avec le sol (géothermie très basse énergie) : des sondes en U dans lesquelles circule un fluide caloporteur sont posées dans des forages de maximum 200 m de profondeur (cette profondeur est la limite avant la nécessité de demander une autorisation de forage selon le code minier).

Le gisement de chaleur ainsi accessible est principalement valorisable pour des usages de chauffage des bâtiments, de production d'eau chaude sanitaire et de froid dans les secteurs résidentiels et tertiaires.

### Géothermie sur nappe

#### Contrainte réglementaire

Le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (BRGM) met à disposition une cartographie des zones réglementaires éligibles à la Géothermie de Minime Importance (GMI). La GMI est régie par le code Minier, le code Minier Nouveau ainsi que différents décrets.

Le BRGM, définit ainsi un zonage du territoire sur 3 niveaux spécifiquement pour la GMI sur nappe :

- zones éligibles à la GMI
- zones éligibles à la GMI sous réserve de validation après avis d'expert
- zones non éligibles à la GMI (contraintes fortes interdisant la géothermie de surface).

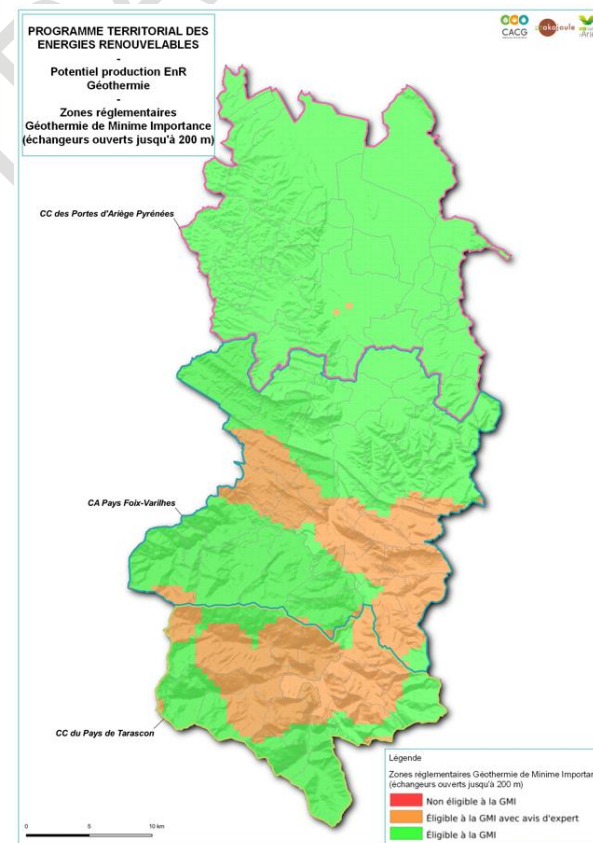


Figure 55 : Zones réglementaires GMI - Nappes



Il n'existe pas de zone non éligible à la GMI sur le territoire. Le potentiel géothermique sur nappe est donc considéré comme mobilisable dans son intégralité.

**Focus sur la valorisation énergétique des eaux thermales sur la commune d'Ornolac-Ussat-les-Bains**

Une étude du BRGM est en cours sur la valorisation de la chaleur produite par les thermes. Le reliquat énergétique disponible au niveau des thermes permettrait ainsi, par la création d'un réseau de chaleur, d'alimenter efficacement des bâtiments à proximité : logements, maison de retraite (130 MWh/an dédiés au chauffage), poste.

**Potentiel**

Une étude du BRGM menée en 2011 met en évidence un potentiel significatif en géothermie sur nappe sur la partie Nord du territoire. Celui-ci sera à approfondir dans le cas de projets ponctuels :

- note d'opportunité par le dispositif de COTER (Contrat d'Objectif Territorial) porté par le SDE09 sur l'Ariège.
- étude de faisabilité dans le cas d'un projet précis.

Le BRGM évalue la part des besoins en chaleur des secteurs résidentiels et tertiaires, limités aux bâtiments existants à la date de l'étude, pouvant être couverts par la géothermie sur nappe. Le potentiel mobilisable est détaillé à l'échelon communal, comme indiqué sur la carte ci-après.

Le gisement est donc principalement concentré sur la CC des Portes d'Ariège Pyrénées qui allie un **potentiel fort de la ressource** à des **besoins en chaleur locaux importants**.

Le potentiel global sur le territoire du SCoT Vallée de l'Ariège est estimé à **37 GWh** environ.

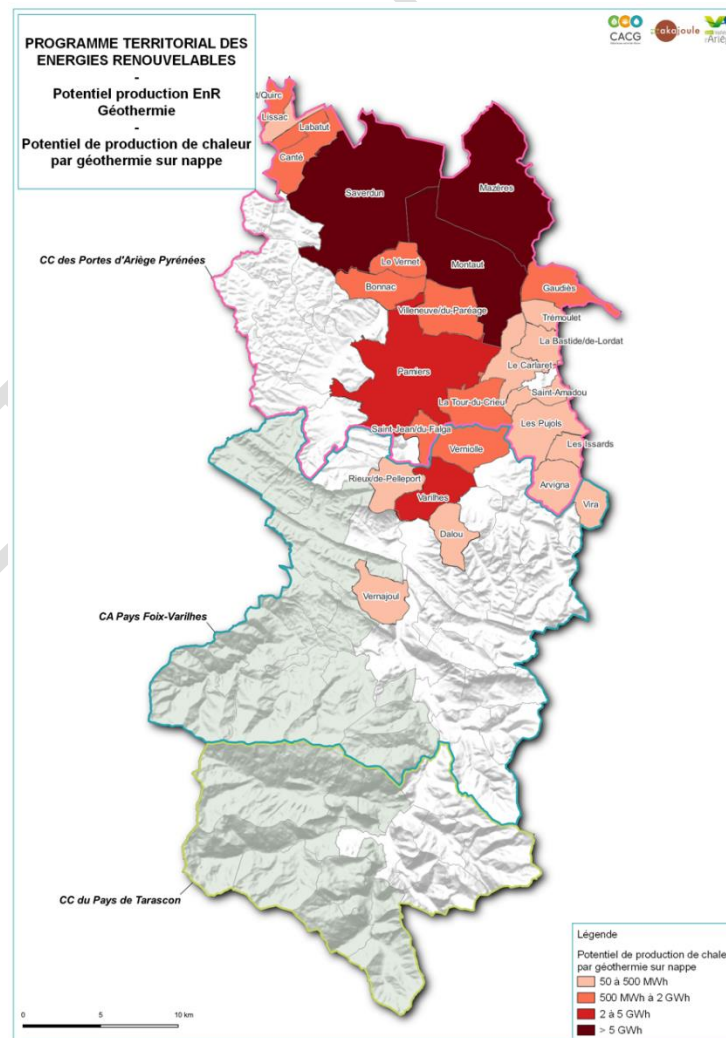


Figure 56 : Potentiel géothermie sur nappe

## Géothermie sur sonde

### Contrainte réglementaire

Un zonage du territoire sur 3 niveaux spécifique à la GMI sur sondes est également produit par le BRGM.

La commune de Tarascon-sur-Ariège est classée en zone non éligible à la GMI. Aucun potentiel géothermique sur sondes ne sera considéré comme mobilisable sur ce secteur.

### Potentiel

Pour les zones présentant un potentiel mobilisable à la fois en géothermie sur nappe et en géothermie sur sondes, le BRGM priorise le recours à la géothermie sur nappes.

Le potentiel en géothermie d'un territoire est difficile à estimer : théoriquement, la ressource est présente partout.

En première approche, le potentiel brut de la ressource est évalué en considérant l'implantation de sondes géothermiques autour de l'ensemble des bâtiments résidentiels et tertiaires du territoire avec les hypothèses suivantes.

- L'implantation des sondes géothermiques n'est possible que dans une bande comprise entre 3 m et 20 m autour des bâtiments concernés, à raison d'une sonde pour 100 m<sup>2</sup> de surface disponible.
- Aucune sonde ne peut être implantée dans des zones de végétation arborée.
- Aucune sonde ne peut être implantée sur l'emprise au sol des monuments historiques ni sur celles des sites inscrits et classés.
- Aucune sonde ne peut être implantée en zone « non éligible à la GMI », et seulement 50% de la ressource sera considérée mobilisable en zone « éligible à la GMI avec avis d'expert ».
- La part du potentiel mobilisable sur sondes est inversement proportionnelle au potentiel mobilisable sur nappe estimé sur la commune.

- 1 sonde produit annuellement 12 MWh de chaleur

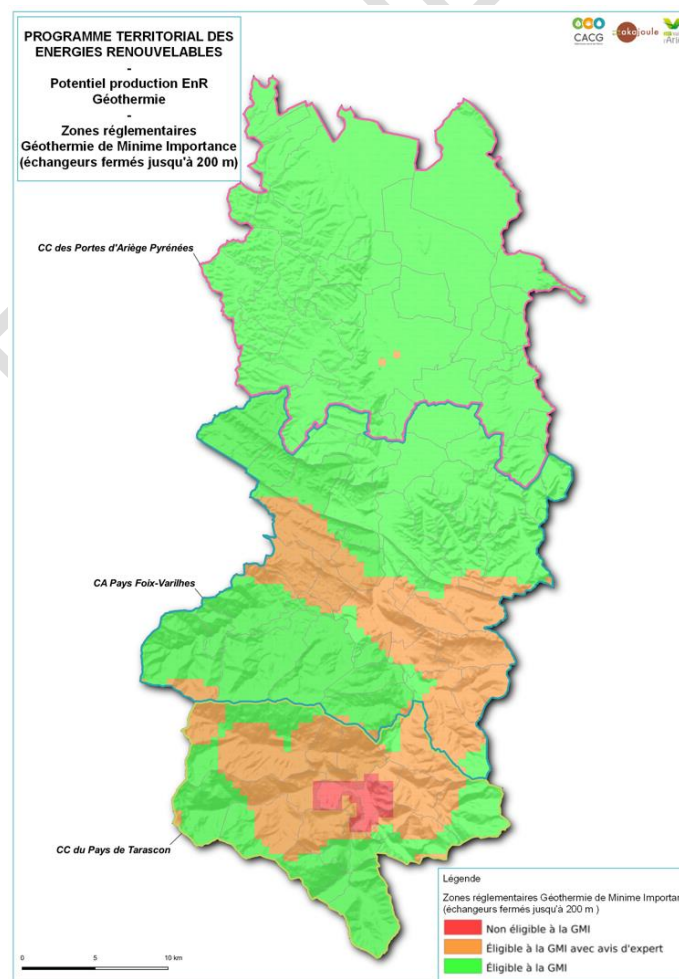


Figure 57 : Zones réglementaires de Géothermie de Minime Importance sur Sondes

Le potentiel brut théorique ainsi évalué s'élève à plus de 3,5 TWh. Cela représente près de 2 fois la consommation totale en énergie de l'ensemble du territoire.

Pour l'estimation du potentiel mobilisable, il est donc considéré que la géothermie peut couvrir **100% des besoins de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire** actuellement couverts **par le gaz ou des produits pétroliers** pour les secteurs **résidentiel et tertiaire** en appliquant les mêmes hypothèses et contraintes (végétation, zonage GMI...) que pour l'estimation du potentiel brut. Lorsqu'il existe un potentiel mobilisable en géothermie sur nappe, celui-ci sera considéré comme prioritaire et devra donc être déduit des consommations d'énergies « substituables » par de la géothermie (chauffage et production d'ECS des secteurs résidentiel et tertiaire actuellement couverts par le gaz et les produits pétroliers en dehors des zones de contraintes) pour obtenir le potentiel mobilisable en géothermie sur sondes. Sur l'ensemble du territoire, ce potentiel est évalué à environ **190 GWh**.

*Remarque : La loi d'accélération des énergies renouvelables du 10 mars 2023 facilite le recours à la géothermie, d'une part, en systématisant le recours à cette énergie (intégration dans les études de faisabilité technique et économique pour l'alimentation énergétique des bâtiments) et, d'autre part, en clarifiant le cadre juridique pour favoriser une concurrence équitable entre foreurs (géothermie, eau). Les travaux de simplification des régimes applicables aux forages pourront débiter plus rapidement. Ces dispositions législatives sont par ailleurs complétées par le plan d'action annoncé le 2 février 2023 par Agnès Pannier-Runacher, ministre de la Transition énergétique.*

La filière géothermie présente des opportunités de développement notables afin de mobiliser le potentiel local.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des performances énergétiques très satisfaisantes et coûts d'exploitation moindres, garantis sur le long terme)</li> <li>• Subventions du Fonds Chaleur ADEME disponibles pour des installations de tailles moyennes à grandes + du COTer pour les plus petites installations : contrat animé par le SDE09, venant en complément d'une mission chaleur renouvelable (conseil technique) de l'ALEDA</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Manque de connaissance des maitres d'ouvrage</li> <li>• Mise en œuvre complexe</li> <li>• Un investissement initial élevé</li> <li>• Peu d'installateurs qualifiés</li> </ul>
MONTAGNE / COTEAUX / PLAINES	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Bâtiments neufs, pour respecter la Réglementation Thermique/RE2020 (compatible avec une pompe à chaleur géothermique &amp; plancher chauffant)</li> <li>• Un fort potentiel du territoire pour des installations géothermiques sur aquifère</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• D'autres technologies de chauffage moins efficaces mais plus faciles à mettre en œuvre telles que les pompes à chaleur aérothermiques qui sont déjà développées sur le territoire</li> </ul>

Figure 58 : AFOM géothermie

## Potentiel en énergie renouvelable – Production de biogaz

Existant : 25 GWh

Potentiel : 155 GWh

Objectif PCAET 2026 : 20 GWh

Objectif PCAET 2050 : 60 GWh



Le biogaz peut être utilisé pour produire de l'électricité, de la chaleur et/ou du biométhane à partir d'une même ressource. En cas de valorisation par production et injection dans les réseaux de gaz, le biométhane est « prioritaire » sur le gaz d'origine fossile. Cela permet de réduire directement l'impact climatique de la consommation de gaz et d'augmenter dans les mêmes proportions l'autonomie énergétique du territoire.

L'évaluation de la ressource en biogaz sur le territoire est issue d'une étude menée par Solagro publiée en février 2018 par l'ADEME, GRDF et GRTgaz évalue les **potentiels de méthanisation à la maille canton**.

Les estimations regroupent, par canton, les potentiels de production de biogaz (exprimés en GWh PCS avant rendement de conversion en gaz injectable) accessibles par les ressources primaires suivantes :

- résidus de cultures
- déjections d'élevage
- herbes
- cultures intermédiaires multi-services environnementaux (CIMSE)
- résidus des industries agro-alimentaires (IAA)
- biodéchets.

Il s'agit bien d'utiliser des sous-produits existants, et en aucun cas entraîner la mise en place de cultures industrielles dédiées.

On notera que les potentiels de méthanisation des boues de station d'épuration ne sont pas pris en compte dans cette estimation.

NB : il est estimé qu'une STEP de minimum 30 000 équivalent-habitants est nécessaire pour qu'une unité de méthanisation soit faisable. Il n'existe pas d'installation de cette taille sur le territoire, toutefois des réflexions sont en cours sur l'opportunité d'une unité de méthanisation mutualisée entre les STEP de Foix et Pamiers.

Dans le cadre de la valorisation du biogaz par production et injection de biométhane dans les réseaux de gaz, il convient de prendre en compte les capacités d'accueil du réseau de distribution.

La carte ci-joint met en regard les potentiels de méthanisation par canton avec les capacités d'accueil des réseaux de distribution de gaz existants du secteur.

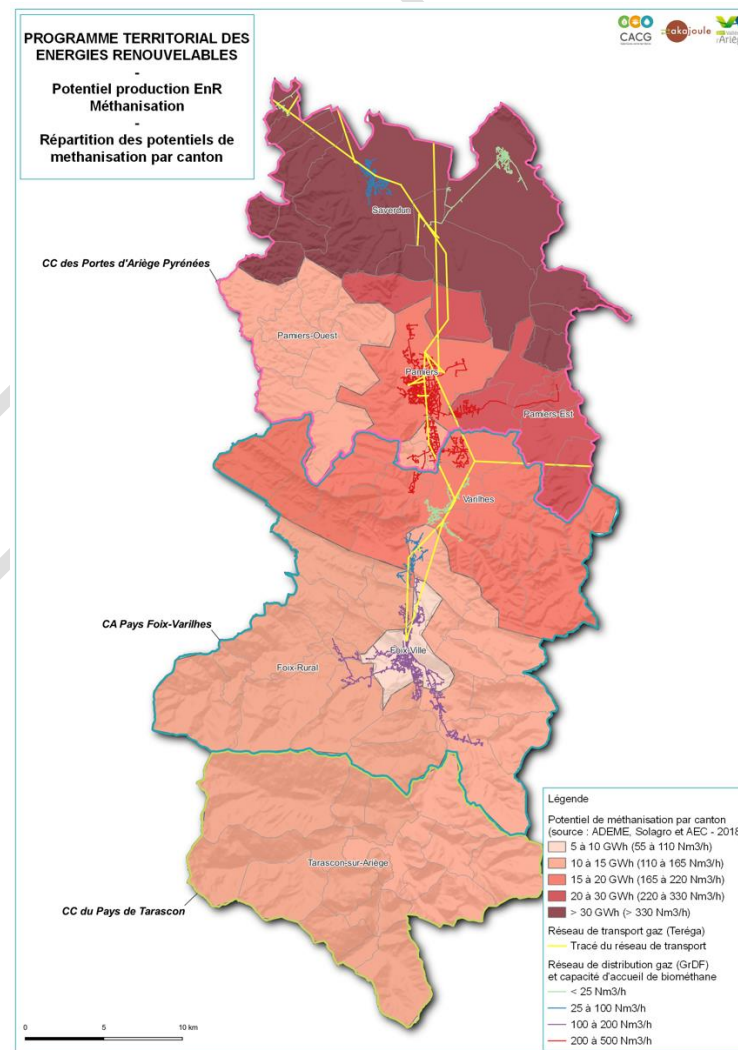
On notera que les potentiels de méthanisation les plus élevés se situent dans le canton de Saverdun alors que les capacités d'accueil des réseaux de distribution du secteur semblent limitées : inférieures à 100 Nm<sup>3</sup>/h. Le réseau Térega pourrait néanmoins accroître les possibilités de distribution sur ce secteur grâce aux capacités d'injection supplémentaires qu'il propose. D'autres voies de valorisation (cogénération, production de bio-GNV...) ou des travaux de renforcement des réseaux peuvent être envisagés en cas de saturation des capacités d'injection des réseaux existants.

Les réseaux de distribution de gaz du reste du territoire, de Pamiers à Saint-Paul-de-Jarrat, sont maillés (i.e. interconnectés) ce qui permet de mutualiser, sous réserve de faisabilité technique, leur capacité d'accueil jusqu'à 400 Nm<sup>3</sup>/h environ.

Il n'existe actuellement pas de poste de rebours connu (existant ou en projet) sur les réseaux du territoire. Une réflexion est cependant en cours pour mettre en œuvre un exemple de rebours dans le Gers. Une telle installation permet, en cas de production locale supérieure à la consommation du territoire, de rediriger le biométhane injecté sur

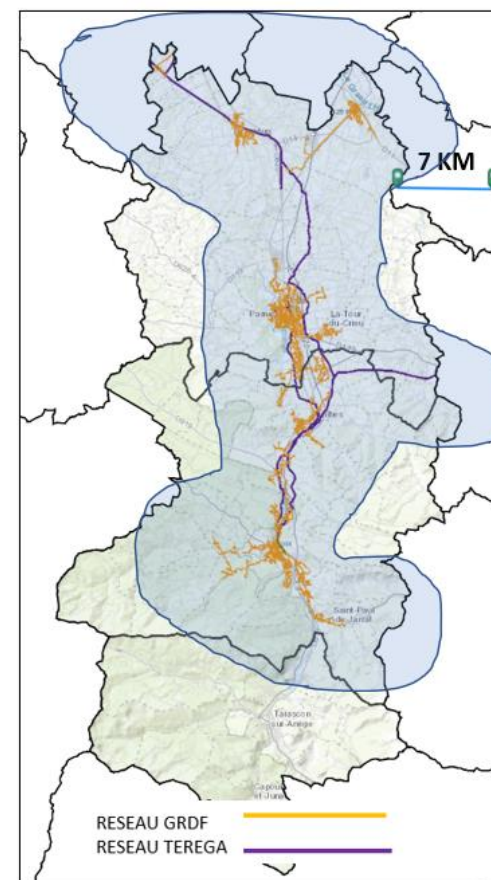
le réseau de distribution vers le réseau de transport de gaz pour qu'il puisse être consommé sur d'autres secteurs.  
 Sur l'ensemble du territoire, le potentiel de méthanisation est évalué à **155 GWh** environ.

La filière de méthanisation présente des opportunités de développement notables afin de mobiliser le potentiel local.



**Figure 59 : Répartition des potentiels de méthanisation à la maille canton tracé des réseaux de gaz et capacités d'accueil du réseau de distribution**

Sachant que les extensions moyennes pour un projet de méthanisation en injection sont d'environ 7 km et que les réseaux Terega et GRDF peuvent tous deux accueillir du biométhane, la zone de « chalandise » des projets en injection pourrait correspondre à la zone bleutée représentée sur la figure 61.



**Figure 60 : Répartition des potentiels de méthanisation à la maille canton tracé des réseaux de gaz et capacités d'accueil du réseau de distribution**

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Production d'une énergie renouvelable, stockable, locale, et continue</li> <li>• Technologie connue et éprouvée</li> <li>• Production d'énergie sous différente forme : électricité et chaleur ; ou gaz à injecter sur le réseau ; ou de biogaz véhicule</li> <li>• Double valorisation des déchets : énergie ET retour au sol du digestat (fertilisation des sols)</li> <li>• Création d'emplois locaux non délocalisables</li> <li>• Diminution des émissions de gaz à effet de serre liées au stockage des effluents (émissions de méthane) et grâce à la substitution d'énergie fossile (gaz naturel, chaleur, électricité). Division par 10 des émissions de CO2 par rapport au gaz naturel.</li> <li>• Deux installations en service sur le territoire =&gt; projets vitrine pour la filière en local</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Acceptabilité sociale (nuisances, intégration paysagère)</li> <li>• Nécessité de valorisation de la chaleur ou de l'épandage</li> <li>• Nécessité d'une diversité de substrats pour l'alimentation de l'installation</li> <li>• Artificialisation des sols en zone agri-naturelle (mitage du paysage)</li> </ul>
MONTAGNE / COTEAUX / PLAINES	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Amélioration de la facture énergétique du territoire par la baisse des importations d'énergie (favorise l'autonomie énergétique)</li> <li>• Construction de boucles d'économies locales par la valorisation de déchets et le retour au sol (économie circulaire)</li> <li>• Potentiel levier de transition vers l'agroécologie : diminuer le recours aux fertilisants de synthèse, développer les CIVE (<b>Cultures Intermédiaires à Vocation Énergétique</b>) et diversifier les assolements,             <ul style="list-style-type: none"> <li>• Potentiels bénéfiques pour les agriculteurs : diversification des revenus, réorganisation du travail et diminution de la charge de travail en cas de mutualisation (épandage notamment), économies sur l'achat d'engrais minéraux grâce au digestat.</li> </ul> </li> <li>• Possibilité de valorisation des biodéchets / des boues de stations d'épuration : futurs potentiels liés aux obligations réglementaires de valorisation des déchets</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Pour les installations en injection, les possibilités de raccordement sont limitées sur le territoire comme réseau gaz ne dessert pas toutes les communes</li> <li>• Distances parcourues par les camions pour l'approvisionnement ou l'épandage</li> <li>• Nuisances liées au passage des camions</li> <li>• Acceptabilité sociale</li> <li>• Approvisionnement en substrat complexe à garantir</li> <li>• La course aux intrants pour améliorer la rentabilité de l'installation pourrait conduire à intensifier les pratiques</li> <li>• Prise de risque pour le milieu agricole lié aux investissements.</li> </ul>
MONTAGNE	
Opportunités	Menaces



<ul style="list-style-type: none"> <li>En zone de montagne : propose une solution de traitement très locale pour les effluents d'élevage – plus petits projets de cogénération à la ferme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Loi Montagne</li> </ul>
<b>PLAINES</b>	
<b>Opportunités</b>	<b>Menaces</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>Potentiels de <b>projets plus importants en injection et sur différents types de gisements, pas uniquement agricole</b></li> </ul>	

Figure 61 : AFOM biogaz

VERSION DE TRAVAIL

## Potentiel en énergie renouvelable – Récupération de chaleur fatale



Existant : 0 GWh

Potentiel : 48 GWh

Objectif PCAET 2050 : 7 GWh

La chaleur fatale est la chaleur produite lors d'un processus, mais ne correspondant pas à l'objet premier de ce processus, et qui est, de ce fait, perdue sans être utilisée. Elle peut provenir de sources diverses, telles que des industries, des usines d'incinération, des stations d'épuration, des data centers, ou encore des bâtiments tertiaires. On estime qu'environ un tiers de l'énergie consommée par l'industrie est dissipée sous forme de chaleur fatale.

Le **potentiel brut de récupération de chaleur fatale** est un potentiel théorique prenant en compte la consommation énergétique de combustibles (gaz, fioul, charbon, bois) de l'industrie.

Selon les études de l'ADEME, environ **17% de la consommation de combustible** en industrie est perdue en chaleur fatale de plus de 100°C potentiellement valorisable par récupération.

L'agence ORE (Opérateurs de Réseaux d'Énergie) publie les données de consommation annuelle d'électricité et gaz par secteur d'activité agrégées à la maille IRIS.

Ces données sont consolidées à la maille intercommunale pour estimer la part de combustibles dans le mix énergétique des industries.

Les sites industriels classés ICPE, notamment les installations de combustion (n°2910), de compression (n°2920) ou de refroidissement évaporatif (n°2921), sont susceptibles d'avoir un potentiel significatif de chaleur fatale de récupération.

Par ailleurs, les installations classées ICPE (soumises au régime d'autorisation) :

- d'une puissance thermique nominale totale supérieure à 20 MW générant de la chaleur fatale non valorisée
- et les installations de productions d'énergie de plus de 20 MW dans un réseau de chaleur et de froid

Ont l'obligation depuis 2015 de réaliser une analyse des coûts avantages de la valorisation de chaleur fatale<sup>10</sup>.

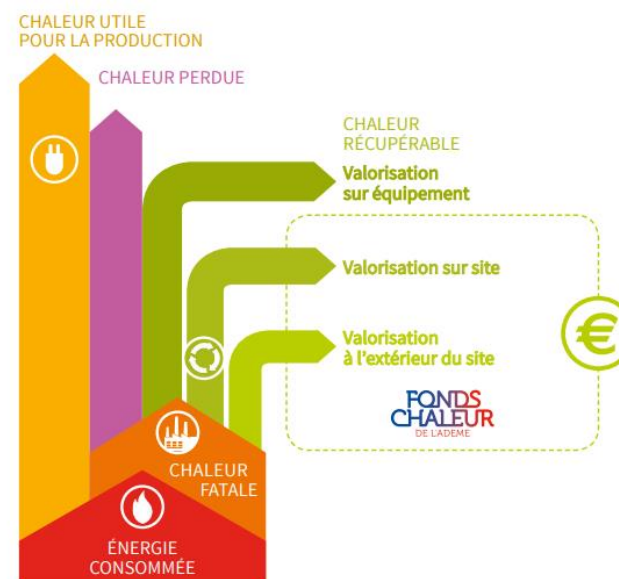
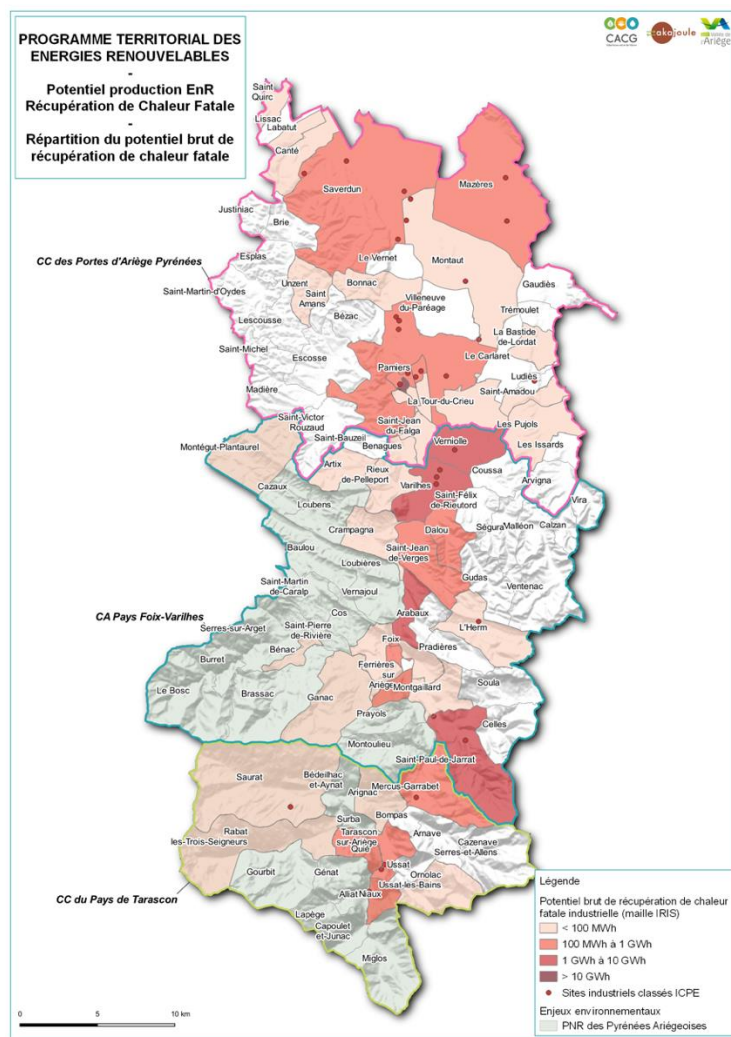


Figure 62 : Comment valoriser la chaleur fatale ? - Source : ADEME

<sup>10</sup> Décret du 14 novembre 2014 transposant l'article 14.5 de la directive européenne 2012/27/UE sur l'efficacité énergétique.



La carte ci-contre regroupe :

- les estimations de gisement brut de chaleur fatale dans l'industrie à la maille IRIS,
- la localisation des sites industriels classés ICPE

A l'échelle du territoire du SCoT Vallée de l'Ariège, la part de consommation de fioul et de gaz dans le mix énergétique du secteur industriel est estimée à environ 63% (contre environ 60% pour l'ensemble de la région l'Occitanie).

Cela représente une consommation d'énergie par combustion d'environ **288 GWh**, soit un gisement brut de chaleur fatale sur le territoire d'environ **48 GWh**.

**Figure 63 : Répartition du gisement brut récupération de chaleur fatale industrielle et localisation des sites industriels classés ICPE**

La filière récupération de chaleur fatale présente des opportunités de développement afin de mobiliser le potentiel local.

Atouts	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Exploitation de chaleur « gratuite » et perdue</li> <li>• Développement de synergies d'acteurs locaux sur le long terme</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nécessité d'une étude fine de gisement</li> <li>• Investissements variables selon les projets</li> </ul>
MONTAGNE / COTEAUX / PLAINES	
Opportunités	Menaces
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Alimentation de réseaux de chaleur</li> <li>• Plusieurs industriels locaux</li> <li>• Un coût de l'énergie qui augmente et pousse les industriels à chercher des solutions alternatives</li> <li>• Plusieurs appels à projet de l'ADEME sont en cours début 2022 sur le sujet de la décarbonation de l'industrie</li> <li>• En 2022, il existe des aides aux études de préfiguration d'une démarche d'écologie industrielle et territoriale</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Inadéquation temporelle ou géographique des besoins et des gisements</li> <li>• Gisements inconnus</li> </ul>

Figure 64 : AFOM chaleur fatale

## Bilan des potentiels ENR

Le territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège bénéficie d'un potentiel ENR varié, lui permettant d'atteindre une ambition TEPOS.

Il dispose des ressources locales pour produire de l'électricité renouvelable, mais aussi de la chaleur renouvelable, et du biogaz.

Une part de ce potentiel est déjà exploitée, comme par exemple l'hydroélectricité, dont le potentiel est d'ores et déjà atteint. D'autres ne sont encore pas, ou peu, exploités : la géothermie, ou encore la récupération de chaleur fatale.

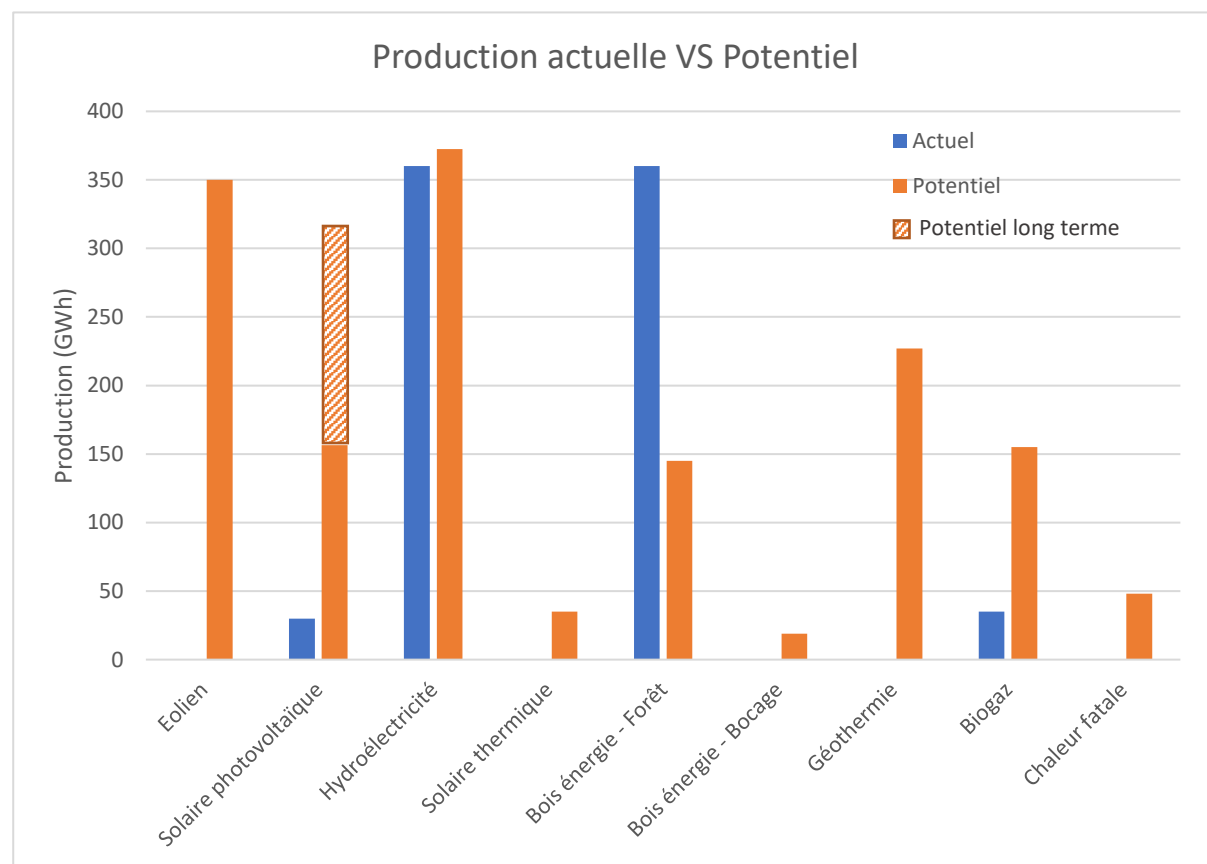


Figure 65 : Comparaison entre le potentiel et la production initiale

Le territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège présente un potentiel varié en énergies renouvelables (ENR), lui permettant d'atteindre une ambition de Territoire à Énergie Positive (TEPOS). Il dispose des ressources locales pour la production d'électricité renouvelable, de chaleur renouvelable et de biogaz. Une partie de ce potentiel est déjà exploitée, comme c'est le cas de l'hydroélectricité, dont le potentiel est déjà atteint. Cependant, d'autres sources d'énergies renouvelables ne sont pas encore, ou peu, exploitées, telles que la géothermie ou la récupération de chaleur fatale.

En ce qui concerne le potentiel photovoltaïque, il est relativement important compte tenu de l'ensoleillement du territoire. Il est essentiel de distinguer les différentes technologies qui ont des degrés de complexité variables en termes d'installation et qui offrent des niveaux de production différents. La loi d'accélération des énergies renouvelables a introduit plusieurs mesures visant à accélérer le déploiement du solaire photovoltaïque et à faciliter l'implantation de projets sur les délaissés autoroutiers, les parkings ou les toitures. D'autres types de projets, tels que l'agrivoltaïsme (l'utilisation combinée de l'agriculture et de la production d'énergie solaire), nécessitent encore des précisions afin de se développer de manière raisonnée et encadrée.

L'éolien est au cœur des enjeux de développement des énergies renouvelables. Dans tous les scénarios de référence de RTE, de l'association négaWatt et de l'ADEME, l'éolien est systématiquement la première source de production d'électricité renouvelable, voire la toute première source de production. Sur le territoire, bien que celui-ci puisse sembler initialement contraint en raison des réglementations et des zonages environnementaux, il existe néanmoins des zones favorables au déploiement de cette énergie renouvelable, et elles sont assez nombreuses pour atteindre les objectifs du PCAET. Étant donné les nombreux paramètres à prendre en compte, pour qu'un projet éolien soit développé (c'est-à-dire pour lequel des études approfondies sont lancées), plusieurs sites doivent être étudiés initialement. Ainsi, il est nécessaire d'étudier plusieurs sites (environ 6), d'en développer certains (environ 3) pour en construire un. Pour 4 sites construits, il faut avoir étudié une vingtaine. De plus, le temps de développement d'un projet éolien est long, d'environ 9 ans, y compris les délais de recours. Il est

donc important de prévoir une période d'environ une décennie pour la mise en place d'un projet éolien, ce qui représente un laps de temps significatif dans la planification des objectifs d'énergies renouvelables. Concernant la puissance installée, une éolienne de 3 MW produit en moyenne 7200 MWh par an. À titre de comparaison, il faudrait environ 6 à 7 hectares densément équipés de panneaux photovoltaïques pour produire la même quantité d'électricité, ce qui représente un facteur 30 en termes d'occupation du sol. Par conséquent, un parc éolien avec 5 éoliennes (1 ha) équivaut à une centrale photovoltaïque de 30 hectares.

La filière de l'hydroélectricité présente des opportunités de développement limitées sur le territoire du SCoT de la Vallée de l'Ariège, étant donné que le potentiel hydroélectrique est déjà largement exploité. Cependant, de nouveaux enjeux se posent récemment concernant cette technologie, notamment en raison des épisodes de sécheresse qui ont eu lieu ces dernières années. Il est légitime de s'interroger sur l'avenir de l'hydroélectricité à l'aune du changement climatique, avec une raréfaction de l'eau et une variabilité annuelle des précipitations différente de celle sur laquelle reposent les modèles économiques actuels. Dans ce contexte, de nouvelles réflexions émergent quant à l'utilisation des réserves d'eau de montagne, qui sont généralement utilisées pour couvrir les besoins énergétiques pendant l'hiver. Il est envisagé de mobiliser ces réserves pour soutenir les débits d'étiage (période de juin à octobre) afin de préserver la biodiversité, maintenir un niveau suffisant dans les nappes phréatiques pour l'alimentation en eau potable, et garantir l'approvisionnement en eau pour l'agriculture. Cette approche permettrait d'adapter la gestion de l'hydroélectricité aux contraintes du changement climatique et de mieux concilier les besoins énergétiques, environnementaux et socio-économiques du territoire.

Les potentiels en chaleurs renouvelables sont nombreux et souvent moins exploités par rapport aux énergies renouvelables électriques. Parmi ces potentiels, la filière solaire thermique offre des opportunités de développement significatives pour exploiter les ressources locales qui sont actuellement peu mobilisées. Des textes réglementaires vont dans ce sens, le décret tertiaire pour les bâtiments de plus de 1000 m<sup>2</sup> fixe des objectifs de réduction des consommations d'énergie. Pour le solaire

thermique, cette réglementation peut être pertinente, notamment pour les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) et autres structures similaires.

Lorsqu'on aborde le sujet de la chaleur, notamment sur un territoire tel que le nôtre, l'utilisation du bois et sa valorisation en tant que source d'énergie semblent évidents. Cependant, cette réalité n'est pas encore tout à fait établie. Le bois est une ressource énergétique déjà largement exploitée par les particuliers sur le territoire. Néanmoins, la filière du bois-énergie n'est pas encore suffisamment organisée localement, car l'intérêt principal se porte sur le bois d'œuvre. De plus, les chaufferies bois collectives nécessitent des investissements initiaux importants ainsi que des coûts de maintenance élevés. La mise en place de réseaux de chaleur de taille moyenne à grande est également complexe, en raison de la faible densité de certaines zones, des contraintes urbanistiques et des capacités financières limitées des collectivités. À partir de juillet 2022, l'installation de chaudières fioul neuves sera interdite, ce qui rendra nécessaire la mise en place de solutions de production de chaleur locales dans les zones non desservies par un réseau de gaz. Ainsi, bien que le bois soit une ressource locale abondante et que son utilisation pour la production de chaleur soit pertinente, il reste encore des défis à relever pour organiser la filière du bois-énergie, mettre en place des réseaux de chaleur adaptés et promouvoir les solutions de production de chaleur locales, notamment dans le cadre des objectifs fixés par le décret tertiaire pour les bâtiments de grande taille.

Concernant la géothermie, il existe différents types d'installations qui permettent de produire de la chaleur renouvelable : la géothermie de surface qui exploite la chaleur présente dans les premiers mètres du sol à l'aide de capteurs horizontaux ou verticaux ou la géothermie profonde qui consiste à exploiter la chaleur située en profondeur en forant des puits géothermiques et la géothermie sur aquifère qui exploite la chaleur contenue dans les nappes phréatiques. En ce qui concerne notre territoire, il présente un fort potentiel pour l'implantation d'installations géothermiques sur aquifère. Plus spécifiquement, la Communauté de Communes des Portes d'Ariège Pyrénées se distingue par un gisement géothermique prometteur, associé à des besoins en chaleur locaux

importants. Cependant, le développement de la géothermie sur notre territoire rencontre divers défis, notamment le manque de connaissances des maîtres d'ouvrage sur les avantages et les modalités de mise en œuvre de cette technologie, la complexité de sa mise en place, les coûts initiaux élevés et la pénurie d'installateurs qualifiés.

Sur une partie du territoire, le gaz naturel est actuellement utilisé comme source d'énergie. Cependant, le biogaz représente une alternative intéressante car il peut être utilisé pour produire de l'électricité, de la chaleur et même du biométhane, tout cela à partir d'une même ressource. Lorsque le biogaz est valorisé par sa production et son injection dans les réseaux de gaz, le biométhane bénéficie d'une priorité sur le gaz d'origine fossile. Cela signifie que le biométhane est considéré comme étant plus important et est préférentiellement utilisé.

Cependant, il est crucial de prendre en compte les capacités d'accueil du réseau de distribution lors de la valorisation du biogaz. Il est également important de noter que les projets d'injection de biométhane peuvent être réalisés sur différents types de gisements, pas seulement agricoles, ce qui ouvre des potentiels de projets plus importants.

Un dernier potentiel est celui de la récupération de chaleur fatale. Cette chaleur peut provenir de différentes sources telles que des industries, des usines d'incinération, des stations d'épuration, des data centers ou encore des bâtiments tertiaires. On estime qu'environ un tiers de l'énergie consommée par l'industrie est dissipée sous forme de chaleur fatale. La filière de récupération de chaleur fatale présente des opportunités de développement pour mobiliser le potentiel local. Cependant, il existe des défis à relever. Il peut y avoir une inadéquation temporelle ou géographique entre les besoins en chaleur et les gisements de chaleur fatale disponibles. De plus, les investissements nécessaires peuvent varier selon les projets, ce qui peut représenter un défi supplémentaire.

En conclusion, le SCoT de la Vallée de l'Ariège dispose d'un potentiel varié en énergies renouvelables, offrant des opportunités pour atteindre son objectif de Territoire à Énergie Positive. L'exploitation de ces ressources nécessite une approche équilibrée, en tenant compte des spécificités du territoire et des contraintes liées au changement

climatique. L'éolien, le photovoltaïque, la géothermie, le bois-énergie, le biogaz et la récupération de chaleur fatale sont autant de pistes à explorer pour diversifier le mix énergétique et contribuer à la transition vers une économie plus durable. Cependant, cela nécessite une sensibilisation des acteurs, le développement des compétences techniques, ainsi que des incitations et des soutiens financiers appropriés pour encourager l'adoption des énergies renouvelables sur le territoire.

VERSION DE TRAVAIL



Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE

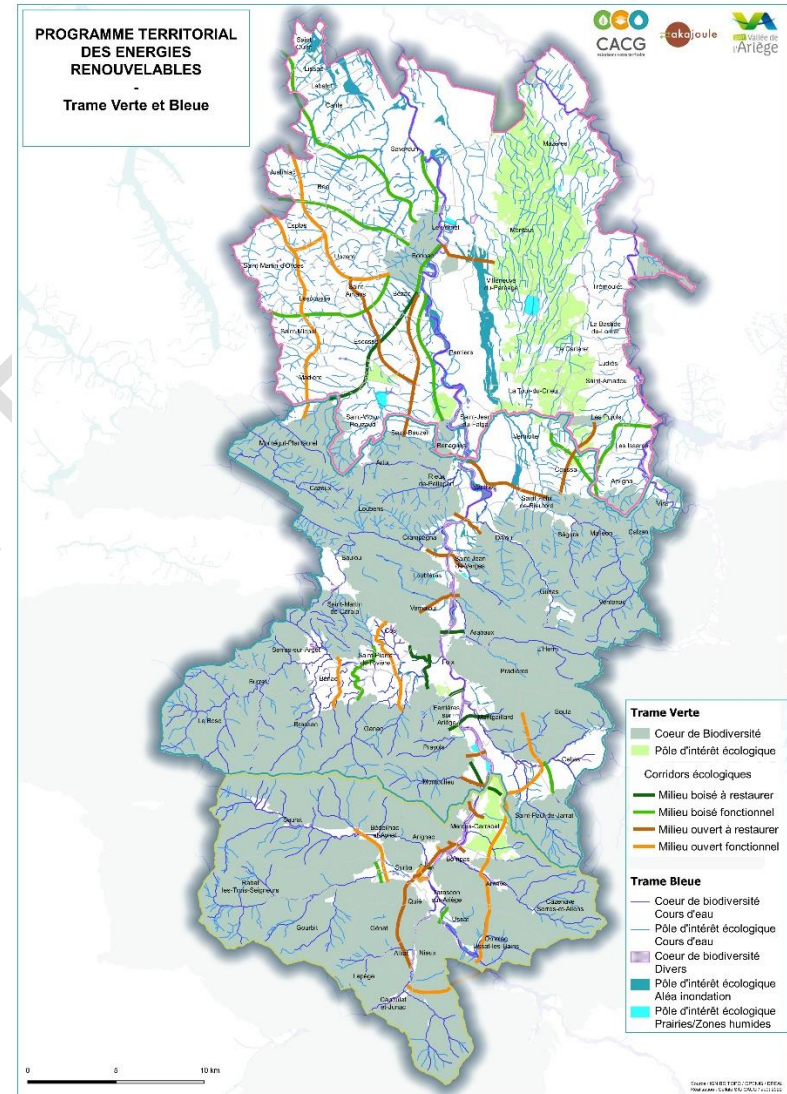
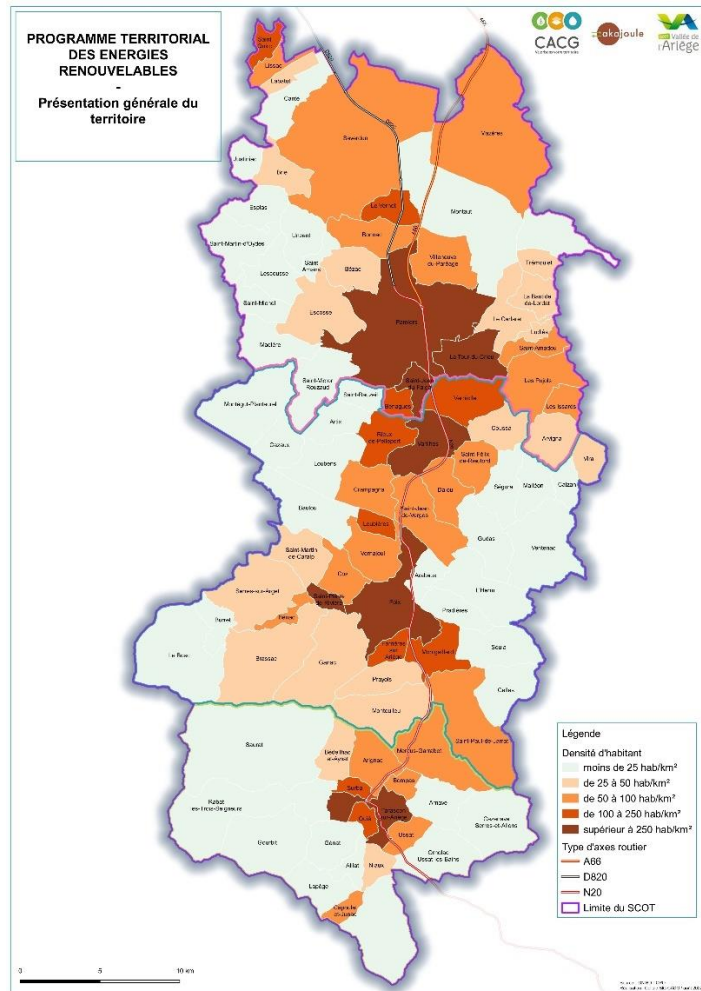
S<sup>2</sup>LO

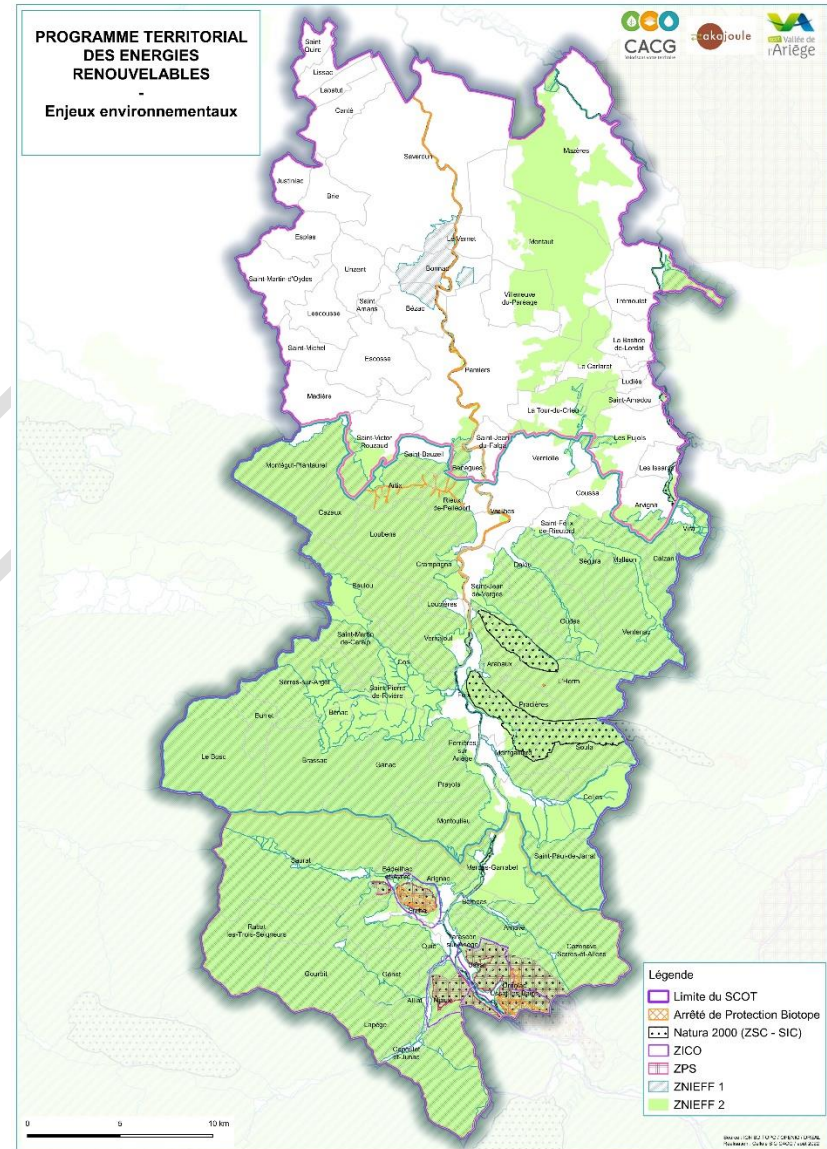
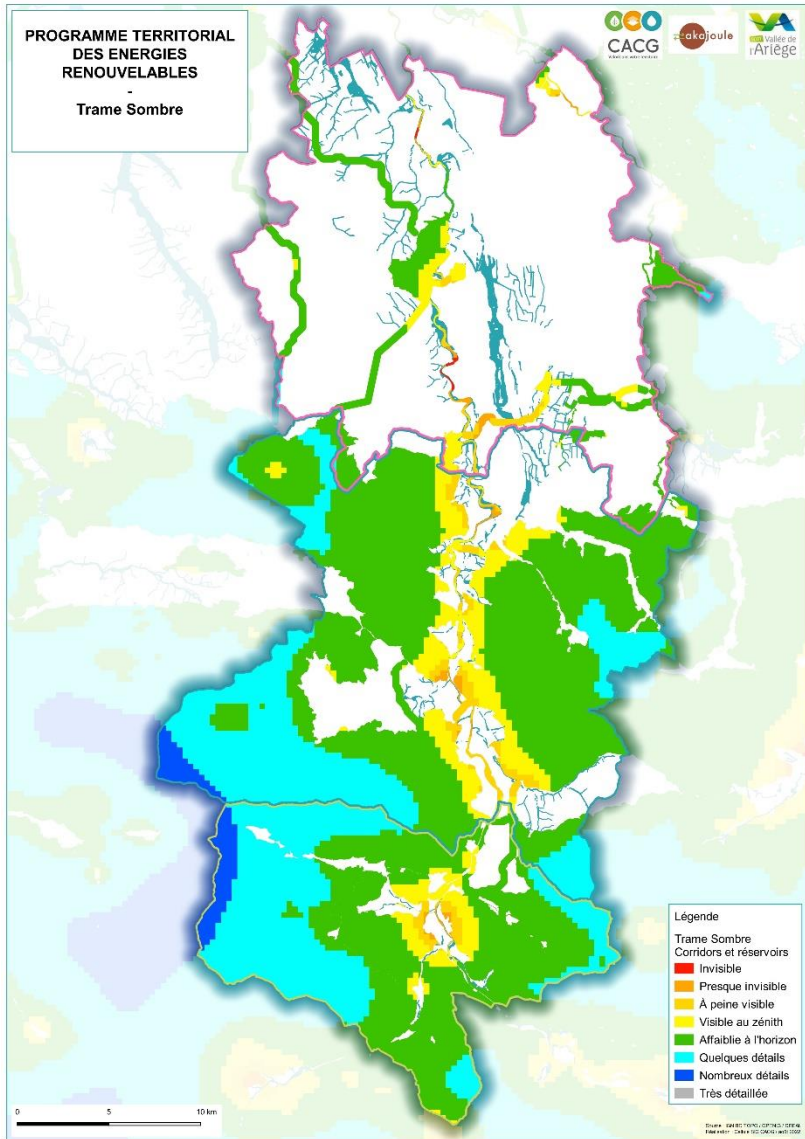


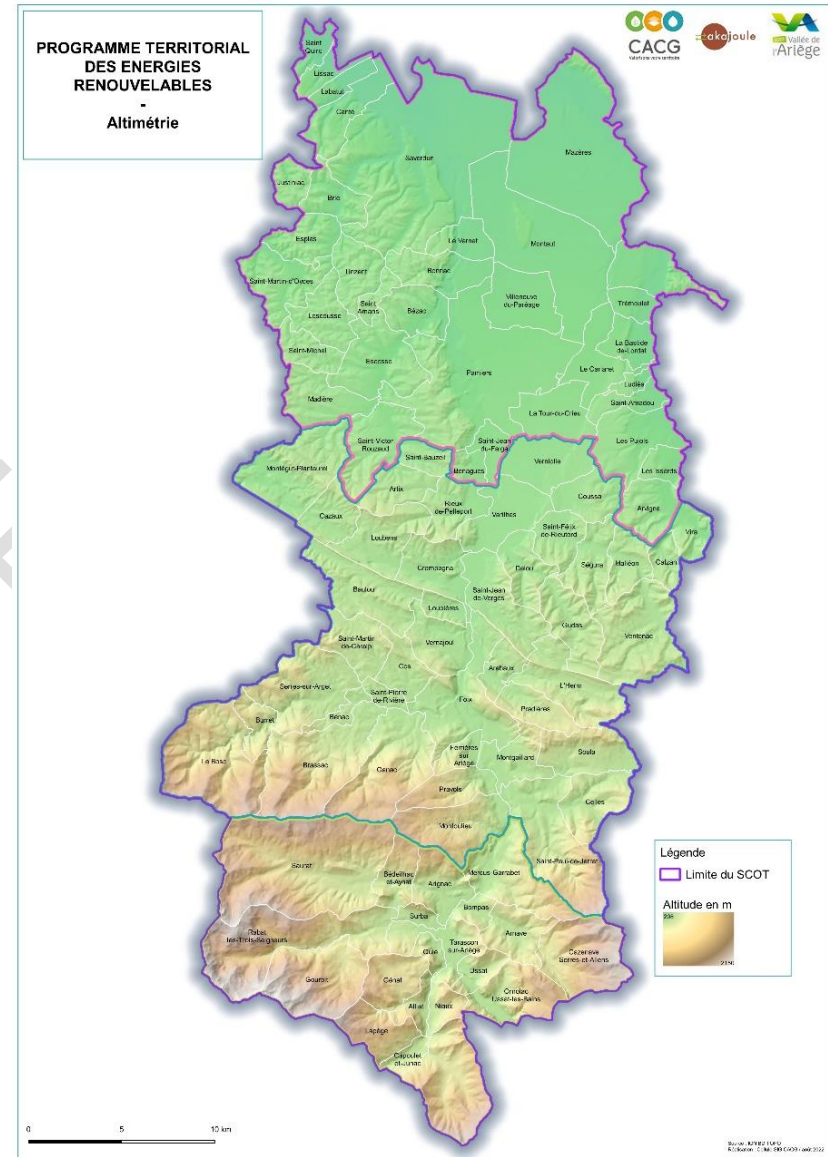
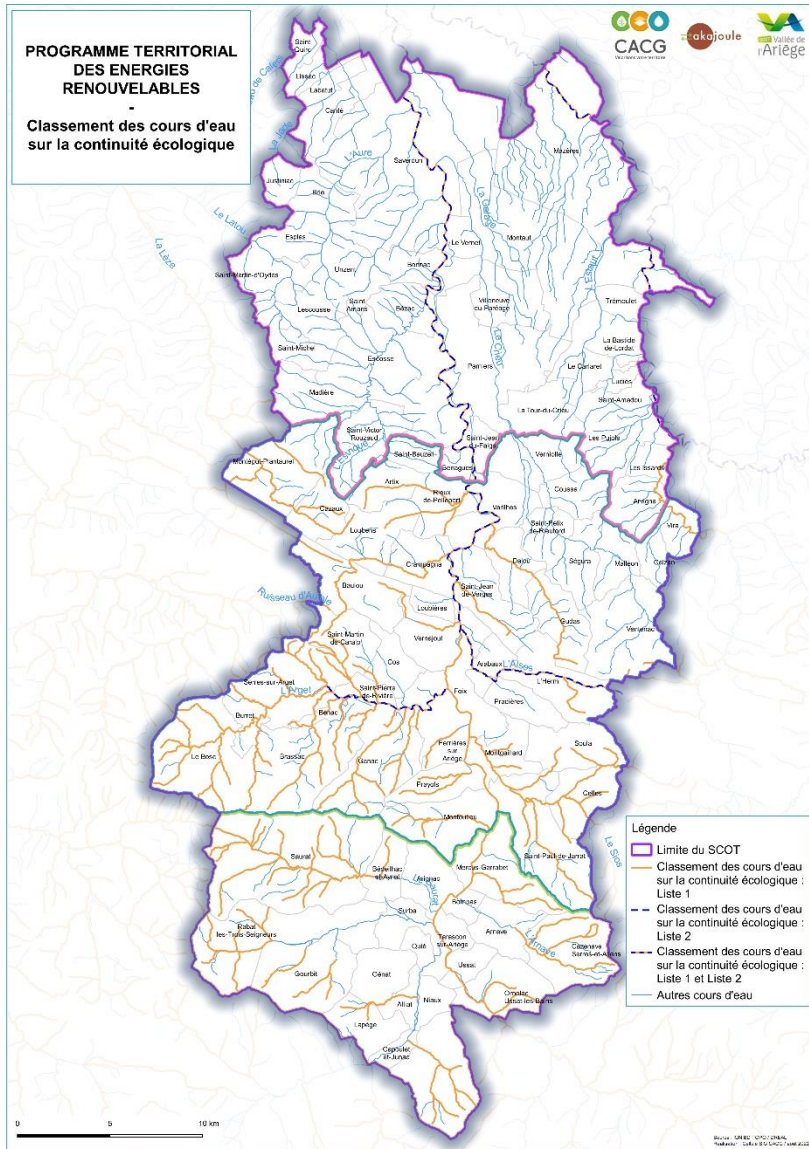
## ANNEXES

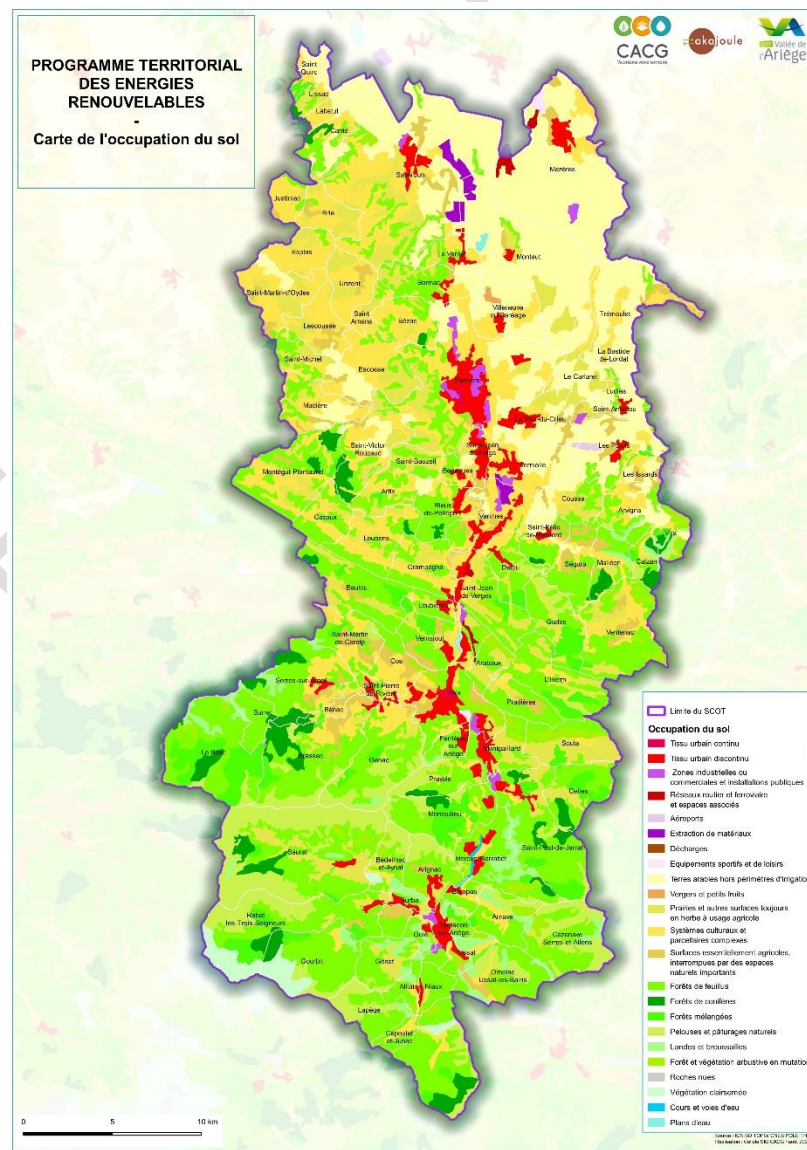
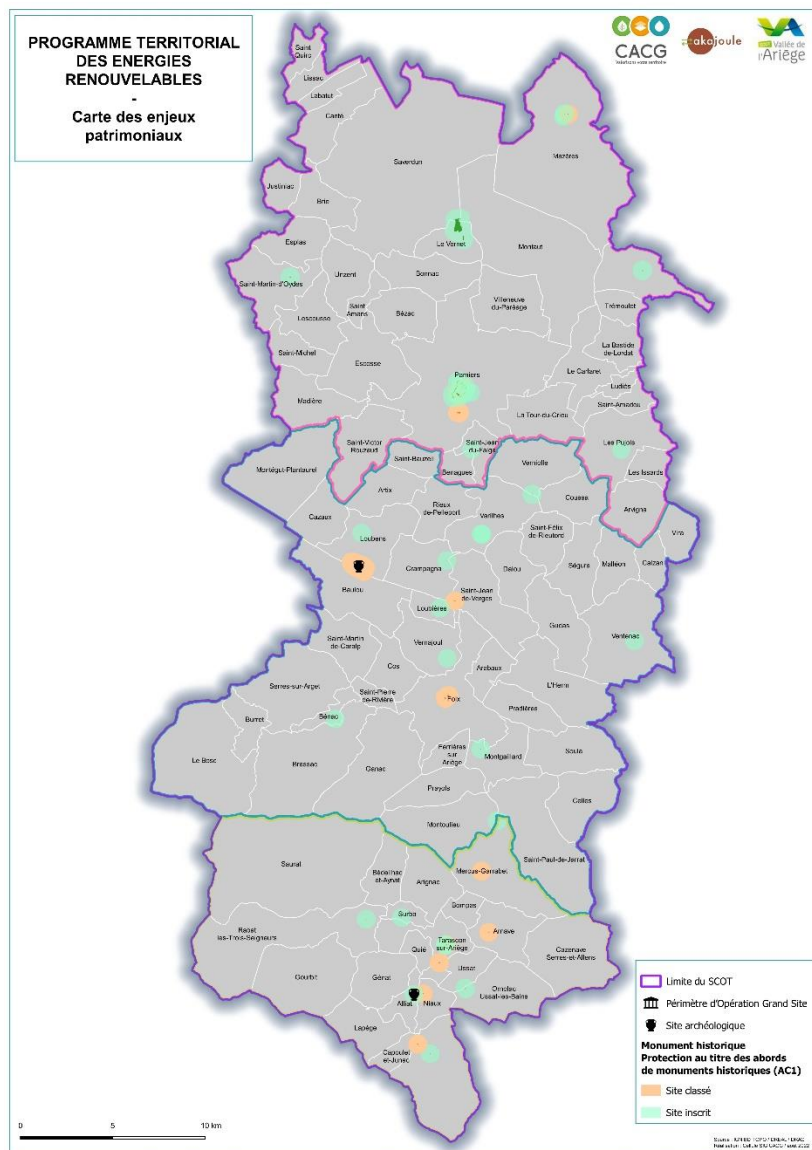
VERSION DE TRAVAIL

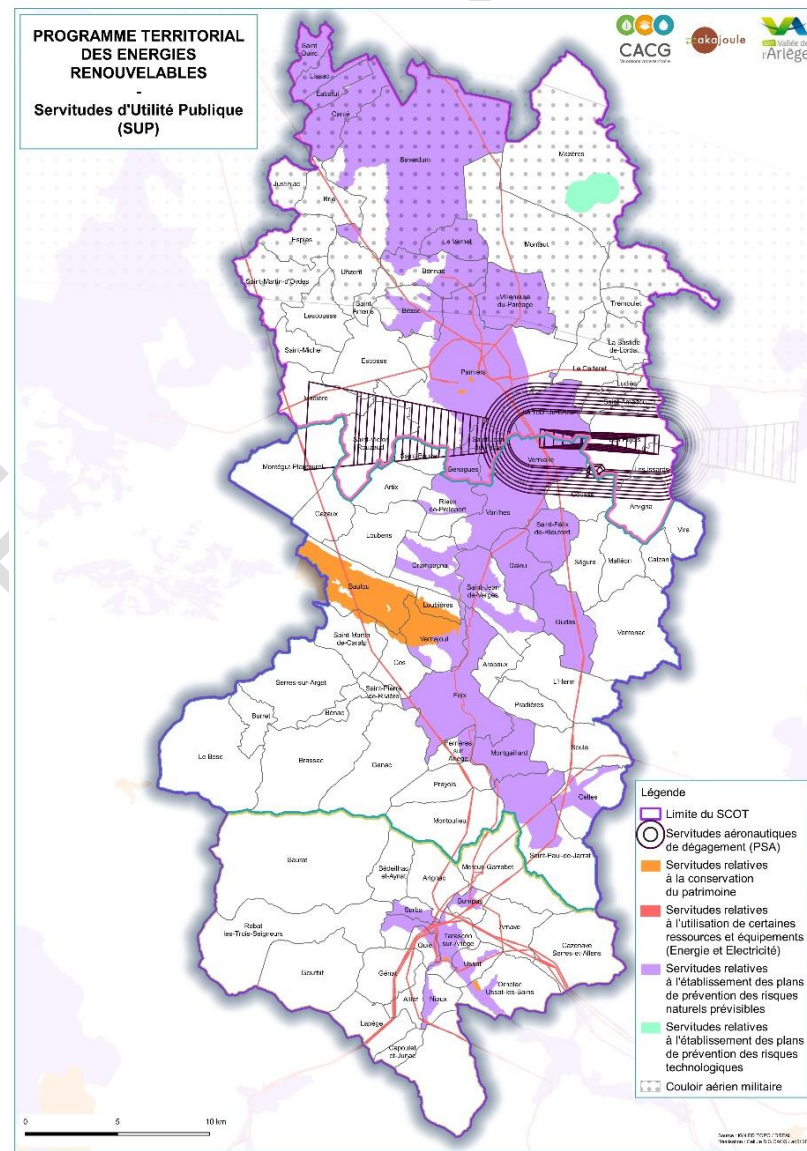
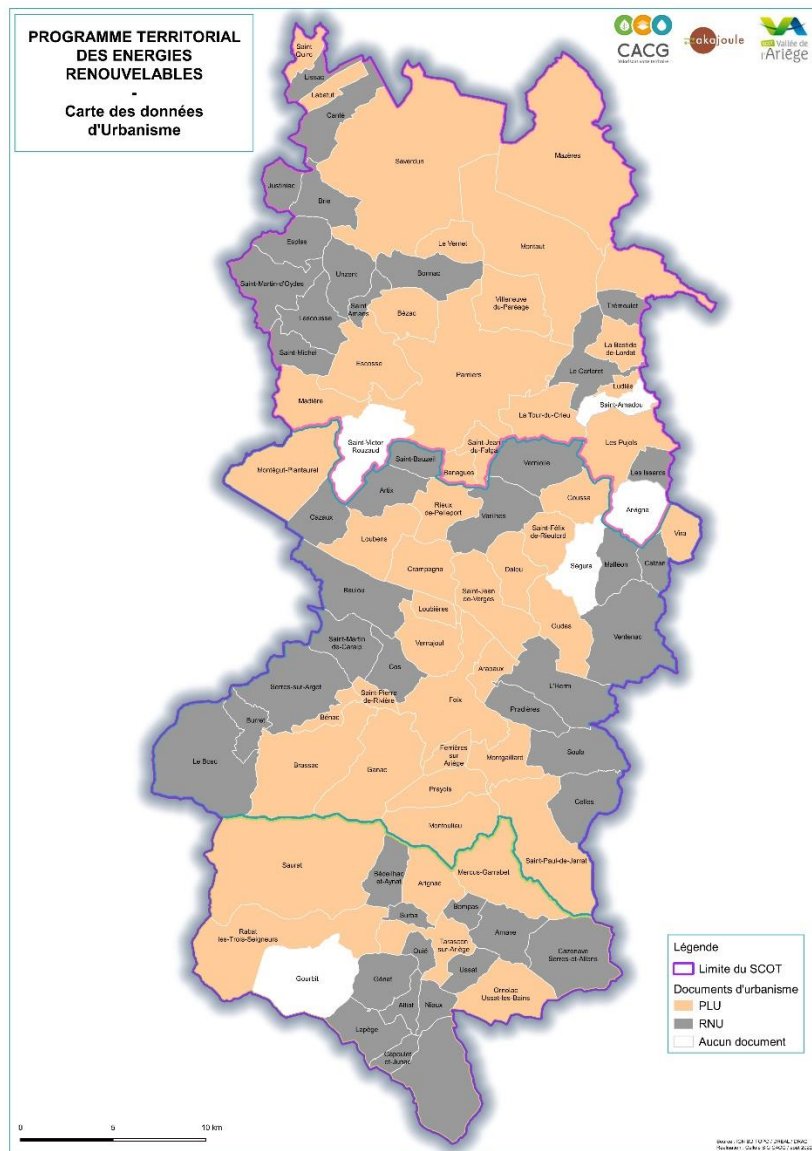
# 1. Atlas des enjeux



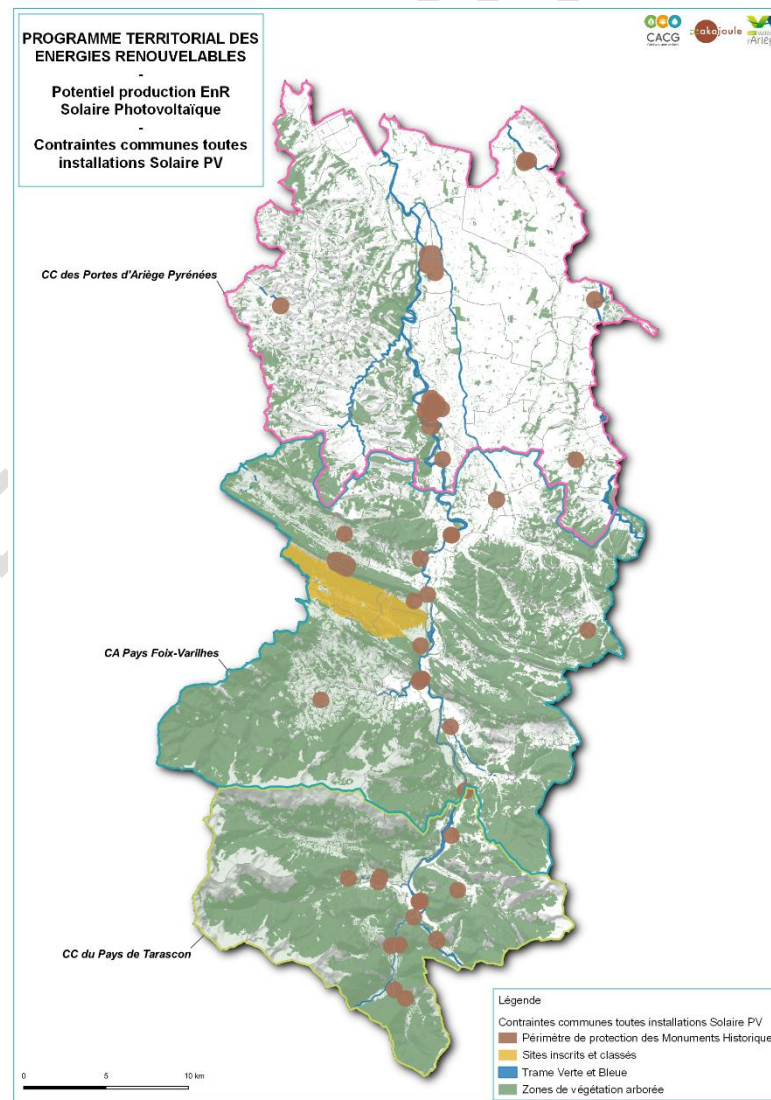
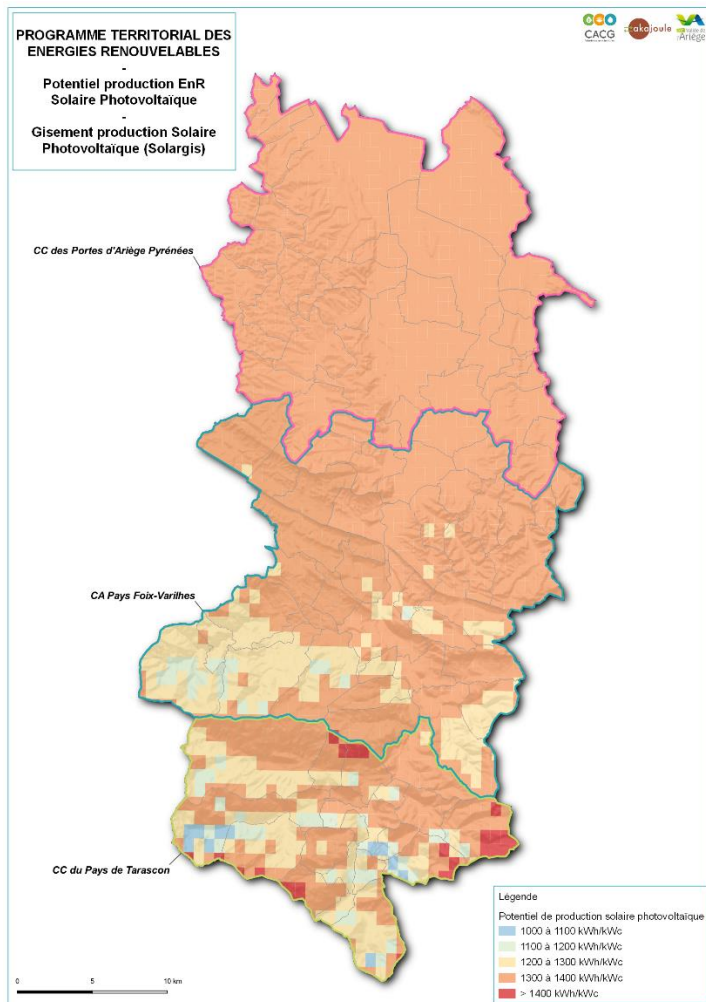


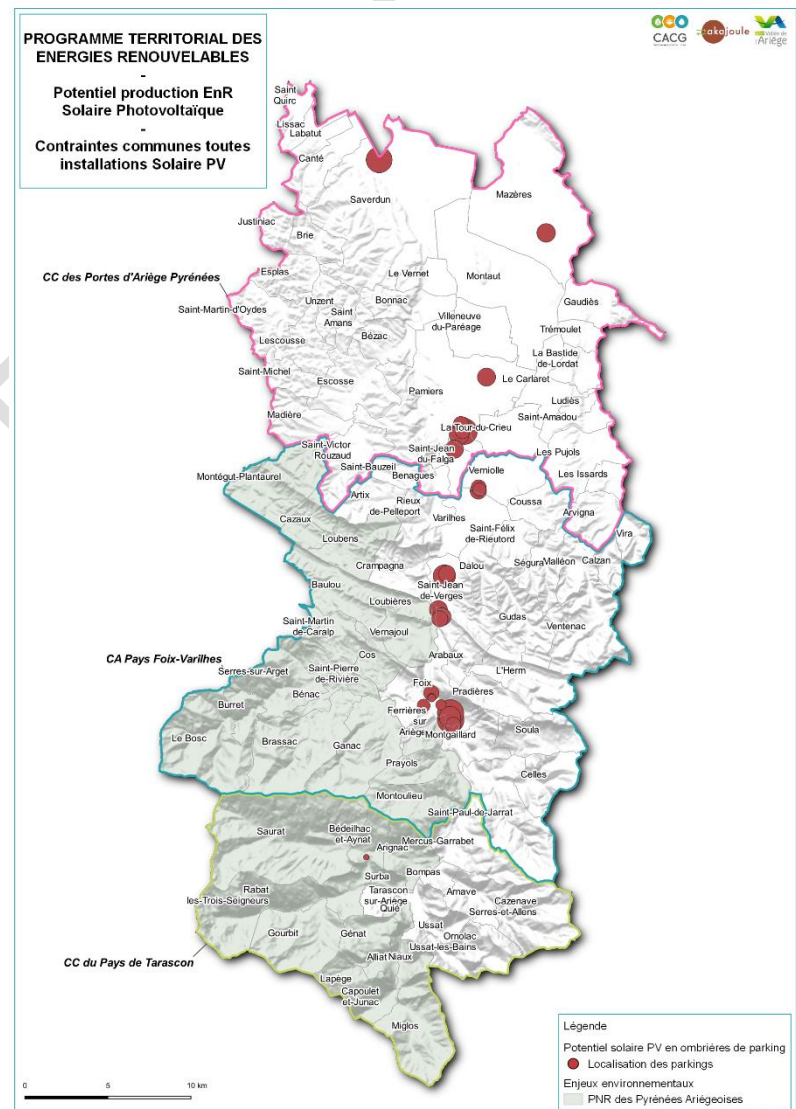
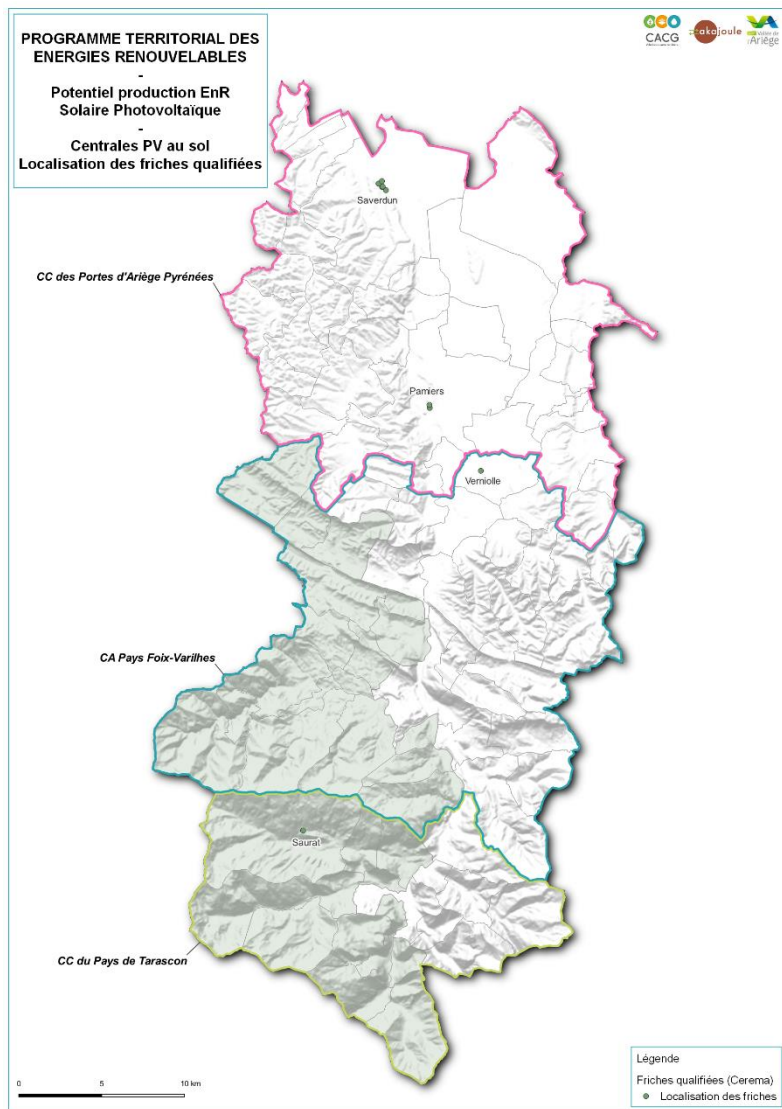




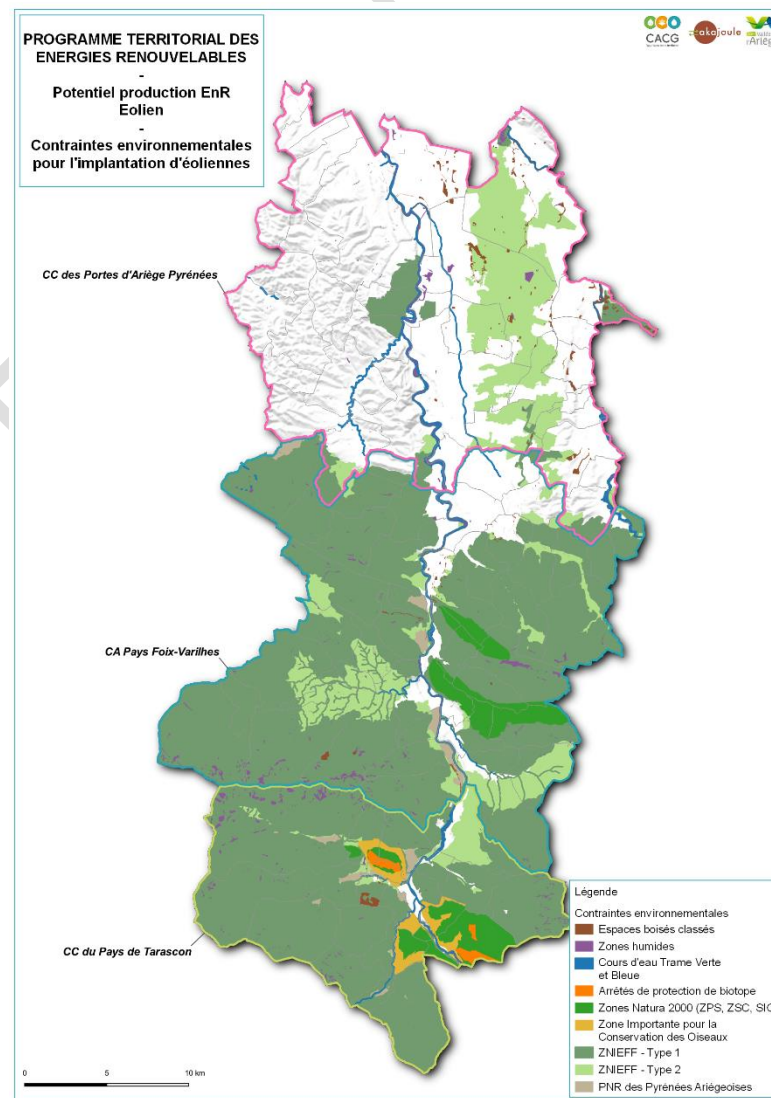
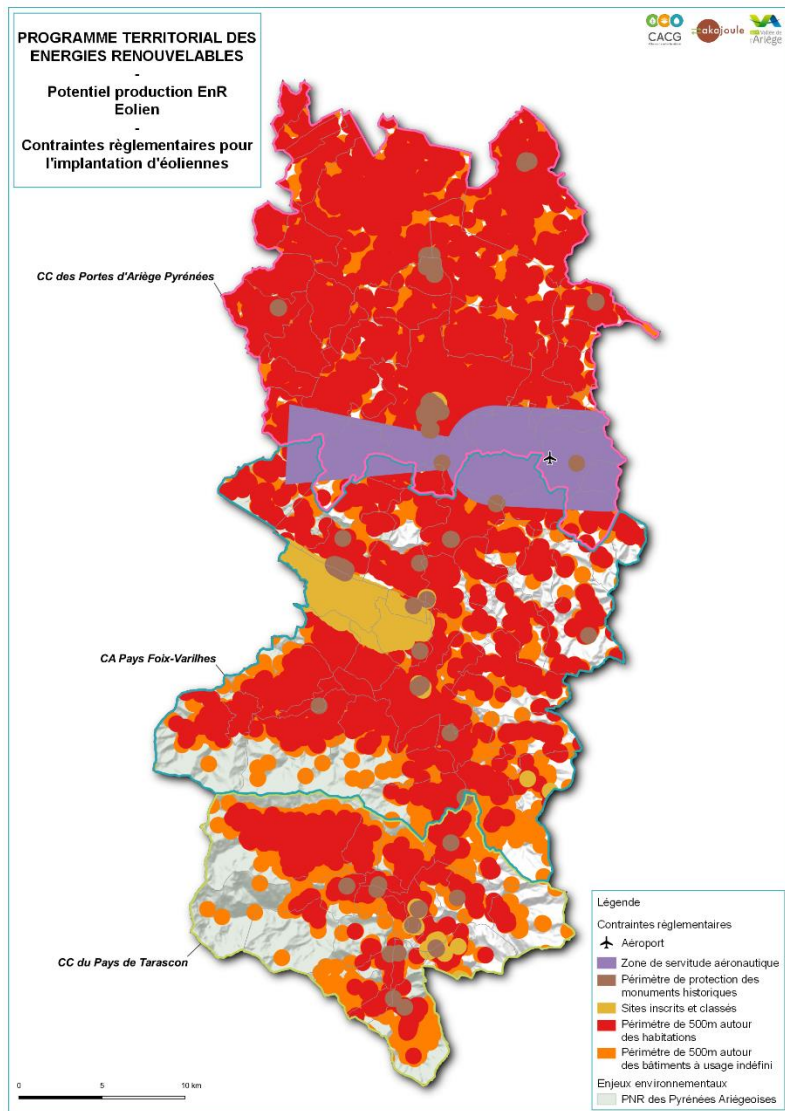


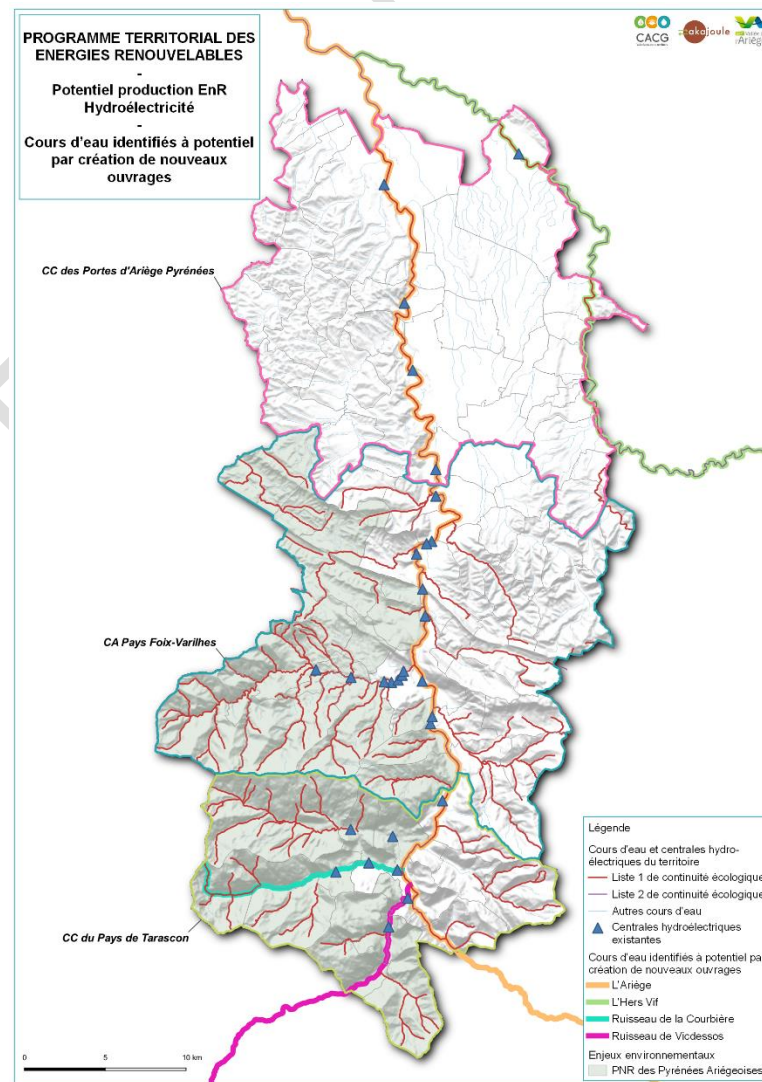
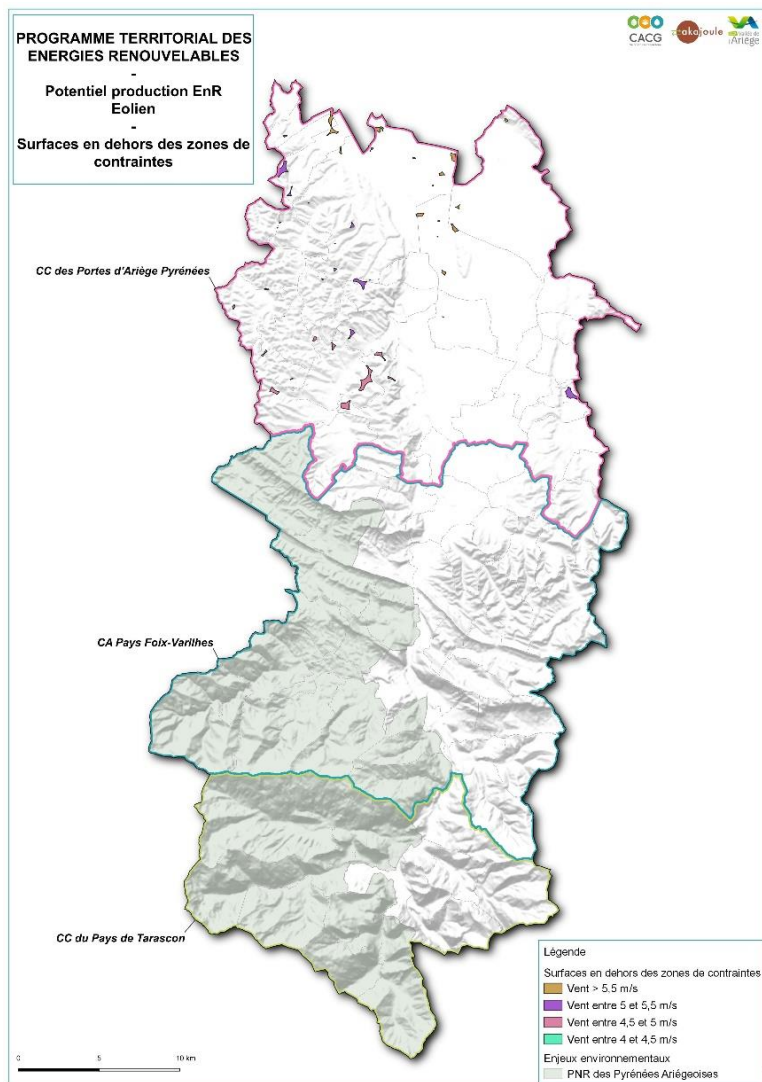
## 2. Atlas des potentiels de production EnR

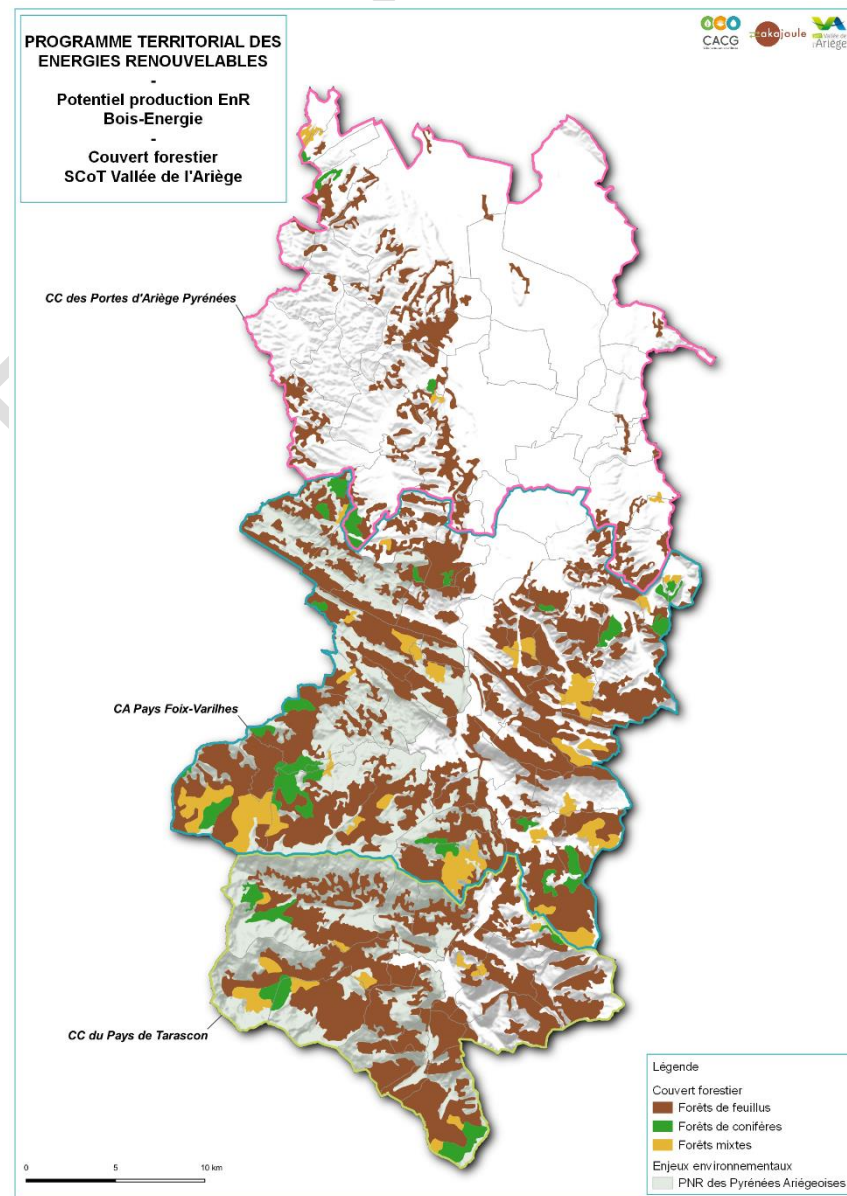
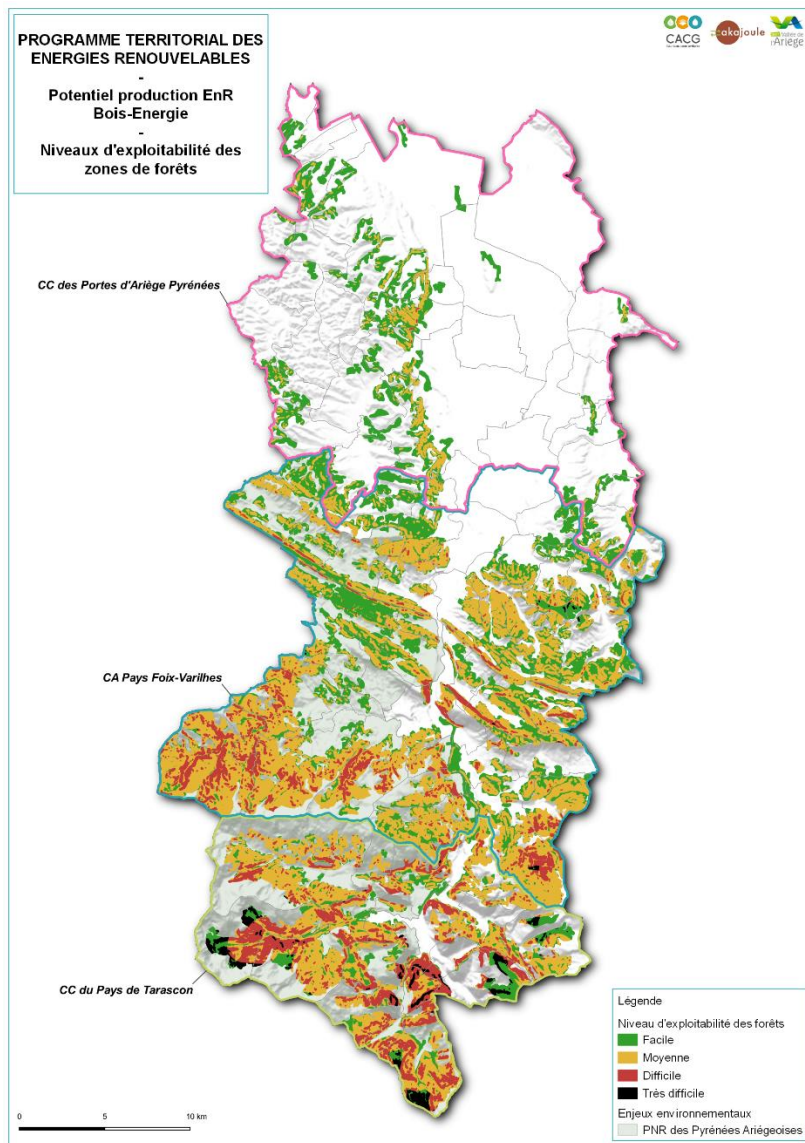


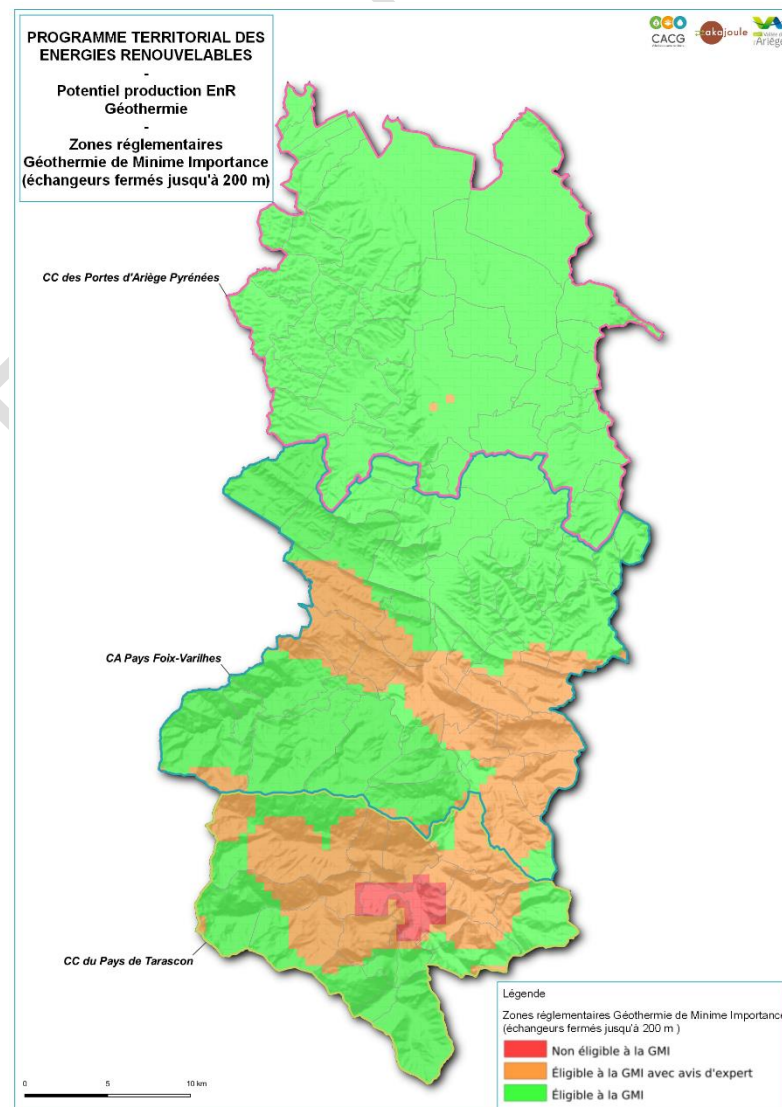
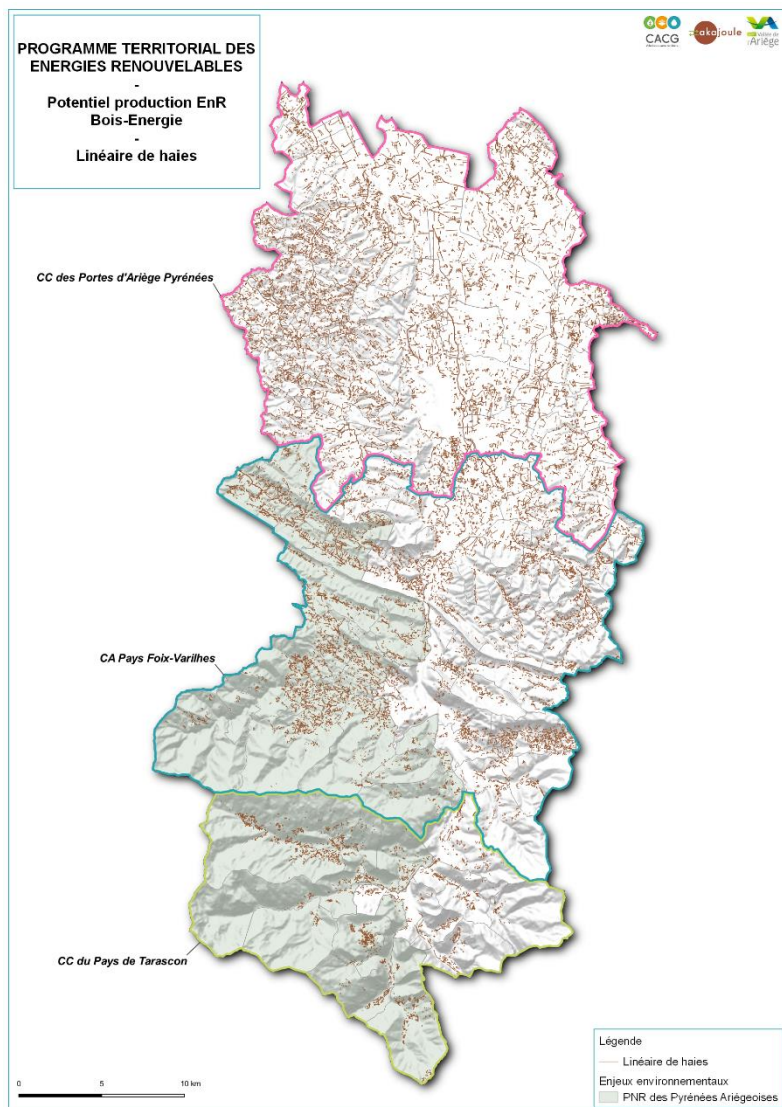


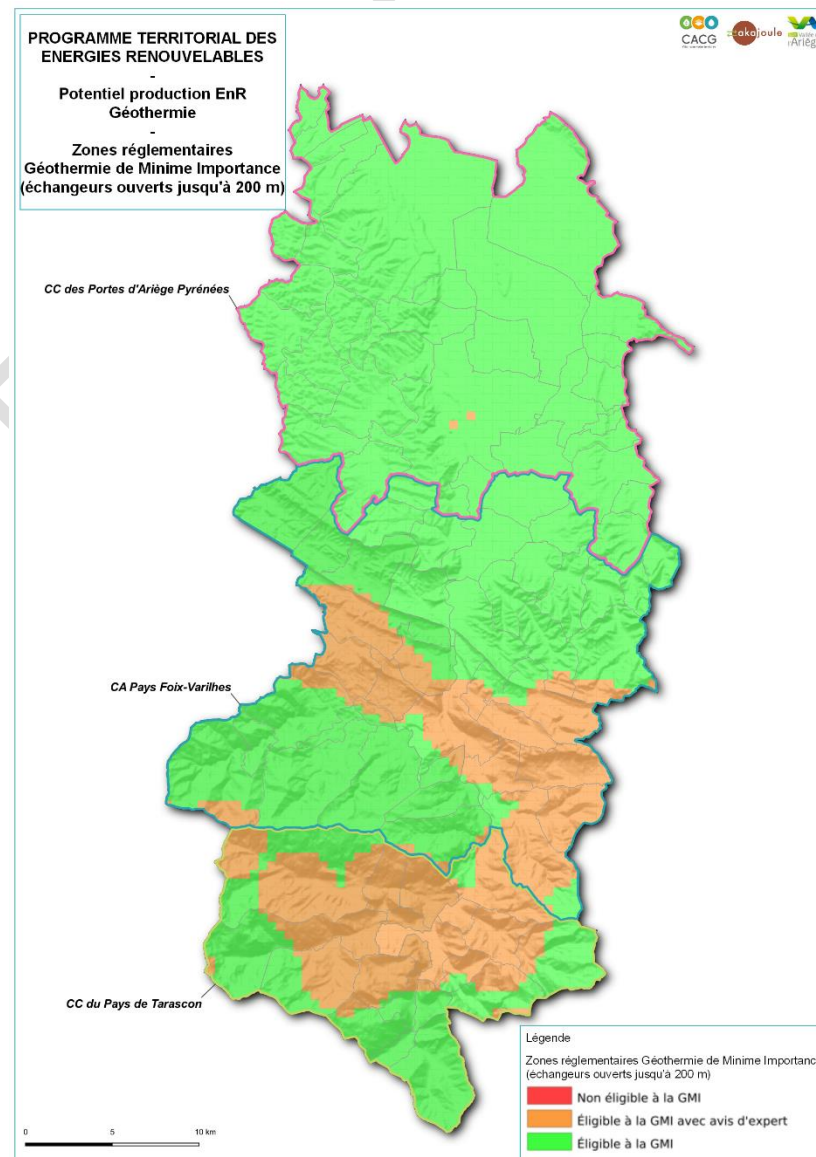
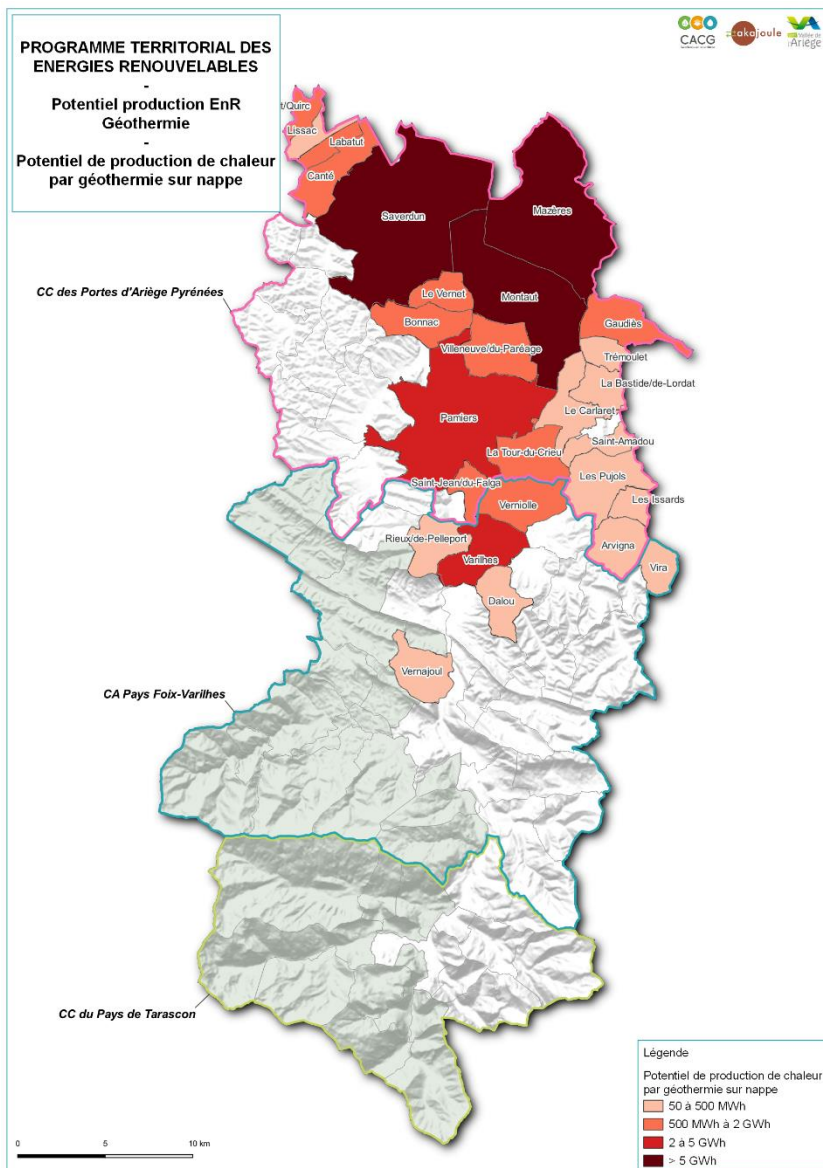


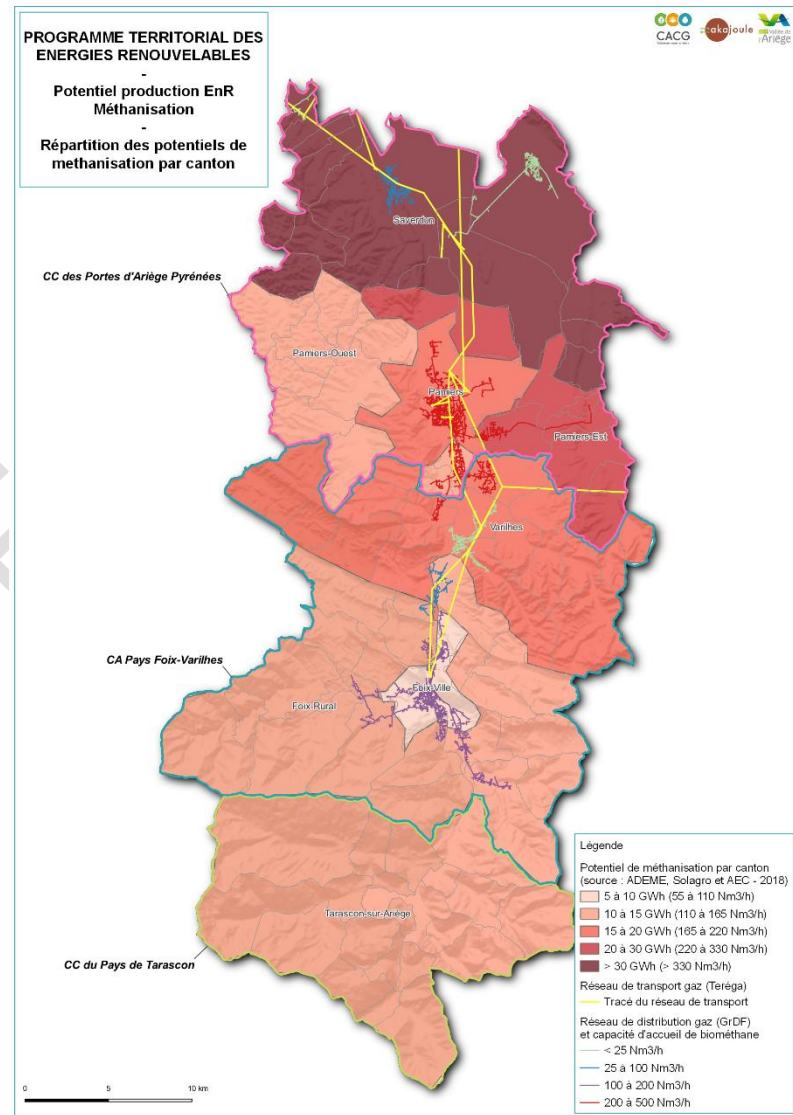
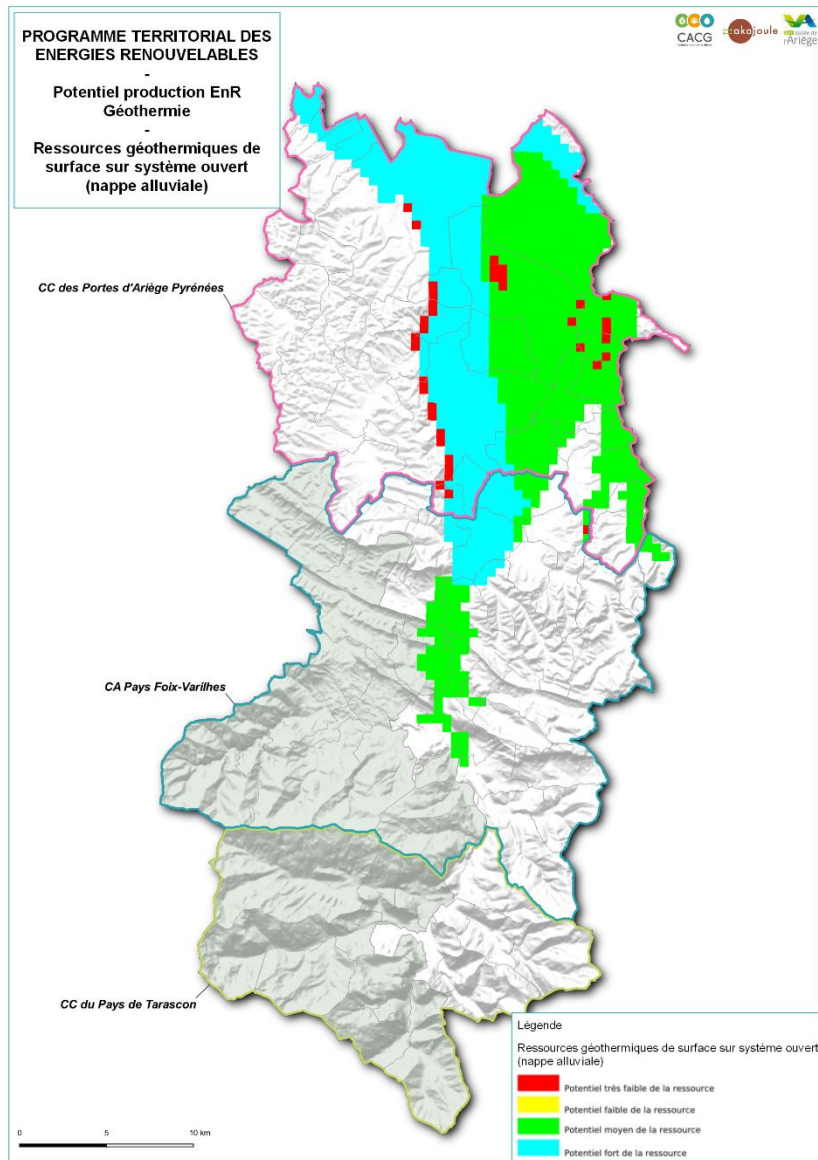


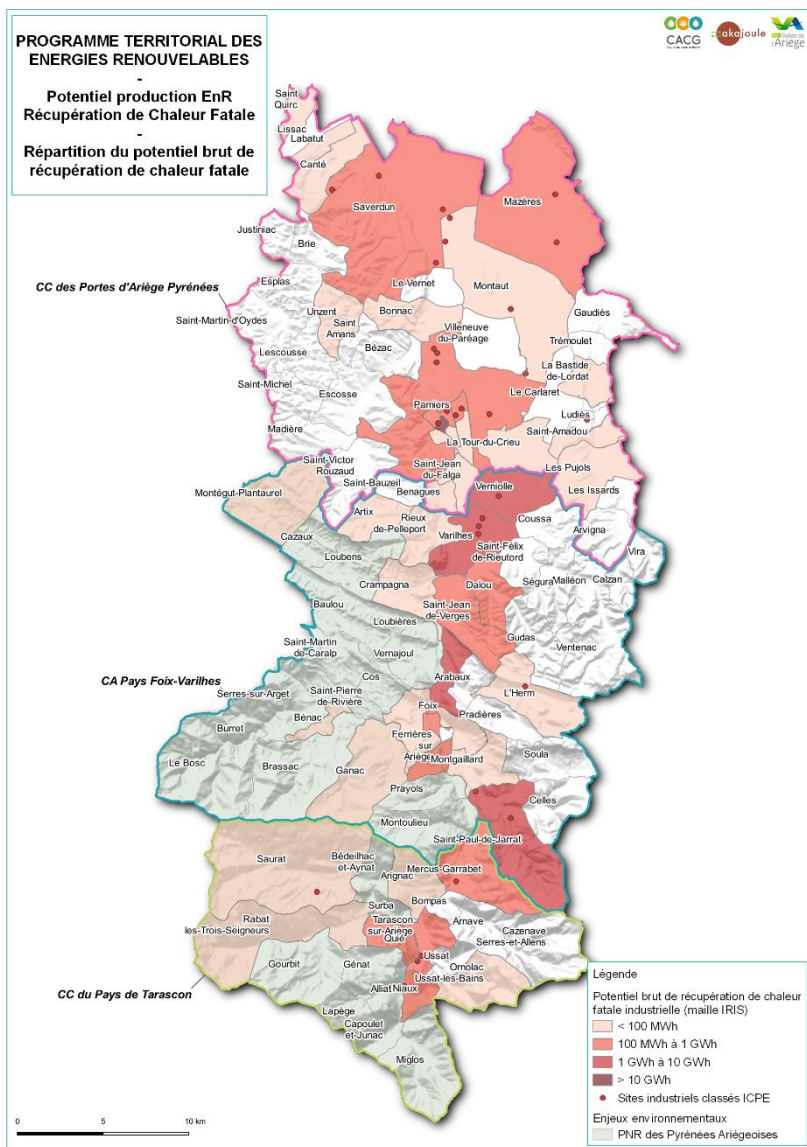












DE TRAVAIL

### 3. Tableau des zonages environnementaux

	Définition du zonage	Références réglementaires	Sources de données	Contraintes pour la mise en œuvre de projets ENR
Arrêté de protection biotope	<p>L'arrêté de protection de biotope (APB) est un outil réglementaire dont l'objectif est de prévenir la disparition d'espèces faunistiques ou floristiques protégés.</p> <p>Chaque arrêté vise un biotope précis, dans la mesure où celui-ci est nécessaire à l'alimentation, à la reproduction, au repos ou à la survie des espèces concernées. Ces biotopes peuvent être constitués par des mares, des marécages, des rivières, des haies, des bosquets, des landes, des dunes, des pelouses ou par tout autre formation naturelle peu exploitée par l'Homme dans la mesure où ces biotopes sont nécessaires à la reproduction, l'alimentation, le repos, la survie des espèces protégées. Un arrêté peut couvrir de petites surfaces ou englober un département entier.</p> <p>L'arrêté de protection de biotope est actuellement la procédure réglementaire la plus souple pour préserver des secteurs menacés. Elle est particulièrement adaptée pour faire face à des situations d'urgence de destruction ou de modification sensible d'une zone.</p>	<p>Articles L.411-1 et L.411-2 du code de l'environnement</p> <p>Articles R.411-15 à R.411-17 du code de l'environnement.</p> <p>Article R. 415-1 du code de l'Environnement</p>	INPN, DREAL, Géoportail	<p>L'arrêté de protection de biotope fixe des mesures de conservation des biotopes, adaptées à chaque situation.</p> <p>D'une manière générale, l'arrêté peut donc soumettre certaines activités à autorisation ; il peut également en interdire ou réglementer d'autres. Il peut aussi interdire toute action portant atteinte à l'équilibre biologique des milieux. Celui-ci ne peut comporter de mesures de gestion. En tout état de cause, les mesures prises doivent viser les milieux naturels en tant que tels et non les espèces faunistiques ou floristiques qui y vivent.</p> <p>Les inventaires scientifiques servent régulièrement de base à la définition des projets et les mesures prises doivent être dûment justifiées. Les servitudes imposées par les arrêtés de protection de biotope ne sont pas indemnifiables. L'inobservation des prescriptions de l'APB est répréhensible du seul fait que l'habitat d'une espèce protégée est altéré, sans qu'il soit nécessaire de démontrer que des spécimens ont été détruits ou qu'ils ont souffert de difficultés de nutrition ou de reproduction.</p> <p>Des sanctions pénales sont prévues en cas d'inobservation de la réglementation mise en place par un APB.</p> <p>L'article r.415-1 du code de l'environnement punit d'une contravention de 4<sup>e</sup> classe le fait de contrevenir aux dispositions d'un APB. Cela étant, le délit prévu par l'article L.415-3 du code de l'environnement peut également trouver à s'appliquer en cas de destruction ou d'altération du milieu particulier d'une espèce animale ou végétale protégée.</p>
Natura 2000	Le réseau Natura 2000 est un réseau européen de sites terrestres et marins représentatifs de la biodiversité européenne, dont l'objectif est de	Directive 1979 sur les oiseaux sauvages (dite directive « Oiseaux »)	INPN, DREAL, portail national du réseau Natura 2000, Cartographie régionale des habitats naturels et semi-naturels	Natura 2000 n'a pas vocation à interdire une activité qui est réalisée dans le respect des textes et lois en vigueur.



	<p>préservé le patrimoine naturel tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles et des activités indispensables au développement des territoires.</p>	<p>Directive de 1992 sur les habitats naturels, la faune et la flore sauvage (dire directive « Habitats, faune, flore »)</p> <p>Article R414-19 du code de l'environnement</p>		<p>Toutefois certaines activités devront faire l'objet d'une évaluation d'incidence afin de s'assurer qu'elles n'aient pas un impact significatif sur les habitats et les espèces d'intérêt communautaire.</p> <p>Les activités devant faire l'objet d'une évaluation préalable de leurs incidences sur les objectifs de conservation des sites Natura 2000 sont énumérées dans une liste nationale et des listes locales.</p> <p>Si le projet est identifié dans une des listes ou s'il est susceptible d'impacter de manière significative le site Natura 2000, il faut compléter le formulaire simplifié des évaluations des incidences Natura 2000 puis le transmettre aux services instructeurs.</p> <p>Constitue aujourd'hui un délit, réprimé par l'article L415-7 ou l'article L415-8 (Code de l'Environnement) de six mois d'emprisonnement et de 30 000 € d'amende le fait de :</p> <p>Ne pas réaliser une évaluation d'incidences Natura 2000 lorsqu'elles est exigée.</p> <p>Ne pas se conformer à une mise en demeure de :</p> <p>Réaliser une évaluation ;          Procéder à la déclaration ou d'obtenir l'autorisation prévue à l'article L414-4 ;          Respecter l'autorisation ou la déclaration.</p> <p>Réaliser un programme ou un projet d'activité, de travaux, d'aménagement, d'ouvrage ou d'installation ou une manifestation ou une intervention en violation des engagements prévus par la charte Natura 2000.</p> <p>Si cette infraction a causé une atteinte aux habitats ou espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site, les auteurs encourrent une peine d'un an d'emprisonnement et de 60 000€ d'amende, ainsi que la publicité du jugement.</p>
ZPS	<p>Les zones de protection spéciale (ZPS) sont créées en application de la directive européenne 79/409/CEE1 (plus connue sous le nom directive oiseaux) relative à la conservation des oiseaux sauvages.</p>	<p>Directive 1979 sur les oiseaux sauvages (dite directive « Oiseaux »)</p>	INPN, DREAL, Géoportail	Cf Zone Natura 2000

	La détermination de ces zones de protection spéciale s'appuie sur l'inventaire scientifique des ZICO (zones importantes pour la conservation des oiseaux).			
ZICO	<p>Les zones importantes pour la conservation des oiseaux (ZICO) sont des sites d'intérêt majeur qui hébergent des effectifs d'oiseaux sauvages jugés d'importance communautaire.</p> <p>Les ZICO ont servi de base à la désignation des zones de protection spéciale (ZPS) du réseau Natura 2000. Toutefois, les ZICO ne sont pas classés systématiquement en ZPS.</p> <p>De plus, leur périmètre n'ayant pas évolué depuis 1994, les ZICO sont de vieux zonages, il devient donc de moins en moins judicieux de les utiliser.</p>	Directive du Conseil des Communautés européennes n°79/409 du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages dites « directive Oiseaux »	INPN, DREAL, Géoportail	<p>L'inventaire n'a pas, en lui-même de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des oiseaux, mais il est un élément d'expertise et un indicateur de la richesse ornithologique d'un site. Ainsi, les ZICO jouent un rôle d'alerte quant à la présence potentielle d'oiseaux protégés, rares ou menacés de milieux de qualité.</p> <p>A ce titre, tout projet doit prendre en compte cet intérêt ornithologique qu'il serait susceptible d'impacter. Cet inventaire doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire. Il convient notamment, par la recherche des solutions alternatives les plus appropriées, d'éviter la dégradation des domaines vitaux des espèces d'oiseaux pour lesquelles la zone a été identifiée. Ainsi, les ZICO font partie des informations que le préfet doit porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements lors de l'élaboration de plans, programme ou projets.</p>
ZNIEFF	<p>Une ZNIEFF est un secteur du territoire particulièrement intéressant sur le plan écologique, participant au maintien des grands équilibres naturels ou constituant le milieu de vie d'espèces végétales rares.</p> <p>L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance permanent des espaces naturels aux caractéristiques écologiques remarquables. Son objectif est d'améliorer la connaissance sur le patrimoine naturel et de favoriser ainsi la prise en compte de l'environnement dans tout projet. Il permet d'établir un inventaire cartographié, accessible à tous.</p> <p>Chaque ZNIEFF fait l'objet d'une fiche qui comporte des données de synthèse, le contour de la zone, les caractéristiques géographiques et administratives, le descriptif du milieu naturel concerné, des données brutes, la</p>	<p>Article L. 411-5 du code de l'environnement</p> <p>Articles R. 411-22 à R.411-30 du code de l'Environnement</p> <p>Circulaire n°91-71 du 14 mai 1991 relative aux ZNIEFF</p>	INPN, DREAL, portail national du réseau Natura 2000, Cartographie régionale des habitats naturels et semi-naturels	<p>L'inventaire n'a pas, en lui-même de valeur juridique directe et ne constitue pas un instrument de protection réglementaire des espaces naturels mais est un indicateur de la richesse et de la qualité des milieux. Ainsi, les ZNIEFF jouent un rôle d'alerte quant à la présence potentielle d'espèces animales ou végétales protégées, rares ou menacées.</p> <p>A ce titre, tout projet doit prendre en compte les ZNIEFF qu'il serait susceptible d'impacter. Cet inventaire doit être consulté dans le cadre de projets d'aménagement du territoire. Ainsi, les ZNIEFF font partie des informations que le préfet doit porter à la connaissance des communes ou de leurs groupements lors de l'élaboration d'un plan, programme ou projet</p> <p>Ces ZNIEFF devront faire l'objet d'une attention particulière dans le développement des projets : par exemple pour les plantes messicoles de la ZNIEFF II Plaine de l'Ariège, une sensibilité</p>

	<p>liste des espèces animales et végétales présentes et la liste des habitats naturels présents et leurs facteurs d'évolution. Ces fiches sont informatisées avec leur cartographie.</p> <p>L'inventaire des ZNIEFF constitue le point fort de l'inventaire national du patrimoine naturel. Il est devenu aujourd'hui un des éléments majeurs de la politique de protection de la nature.</p> <p>Il existe deux types de ZNIEFF :          Les ZNIEFF de type I, d'une superficie en général limitée, caractérisées par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables, ou caractéristiques du patrimoine naturel régional. Ces zones sont particulièrement sensibles          Les ZNIEFF de type II, grands ensembles naturels (massif forestier, vallée, plateau, etc.) riches et peu modifiés ou qui offrent des potentialités biologiques importantes. Dans ces zones, il importe de respecter les grands équilibres écologiques, en tenant compte notamment du domaine vital de la faune sédentaire ou migratrice. Les ZNIEFF de type II peuvent inclure des ZNIEFF de type I.</p>			particulière pour les projets agrivoltaïques est à prendre en compte).
Trame verte et bleue	<p>La Trame verte et bleue est une politique publique initiée en 2007 et introduite dans le code de l'environnement en 2009 afin de réduire la <b>fragmentation des habitats naturels et semi-naturels</b> et de mieux prendre en compte la biodiversité dans l'aménagement du territoire. C'est une démarche qui vise à maintenir et à reconstituer un réseau d'échanges pour que les espèces animales et végétales puissent, comme l'homme, circuler, s'alimenter, se reproduire, se reposer... et assurer ainsi leur cycle de vie.</p>	<p>Lois « Grenelle I et II »          La loi n°2009-967 du 3 août 2009 dite « Grenelle I » a fixé les grands axes pour la création d'une TVB.          La loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 dite « Grenelle II » a inscrit la TVB à la fois dans le code de l'environnement (articles L. 371-1 et suivants) et dans le code de l'urbanisme (article L. 101-2 et dispositions spécifiques aux SCoT et aux PLU des articles L.</p>	<p><a href="http://www.trameverteetbleue.fr/">http://www.trameverteetbleue.fr/</a>          INPN          Géoportail          PLU          SRCE ex-Midi-Pyrénées          TVB SCoT 2015 (voir DOO – p. 12-13, Prescriptions 6 à 10 sur la protection des cœurs de biodiversité et des corridors écologiques) – en cours de révision          TVB PNR</p>	<p>La mise en place de la TVB ne constitue ni un obstacle ni un frein à la construction mais un cadre visant à orienter son implantation et ses caractéristiques vers des emplacements et selon des modalités n'allant pas à l'encontre de la fonction écologique du territoire. Elle n'est donc pas à considérer comme une contrainte aux projets de développement, mais comme une démarche visant à inscrire les projets en cohérence écologique avec le reste du territoire.</p> <p>L'identification de la TVB dans le SRCE n'induit pas de règles nouvelles encadrant ou contraignant les projets d'aménagement publics ou privés au-delà :</p>

		<p>141-1 et L. 131-4 et suivants).</p> <p>Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe) intègre les SRCE au SRADDET (schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires).</p> <p>Loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages propose de nouveaux éléments pour mettre en œuvre la TVB.</p> <p>Loi n° 2017-89 du 27 janvier 2017 relative à l'Égalité et à la Citoyenneté</p>		<p>des engagements éventuellement librement consentis par les maîtres d'ouvrage dans le plan d'action stratégique du SRCE, de la prise en compte du SRCE par les documents d'urbanisme, de planification et les projets de l'État, des collectivités territoriales et de leurs groupements et de la proposition de mesures d'évitement, de réduction et de compensation aux atteintes aux continuités écologiques (en application de l'article L. 371-3 du code de l'environnement), de l'obligation d'intégration des continuités écologiques dans les études d'impact des projets publics comme privés (en application de l'article R. 122-5 du code de l'environnement).</p>
Trame sombre / Trame noire ???	<p>La lumière générée par les systèmes d'éclairage pendant la nuit a de graves conséquences pour la biodiversité. Par exemple, les oiseaux et les insectes nocturnes se repèrent et s'orientent en fonction des étoiles ou de la lune. Ils sont attirés par ces sources lumineuses artificielles et perdent leurs repères. Au contraire, d'autres espèces comme les chauves-souris fuient la lumière, et ces installations constituent pour elles des barrières quasiment infranchissables qui fragmentent leur habitat. La présence de lumière artificielle perturbe également le cycle de vie des êtres vivants et a notamment un effet sur la saisonnalité des végétaux.</p> <p>Pour lutter contre ces effets, la démarche de Trame noire a été mise en place avec pour objectif de préserver ou recréer un réseau écologique propice à la vie nocturne. Elle vient compléter la Trame verte et bleue qui a été envisagée</p>	<p>Loi biodiversité de 2016 Arrêté du 27 décembre 2018 relatif à la prévention, à la réduction et à la limitation des nuisances lumineuses</p>	<p><a href="http://www.trameverteetbleue.fr/">http://www.trameverteetbleue.fr/</a> INPN Géoportail PLU Cartographie trame noire produite par la Région Occitanie <a href="https://ckan.openig.org/dataset/modelisation-de-la-trame-noire-en-occitanie">https://ckan.openig.org/dataset/modelisation-de-la-trame-noire-en-occitanie</a> Cartographie de la Trame noire PNR.</p>	<p>La prise en compte de la Trame noire dans tout projet d'aménagement est une nécessité réglementaire, renforcée depuis la loi biodiversité de 2016.</p> <p>Seulement aujourd'hui, alors que la trame verte et bleue est connue, le sujet de la trame noire reste encore trop timide et peu pris en compte dans les réflexions d'aménagement du territoire et dans les projets d'urbanisme.</p>

	essentiellement du point de vue des espèces diurnes.			
Classement des cours d'eau sur la continuité écologique liste 1 et liste 2	Le classement des cours d'eau vise à la protection et à la restauration de la continuité écologique des rivières.	Article L-214-17 du code de l'Environnement	DREAL	<p>Dans le cas d'un projet d'aménagement, il faudra se renseigner sur la liste de classement du cours d'eau concerné.</p> <p>Un premier arrêté établit la <b>liste 1</b>, qui vise la <b>non-dégradation</b> de la continuité écologique, par l'interdiction de création de nouveaux obstacles à la continuité ;</p> <p>- un second arrêté établit la <b>liste 2</b>, qui vise la <b>restauration</b> de la continuité écologique, par l'obligation de restaurer la circulation des poissons migrateurs et le transport suffisant des sédiments, dans un délai de 5 ans après l'arrêté de classement. Ce délai peut faire l'objet d'une prolongation, sous certaines conditions.</p>
Réserve naturelle nationale	La réserve naturelle nationale (RNN) est un outil réglementaire dont l'objectif est la conservation de la faune, de la flore, du sol, des eaux, des gisements de minéraux et de fossiles présentant une importance particulière, ou qu'il est nécessaire de soustraire à toute intervention artificielle qui serait susceptible de les dégrader. Les activités risquant d'entraver la préservation des espèces ou des milieux sont réglementées, voire interdites.	<p>Articles L. 332-1 à 332-27 du code de l'Environnement</p> <p>Articles R. 332-29 et R. 332-68 0 r.332-81 du code de l'Environnement</p> <p>Circulaire n+95-47 du 28 mars 1995 relative aux plans de gestion écologique des réserves naturelles</p> <p>Circulaire n°2006-3 du 13 mars 2006 relative à la procédure de création et de gestion des réserves naturelles nationales et des réserves naturelles régionales</p>	INPN, DREAL, Géoportail	<p>Le décret de classement d'une RNN peut soumettre à un régime particulier, voire interdire toute activité susceptible de nuire à la faune et à la flore ou au patrimoine géologique. Les mesures de protection mises en place sont variables selon les réserves naturelles et doivent être justifiées par les nécessités de préservation des espèces.</p> <p>La réglementation de la réserve doit tenir compte de l'intérêt du maintien des activités existantes, lorsque celles-ci sont compatibles avec les intérêts de protection à l'origine du classement. Elle est ainsi adaptée à chaque type de situation justifiant la création d'une réserve.</p> <p>Les territoires classés en réserve naturelle ne peuvent être ni altérés ni modifiés dans leur état ou dans leur aspect, sauf autorisation spéciale du préfet, ou, dans certains cas, du ministre chargé de la protection de la nature.</p> <p>En cas de non-respect de la réglementation relative aux réserves naturelles, les sanctions peuvent être lourdes : jusqu'à six mois d'emprisonnement et 9 000 euros d'amende pour avoir, par exemple, détruit ou modifié l'état ou l'aspect d'une réserve naturelle sans autorisation spéciale.</p>
Réserve naturelle régionale	Les réserves naturelles régionales sont des zonages de protection forte. Une réserve naturelle nationale est un outil de protection à long terme	art. L. 332-1 à L. 332-8 du code de l'environnement (issus de la loi relative à la démocratie de	INPN, DREAL, Géoportail	L'acte de classement peut soumettre à un régime particulier ou interdire : les activités agricoles, pastorales et forestières, l'exécution de travaux, de construction et d'installations diverses, la

	<p>d'espaces, d'espèces et d'objets géologiques rares ou caractéristiques, ainsi que de milieux naturels fonctionnels et représentatifs de la diversité biologique en France. Les réserves naturelles régionales présentent les mêmes caractéristiques que les réserves naturelles nationales, à ceci près qu'elles sont classées par le Conseil régional pour une durée limitée (renouvelable) et que certaines activités ne peuvent pas être réglementées (la chasse, la pêche, l'extraction de matériaux).</p>	<p>proximité du 27/02/2002).                  - art. R. 332-30 à R. 332-48 et R. 332-68 à R. 332-81 du code de l'environnement.                  - circulaire n° 2006-3 du 13 mars 2006 relative à la procédure de création et de gestion des réserves naturelles nationales et des réserves naturelles régionales.</p>		<p>circulation et le stationnement des personnes, des animaux et des véhicules, le jet ou le dépôt de matériaux, résidus et débris de quelque nature que ce soit pouvant porter atteinte au milieu naturel, les actions de nature à porter atteinte à l'intégrité des animaux non domestiques ou des végétaux non cultivés de la réserve ainsi qu'à l'enlèvement hors de la réserve de ces animaux ou végétaux.</p> <p>Toute modification de l'état ou de l'aspect des lieux nécessite une autorisation préalable du conseil régional qui recueille l'avis des conseils municipaux concernés et du conseil scientifique régional du patrimoine naturel.</p> <p>La publicité est interdite dans une réserve naturelle régionale.</p> <p>Les nouveaux réseaux électriques ou téléphoniques doivent être enterrés.</p>
Espaces boisés classés	<p>Les plans locaux d'urbanisme (PLU) peuvent classer comme espaces boisés les bois, forêts, parcs à conserver, à protéger ou à créer, qu'ils relèvent ou non du régime forestier, enclos ou non, attenant ou non à des habitations. Ce classement peut s'appliquer également à des arbres isolés, des haies ou réseaux de haies, des plantations d'alignements. On parle d'espaces boisés classés (EBC). La décision de création d'un EBC est normalement facultative, mais ce n'est pas le cas pour les communes soumises à la Loi Littoral, pour lesquelles le PLU doit classer en EBC les parcs et ensemble boisés existants les plus significatifs de la commune après avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.</p>	<p>articles <u>L. 141-1 à L. 141-7</u> à <u>R. 141-1 à R. 141-11</u> du code forestier</p>	PLU	<p>Le classement interdit tout changement d'affectation du sol, et donc entraîne de fait le rejet de toute demande d'autorisation de défrichement. Impossible donc de revenir à un usage agricole, même s'il s'agit d'espaces boisés gagnés sur d'anciennes terres agricoles. Interdit également de créer sans dérogation des coupures nécessaires à la défense des forêts contre l'incendie, des places de dépôt nécessaires à l'exploitation forestière, pas d'aménagements à vocation cynégétique ni d'accueil du public. Les coupes d'arbres sont soumises à déclaration préalable à la Mairie, sauf cas particulier (arbres dangereux, sous réserve d'absence d'espèce protégée, par exemple d'insectes tels que le Grand Capricorne) ou selon les arrêtés préfectoraux qui peuvent dispenser de cette déclaration certains types de coupes, ou bien encore s'il est fait application d'un plan simple de gestion agréé ou d'un règlement-type de gestion.</p>
Forêt de protection	<p>Ce statut concerne les forêts dont le maintien s'impose soit pour des raisons écologiques, soit pour le bien-être de la population pour les forêts péri-urbaines.</p>	<p>articles <u>L. 141-1 à L. 141-7</u> à <u>R. 141-1 à R. 141-11</u> du code forestier</p> <p>Décret n° 2012-836 du 29 juin 2012 relatif à la partie réglementaire du code forestier</p>	Géoportail de l'urbanisme	<p>Les deux principales caractéristiques de ce statut sont :</p> <p>1) une forte protection du foncier puisque la loi précise que le classement en forêt de protection interdit tout changement d'affectation ou tout mode d'occupation des sols de nature à compromettre la conservation ou la protection des</p>

		Ordonnance 2012-92 du 26 janvier 2012 relative à la partie législative du code forestier		boisements et garantit ainsi la pérennité de l'état boisé ; 2) un régime forestier spécial, qui fixe les conditions de gestion des forêts dans le cadre des motivations qui ont conduit au classement et propose, dans la notice de gestion, une série de recommandations aux propriétaires privés, en particulier sous forme de fiches-conseil.
Réserves biologiques de l'ONF	Les réserves biologiques sont à la fois un outil de gestion spécifique et de protection réglementaire renforcée, permettant de protéger les espèces et les habitats remarquables ou représentatifs des forêts publiques. Elles forment, pour une partie d'entre elles, un réseau de forêts en libre évolution.  C'est un statut de protection spécifique aux forêts de l'État (domaniales) et aux forêts des collectivités (communes, départements, régions...). À ce titre, les réserves biologiques sont gérées par l'Office national des forêts (ONF).	Conventions générales État-ONF :  du 3 février 1981 (sur les réserves biologiques en forêts domaniales) ; du 14 mai 1986 (autres forêts relevant du régime forestier). Instructions ONF, approuvées par les ministères en charge de l'Environnement et de l'Agriculture :  n° 98-T-37 du 30 décembre 1998 sur les réserves biologiques intégrales (RBI) ; n° 95-T-32 du 10 mai 1995 sur les réserves biologiques dirigées (RBD). Code forestier : articles L. 122-7, L. 212-1, L. 212-2-1 et L. 212-3.	ONF Géoportail	Le classement en réserve biologique permet l'institution de trois types de protection : La réserve biologique intégrale dans laquelle toutes les opérations sylvicoles sont exclues, sauf cas particulier d'élimination d'essences exotiques ou de sécurisation d'itinéraires longeant ou traversant la réserve. La régulation des ongulés par la chasse est possible pour pallier l'absence ou l'insuffisance de prédateurs naturels. L'accès du public peut être réglementé voire interdit. La réserve biologique dirigée, dans laquelle les actes de gestion sont subordonnés à l'objectif de conservation des habitats ou espèces ayant motivé la création de la réserve (ainsi, la gestion et l'exploitation forestières peuvent dans certains cas rester compatible avec les objectifs d'une RB dirigée, voire être nécessaire à leur réalisation). Enfin, à l'extérieur de la réserve (mais toujours en propriétés relevant du régime forestier), des zones tampons peuvent être instituées dans lesquelles des règles spécifiques de gestion sont établies en fonction des objectifs propres à chaque réserve. On peut notamment y proscrire l'introduction d'essences non indigènes qui pourraient interférer négativement avec les habitats de la réserve, interdire les dispositifs d'alimentation du gibier, etc.
Mesures compensatoires d'atteintes à la biodiversité	Une mesure compensatoire des atteintes à la biodiversité intervient sur l'impact résiduel d'un projet d'aménagement, lorsque toutes les mesures envisageables ont été mises en œuvre pour éviter puis réduire les impacts négatifs sur la biodiversité. Elle vise à offrir une contrepartie positive à un impact dommageable non réductible provoqué par un projet, de façon à maintenir la biodiversité dans un état équivalent ou meilleur à celui observé avant sa réalisation.	Article L.122-1-III du code de l'environnement	Géoportail	.

Protection au titre des abords de monuments historiques (AC1)	La protection au titre des abords a le caractère de servitude d'utilité publique affectant l'utilisation des sols dans un but de protection, de conservation et de mise en valeur du patrimoine culturel. La protection au titre des abords s'applique à tout immeuble, bâti ou non bâti, soit situé dans un périmètre délimité par l'autorité administrative, soit visible du monument historique ou visible en même temps que lui et situé à moins de cinq cents mètres de celui-ci.	Article L.621-1 et suivants du code du patrimoine  Articles L.621-30 à L.621-32 du code du patrimoine  Article 28 de la loi du 2 mai 1930 conformément à l'article L.642-9 du Code du patrimoine	Atlas des patrimoines	Les travaux susceptibles de modifier l'aspect extérieur d'un immeuble, bâti ou non bâti, protégé au titre des abords sont soumis à une autorisation préalable. L'autorisation peut être refusée ou assortie de prescriptions lorsque les travaux sont susceptibles de porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur d'un monument historique ou des abords.
Monuments historiques	Un monument historique est un immeuble (bâti ou non bâti : parc, jardin, grotte...) ou un objet mobilier (meuble ou immeuble par destination) recevant un statut juridique particulier destiné à le protéger pour son intérêt historique, artistique, architectural mais aussi technique ou scientifique afin qu'il soit conservé, restauré et mis en valeur.  Ce statut de « monument historique » est une reconnaissance par la Nation de l'intérêt patrimonial d'un bien. Cette protection implique une responsabilité partagée entre les propriétaires et la collectivité nationale au regard de sa conservation et de sa transmission aux générations à venir.	<ul style="list-style-type: none"> <li>Concernant les mesures de classement et leurs conséquences. Code du patrimoine : - Articles L. 621-1 à L. 621-22, - Articles L. 621-29-1 à L. 621-29-8, - Articles L. 621-33, - Articles R. 621-1 à R. 621-52, - Articles R. 621-69 à R. 621-91, - Articles R. 621-97.</li> <li>Concernant les mesures d'inscription et leurs conséquences. Code du patrimoine : - Articles L. 621-25 à L. 621-29, - Articles L. 621-29-1 à L. 621-29-8, - Articles L. 621-33, - Articles R. 621-53 à R. 621-68, - Articles R. 621-69 à R. 621-91, - Articles R. 621-97.</li> </ul>		<p>Classement au titre des monuments historiques: Ces servitudes concernent les immeubles ou les parties d'immeubles dont la conservation présente du point de vue de l'histoire ou de l'art un intérêt public. Les propriétaires d'immeubles classés ne peuvent effectuer de travaux de restauration, de réparation ou de modification sans autorisation préalable du préfet de région ou du ministre chargé de la culture.</p> <p>Inscription au titre des monuments historiques: Ces servitudes concernent les immeubles ou parties d'immeubles qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation. Les propriétaires d'immeubles inscrits ne peuvent procéder à aucune modification sans déclaration préalable; aucune autorisation d'urbanisme ne peut être délivrée sans accord préalable du préfet de région.</p>
Servitudes aéronautiques de dégagement (PSA)	Les servitudes aéronautiques sont instituées par le code de l'aviation civile pour assurer la sécurité de la circulation des aéronefs. Ces servitudes comprennent des servitudes aéronautiques de dégagement et des servitudes aéronautiques de balisage. Les servitudes aéronautiques d'un aéroport fixe et matérialisent, sur le	<ul style="list-style-type: none"> <li>Code des transports: Articles L. 6351-1 à L. 6351-5 (anciens R. 241-1 à R. 242-3 du Code de l'aviation civile)</li> </ul>	Cartelie, Géoportail, PLU, Géoportail de l'urbanisme Service national d'ingénierie aéroportuaire (SNIA)	Les servitudes aéronautiques de dégagement imposent aux communes frappées de servitudes aéronautiques l'interdiction de créer de nouveaux obstacles et l'obligation de supprimer tout obstacle susceptible de constituer un danger pour la circulation aérienne ou nuisible au fonctionnement des dispositifs nécessaires à la sécurité de la navigation aérienne, tels que les aides visuelles et



	long terme, des surfaces que ne doivent pas dépasser les obstacles de toute nature aux abords d'un aérodrome. Toutes les caractéristiques techniques relatives aux servitudes aéronautiques d'un aérodrome sont reportées dans un document appelé plan de servitudes aéronautiques de dégagement.			les installations météorologiques, à l'exclusion des aides radioélectriques. De plus elles comportent aussi l'interdiction d'effectuer des travaux de grosses réparations ou d'amélioration exempté du permis de construire sur les bâtiments et autres ouvrages frappés de servitude sans l'autorisation de l'autorité administrative. Dans le cadre du SCoT VA, un couloir aérien traverse le territoire.
Servitudes relatives à la conservation du patrimoine	Les servitudes relatives à la conservation du patrimoine concernent : Le patrimoine naturel (forêts, littoral maritime, eaux, réserves naturelles et parcs nationaux, zones agricoles protégées) ; Le patrimoine culturel (monuments historiques, monuments naturels et sites, patrimoine architectural et urbain) ; Le patrimoine sportif ;	<		
Servitudes relatives à l'utilisation de certaines ressources et équipements (Energie Electricité)	Deux catégories de servitudes ont été instituées sur les distributions d'énergie : Les servitudes concernant toutes les distributions d'énergie électrique Les périmètres instaurés de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts	Loi du 15 juin 1906	Réseau Transport Electricité (RTE) Enedis SDE09 TEREGA GRDF	Les servitudes concernant toutes les distributions d'énergie électrique : - servitude d'ancrage permettant d'établir à demeure des supports et ancrages pour conducteurs aériens d'électricité, soit à l'extérieur des murs ou façades donnant sur la voie publique, soit sur les toits et terrasses des bâtiments, - servitude de surplomb permettant de faire passer les conducteurs d'électricité au-dessus des propriétés privées, - servitude de passage ou d'appui permettant d'établir à demeure des canalisations souterraines, ou des supports pour conducteurs aériens, sur des terrains privés non bâtis, qui ne sont pas fermés de murs ou autres clôtures équivalentes, - servitude d'élagage et d'abattage d'arbres permettant de couper les arbres et branches d'arbres qui, se trouvant à proximité des conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient, par leur mouvement ou leur chute, occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages. Il s'agit de servitudes n'entraînant aucune dépossession du propriétaire qui conserve le droit de démolir, réparer, surélever, de clore ou de bâtir, sous réserve de prévenir le concessionnaire un mois avant de démarrer les travaux.

				<p>Les périmètres instaurés de part et d'autre d'une ligne électrique aérienne de tension supérieure ou égale à 130 kilovolts et à l'intérieur desquels :</p> <p>sont interdits : des bâtiments à usage d'habitation, des aires d'accueil des gens du voyage, certaines catégories d'établissements recevant du public : structures d'accueil pour personnes âgées et personnes handicapées, hôtels et structures d'hébergement, établissements d'enseignement, colonies de vacances, établissements sanitaires, établissements pénitentiaires, établissements de plein air.</p> <p>peuvent être interdits ou soumis à prescriptions : d'autres catégories d'établissements recevant du public, des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et fabriquant, utilisant ou stockant des substances combustibles, explosibles, inflammables ou combustibles, sans toutefois qu'il puisse être fait obstacle à des travaux d'adaptation, de réfection ou d'extension de l'existant sous réserve néanmoins de ne pas augmenter la capacité d'habitants dans le périmètre des servitudes.</p>
<p>Servitudes relatives à l'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles</p>	<p>Les servitudes d'utilité publique de type PM1 résultent de l'établissement des plans de prévention des risques naturels prévisibles (PPRNP) et des plans de prévention des risques miniers (PPRM) établis en application des articles L. 562-1 et suivants du code de l'environnement.</p> <p>Cette servitude a été instituée en vue, d'une part, de localiser, caractériser et prévoir les effets des risques naturels existants dans le souci notamment d'informer et de sensibiliser le public et, d'autre part, de définir les mesures et techniques de prévention nécessaires.</p>	<p>Code de l'urbanisme: Articles L. 126-1 et R. 126-1 et leurs annexes.</p>	<p>Géoportail PLU Géoportail de l'urbanisme Cartes communales Géorisques</p>	<p>Il faut se référer aux plans des communes ou communautés de communes concernées.</p> <p>Ces plans délimitent :</p> <p>les zones exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions ;</p> <p>les zones non directement exposées aux risques dans lesquelles les constructions, ouvrages, aménagements et exploitations sont interdites ou soumises à prescriptions car susceptibles d'aggraver les risques ou d'en provoquer de nouveaux.</p> <p>Dans ces zones, les plans définissent :</p> <p>les mesures de prévention, de protection et de sauvegarde qui doivent être prises, par les collectivités publiques dans le cadre de leurs compétences, ainsi que celles qui peuvent incomber aux particuliers ;</p> <p>les mesures relatives à l'aménagement, l'utilisation ou l'exploitation des constructions, des ouvrages, des espaces mis en culture ou plantés existants à la date de l'approbation du plan qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants ou utilisateurs.</p>

<p>Servitudes relatives à l'établissement des plans de prévention des risques technologiques</p>	<p>Les PPRT délimitent, pour les installations présentant des dangers particulièrement importants pour la sécurité des populations voisines, un périmètre d'exposition aux risques en tenant compte de la nature, de la probabilité et de l'intensité des risques technologiques décrits dans les études de dangers et définissent des mesures dans le but de protéger les populations.</p> <p>Au sein de ce périmètre, sont délimitées, en fonction du type de risques, de leur gravité, de leur probabilité et de leur cinétique :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>des zones dites de maîtrise de l'urbanisation future ;</li> <li>des zones dites de prescription, relatives à l'urbanisation existante, au sein desquels peuvent être délimités :</li> <li>des secteurs dits de délaissement en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger grave pour la vie humaine ;</li> <li>des secteurs dits d'expropriation en raison de l'existence de risques importants d'accident à cinétique rapide présentant un danger très grave pour la vie humaine.</li> </ul>	<p>Articles L-515-15 et suivants du code de l'environnement</p> <p>Article R.515-39 et suivants</p> <p>Loi n° 2003-699 du 30 juillet 2003 relative à la prévention des risques technologiques et naturels et à la réparation des dommages et son décret d'application n° 2005-1130 du 7 septembre 2005 relatif aux plans de prévention des risques technologiques.</p>	<p>Géorisques Géoportail PLU Géoportail de l'urbanisme</p>	<p>Ces plans définissent, autour de ces installations ou stockages, un périmètre d'exposition aux risques.</p> <p>A l'intérieur de ce périmètre, les PPRT peuvent :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- délimiter des zones dans lesquelles la réalisation d'aménagements ou d'ouvrages ainsi que les constructions nouvelles et l'extension des constructions existantes sont interdites ou subordonnées au respect de prescriptions relatives à la construction, à l'utilisation ou à l'exploitation,</li> <li>- prévoir, à l'intérieur de ces zones, d'une part des secteurs dans lesquels peut être instauré un droit de délaissement des bâtiments ou parties de bâtiments existant à la date d'approbation du plan, d'autre part des secteurs où l'expropriation est possible,</li> <li>- prescrire des mesures de protection des populations (notamment des travaux de sur le bâti existant) qui doivent être prises par les propriétaires, exploitants et utilisateurs dans les délais que le plan détermine.</li> </ul> <p>Site Seveso Mazères (le seul en Ariège) : <a href="http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/css-du-bassin-industriel-de-mazeres-a24557.html">http://www.occitanie.developpement-durable.gouv.fr/css-du-bassin-industriel-de-mazeres-a24557.html</a></p>
<p>PPRN</p>	<p>Le PPRN est un document d'urbanisme qui peut traiter d'un ou plusieurs risques et s'étendre sur une ou plusieurs communes.</p> <p>Le PPRN permet de prendre en compte l'ensemble des risques, dont les inondations, mais aussi les séismes, les mouvements de terrain, les incendies de forêt, les avalanches, etc. Le PPRN relève de la responsabilité de l'Etat pour maîtriser les constructions dans les zones exposées à un ou plusieurs risques, mais aussi dans celles qui ne sont pas directement exposées, mais où des aménagements pourraient les aggraver. Le champ d'application du règlement couvre les projets nouveaux, et les biens existants. Le PPRN peut également définir et rendre obligatoires</p>	<p>Loi du 2 février 1995 Article L562-1 et suivants du code de l'environnement</p>	<p>Géorisques Géoportail PLU Géoportail de l'urbanisme</p>	<p>Le PPRN est une servitude d'utilité publique associée à des sanctions pénales en cas de non-respect de ses prescriptions et à des conséquences en termes d'indemnisations pour catastrophe naturelle.</p> <p>Le dossier du PPRN contient une note de présentation du contexte et de la procédure qui a été menée, une ou plusieurs cartes de zonage réglementaire délimitant les zones réglementées, et un règlement correspondant à ce zonage.</p>

	des mesures générales de prévention, de protection et de sauvegarde.			
Site inscrit	<p>Un site inscrit est un espace naturel ou bâti de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque qui nécessite d'être conservé.</p> <p>La procédure peut être à l'initiative des services de l'État (DREAL, STAP), de collectivités, d'associations, de particuliers ... L'inscription est prononcée par arrêté du Ministre en charge des sites.</p>	<p>Code de l'environnement-Articles L 341-1 à L 341-22                  Loi du 2 mai 1930                  Décret n° 69-607 du 13 juin 1969                  Décret n° 98-865 du 23 septembre 1998</p>	Atlas des patrimoines PLU	<p>En site inscrit, l'administration doit être informée au moins 4 mois à l'avance des projets de travaux. L'Architecte des Bâtiments de France émet un avis simple, sauf pour les permis de démolir qui supposent un avis conforme.</p>
Site classé	<p>Un site classé est un site de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque, dont la qualité appelle, au nom de l'intérêt général, la conservation en l'état et la préservation de toute atteinte grave. Le classement concerne des espaces naturels ou bâtis, quelle que soit leur étendue. Cette procédure est très utilisée dans le cadre de la protection d'un "paysage", considéré comme remarquable ou exceptionnel.</p> <p>La procédure peut être à l'initiative de services de l'État, de collectivités, d'associations, de particuliers ..., Le dossier est ensuite instruit par la Direction Régionale de l'Écologie de l'Aménagement et du Logement. Le classement intervient par arrêté du Ministre en charge des sites ou par décret en Conseil d'État (selon le nombre et l'avis des propriétaires concernés).</p>	<p>Code de l'environnement-Articles L 341-1 à L 341-22                  Loi du 2 mai 1930                  Décret n° 69-607 du 13 juin 1969                  Décret n° 98-865 du 23 septembre 1998</p>	Atlas des patrimoines PLU	<p>En site classé, tous les travaux susceptibles de modifier l'état des lieux ou l'aspect des sites (par exemple, les travaux relevant du permis de construire) sont soumis à autorisation spéciale préalable du Ministère chargé des sites, après avis de la DREAL, de la DRAC (Service Territorial de l'Architecture et du Patrimoine du département concerné) et de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites (CDNPS). L'autorisation est déconcentrée au niveau du Préfet de département pour les travaux moins importants.</p> <p>De plus :</p> <p>l'installation de caravanes et la création de terrains de camping sont interdits sauf dérogation ;                  toute forme de publicité est interdite ;                  les réseaux électriques ou téléphoniques nouveaux doivent obligatoirement être enfouis.</p>
Zone humide	<p>Les définitions des zones humides sont aussi nombreuses que leurs rédacteurs, qu'ils soient scientifiques, gestionnaires, juristes ou politiques.</p> <p>Au niveau international, la « Convention relative à la conservation et l'utilisation rationnelle des zones humides et de leurs ressources » (convention de Ramsar) a adopté une définition assez générale prenant en compte un certain nombre de milieux marins comme les</p>	<p>Convention de Ramsar Article R211-108 du code de l'Environnement                  Article L214-1 à 6 du code de l'environnement                  Article R214-1 du code de l'environnement                  Arrêté du 24 juin 2008                  Circulaire du 18 janvier 2010 relative à la délimitation des zones humides</p>	<p>Géoportail                  Portail National Milieux humides (<a href="http://pnmh.espaces-naturels.fr">http://pnmh.espaces-naturels.fr</a>)                  Portail national des zones humides (<a href="http://www.zones-humides.org">http://www.zones-humides.org</a>)                  SDAGE                  Inventaire réalisé par l'ANA-CEN et le PNR au niveau départemental, réactualisé régulièrement</p>	<p>Conformément aux articles L214-1 à 6 et R214-1 du code de l'environnement, toute intervention susceptible de porter atteinte à l'intégrité ou au bon fonctionnement d'une zone humide est soumise à déclaration (de 0,1 à 1 ha) ou à autorisation (supérieur à 1 ha) auprès des services concernés de la police de l'eau.</p> <p>Selon les cas (autorisation ou déclaration), et conformément aux dispositions des SDAGE et du code de l'environnement, l'administration instruit</p>

	<p>récifs coralliens et les herbiers marins ainsi que les cours d'eau et milieux souterrains.</p> <p>En France, la législation est plus restrictive en raison de l'existence antérieure d'une réglementation sur certains milieux artificiels (barrage, plan d'eau...) ou « naturels » (cours d'eau, milieux marin et souterrain...).</p> <p>Selon le code de l'environnement, les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».</p>	<p>Arrêté du conseil d'Etat du 22 février 2017</p>		<p>les demandes de projets situés en zones humides selon le principe « Éviter, Réduire, Compenser » :</p> <p>Éviter : les mesures d'évitement consistent en la suppression totale des impacts négatifs qu'un projet peut générer sur les composantes physiques et biologiques des milieux naturels et sur les usages qui y sont liés. En premier lieu, le demandeur doit tout mettre en œuvre pour éviter que son projet dégrade ou détruise une zone humide</p> <p>Réduire : le demandeur démontre et justifie que pour des conditions économiques et techniques raisonnables, il est impossible que la réalisation de son projet évite toute atteinte à des zones humides (évitement). Le pétitionnaire doit alors rechercher des solutions pour réduire autant que possible les impacts de son projet. Par exemple, pour une infrastructure dont le tracé passe inévitablement dans une zone humide, celui-ci pourra s'effectuer en élévation si la topographie le permet (pont : impacts limités à l'emprise des piles) ou en bordure pour réduire l'effet de fragmentation.</p> <p>Compenser : après évitement et réduction, quand il persiste un impact négatif résiduel sur la zone humide celui-ci doit être corrigé par la réalisation de « mesures compensatoires ». Par exemple, il peut s'agir de restaurer des zones humides en périphérie de la surface détruite ou de palier la fragmentation par la création de zones humides de part et d'autre d'un ouvrage linéaire (continuité), voire de recréer un espace inondable par restitution d'une cote topographique compatible lorsque des remblais sont réalisés.</p>
--	--	--	--	---

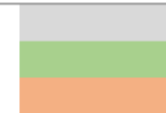
## Synthèse de la prise en compte des enjeux dans le cadre de projets ENR

Filière \ Enjeux	Natura 2000 / ZPS / ZICO	ZNIEFF	TVB/TS	RNN	EBC	MH Sites	Servitudes aéronautiques	PPRN PPRT	ZH	Cours d'Eau
Agrivoltaïsme										
Bois Energie										
Chaleur Fatale								RT		
Eolien										
Géothermie										
Hydroélectricité										
Hydrogène								RT		
Méthanisation								RT		
PV sol										
PV toiture										
PV flottant										
Solaire thermique										
Réseau chaleur										

Enjeu global à traiter dans le cadre de la demande d'autorisation

Enjeu réglementaire significatif à traiter pour la filière dans le cadre de la demande d'autorisation

Enjeu spécifique à la filière



#### 4. Méthodes de calcul de chaque potentiel EnR détaillé et résultats chiffrés

Données d'entrée :

- OREO 2019
- Opendata Enedis 2020
- Opendata GRDF 2020

Tableau 4 : Consommation par EPCI

EPCI	Consommation d'énergie 2019	Population (INSEE 2019)	Consommation d'énergie par habitant
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	920 GWh	39 484 hab.	23,3 MWh/hab.
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	853 GWh	31 827 hab.	26,8 MWh/hab.
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	182 GWh	8 376 hab.	21,7 MWh/hab.
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	1 955 GWh	79 687 hab.	24,5 MWh/hab.

Tableau 5 : Consommation par EPCI par énergie

EPCI	Produits pétroliers	Électricité	Gaz naturel	Chaleur renouvelable	Biocarburants
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	270 GWh	177 GWh	128 GWh	260 GWh	17 GWh
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	346 GWh	256 GWh	235 GWh	62 GWh	21 GWh
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	85 GWh	56 GWh	0 GWh	37 GWh	5 GWh
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	701 GWh	489 GWh	363 GWh	359 GWh	43 GWh

Tableau 6 : Production d'énergie renouvelable

EPCI	Hydroélectricité	Solaire photovoltaïque	Bioénergies électriques	Bioénergies thermiques
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	140 GWh	4 GWh	31 GWh	261 GWh
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	41 GWh	24 GWh	-	62 GWh
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	71 GWh	1 GWh	-	37 GWh
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	252 GWh	29 GWh	31 GWh	360 GWh

#### Potentiels en énergies renouvelables

## Solaire photovoltaïque

### Méthodologie

Évaluation de la productivité des panneaux : Source Global Solar Atlas 2.0, application développée par Solargis et issue du programme ESMAP (Energy Sector Management Assistance Program), coordonné et financé par la Banque Mondiale (<https://globalsolaratlas.info>).

Carte (par mailles d'environ 707mx707m) de production potentielle de modules photovoltaïques de silicium cristallin fixes, inclinés à l'angle optimal pour la production photovoltaïque, avec prise en compte du relief.

### Résultats

Tableau 7 : Potentiel de production d'électricité solaire photovoltaïque en toiture

Filière : Solaire photovoltaïque			
EPCI	Potentiel Solaire PV sur bâti indus., agri. et commercial	Potentiel Solaire PV sur autres bâtiments	Potentiel total Solaire PV
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	51 GWh	78 GWh	<b>129 GWh</b>
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	20 GWh	77 GWh	<b>97 GWh</b>
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	4 GWh	21 GWh	<b>25 GWh</b>
<b>Total général</b>	<b>75 GWh</b>	<b>176 GWh</b>	<b>251 GWh</b>

Tableau 8 : Potentiel de production d'électricité solaire photovoltaïque en ombrière de parking

Filière : Solaire photovoltaïque		
EPCI	Potentiel Solaire PV sur ombrières de parking	Surface d'ombrières correspondant
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	7,3 GWh	35 300 m <sup>2</sup>
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	8,5 GWh	42 600 m <sup>2</sup>
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	/	/
<b>Total général</b>	<b>15,8 GWh</b>	<b>78 000 m<sup>2</sup></b>



Tableau 9 : Récapitulatif du potentiel de production électrique issue du photovoltaïque sur le territoire d'étude

Filière : Solaire photovoltaïque				
EPCI	Potentiel Solaire PV en toiture	Potentiel Solaire PV en ombrières	Potentiel Solaire PV au sol	Potentiel Solaire PV total
CC des Portes d'Ariège Pyrénées	129 GWh	7,3 GWh	/	136 GWh
Agglomération Foix-Varilhes	97 GWh	8,5 GWh	/	106 GWh
CC du Pays de Tarascon	25 GWh	/	/	25 GWh
SCoT Vallée de l'Ariège	251 GWh	15,8 GWh	/	267 GWh

## Éolien

Le détail de la méthodologie est indiqué dans le corps du rapport.

*Pour estimer le nombre de mâts potentiellement accueillis sur chaque surface identifiée, une hypothèse espacement typique entre éoliennes de 300m x 1000m, soit environ **3 éoliennes par km<sup>2</sup>**, sera utilisée.*

*La puissance moyenne des éoliennes considérées est de **3 MW** et leur temps moyen de fonctionnement à puissance nominale est estimé à **2400 heures par an** (facteur de charge : 27%).*

## Résultats

Tableau 10 : Récapitulatif du potentiel pour l'éolien

Filière : Électricité à partir de l'éolien			
EPCI	Nombre d'éoliennes	Puissance totale	Production annuelle
CC des Portes d'Ariège Pyrénées	49	147 MW	353 GWh
Agglomération Foix-Varilhes	0	0 MW	0 GWh
CC du Pays de Tarascon	0	0 MW	0 GWh
SCoT Vallée de l'Ariège	49	147 MW	353 GWh

## Hydroélectricité

Le détail de la méthodologie et des résultats sont indiqués dans le corps du rapport.

## Solaire thermique

### Méthodologie

Évaluation du potentiel brut :

<b>Irradiation moyenne annuelle</b>	<b>1 300 kWh/m<sup>2</sup></b>
<b>Rendement moyen capteur solaire thermique</b>	<b>60%</b>

Évaluation des besoins en eau chaude sanitaire (potentiel net) :

- Des hôpitaux, en fonction du nombre de lits, en considérant 11%<sup>11</sup> de la consommation totale due à l'eau chaude sanitaire, avec les hypothèses suivantes :

Capacité d'hébergement	Consommation totale par lit
<b>25</b>	11,6 MWh/an
<b>50</b>	11,6 MWh/an
<b>75</b>	10,5 MWh/an
<b>100</b>	10,4 MWh/an

- Des EHPAD, en fonction du nombre de lits (même hypothèses de consommation que les hôpitaux)
- Des piscines, en fonction de la surface de bassin et du temps d'ouverture :

<b>Ratio de consommation d'énergie d'un bassin de piscine (Base de données Akajoule)</b>	2,86 kWh/m <sup>2</sup> /jour
--	-------------------------------

- Des particuliers, en fonction du nombre de personnes par ménage, d'après la base de données INSEE

<b>Ratio de consommation</b>	36 L/personne/jour
------------------------------	--------------------

- Des hôtels, en fonction du nombre de chambres, en considérant un taux d'occupation moyen de 47%<sup>12</sup>, avec les hypothèses suivantes :

Nombre d'étoiles	Consommation d'ECS (L/chambre/nuit)
------------------	-------------------------------------

<sup>11</sup> Source : Agence Régionale de la Santé (ARS Vendée – Pays-de-Loire)

<sup>12</sup> Source : Les Chiffres clés du tourisme 2016 en Ariège - Agence de Développement touristique d'Ariège Pyrénées

<b>Eco</b>	30
<b>1 &amp; 2</b>	45
<b>3 &amp; 4</b>	60
<b>5</b>	80

Il est donc considéré comme potentiel en solaire thermique le total des consommations d'énergie pour produire de l'eau chaude sanitaire, modulé par les hypothèses<sup>13</sup> suivantes :

Type de bâtiment	Productivité	Pourcentage de la consommation annuelle d'eau chaude sanitaire couverte par le solaire
<b>Solaire thermique collectif (piscines, hôpitaux, EHPAD, camping, hôtels, particuliers habitant dans des immeubles)</b>	600 kWh/m <sup>2</sup>	40 %
<b>Solaire thermique individuel (particuliers habitant dans des maisons individuelles)</b>	300 kWh/m <sup>2</sup>	60 %

## Résultats

Tableau 11 : Récapitulatif du potentiel de production de chaleur issue du solaire thermique sur le territoire

<b>Filière : Solaire thermique</b>		
<b>EPCI</b>	<b>Potentiel Net Solaire thermique</b>	<b>Surface de panneaux solaire thermique correspondante</b>
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	17 GWh	49 900 m <sup>2</sup>
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	14 GWh	42 600 m <sup>2</sup>
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	4 GWh	11 600 m <sup>2</sup>
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>35 GWh</b>	<b>104 100 m<sup>2</sup></b>

## Bois énergie – Forêts Méthodologie

<sup>13</sup> Source : constructeur de panneaux de solaire thermique Viessmann

Il est pris l'hypothèse que les forêts du territoire d'étude suivent un taux d'accroissement de 5,2 m<sup>3</sup>/ha/an (*Inventaire forestier IGN 2019*). Les surfaces boisées sont issues de la base de données Corine Land Cover (base de données européenne d'occupation biophysique des sols).

Afin d'estimer la quantité d'énergie selon le type de bois, il a également été pris l'hypothèse suivante :

<b>PCI feuillus</b>	<b>2,43 MWh/m<sup>3</sup></b>
<b>PCI résineux</b>	<b>2,13 MWh/m<sup>3</sup></b>
<b>PCI Mixte</b>	<b>2,28 MWh/m<sup>3</sup></b>

Tableau 12 : Surfaces totale de forêts

Filière : Bois-énergie				
EPCI	Feuillus	Conifères	Mixtes	Total
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	3 962 ha	291 ha	132 ha	<b>4 384 ha</b>
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	18 426 ha	1 781 ha	3 023 ha	<b>23 229 ha</b>
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	9 465 ha	755 ha	646 ha	<b>10 866 ha</b>
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>31 853 ha</b>	<b>2 832 ha</b>	<b>3 800 ha</b>	<b>38 480 ha</b>

Matrice d'exploitabilité du potentiel bois

Distance de débardage	Pente <15%	Pente entre 15 et 30%	Pente entre 30 et 50%	Pente supérieure à 50%
< 200 m	Exploitabilité facile		Exploitabilité difficile	Exploitabilité très difficile
200 à 500m		Exploitabilité moyenne		
500 m à 1 km				
1 à 2 km				

Une répartition des surfaces de forêts par niveau d'exploitabilité est alors réalisée.

Tableau 13 : Surfaces de forêts en fonction du niveau d'exploitabilité

Filière : Bois-énergie

EPCI	Facile	Moyenne	Difficile	Très difficile
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	3 596 ha	783 ha	5 ha	/
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	8 624 ha	12 799 ha	1 791 ha	15 ha
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	1 692 ha	5 914 ha	2 868 ha	392 ha
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>13 912 ha</b>	<b>19 497 ha</b>	<b>4 664 ha</b>	<b>407 ha</b>

Enfin, les hypothèses suivantes concernant les taux d'utilisation du bois prélevé seront utilisées<sup>14</sup> :

- Pertes d'exploitation (hauteur de souches, traits de scie...) : **9%**
- Ratios d'utilisation du bois issu de la forêt :
  - Bois d'œuvre (BO) : 42%
  - Bois d'industrie (BI) : 23%
  - **Bois énergie : 36%**

Tableau 14 : Potentiel bois-énergie issu de forêts

Filière : Bois-énergie			
EPCI	Volume mobilisable bois-énergie forêts	Potentiel mobilisable bois-énergie forêts	Part du potentiel situé en ZNIEFF et EBC
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	7 243 m <sup>3</sup>	17 GWh	35%
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	32 704 m <sup>3</sup>	78 GWh	98%
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	11 966 m <sup>3</sup>	29 GWh	99%
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>51 913 m<sup>3</sup></b>	<b>124 GWh</b>	<b>89%</b>

## Bois énergie – bocager

### Méthodologie

La BD Topo de l'IGN permet de localiser les haies ainsi que d'en estimer la longueur totale. Le linéaire de haies total du territoire est estimé à environ **2 700 km**.

<sup>14</sup> Sources : AGRESTE. Memento filière Forêt-Bois ; IFN. L'IF n°28 : prélèvement de bois en forêt et production biologique

Il est considéré que, sur les territoires de l'ancienne région Midi-Pyrénées, **8% des haies**, soit environ 220 km de linéaire, doivent être exclues du potentiel mobilisable au titre de la **continuité écologique**.

Les hypothèses suivantes de productivité et de potentiel énergétique seront utilisées :

- Productivité annuelle moyenne des haies : 13,4 MAP/km<sup>15</sup>
- Coefficient Mètre-cube Apparent Bois : 2,7 MAP/m<sup>3</sup>
- Ratio d'utilisation Bois-Energie (BE) du bois issu de haies : 65%
- Potentiel énergétique : 2,54 MWh<sub>PCI</sub>/m<sup>3</sup>

## Résultats

Tableau 15 : Potentiel bois-énergie issu de haies

Filière : Bois-énergie			
EPCI	Linéaire de haies total	Volume mobilisable bois-énergie haies	Potentiel mobilisable bois-énergie haies
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	1 496 627 ml	4 442 m <sup>3</sup>	11 282 MWh
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	1 026 346 ml	3 046 m <sup>3</sup>	7 737 MWh
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	207 110 ml	615 m <sup>3</sup>	1 561 MWh
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>2 730 083 ml</b>	<b>8 102 m<sup>3</sup></b>	<b>20 580 MWh</b>

<sup>15</sup> MAP/km : mètre-cube apparent de bois sec produit par kilomètre linéaire de haie

## Géothermie

La méthodologie est détaillée dans le corps du rapport.

### Résultats

Tableau 16 : Potentiel de production de chaleur issue de la géothermie sur nappe

Filière : Géothermie	
EPCI	Potentiel Géothermie sur Nappe
CC des Portes d'Ariège Pyrénées	33 GWh
Agglomération Foix-Varilhes	4 GWh
CC du Pays de Tarascon	/
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>37 GWh</b>

Tableau 17 : Potentiel brut théorique de production de chaleur issue de la géothermie sur sondes

Filière : Géothermie	
EPCI	Potentiel brut Géothermie sur Sondes
CC des Portes d'Ariège Pyrénées	1 621 GWh
Agglomération Foix-Varilhes	1 641 GWh
CC du Pays de Tarascon	298 GWh
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>3 560 GWh</b>

Pour l'estimation du potentiel mobilisable, il est donc considéré que la géothermie peut couvrir **100% des besoins de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire** actuellement couverts **par le gaz ou des produits pétroliers** pour les secteurs **résidentiel et tertiaire** en appliquant les mêmes hypothèses et contraintes (végétation, zonage GMI...) que pour l'estimation du potentiel brut.

Tableau 18 : Potentiel mobilisable en géothermie sur sondes

Filière : Géothermie			
EPCI	Conso « substituable » par de la géothermie	Potentiel mobilisable Géothermie Nappe	Potentiel mobilisable Géothermie Sondes

<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	101 GWh	- 33 GWh	<b>68 GWh</b>
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	107 GWh	- 4 GWh	<b>103 GWh</b>
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	19 GWh	/	<b>19 GWh</b>
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>227 GWh</b>	<b>- 37 GWh</b>	<b>191 GWh</b>

## Production de biogaz

### Méthodologie

L'évaluation de la ressource en biogaz sur le territoire est issue d'une étude menée par Solagro publiée en février 2018 par l'ADEME, GRDF et GRTgaz évalue les **potentiels de méthanisation à la maille canton**.

Les estimations regroupent, par canton, les potentiels de production de biogaz (exprimés en GWh PCS avant rendement de conversion en gaz injectable) accessibles par les ressources primaires suivantes :

- Résidus de cultures
- Déjections d'élevage
- Herbes
- Cultures intermédiaires multi-services environnementaux (CIMSE)
- Résidus des industries agro-alimentaires (IAA)
- Biodéchets

### Résultats

Tableau 19 : Récapitulatif du potentiel de production de chaleur issue de la méthanisation sur le territoire

<b>Filière : Méthanisation</b>	
<b>EPCI</b>	<b>Potentiel méthanisation</b>
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	108 GWh
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	34 GWh
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	13 GWh
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>155 GWh</b>



## Récupération de chaleur fatale

La méthodologie est détaillée dans le corps du rapport.

Tableau 20 : Potentiel brut de récupération de chaleur fatale

<b>Filière : Récupération de chaleur fatale</b>			
<b>EPCI</b>	<b>Part de la conso de combustible secteur indus</b>	<b>Conso de combustibles secteur indus</b>	<b>Potentiel brut de récupération de chaleur fatale</b>
<b>CC des Portes d'Ariège Pyrénées</b>	60%	124 GWh	<b>21 GWh</b>
<b>Agglomération Foix-Varilhes</b>	71%	153 GWh	<b>26 GWh</b>
<b>CC du Pays de Tarascon</b>	34%	11 GWh	<b>1,2 GWh</b>
<b>SCoT Vallée de l'Ariège</b>	<b>63 %</b>	<b>288 GWh</b>	<b>48 GWh</b>

## 5. Résultats du questionnaire réalisé auprès des collectivités du territoire.

### Questionnaire – Contenu et objectifs

Ce questionnaire a été diffusé aux collectivités et acteurs du territoire.

#### METHODOLOGIE

##### **Objectif :**

L'envoi du questionnaire revêt un double objectif

- Compléter l'analyse théorique par des données issues du territoire
- Impliquer les collectivités très en amont dans l'étude et affiner leur besoin pour pouvoir mieux y répondre

##### **Mode de diffusion :**

- Envoi du lien du questionnaire par mail par le SCoT
- Demander des relais auprès des collectivités pour qu'elles diffusent aussi, et en parlent en bureau/conseil

##### **Période de diffusion :**

- Envoi initial le **19 Janvier**
- Première relance le **31 Janvier**
- Deuxième relance le **9 Février**
- Première deadline le **14 Février**

##### **Taux de réponse espéré :**

- A minima :
  - o Une réponse pour chacune des CC/CA, au niveau de l'entité

- o La moitié des communes au total, idéalement une représentativité suffisante par CC/CA

##### **Mode de traitement des réponses :**

- Analyse des questions qualitatives proposée par Google Form
- Extract excel des réponses
- Compléments issus de réponses « manuelles »

##### **Utilisation de la donnée dans le diagnostic :**

- Les données sur le potentiel photovoltaïque seront exploitées dans le calcul initial, puis servira de support pour la phase plan d'action
- Les données qualitatives permettent d'alimenter la partie enjeux, et d'anticiper la phase stratégie avec le positionnement face à certaines ENRs

## Réponses au questionnaire

Le taux de réponse au questionnaire est satisfaisant : 44 réponses au total

Les 3 intercommunalités ont répondu au questionnaire.

Concernant la représentativité des partenaires, les entretiens réalisés en complément on permet de remplacer les réponses au questionnaire.



Figure 66 : Profil des répondants

Les structures dites « Partenaire » ayant répondu sont :

- Pamiers Citoyenne
- Ariègebiométhane
- SAFER
- EDF
- 37 communes ont répondu au questionnaire. Elles sont réparties sur l'ensemble du territoire du SCoT comme l'indique sur la carte ci-dessous.
-

PROGRAMME TERRITORIAL  
DES  
ENERGIES RENOUVELABLES  
Communes ayant répondu au  
questionnaire

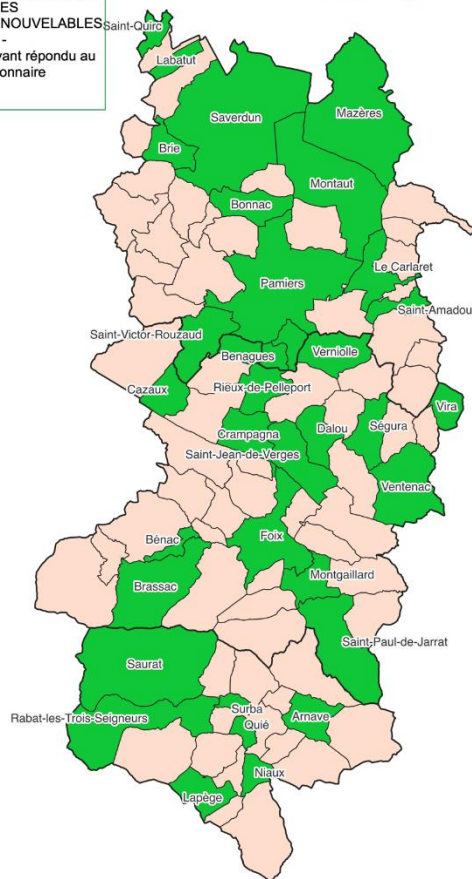


Figure 67 : Répartition géographique des répondants

## Type de projets ENR

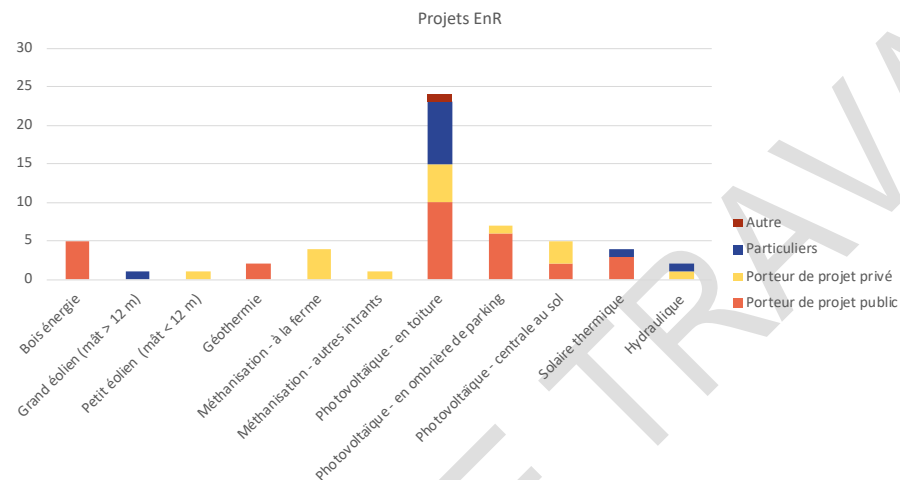


Figure 68 : Typologie de projets ENR

Le solaire photovoltaïque est l'énergie renouvelable la plus répandue chez les différents types d'acteurs. L'énergie solaire, et la production de chaleur renouvelable font l'objet d'installations de porteurs de projet publics. L'éolien, l'hydroélectricité et la méthanisation font l'objet de projet de porteurs privés.

## Leviers pour le développement de projets ENR

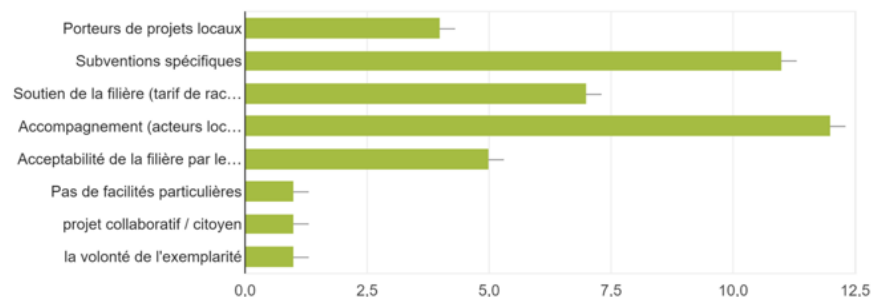


Figure 69 : Leviers pour le développement de projets ENR

Le premier levier correspond à l'accompagnement des potentiels projets ENR par les acteurs techniques locaux, ainsi que la mobilisation de subventions spécifiques.

La définition d'un mode opératoire, détaillant les étapes d'un accompagnement spécifique, serait donc prioritaire pour développer des projets ENR sur le territoire.

## Freins au développement de projets ENR

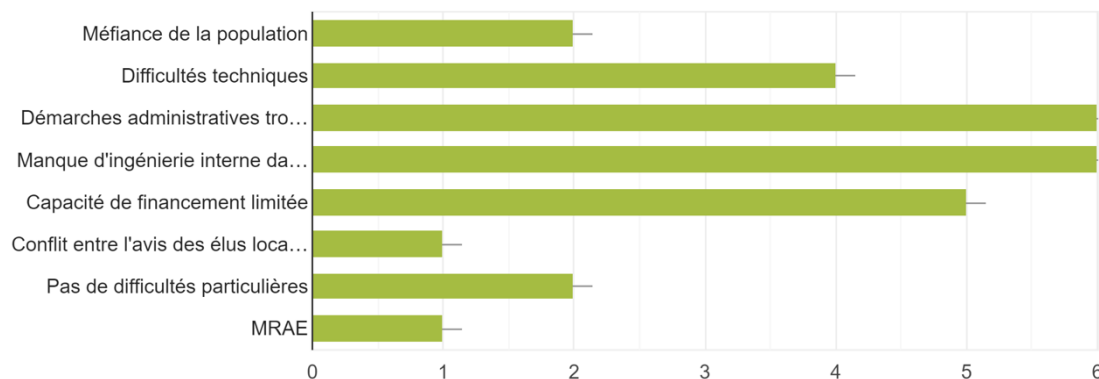


Figure 70 : Freins au développement de projets ENR

La lourdeur des démarches administratives, le manque d'ingénierie, les difficultés techniques et la capacité de financement limitée des collectivités ressortent comme les freins majeurs au développement ENR.

Ces freins font écho aux leviers identifiés ci-dessus pour le développement de projet.

En effet, un accompagnement par les acteurs techniques permettrait de pallier au manque d'ingénierie, aux difficultés techniques, et potentiellement à la complexité des démarches administratives.

En complément, dans le cadre d'un mode opératoire global, la recherche de subventions spécifiques, ou la mise en place de partenariats, permettraient de pallier à la capacité de financement limitée des collectivités.

## Motivations pour le développement de projet ENR

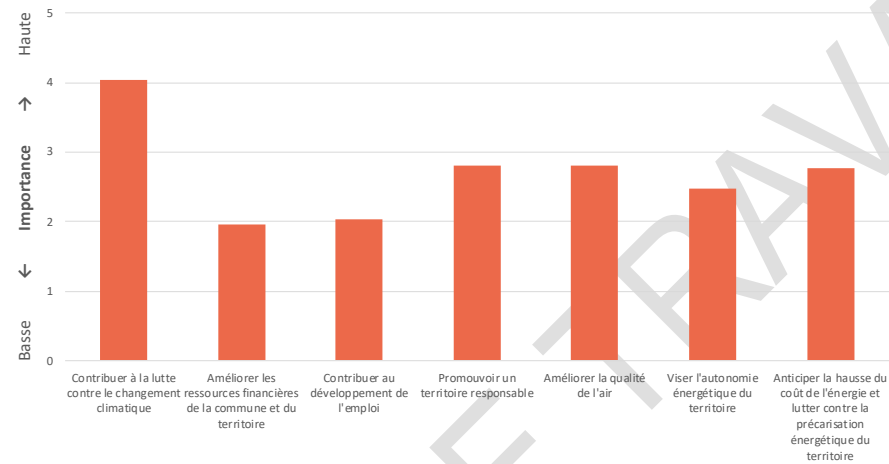


Figure 71 : Motivations pour le développement de projet ENR

La lutte contre le changement climatique reste la motivation majeure pour développer les ENR, mais l'ensemble des motivations restent pertinentes aux yeux des acteurs du territoire.



## Niveau de priorité de développement des ENR

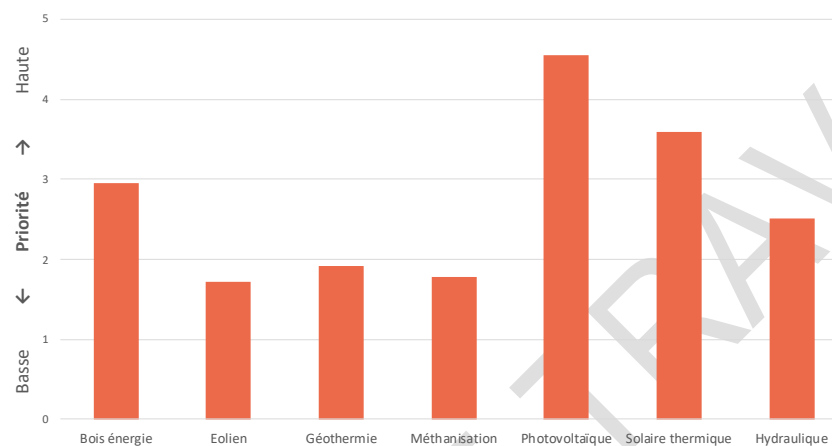


Figure 72 : Niveau de priorité de développement des ENR

Le solaire (photovoltaïque et thermique) ressort comme l'énergie à développer en priorité sur le territoire. Le bois énergie est lui aussi prioritaire. L'hydroélectricité est une énergie à développer d'après les réponses, malgré un potentiel quasi-nul sur le territoire. L'éolien, la méthanisation et la géothermie sont au même niveau.

Le solaire thermique apparaît comme une énergie prioritaire à développer malgré l'absence d'installation existante, ni de projets en cours.

## Le type de soutien attendu en priorité de la part du Syndicat de SCoT pour le développement des énergies renouvelables

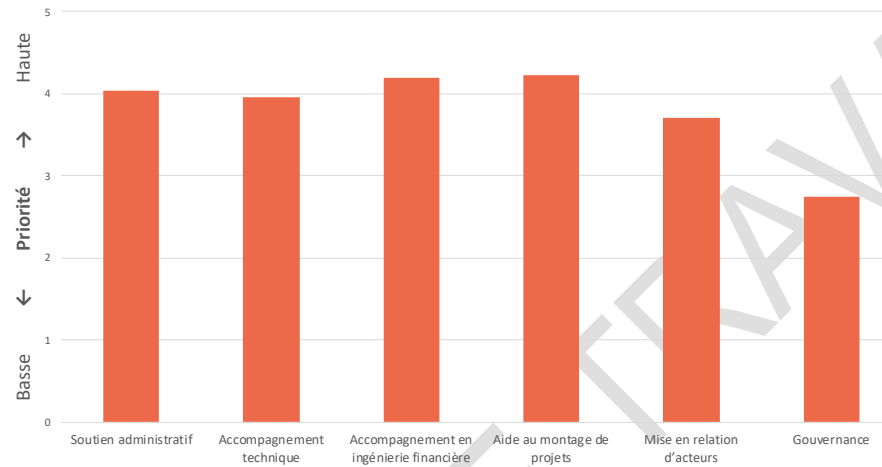


Figure 73 : Type de soutien

Le syndicat de SCoT ressort comme un acteur technique incontournable dans l'accompagnement des projets ENR.

Ce constat fait écho aux leviers prioritaires pour le développement de projet ENR.

La mise en place d'un mode opératoire de développement des projets ressort comme largement prioritaire : quel acteur, quelles démarches administratives, quels financements et partenariats, quel mode de développement, arbitrages techniques,...

## Perception du développement des différentes filières

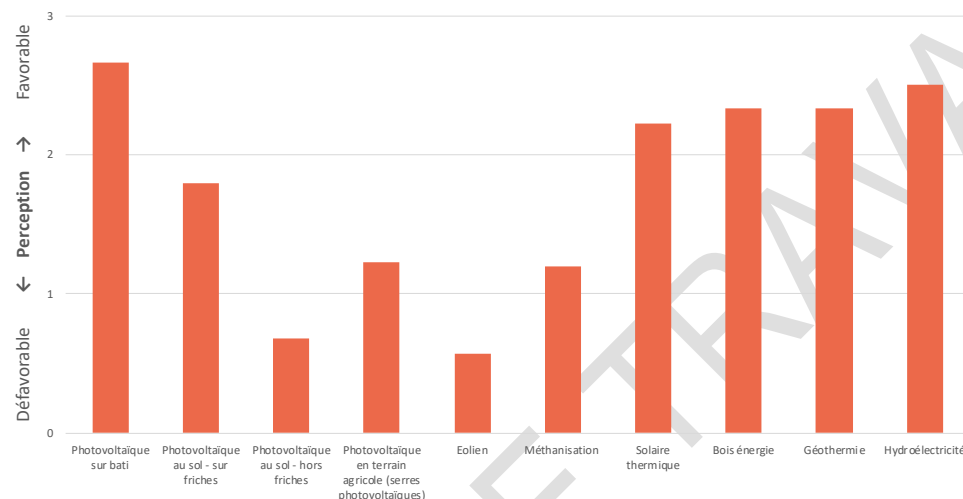


Figure 74 : Perception du développement des différentes filières

Le territoire est favorable à la majorité des énergies renouvelables, hormis :

- Photovoltaïque au sol hors friches
- Éolien
- Agrivoltaïsme
- Méthanisation

Cela concerne des installations de taille plus conséquente, dont la perception semble plus défavorable, ainsi que les installations ayant un impact trop important sur les milieux naturels (photovoltaïque au sol hors friche et agrivoltaïsme).

Il y a donc un enjeu important de montage de projets vertueux pour en améliorer l'acceptabilité (éolien, méthanisation en particulier).

### Degré de connaissance des filières ENR

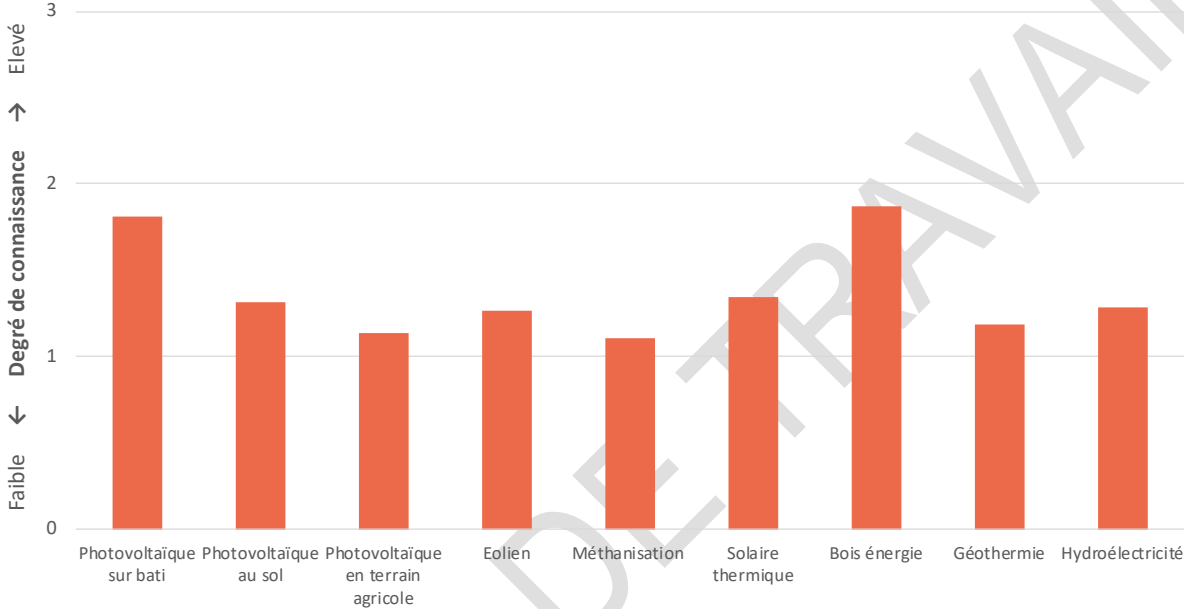


Figure 75 : Degré de connaissance des énergies renouvelables

L'ensemble des filières dispose d'un degré de connaissance moyen.

Il y a donc un enjeu de pédagogie et d'acculturation des énergies renouvelables auprès des collectivités du territoire.

## Grands enseignements du questionnaire

- **Recensement des friches artificialisées sur le territoire**

L'étude de potentiel, basée sur Cartofriches, n'a pas permis de ressortir de friche artificialisée disponible pour du solaire photovoltaïque sur le territoire.

Cependant, dans le questionnaire, quelques communes font mention de friches existantes sur leur territoire : « *ancienne décharge* », « *carrière propriétaire privé* ». Cela met en exergue la nécessité d'un recensement à réaliser sur l'ensemble du territoire, en contactant les communes afin de cartographier les parcelles concernées.

- **Recensement des friches agricoles**

Étant donné le peu de friches artificialisées sur le territoire, il serait intéressant de recenser les « petites friches agricoles ». Ce sont des parties de parcelle à faible valeur agronomique, qui ne pourraient être utilisées ni pour l'agriculture, ni pour une éventuelle construction, mais pouvant faire l'objet d'une petite centrale photovoltaïque au sol (*cf. démarche d'Enercoop en Mayenne avec Territoire Énergie Mayenne*)

- **Recensement des parkings**

Les couches SIG d'urbanisme n'étant pas suffisantes, il serait intéressant de réaliser un travail de recensement avec l'ensemble des communes, cartographiant les parkings concernés, et le type d'acteur associé (public, commercial, entreprise, industrie). L'objectif sera de définir un plan de solarisation des parkings publics, et de mobiliser les acteurs privés sur la base de potentiels et de retours d'expérience chiffrés.



**Version mise en  
consultation**

# PROGRAMME TERRITORIAL DES ÉNERGIES RENOUVELABLES

TOME II – Stratégie opérationnelle et boîte à outils



Juillet 2023



Document réalisé sous la maîtrise d'ouvrage du Syndicat de SCoT de la Vallée de l'Ariège, avec le concours des cabinets CACG et Akajoule.



Réalisé avec le soutien technique et financier de :

Projet cofinancé par le Fonds Européen Agricole pour le Développement Rural  
L'Europe investit dans les zones rurales



## Table des Matières

<b>TABLE DES MATIERES</b>	<b>3</b>
<b>PREAMBULE</b>	<b>5</b>
IV. STRATEGIE OPERATIONNELLE DE DEVELOPPEMENT DES ENR	6
<b>1. SCENARIOS DE DEVELOPPEMENT DES ENR</b>	<b>7</b>
STRATEGIE INITIALE DU PCAET	7
STRATEGIE AJUSTEE	8
<b>2. STRATEGIE DE DEPLOIEMENT DES ENR A L'ECHELLE DU TERRITOIRE</b>	<b>14</b>
CONTRAINTES TECHNIQUES DE RACCORDEMENT	14
CARTOGRAPHIE DES ZONES PRIORITAIRES	15
<i>Vers un mix électrique décarboné localement</i>	15
<i>Valoriser les potentiels de production de chaleur renouvelable au niveau local</i>	19
OPERATIONNALISATION DE LA STRATEGIE	23
<i>Actions transversales</i>	24
<i>Solaire photovoltaïque</i>	27
<i>Eolien</i>	29
<i>Cette mesure est complétée par plusieurs fiches techniques disponibles dans la boîte à outils du PTEr, notamment l'exemple de charte de co-développement de projet et la fiche de processus de réponse à la sollicitation d'un développeur.</i>	29
<i>Hydroélectricité</i>	30
<i>Bois énergie – Géothermie – Solaire thermique</i>	31
<i>Méthanisation</i>	33
<i>Récupération de chaleur fatale</i>	34
TABLEAU SYNTHETIQUE DES ACTIONS PROPOSEES	35
V. BOITE A OUTILS POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENR	36
<b>1. FICHES METHODES POUR LE DEVELOPPEMENT DES ENR</b>	<b>37</b>

## 2. OUTILS D'AIDE A LA DECISION POUR LES ELUS LOCAUX ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.

ANNEXES	38
<b>1. ATLAS DE DEPLOIEMENT DES ENR</b>	<b>39</b>
<b>2. VADE-MECUM – ATLAS DE DEPLOIEMENT DES ENR</b>	<b>48</b>
<i>Potentiels en énergie renouvelable</i>	48
<i>Etat des lieux de la consommation et des infrastructures</i>	54
<i>Localisation des installations de production d'électricité, de chaleur et de gaz</i>	54
<i>Eléments de connaissance du territoire intégrés à toutes les cartes</i>	55
<b>3. DETAIL DES OBJECTIFS PAR ENR</b>	<b>57</b>



### Table des Figures

Figure 1 : Part de la production EnR en 2015 et objectif de production d'énergie renouvelable à horizon 2050 .....	7
Figure 2 : Phasage de travaux de raccordement - S3REnR .....	14
Figure 3 : Travaux envisagés dans le S3REnR.....	14
Figure 4 : Carte d'espaces prioritaires - EnR électriques.....	15
Figure 5 : Carte d'espaces prioritaires - EnR thermiques.....	19
Figure 6 : Méthodologie de construction du PTEnR.....	23

VERSION DE TRAVAIL

## Préambule

Dans le TOME I, un état des lieux approfondi des enjeux du territoire, de son profil énergétique actuel et de ses potentiels en énergies renouvelables (ENR) a été réalisé. Les résultats de ces travaux ont été partagés avec les acteurs locaux.

À la lumière de ces enseignements, le territoire a entamé une phase stratégique étroitement liée au Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET). Ce document définit déjà la stratégie énergétique globale du territoire à l'horizon 2050, avec des objectifs quantifiés de réduction de la consommation énergétique, de développement des ENR et de diminution des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le Programme Territorial des Énergies Renouvelables (PTEnR) offre l'opportunité de reprendre cette stratégie et de l'affiner, notamment en ce qui concerne le déploiement des ENR. L'objectif 2050 auquel le territoire s'est engagé demeure inchangé, cependant, les étapes intermédiaires font l'objet d'une réévaluation collective.

Une fois que les orientations sont ajustées, en s'appuyant toujours sur les travaux réalisés dans le cadre du PCAET, les échanges au sein des Comités Techniques (COTECH) et des Comités de Pilotage (COPIL) permettent d'approfondir le plan d'action spécifique aux ENR.

Envoyé en préfecture le 02/10/2023

Reçu en préfecture le 02/10/2023

Publié le

ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE

S<sup>2</sup>LO



#### IV. Stratégie opérationnelle de développement des EnR

VERSION DE TRAVAIL

## 1.Scénarios de développement des EnR

### Stratégie initiale du PCAET

Dans le cadre de l'élaboration du Programme Territorial des Énergies Renouvelables (PTEnR), la stratégie préalablement définie dans le Plan Climat Air Énergie Territoire (PCAET) concernant le développement des énergies renouvelables a été actualisée et précisée.

Conformément à la stratégie définie dans le PCAET, l'objectif TEPOS Vallée de l'Ariège à l'horizon 2050 demeure inchangée. Ainsi, la production totale d'énergies renouvelables à atteindre d'ici cette échéance est fixée à 1020 GWh, et la répartition préalablement identifiée par type d'énergie renouvelable reste maintenue.

Cet objectif ambitieux de production d'énergies renouvelables à l'horizon 2050 découle d'un équilibre essentiel entre la réduction de la consommation énergétique et l'augmentation de la production d'énergie renouvelable.

Il convient de noter que l'objectif de réduction de la consommation énergétique de 46%, tel qu'établi dans le PCAET, implique l'exploitation d'environ 64% du potentiel estimé en énergies renouvelables sur le territoire. Cette proportion laisse donc une certaine flexibilité pour choisir les meilleures orientations de développement pour chaque filière d'énergie renouvelable. Il sera primordial de renforcer les filières existantes et de saisir les opportunités de développement appropriées au territoire.

EnR (GWh)	2015	Scénario TEPOS Vallée de l'Ariège 2050
Biomasse <sup>18</sup>	80	104
Solaire thermique	0	44
PV	31	322
Éolien	0	72
Hydroélec.	354	357
Biogaz	0	60
Géothermie	0	57
Chaleur fatale	0	7

Figure 1 : Part de la production EnR en 2015 et objectif de production d'énergie renouvelable à horizon 2050

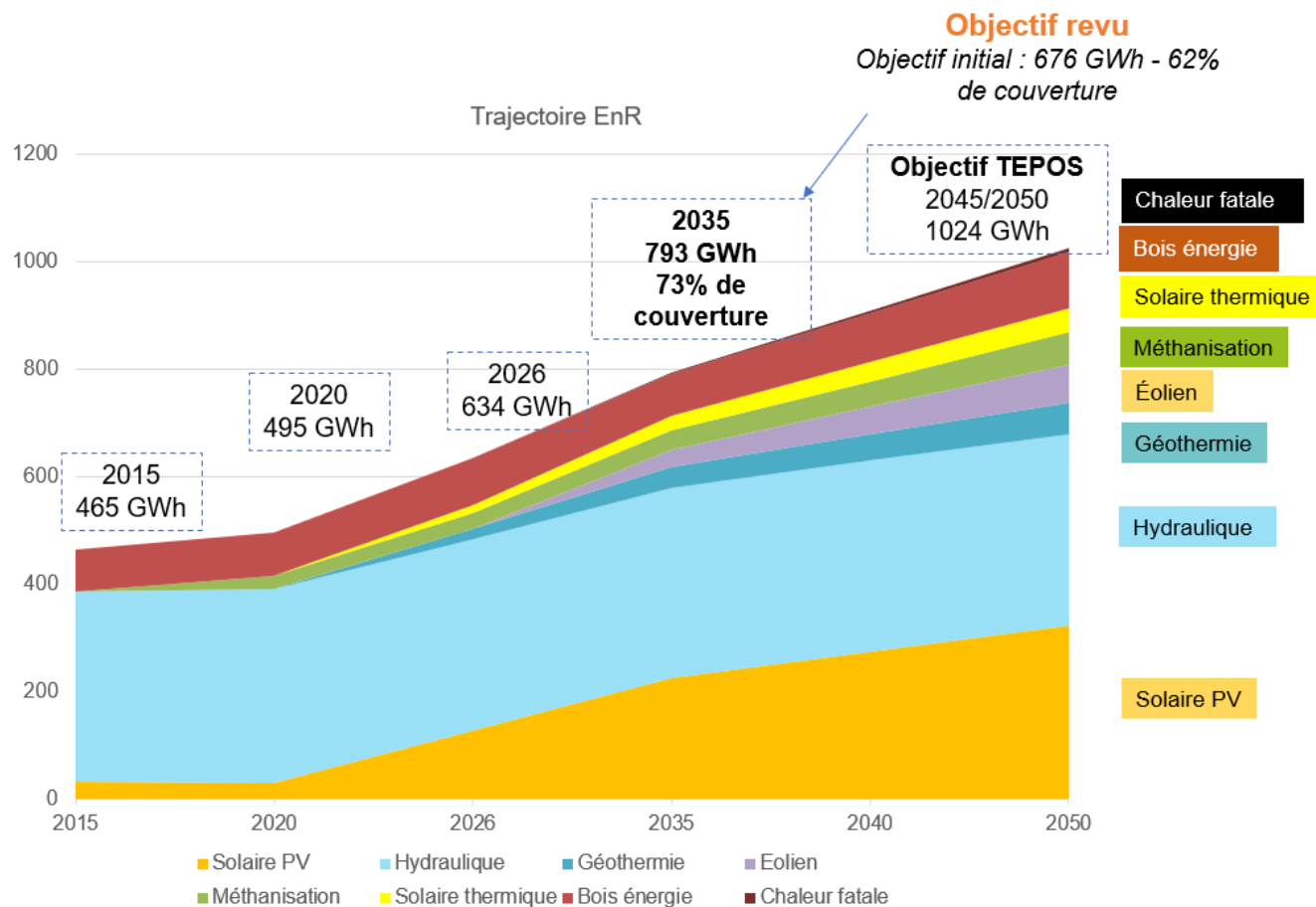
La réalisation du PTEnR a permis la réactualisation de l'état des lieux de la production EnR avec des données récentes (2020) ainsi qu'une nouvelle estimation des potentiels EnR théoriques par filière.

En parallèle de ces travaux, les nombreux échanges avec les instances de gouvernance ayant jalonné la réalisation de ce programme (Comités techniques et Comités de pilotage) ont permis de questionner la stratégie énergétique préalablement établie et donc de réactualiser les objectifs par filière EnR à horizon 2025 et 2035 en fonction de l'avancement des projets sur le territoire, ainsi que des facteurs d'acceptabilité recueillis auprès de l'ensemble des acteurs impliqués dans la démarche.



### Stratégie ajustée

L'objectif TEPOS (territoire à énergie positive) pour la période 2045-2050 demeure inchangé. En revanche, les travaux du PTEnR ont permis d'ajuster l'objectif intermédiaire de 2035.



## Production d'électricité renouvelable

Seule l'ambition relative à l'énergie solaire a évolué. En effet, compte tenu du contexte climatique incertain impactant directement la ressource, l'objectif concernant l'hydroélectricité a été conservé.

En ce qui concerne l'énergie éolienne, il est prévu de faire émerger au moins un projet d'ici 2035 en impliquant la population locale et en cherchant à obtenir son acceptabilité.

Quant à l'énergie solaire photovoltaïque, l'ambition est accrue notamment car il s'agit d'une technologie plus connue, éprouvée, et pouvant impliquer plusieurs catégories d'acteurs.

## Production de chaleur renouvelable

En ce qui concerne la chaleur renouvelable, les objectifs sont globalement revus à la hausse afin de réduire la dépendance aux énergies fossiles pour les besoins de chauffage des acteurs du territoire. Il est prévu d'effectuer une substitution par le bois énergie, ainsi que par la géothermie et le solaire thermique.

Un travail spécifique devra être réalisé sur la filière géothermie, qui est encore peu connue et moins répandue, contrairement au bois énergie qui compte déjà plusieurs acteurs qualifiés sur le territoire et est déjà utilisé dans le secteur résidentiel, notamment.

## Production de biogaz

L'objectif de production de biogaz est légèrement augmenté pour prendre en compte les installations existantes et anticiper la dynamique de projets à venir dans les prochaines années.

En effet, la valorisation des biodéchets en lien avec l'obligation de tri à la source des biodéchets, ainsi que les possibilités de valorisation de boues de stations d'épuration, font actuellement l'objet d'études. Ces initiatives pourraient potentiellement contribuer à l'alimentation du mix énergétique du territoire.

## Energie de récupération

Une nouvelle ambition est désormais accordée à la récupération de chaleur fatale, un aspect qui n'était pas initialement intégré dans la trajectoire du PCAET. En effet, il est primordial d'explorer cette possibilité au niveau local afin d'évaluer plus précisément le potentiel en la matière et de favoriser l'émergence de projets appropriés.

La trajectoire de développement des EnR mise à jour dans le cadre du PTE nR présente ainsi une augmentation de la production EnR de 50% à horizon 2035 et 62% à horizon 2050 par rapport à la production identifiée en 2020.

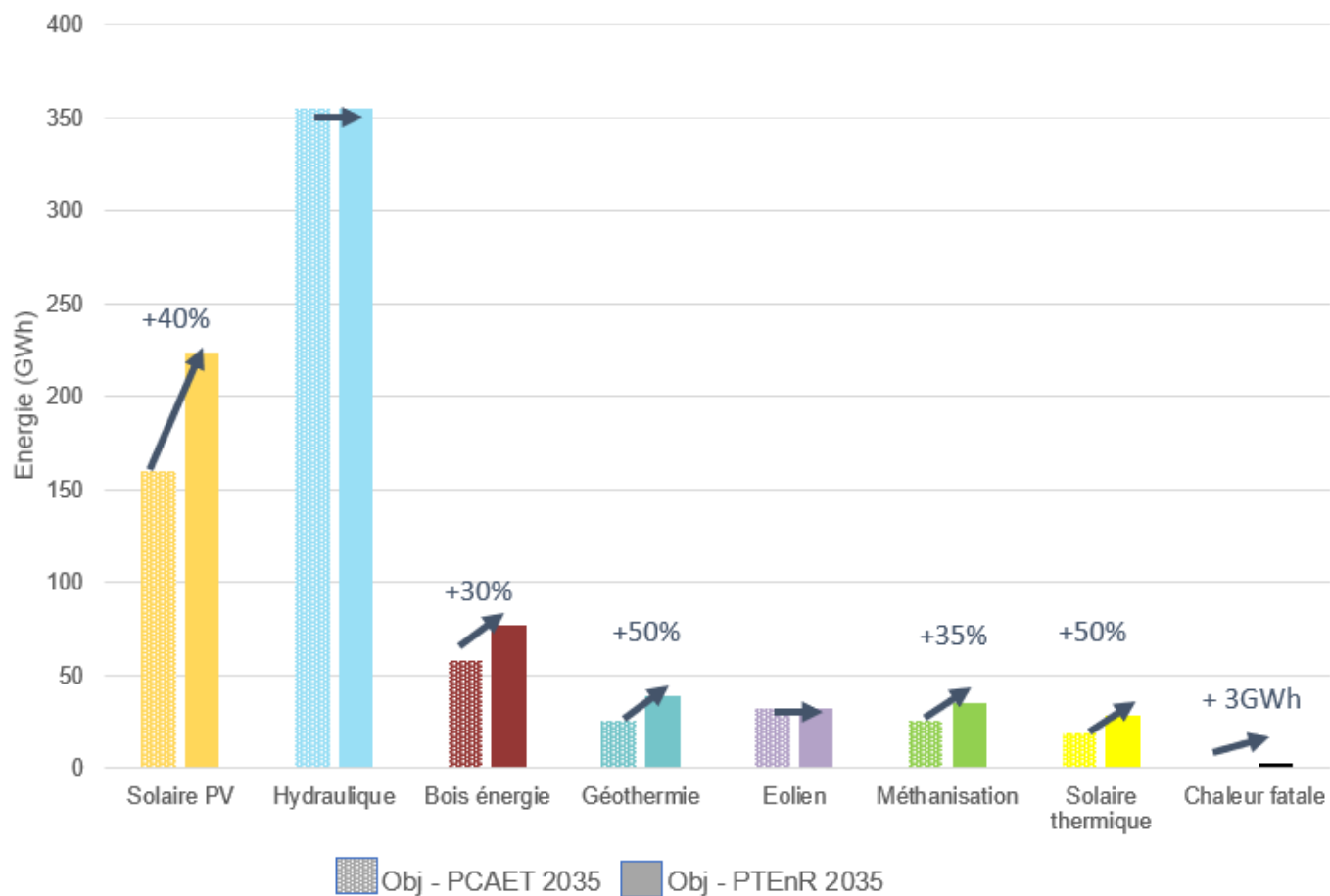
**Production 2035 : 793 GWh**  
**Part d'énergie renouvelable locale sur la consommation totale en 2035 : 73%**

La stratégie du SCoT de la Vallée de l'Ariège dépasse l'objectif défini à l'échelle nationale de couverture des besoins par les énergies renouvelables et de récupération de 40% d'ici 2030 en France.

*Point de vigilance : pour atteindre cet objectif, il sera important de mobiliser les acteurs techniques du territoire afin qu'ils soient en capacité de répondre à une forte demande d'installation d'énergies renouvelables dans les années à venir.*

Le graphique ci-dessus illustre la trajectoire de production par EnR.

### Evolution de l'objectif 2035 par filière entre le PCAET (2020) et le PTEnR (2023)



Chaleur fatale

Bois énergie

Solaire thermique

Méthanisation

Éolien

Géothermie

Hydraulique

Solaire PV



**2035 : 2 unités (existantes)**

**2045/2050 : 3 unités supplémentaires**  
(à la ferme – valorisation boues de STEP)

Les objectifs intermédiaires de 2035 ont déjà été atteints. Il est donc important de prendre le temps de définir de nouvelles sources de production de biogaz, telles que le traitement des boues d'épuration par méthanisation.



### Photovoltaïque

**2035 : 30% (53 GWh) des toitures résidentielles et 50% (38 GWh) des toitures à usage économique ; 50% des parkings (8 GWh)**

**2045/2050 : 50% (88 GWh) des toitures résidentielles et 80% (60 GWh) des toitures à usage économique ; 80% des parkings (13 GWh)**

L'ambition forte du territoire sur le développement du solaire photovoltaïque peut se décliner comme ci-dessus en termes de types d'installations concernées. Les centrales photovoltaïques sur des grandes toitures ou des ombrières sont souvent synonymes de productions plus importantes, et donc un potentiel à mobiliser en priorité. De plus, ce sont ces surfaces qui sont impactées par la législation : il est obligatoire d'équiper les parkings de surface supérieure à 1500 m<sup>2</sup>, et les bâtiments tertiaires neufs de plus de 500 m<sup>2</sup>.

Le détail des objectifs opérationnels<sup>1</sup> par énergie renouvelable sont détaillés ci-dessous :

### Eolien



**2035 : 6 éoliennes – 35 GWh**  
**2045/2050 : 12 éoliennes – 72 GWh**

La mise en place d'un parc éolien d'ici 2035 est un objectif ambitieux qui demandera un engagement important des élus et acteurs locaux pour le voir aboutir.



### Hydraulique

**2035 : maintenir les installations existantes – 355 GWh**  
**2045/2050 : maintenir les installations existantes – 357 GWh**

Etant donné les effets du changement climatique sur la ressource en eau et sa disponibilité pour la production d'électricité, atteindre une hausse de 2 GWh de la production d'ici 2045/2050 est un objectif ambitieux. L'enjeu des années à venir sera en premier lieu de maintenir le niveau de production existant.

<sup>1</sup> Remarque méthodologique : les objectifs opérationnels en terme de production de chaleur renouvelable sont à mettre en regard avec les

évolutions de consommation de chaleur du territoire, à la baisse d'ici 2050.



## Géothermie

**2035** : 9% des logements et 7% du tertiaire chauffé via la géothermie  
**2045/2050** : 13% des logements et 11% du tertiaire chauffé via la géothermie

La géothermie est une énergie peu développée sur le territoire actuellement. En fixant un objectif ambitieux sur cette énergie, le territoire du SCoT souhaite se donner les moyens de l'étudier de plus près afin de la développer si les conditions s'y prêtent.



## Solaire thermique

**2035** : 20% de logements et gros consommateurs d'eau chaude sanitaire équipés (hôtels, campings, piscines, EHPAD) – 29 GWh  
**2045/2050** : 80% de logements et gros consommateurs d'eau chaude sanitaire équipés (hôtels, campings, piscines, EHPAD) – 44 GWh

Le solaire thermique, lui aussi, est une énergie peu développée localement. De la même manière, afficher un objectif ambitieux permet au territoire de se donner les moyens de l'investiguer. Il est proposé de le développer en priorité auprès des consommateurs d'eau chaude sanitaire en volume constant important (EHPAD, piscine, hôpital), ou en volume important saisonnier compatible avec le solaire thermique (camping, hôtel).

## Chaleur fatale

**2035** : 1 installation de récupération de chaleur fatale  
**2045/2050** : 3 installations de récupération de chaleur fatale

La chaleur fatale est une énergie à valoriser en priorité, car il s'agit d'une énergie perdue dans le cas contraire. L'objectif est de voir émerger une installation d'ici 2035, et 3 d'ici 2045/2050 si les opportunités se vérifient sur le territoire.

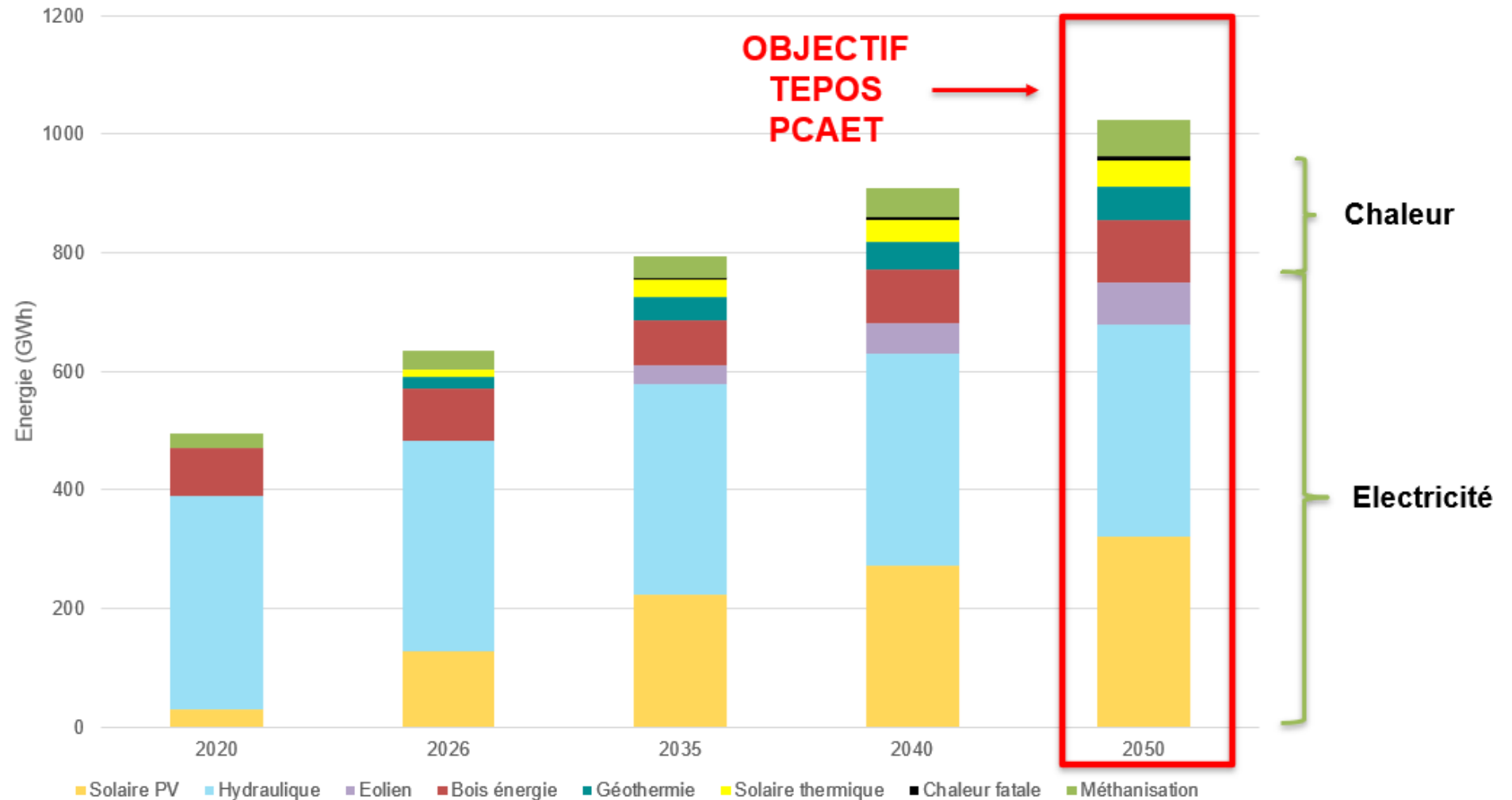


## Bois énergie

**2035** : 15% des logements et 28% du tertiaire chauffé au bois  
**2045/2050** : 24% des logements et 31% du tertiaire chauffé au bois

L'utilisation du bois énergie pour alimenter des logements en chauffage est déjà répandue sur le territoire. L'objectif est ici de relocaliser la consommation de bois énergie, et favoriser le développement de réseau de chaleur collectifs valorisant du bois local.

### Evolution du mix énergétique à 2020, 2026, 2035 et 2045/2050



## 2. Stratégie de déploiement des EnR à l'échelle du territoire

### Contraintes techniques de raccordement

Pour accueillir ces nouvelles capacités de production, il sera nécessaire d'adapter la capacité des postes d'injection prévue dans le schéma régional de raccordement.

En effet, la concertation en amont de l'approbation du S3REN (fin 2022) a permis de prendre en compte les objectifs de déploiement des EnR sur le territoire.

Le S3REN prévoit des investissements à réaliser sur la Zone 3 [Ariège et Garonne] :

« le réseau existant et son optimisation (via des solutions flexibles type automates ou capteurs de surveillance) permettent de mettre à disposition 106 MW des capacités pour l'accueil des EnR, sur un total de 494 MW de capacités réservées qui seront permises par l'ensemble des travaux envisagés.

Les investissements associés sont estimés à 146 M€, dont 17,6 M€ en renforcements et 128,4 M€ en créations d'ouvrages. »

La puissance technique montre la faisabilité du scénario, sans nécessiter d'investissements majeurs non anticipés de la part des gestionnaires de réseau.

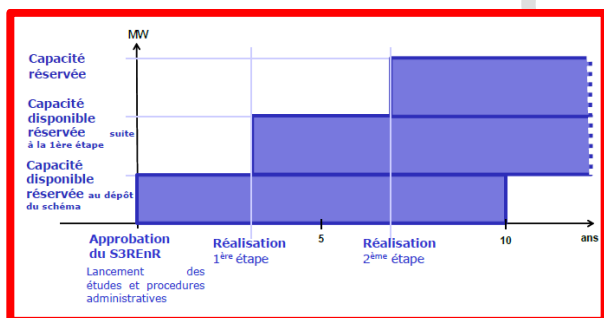


Figure 2 : Phasage de travaux de raccordement - S3REN

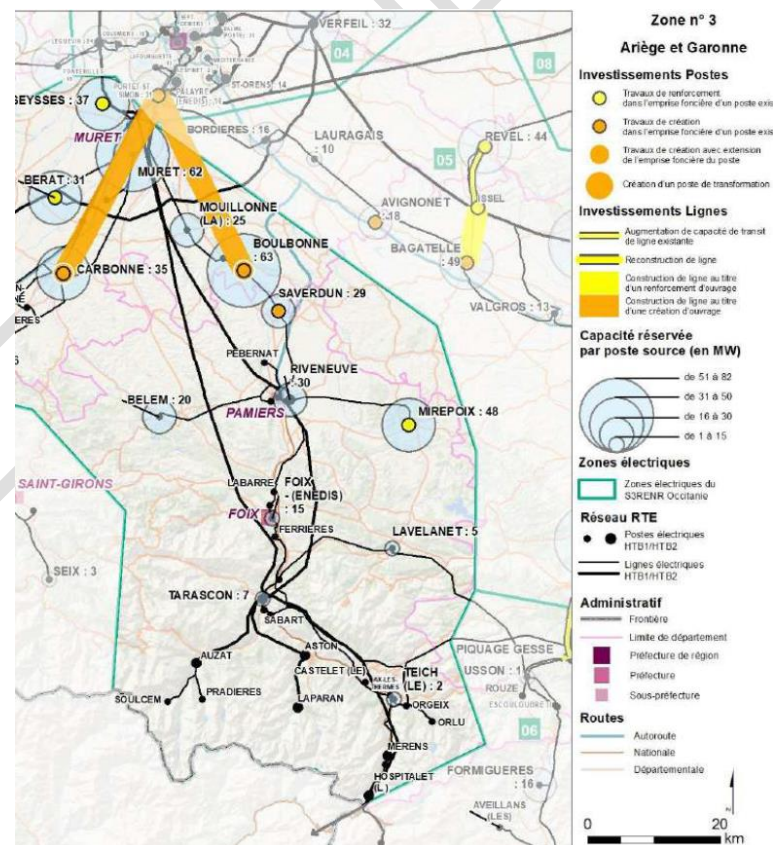


Figure 3 : Travaux envisagés dans le S3REN

En revanche, étant donné la temporalité des travaux à réaliser, il est nécessaire que le territoire anticipe le déploiement de ses projets d'énergies renouvelables électriques afin de s'intégrer au plus tôt dans la file d'attente de phasage des travaux et ainsi disposer des capacités de raccordement à temps.

## Cartographie des zones prioritaires

La cartographie des zones prioritaires est décomposée par types de production afin d'en assurer une meilleure lisibilité.

## Vers un mix électrique décarboné localement

La stratégie de développement des énergies renouvelables électriques sur le territoire repose sur une utilisation optimale de toutes ses ressources, en mettant notamment l'accent sur le solaire.

La carte ci-jointe montre l'emplacement des gisements potentiels. Le potentiel solaire est principalement exploitable sur les toits des bâtiments, ainsi que sur les terrains délaissés difficilement valorisables. La contribution de l'éolien au mix énergétique est estimée à environ six éoliennes d'ici 2035, à développer en priorité sur les zones sans contraintes identifiées, sous réserve d'études techniques et environnementales complémentaires.

Parmi les nombreux barrages hydroélectriques existants, il est envisagé la rénovation de certains seuils et barrages. Toutefois, il est important de noter que la production électrique ne connaîtra pas une forte augmentation, voire diminuera d'année en année en raison de la raréfaction de la ressource.

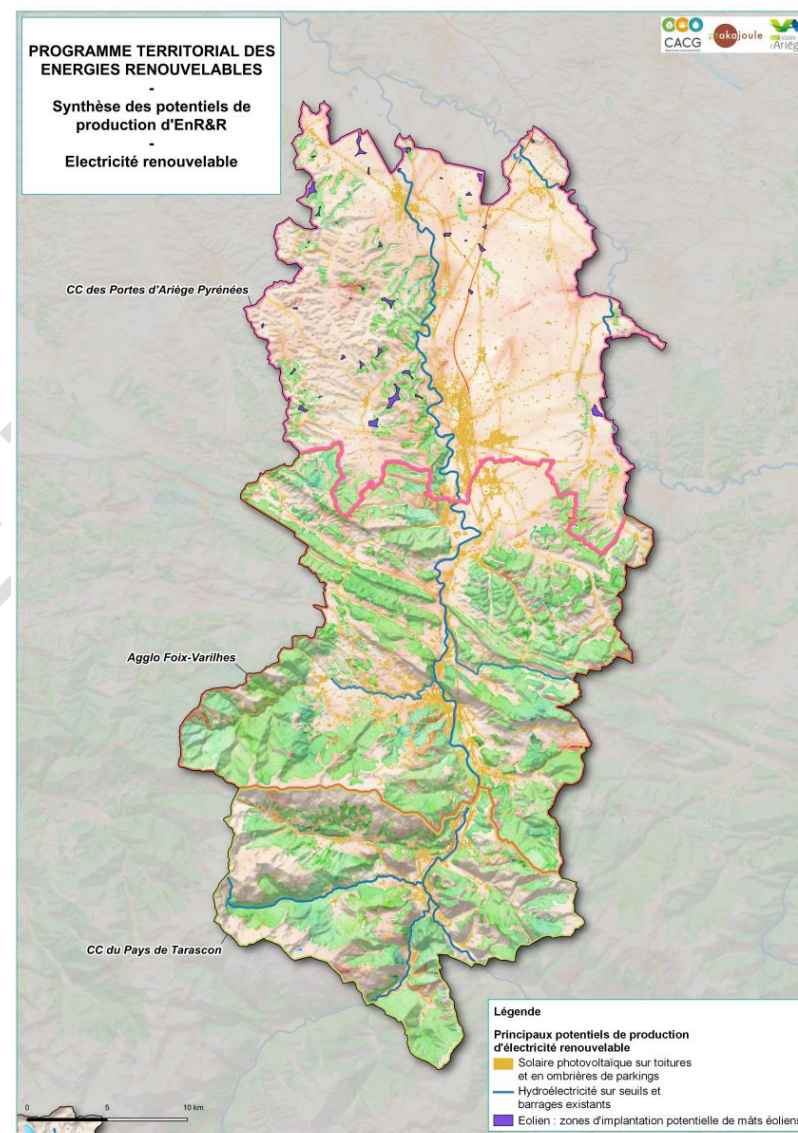
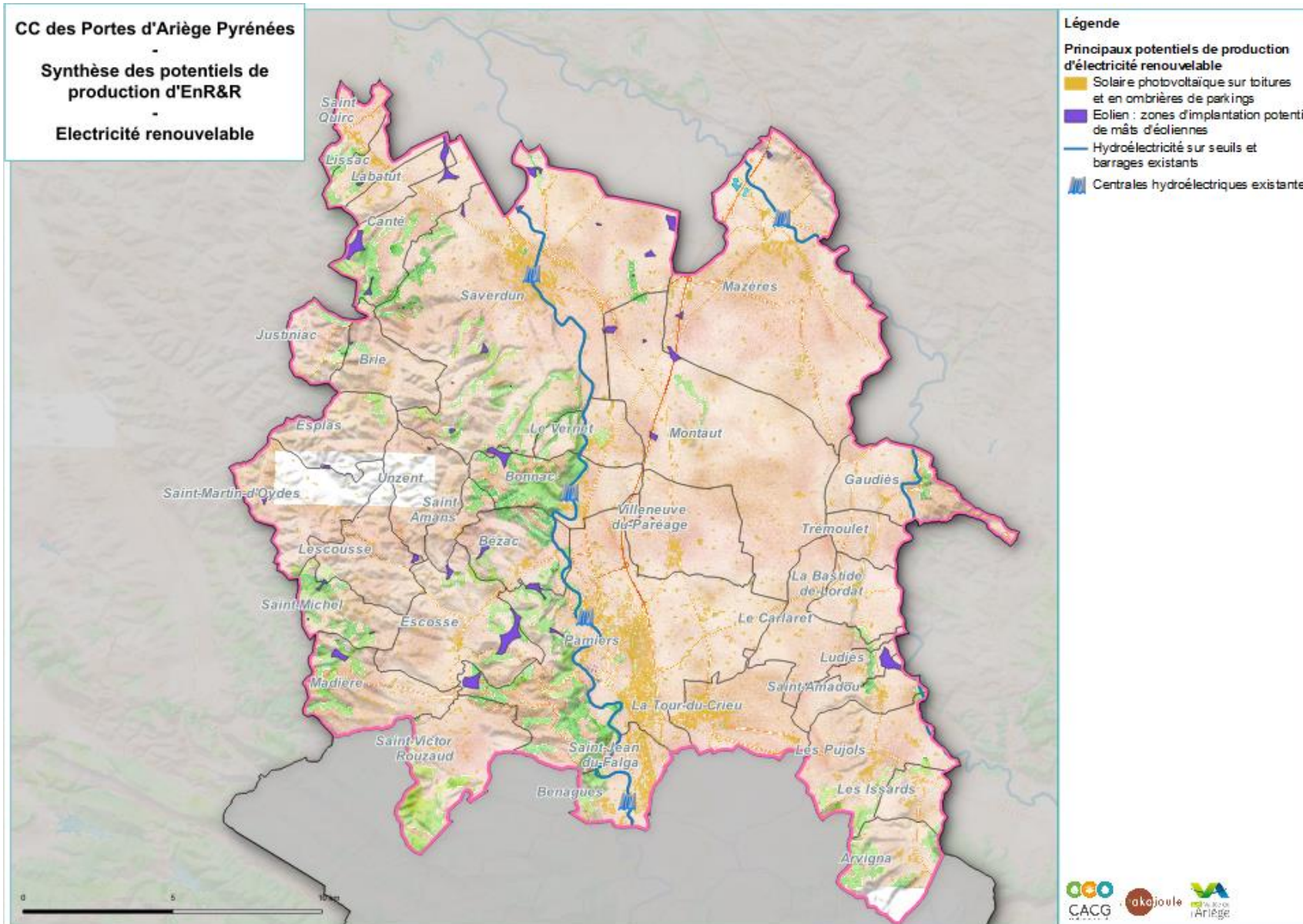


Figure 4 : Carte d'espaces prioritaires - EnR électriques

**CC des Portes d'Ariège Pyrénées**

**Synthèse des potentiels de production d'EnR&R**

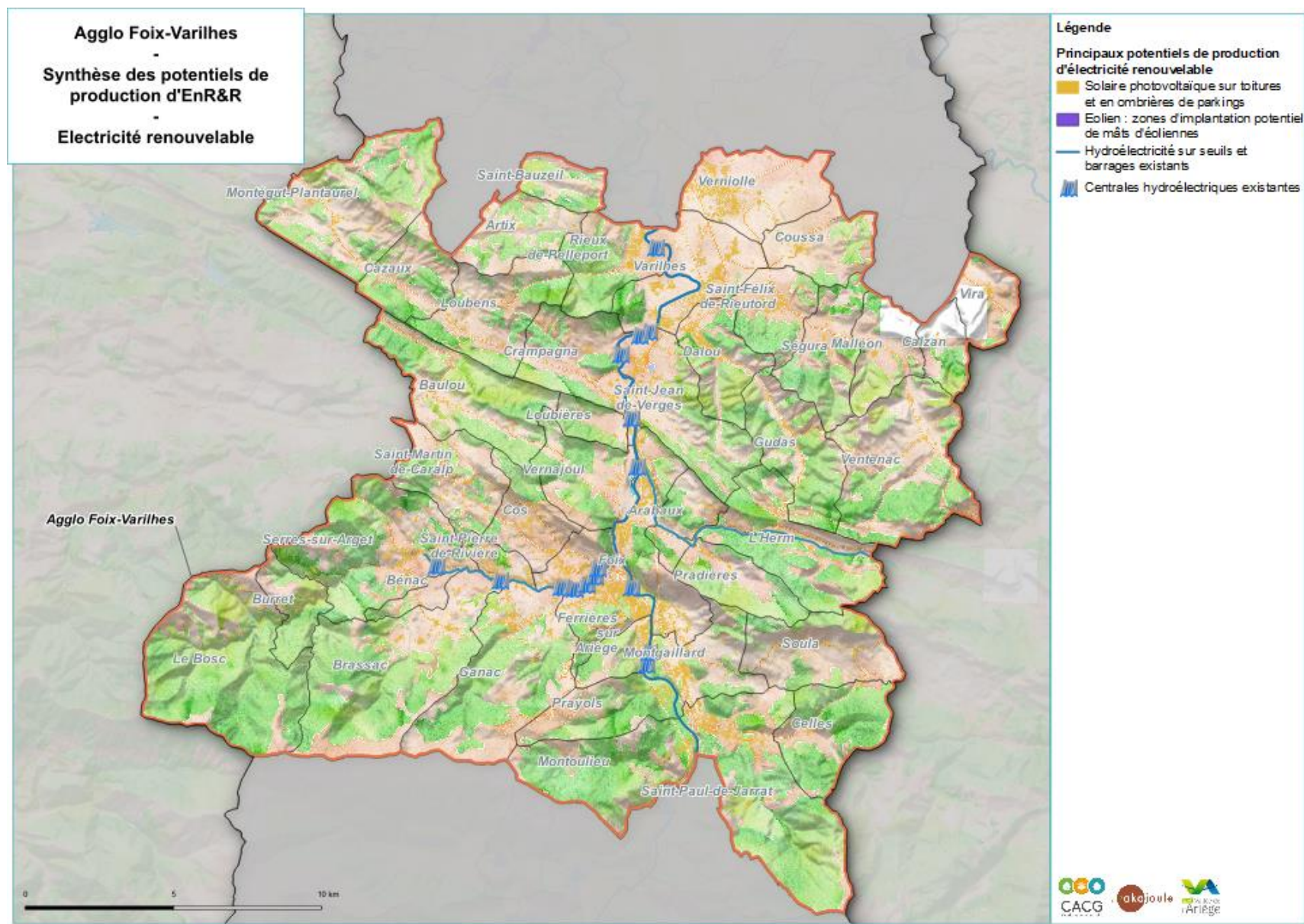
**Electricité renouvelable**



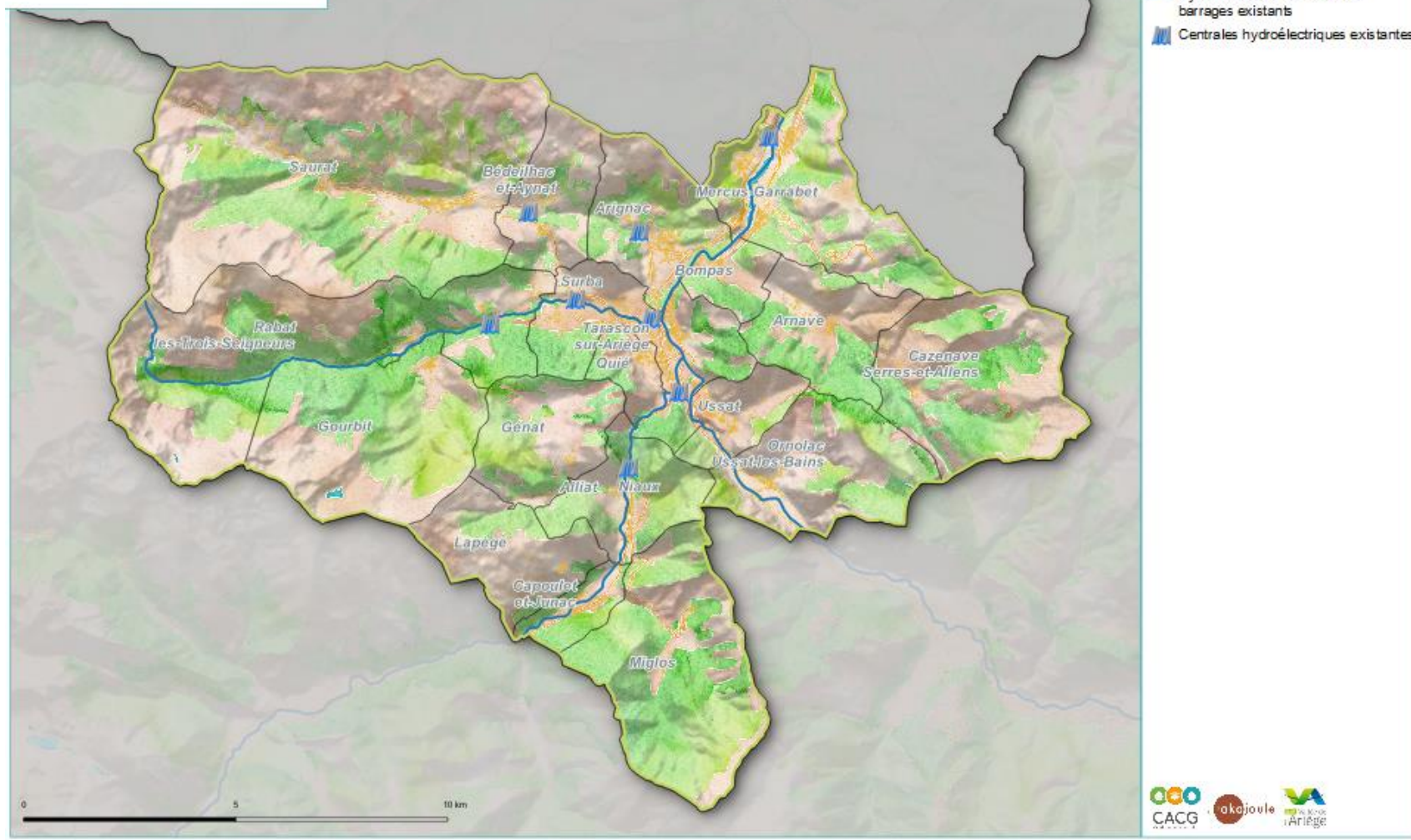
**Légende**

**Principaux potentiels de production d'électricité renouvelable**

- Solaire photovoltaïque sur toitures et en ombrières de parkings
- Eolien : zones d'implantation potentiel de mâts d'éoliennes
- Hydroélectricité sur seuils et barrages existants
- Centrales hydroélectriques existantes



**CC du Pays de Tarascon**  
-  
**Synthèse des potentiels de production d'EnR&R**  
-  
**Electricité renouvelable**



## Valoriser les potentiels de production de chaleur renouvelable au niveau local

Jusqu'à présent, la principale source de chaleur renouvelable utilisée sur le territoire était majoritairement basée sur le bois-énergie, avec une provenance de la matière première qui n'était pas principalement locale. Afin de couvrir, à horizon 2050, l'ensemble des besoins de chaleur du territoire avec des énergies renouvelables, il est également nécessaire de mobiliser d'autres sources comme la géothermie, l'aérothermie, le solaire thermique et la valorisation de la chaleur fatale.

Certaines sources sont à privilégier suivant les besoins :

- par exemple, la géothermie peut être une solution adaptée aux bâtiments tertiaires qui nécessitent à la fois du chauffage et de l'eau chaude sanitaire, surtout pendant la période estivale ;
- quant au solaire thermique, il pourrait être installé en priorité dans des établissements tels que les hôtels, les maisons de retraite ou les hébergements touristiques, où la demande en eau chaude sanitaire reste élevée pendant la saison estivale.

En parallèle, il est pertinent de mobiliser la ressource bois en local, via une filière structurée et gérée localement, travail sur lequel l'équipe du Parc naturel régional des Pyrénées Ariégeoises œuvre activement.

Pour l'ensemble de ces énergies, le développement de réseau de chaleur, mutualisant les équipements d'approvisionnement, est à envisager dans les zones d'habitation plus denses.

Enfin, la production de biogaz issu d'unité de méthanisation, peut être injectée dans le réseau de gaz local et participer à la décarbonation du mix gaz local.

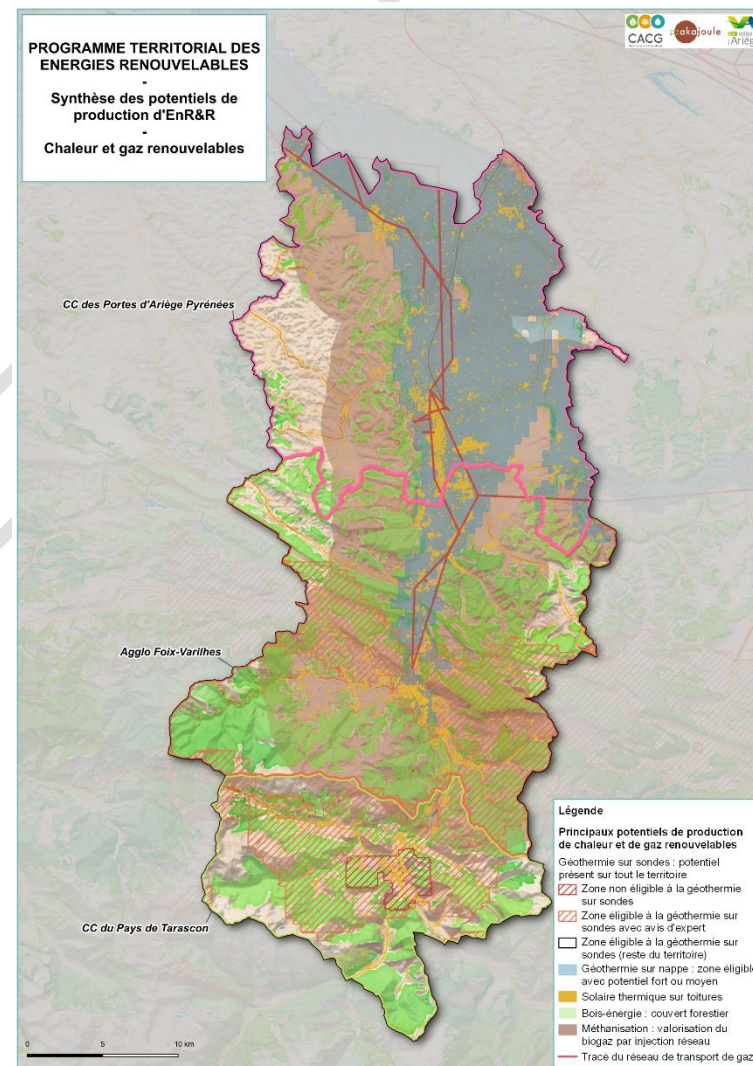


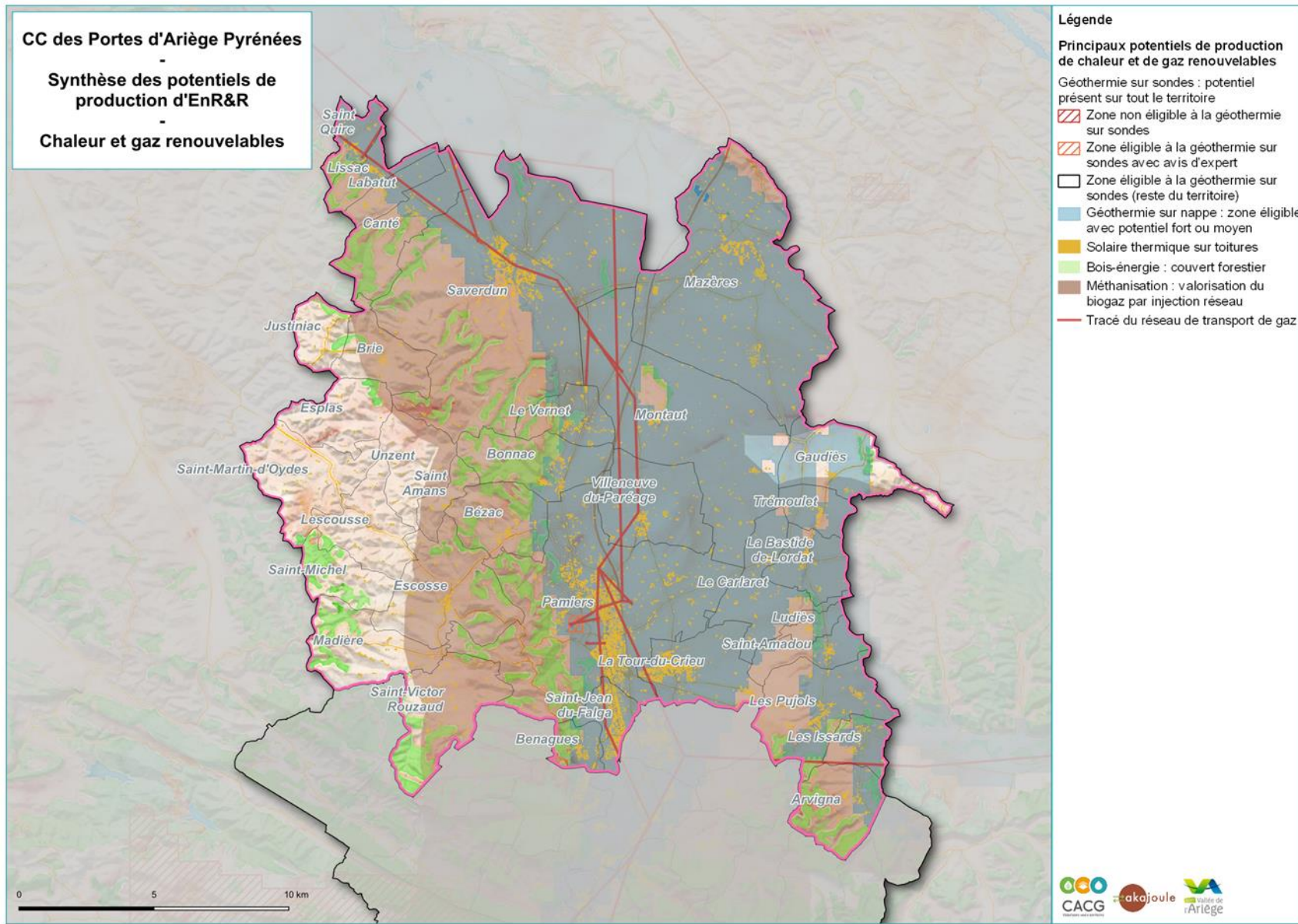
Figure 5 : Carte d'espaces prioritaires - EnR thermiques



**CC des Portes d'Ariège Pyrénées**

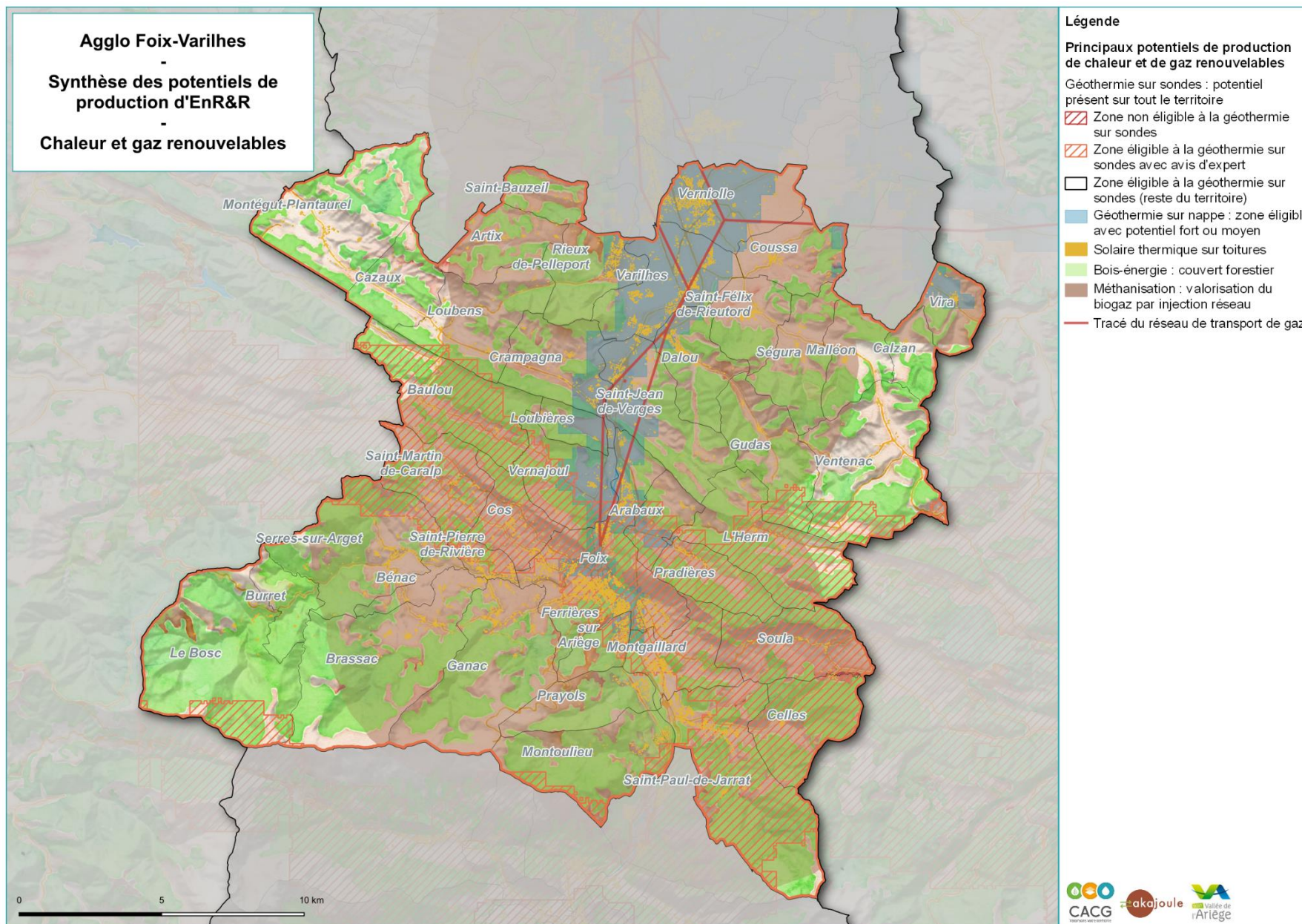
**Synthèse des potentiels de production d'EnR&R**

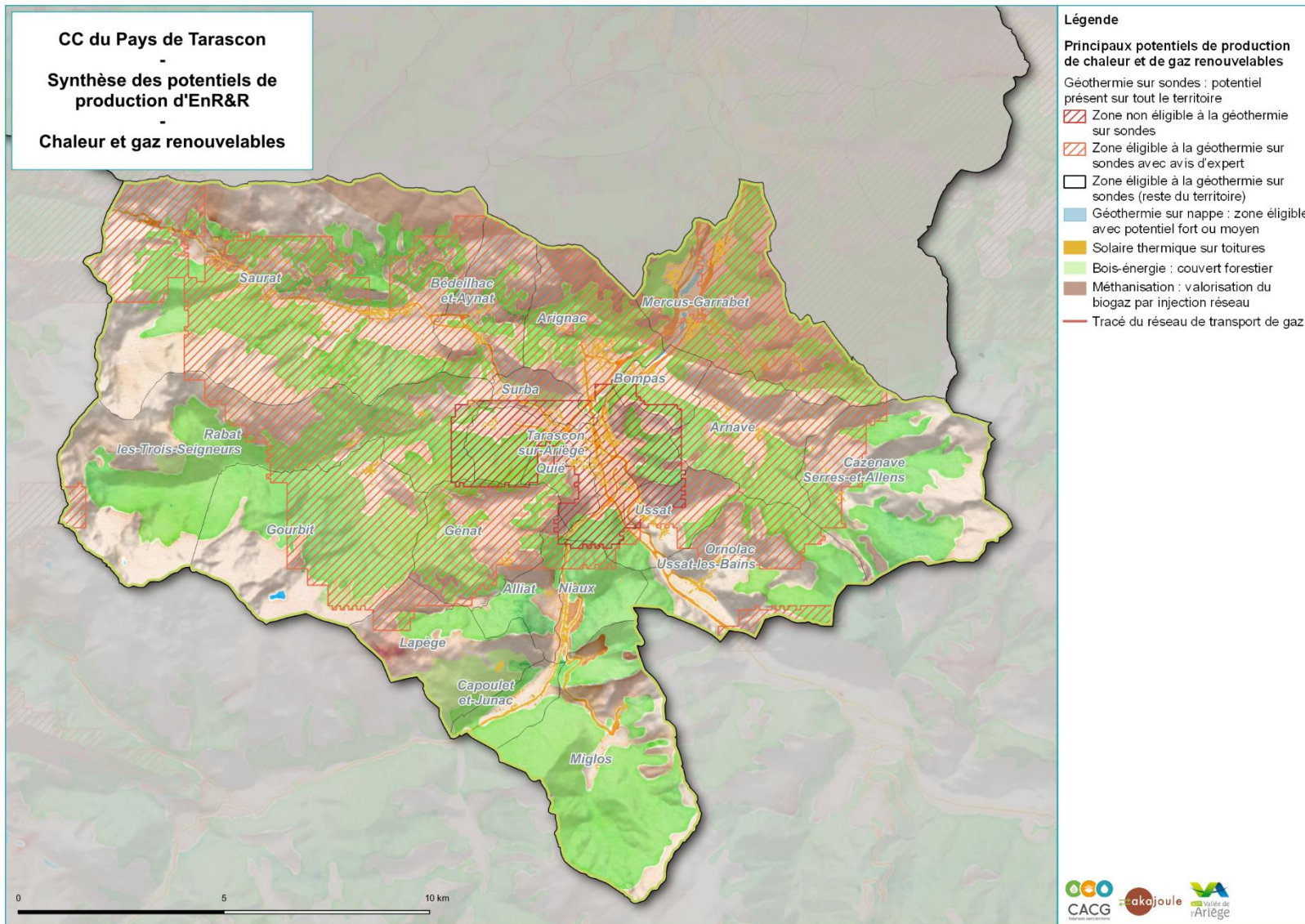
**Chaleur et gaz renouvelables**



- Légende**
- Principaux potentiels de production de chaleur et de gaz renouvelables**
- Géothermie sur sondes : potentiel présent sur tout le territoire
- Zone non éligible à la géothermie sur sondes
  - Zone éligible à la géothermie sur sondes avec avis d'expert
  - Zone éligible à la géothermie sur sondes (reste du territoire)
  - Géothermie sur nappe : zone éligible avec potentiel fort ou moyen
  - Solaire thermique sur toitures
  - Bois-énergie : couvert forestier
  - Méthanisation : valorisation du biogaz par injection réseau
  - Tracé du réseau de transport de gaz







### Opérationnalisation de la stratégie

Dans le cadre de l'axe stratégie 2 du PCAET : « développer les productions d'énergies renouvelables et locales », le territoire s'est doté d'un plan d'actions pour encourager le recours aux énergies renouvelables localement.

Le PTEnR a pour objectif de reprendre certains des objectifs du PCAET afin de les actualiser, tout en ajoutant des actions concrètes pour améliorer la transparence des retombées économiques et permettre aux projets d'énergies renouvelables d'être véritablement des projets ancrés dans le territoire. En s'appuyant sur le plan d'actions du PCAET et sur les échanges avec les élus et les partenaires de l'étude les actions suivantes sont proposées.

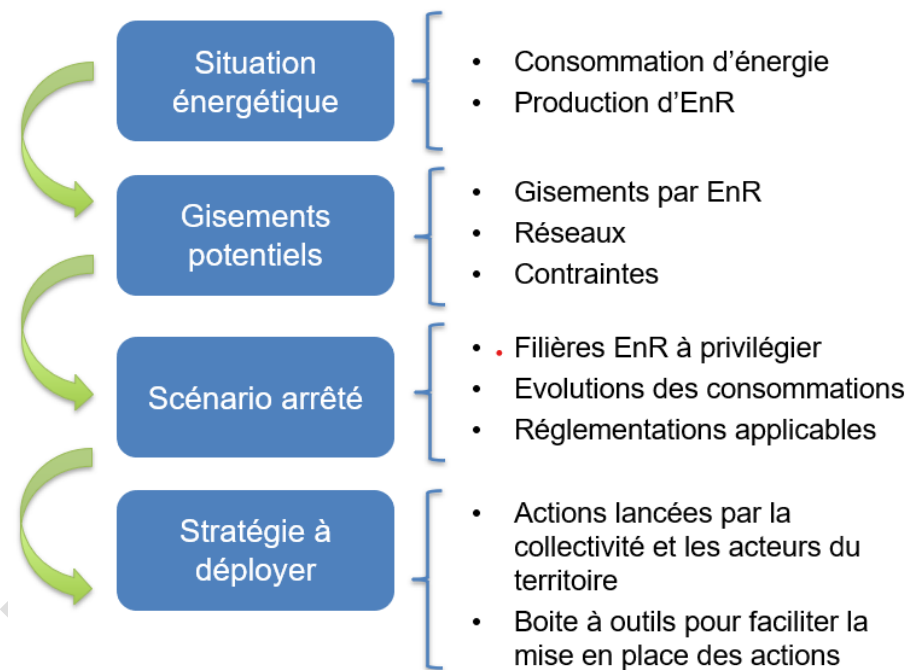


Figure 6 : Méthodologie de construction du PTEnR

## Actions transversales

Certaines actions transversales et communes à l'ensemble des EnR sont nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie. Celles-ci sont présentées ci-après.

### **Action 1 : garantir la transversalité des EnR au sein des politiques publiques des Intercommunalités et des Communes**

**Objectif** : systématiser la prise en compte des enjeux énergie/climat dans les actions des collectivités (Intercommunalités, Communes)

**Pilote de l'action** : Intercommunalité, Commune concernée

**Réalisation** : élus, CEP et tous les services concernés

**Étapes de mise en œuvre proposées** :

- La commande publique doit afficher l'ambition du territoire : **la production EnR doit être intégrée à tous projets de construction ou de rénovation.**
- Le rôle du CEP, en appui des Pôles de Développement Economique et Patrimoine (gestion des bâtiments), doit être élargi (pas uniquement mobiliser sur le volet rénovation), son intervention permettrait :
  - d'accompagner des opportunités et des points d'alerte à chaque opération envisagée ;
  - de programmer systématiquement des études comparatives ;
  - d'aller au-delà des obligations issues du décret tertiaire.

- Former et sensibiliser les services techniques et les élus :
  - former et sensibiliser les services techniques et les élus à l'intégration de ces thématiques dans le quotidien ;
  - sensibiliser les communes pour les encourager à adhérer au service CEP.
- Réaliser un guide de l'achat public adapté à nos intercommunalités, afin d'anticiper la mise en place de critères énergétiques innovants dans la commande publique (obligation 2026) traitant des différentes thématiques en lien avec le développement durable : efficacité énergétique, production d'énergie renouvelable, utilisation de matériaux biosourcés et locaux, ...

**Exemple de mise en œuvre** : Mettre en place une « charte de la commande publique responsable »

*L'objectif d'un tel document est de prendre en compte de façon systématique les éléments de développement durable sur l'ensemble de la démarche achat. Outre l'objectif économique et qualitatif, les volets environnementaux et sociaux sont présents à chaque étape du processus de la commande publique : de la planification du besoin jusqu'à la démarche aval, en passant par la définition de la stratégie achat et la contractualisation des achats.*

*La prise en compte du développement durable dans les achats s'articule autour de 3 questions :*

- *Comment améliorer la performance économique du marché ?*
- *Comment limiter l'impact environnemental du marché ?*
- *Comment intégrer une dimension sociale ?*

## **ACTION 2 : établir un recensement des friches, des toitures et des parkings pouvant accueillir du solaire**

**Objectif** : Identifier et cartographier les sites disponibles tels que parkings, toitures de tailles significatives, terrains non exploités, délaissés routiers et ferroviaires, ainsi que les friches artificialisées sur le territoire, en vue de leur potentiel d'utilisation pour le déploiement futur de projets d'énergies renouvelables. En établissant un recensement complet de ces sites (plus précis que ce qui existe actuellement) et en le confrontant à la réalité du terrain, le territoire pourra mieux évaluer les opportunités d'intégration de projets d'énergies renouvelables. Cette étape préliminaire permettra d'identifier les emplacements appropriés pour développer des projets d'EnR en optimisant l'utilisation de ces terrains disponibles, tout en minimisant les conflits d'usage et les impacts environnementaux.

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège

**Réalisation** : bureau d'étude tiers – AUAT

### **Etapes de mise en œuvre proposées :**

- Etape préalable cartographique : un 1<sup>er</sup> inventaire peut être effectué en mobilisant des bases de données ad hoc (Basol, Basias, base MAGIC, OSE GE produit par le Syndicat de SCoT, inventaire des ZAE réalisés par les intercommunalités), les PLUi, etc ;
- Etape de consolidation sur le terrain : un recensement réalisé sur le terrain des parcelles propices à l'accueil de projets photovoltaïques (critères de surface et d'insertion paysagère à définir) permettrait de consolider le 1<sup>er</sup> recensement avec une approche « foncière », complémentaire du cadastre solaire existant et portant sur les toitures.

*Ce travail sera complémentaire à ce qui est réalisé par les services de l'Etat dans le cadre de la loi d'Accélération des EnR.*

## **ACTION 3 : réaliser un Plan de Paysage dynamique**

**Objectif** : Etablir un plan de paysage global à l'échelle du territoire du SCoT mettant l'accent sur l'intégration harmonieuse des projets d'énergies renouvelables. Il constituera une vision globale et cohérente pour le développement du territoire, tout en mettant l'accent sur l'intégration judicieuse des projets d'énergies renouvelables. Le plan s'attachera à analyser en détail les spécificités paysagères du territoire, son patrimoine naturel et culturel, ainsi que ses enjeux de développement durable.

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège

**Réalisation** : bureau d'étude tiers

### **Etapes de mise en œuvre proposées :**

- réaliser une cartographie intégrant plusieurs enjeux (approche paysagère, biodiversité, sociale...);
- caractériser les paysages du territoire selon une approche par « strates paysagères » et par critères (paysagers, de biodiversité, sociaux, sociétaux, de potentiel énergétique);
- identifier les dynamiques paysagères, c'est-à-dire les représentations sociales et culturelles des paysages par les acteurs locaux, via l'organisation de balades paysagères ;
- point EnR spécifique : évaluer les possibilités d'accueil en EnR de chaque trame paysagère, et définir les secteurs

propices au développement de chaque filière d'énergie renouvelable et de récupération ;

- prévenir les conflits d'usage et les impacts négatifs sur le paysage en définissant des critères d'intégration visuelle pour les infrastructures énergétiques ;
- établir une charte sur l'approche paysagère de tout projet d'aménagement du territoire.

Ce plan de paysage sera effectué dans la continuité des travaux réalisés avec le CAUE à travers le livret sur l'intégration paysagère des projets photovoltaïques.

#### **Action 4 : mise en place d'un Comité de suivi local des projets d'EnR**

**Pilote de l'action :** Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège

**Réalisation :** Comité de suivi local des projets EnR

**Objectif :** Ce comité constitue un forum de dialogue impliquant différents acteurs locaux pour prendre connaissance des projets de production d'énergie renouvelable dès les premières phases de prospection, afin de donner leur avis sur la pertinence des projets envisagés sur le territoire, en se basant sur les critères de qualité énoncés dans la **charte de qualité des projets d'EnR** dont une version de travail est disponible dans la boîte à outils du PTEEnR.

Le rôle de ce comité est de promouvoir la charte et de veiller à sa compréhension, son intégration et son respect par toutes les parties prenantes, y compris les porteurs de projets, les Communes concernées, les Intercommunalités, les porteurs de projets et les

acteurs locaux (liste à déterminer). Il examine les projets envisagés sur les communes et émet un avis consultatif sur leur pertinence. Cet avis éclairera les décisions des communes et des intercommunalités. Le Comité de suivi sera également chargé de recenser les incidences et de capitaliser sur les retours d'expérience tout au long de la vie des projets.

Selon les sujets examinés lors des réunions, des experts externes et des représentants des communes concernées par les projets pourront être invités. Ce comité de suivi local se veut complémentaire aux instances de dialogue déjà établies par les services de l'État via le Pôle EnR, et il a pour objectif principal d'assurer un suivi des projets sur le territoire afin d'avoir une information homogène et partagée.

#### **Étapes de mise en œuvre proposées :**

- établissement du Comité de suivi local des projets d'Énergies Renouvelables, en identifiant les acteurs publics impliqués dans ce comité ;
- élaboration de la "Charte de qualité des projets d'Énergies Renouvelables" adaptée au territoire, en s'appuyant sur l'exemple disponible dans la boîte à outils du PTEEnR ;
- définition et adoption d'une grille de critères communs pour évaluer la pertinence des projets d'EnR, en alignant ces critères sur les principes énoncés dans la Charte de qualité.

établissement d'un calendrier régulier des réunions du Comité de suivi, en déterminant la fréquence des séances et en fixant un règlement interne pour encadrer le fonctionnement du comité.

## Solaire photovoltaïque



Le développement du solaire photovoltaïque faisait déjà l'objet de 2 actions spécifiques dans le cadre du PCAET :

- « Développer l'implantation de panneaux solaires photovoltaïques et thermiques sur toitures en respectant les qualités patrimoniales et architecturales du bâti »
- « Favoriser l'émergence de projets d'énergies renouvelables citoyens et coopératifs »

Il est proposé dans le cadre du PTE nR de venir appuyer la deuxième action, et la compléter.

### **ACTION 5 : favoriser l'émergence de projets d'autoconsommation collective**

**Objectif** : encourager et faciliter l'émergence de projets d'autoconsommation collective d'énergies renouvelables. L'objectif de cette action est de promouvoir l'autoconsommation collective d'énergies renouvelables en rassemblant les citoyens, les entreprises et les institutions autour de projets énergétiques communs.

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège, Intercommunalité, Commune concernée

**Réalisation** : CEP – AREC / SDE

**Etapas de mise en œuvre proposées** :

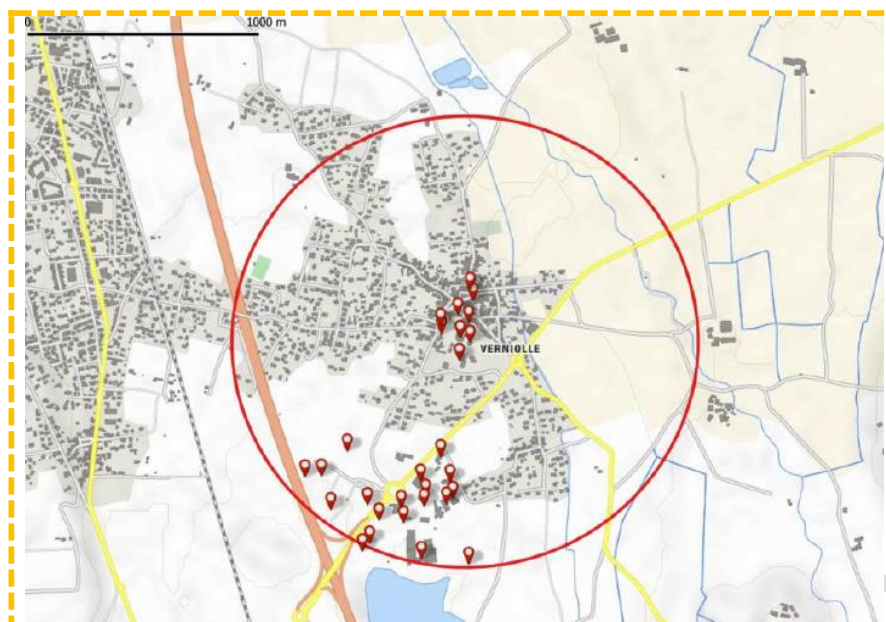
- sensibiliser les élus sur l'intérêt de l'autoconsommation collective ;

- identifier les zones à enjeux selon le cadre juridique et le potentiel production/consommation : zone d'activité, exploitations agricoles, logement HLM, ...
- cibler particulièrement les toitures les plus anciennes (> 15 ans) afin de coupler les travaux d'installation avec des travaux de rénovation / d'isolation ;
- réaliser des études de dimensionnement, avec visite de site permettant de vérifier la compatibilité du raccordement au réseau Enedis ;
- identifier un porteur de projet – idéalement une commune – en tant que Personne Morale Organisatrice (PMO) ;
- Identifier des parties prenantes (acteurs économiques, citoyens) pour rejoindre la boucle d'autoconsommation. Conventionner avec des partenaires spécialisés qui fédèrent les porteurs de projets et accompagnent à la mise en œuvre de production d'énergie renouvelable
- mandater un installateur ou opérateur certifié (Qualibat / QualiPV / Qualielec) pour lancer l'exploitation ;
- communiquer sur cette première opération et en tirer un retour d'expérience opérationnel avec pour objectif la réalisation d'autres projets ;
- organiser des visites (retour d'expériences) pour les porteurs de projets potentiels en réflexion.

#### ***Exemple d'un projet d'autoconsommation collective sur la commune de Verniolle.***

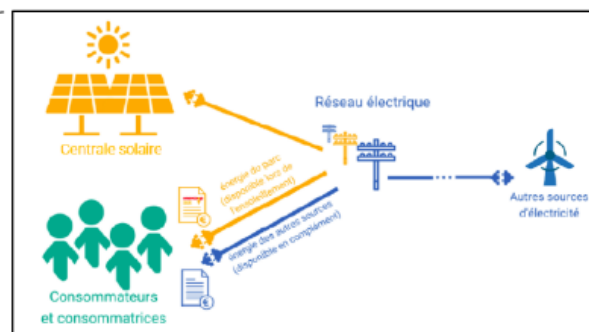
*27 points de livraison communaux sont concernés. Selon la pré-étude réalisée par ENERCOOP, l'économie financière estimée sur les factures énergétiques de la commune seront de 5000 €/an.*





### Un circuit court physique et économique

Les participants se trouvent à 2 km max



## **ACTION 6 : participer aux réflexions locales sur l'agrivoltaïsme**

**Objectif** : participer activement aux réflexions locales sur l'agrivoltaïsme pour favoriser une approche intégrée et durable de l'utilisation des terres agricoles en combinant la production d'énergie solaire avec les activités agricoles, tout en préservant l'environnement et en soutenant le développement économique du territoire.

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège, Intercommunalité, Commune concernée

**Réalisation** : acteurs du monde agricole

**Étapes de mise en œuvre proposées** :

- participer aux réflexions et aux groupes de travail qui se construiront sur ce sujet. Le but étant de réussir à intégrer de manière harmonieuse les installations photovoltaïques dans le tissu agricole existant, en promouvant une approche durable et innovante de l'utilisation des terres ;
- participer à l'évaluation des impacts potentiels des projets d'agrivoltaïsme sur l'environnement, la biodiversité, le paysage et les activités agricoles. Cette démarche vise à identifier les meilleures pratiques pour garantir une cohabitation harmonieuse entre les installations solaires et les activités agricoles.

## Eolien



Le développement de l'éolien faisait déjà l'objet d'une action le cadre du PCAET (action 232) :

→ « Faire émerger un projet éolien avec les populations locales et leurs représentants »

Il est proposé dans le cadre du PTE nR de venir compléter cette action.

### **ACTION 7 : accompagner l'émergence d'un parc éolien à horizon 2035 (6 éoliennes de 3 MW)**

**Objectif** : atteindre l'objectif fixé dans la stratégie en facilitant l'émergence d'un parc éolien sur le territoire à horizon 2035

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège, Intercommunalité, Commune concernée

**Réalisation** : l'ensemble du territoire

**Etapas de mise en œuvre proposées** :

- identifier les 20 sites favorables et prioritaires du territoire ;
- communiquer la cartographie des zones identifiées aux maires pour être en capacité de répondre à des sollicitations ;
- accompagner techniquement les élus concernés lors des sollicitations des développeurs ;
- suivre le déroulé du développement du projet pour s'assurer de l'intégration harmonieuse du parc éolien dans l'environnement en tenant compte des enjeux paysagers, de la biodiversité et des impacts éventuels. L'objectif est de minimiser les conséquences négatives sur l'écosystème local tout en exploitant efficacement le potentiel éolien du territoire.

- impliquer activement les parties prenantes locales dans la planification et la mise en œuvre du projet éolien. L'objectif est de favoriser une démarche participative, transparente et inclusive, prenant en compte les avis et les préoccupations de la communauté afin de renforcer l'acceptabilité sociale du parc éolien ;
- veiller à ce que le développeur prévoit systématiquement la possibilité d'investissements publics et citoyens, favorisant ainsi la participation du public et des habitants ;
- veiller à ce que le développement du parc éolien génère des retombées économiques bénéfiques pour le territoire.

*Cette mesure est complétée par plusieurs fiches techniques disponibles dans la boîte à outils du PTE nR, notamment l'exemple de charte qualité des projets d'EnR et la fiche de processus de réponse à la sollicitation d'un développeur.*



## Hydroélectricité

L'hydroélectricité faisait déjà l'objet d'une action dans le cadre du PCAET (action 223) :

- « Optimiser la production hydroélectrique en rénovant les installations existantes »

### **ACTION 8 : encourager l'étude d'optimisation des installations hydroélectriques existantes**

**Objectif** : conserver la capacité de production d'hydroélectricité existante, et atteindre l'objectif stratégique local. Pour ce faire étude de l'impact du changement climatique sur les installations hydroélectriques existantes

**Pilote de l'action** : propriétaire(s) d'installations hydroélectriques

**Réalisation** : exploitant(s) d'installations hydroélectriques

#### **Etapes de mise en œuvre proposées :**

- Concernant les petites installations, continuer la mise en œuvre de l'action du PCAET d'optimisation des ouvrages existants si les propriétaires le souhaitent ;
- Concernant les plus grosses installations du territoire, dont la production est dimensionnante pour la bonne atteinte des objectifs stratégique :
  - synthétiser les résultats d'études existantes sur les effets du changement climatique sur la productivité des ouvrages existants afin de réaliser des projections sur les prochaines années ;
  - étudier l'émergence de dispositifs innovants pour pallier ces effets ;

- intégrer les éventuelles conclusions dans les potentiels d'optimisation des installations existantes.

*Dans le cadre de cette action, il sera intéressant de s'appuyer sur les travaux du Réseau d'Expertise sur les Changements Climatiques en Occitanie. En effet, dans le Cahier Régional Occitanie sur les Changements Climatiques, le groupe s'est penché spécifiquement sur la thématique de l'hydroélectricité.*

## Bois énergie – Géothermie – Solaire thermique



Le développement du bois énergie, la géothermie et le solaire thermique faisaient déjà l'objet d'une action dans le cadre du PCAET (action 222) :

- « Inciter l'installation de réseaux de chaleur alimentés en bois-énergie local en valorisant les retours d'expérience locaux »

### **ACTION 9 : accompagner l'émergence de projet de chaleur renouvelable sur le territoire**

**Objectif** : accompagner les communes et les partenaires concernés pour faire émerger des projets d'EnR locaux et permettre de couvrir les besoins en chaleur par une énergie renouvelable et non fossile.

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège, Intercommunalité, Commune concernée et SDE09

**Réalisation** : SDE09, CEP, Intercommunalité, Commune concernée

#### **Etapes de mise en œuvre proposées :**

- accompagner les communes qui le souhaitent à candidater à des aides pour la mise en œuvre de projets de réseau de chaleur renouvelables et de récupération ou de boucles d'eau tempérées géothermiques (Contrat Chaleur Renouvelable du SDE09, AAP études réseaux de chaleur, Fonds Chaleur, etc.).
- intégrer la chaleur renouvelable dans les missions du CEP :

- recenser auprès des intercommunalités et communes l'ensemble des équipements de production de chaleur avec âge de la chaudière, type d'énergie, consommation du bâtiment, géolocalisation du bâtiment ;
- faire le lien avec le SDE pour déclencher les notes d'opportunité, les subventions, ...

#### **Contrat Chaleur Renouvelable du SDE 09.**

*Le SDE 09 a contractualisé avec l'ADEME un dispositif visant à structurer et organiser la montée en puissance des filières d'énergie renouvelable thermique sur le territoire et l'accompagner l'émergence et la réalisation d'installations.*

#### *Plus-value du contrat EnR :*

- *bénéficiaire d'une aide pour les études et calibrer le projet ;*
- *être accompagné pour monter le dossier ;*
- *bénéficiaire de subventions pour l'investissement.*

*Opérations éligibles : chaudière à bois, géothermie, panneaux solaires pour produire de l'eau chaude et réseau de chaleur*

#### *Bilan du précédent contrat :*

- *Objectifs fixés au départ : 29 projets pour 10 248 MWH / 23 bois – 4 ST et 2 géothermies*
- *Résultats : 20 projets réalisés + 5 projets en cours / 6 625 MWH*

*Pour le renouvellement COT EnR thermiques, un travail de recensement des projets a été réalisé par le bureau d'étude Solagro afin de calibrer les objectifs de la prochaine convention en puissance. Pour la biomasse énergies ce sont entre 17 et 26 projets qui ont été recensés (la première valeur concerne des projets en étude, la seconde ajoute des projets potentiels moins*

*avancés). Plusieurs projets sont sur le territoire du SCoT comme l'équipement de la mairie d'Auzat ou encore le projet d'envergure du CD09 concernant le collège Lakanal (puissance de la chaudière envisagé 900 kW). Pour la géothermie 5 projets ont été recensés dont un sur la commune de Pamiers, il s'agit du siège de la CCPAP. Six projets ont été recensés concernant l'installation de solaire thermique sur des EHPAD du département ou des lieux de tourisme.*

VERSION DE TRAVAIL

## Méthanisation



Le développement de la méthanisation faisait déjà l'objet d'une action dans le cadre du PCAET (action 2031) :

→ « Développer la filière de méthanisation ».

Le PTEr vient préciser cette ambition.

### **ACTION 10 : accompagner l'implantation d'une nouvelle unité de méthanisation sur le territoire (boue de STEP)**

**Objectif** : étudier la mise en place d'une unité de méthanisation sur une station d'épuration du territoire utilisant les boues comme intrants

**Pilote de l'action** : SMDEA

**Réalisation** : bureau d'étude tiers pour le gisement

#### **Étapes de mise en œuvre proposées :**

Une étude de faisabilité technico-économique est en cours pour la mise en œuvre d'une méthanisation de sous-produit de l'assainissement de STEP (SMDEA) :

- en ciblant une usine de compostage à capacité nominale et externalisation d'une partie du traitement des boues → cela permet la recherche d'une solution de traitement locale des boues ;
- qui est à proximité immédiate d'un réseau haute pression de gaz ;
- et où une majorité des boues liquides transitent déjà (dépotage boues exogènes) ;

### **ACTION 11 : accompagner la diversification des projets de méthanisation sur notre territoire**

**Objectif** : faciliter l'implantation de nouveaux types de projets de méthanisation, plutôt sur des projets de petites tailles comme les projets à la ferme, ou des projets plus dimensionnés avec des projets territoriaux utilisant les déchets verts, par exemple.

**Pilote de l'action** : Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège

**Réalisation** : animation

#### **Étapes de mise en œuvre proposées :**

- communiquer sur l'intérêt des unités de méthanisation : rencontre entre acteurs économiques et agriculteurs ;
- prospecter sur le territoire pour connaître les projets en réflexion, en s'appuyant sur la Chambre d'Agriculture et les acteurs techniques compétents ;
- échanger avec les territoires voisins sur leurs potentielles ressources ;
- organiser des rencontres sur ces projets concrets pour une meilleure acceptabilité.



## Récupération de chaleur fatale

*Le développement de la récupération de chaleur fatale ne faisait pas l'objet d'action dans le cadre du PCAET.*

### **ACTION 12 : réaliser une étude de potentiel de récupération de chaleur fatale sur le territoire**

**Objectif :** évaluer plus précisément ce gisement, fortement dépendant des activités industrielles sur le territoire

**Pilote de l'action :** Syndicat Mixte du SCoT de la Vallée de l'Ariège, Intercommunalité, Commune concernée

**Réalisation :** bureau d'étude tiers pour le gisement

**Étapes de mise en œuvre proposées :**

- recensement des principaux sites concernés : industries par secteurs d'activités et nombre de salariés via la base CIREN, installations de production d'électricité via le registre national, datacenters, hôpitaux et centres commerciaux ;
- identification de 5 à 10 sites prioritaires en fonction de plusieurs critères ;
- réalisation d'une étude spécifique pour chacun de ces sites ;
- analyse des sites et préconisations ;
- pour les projets envisageables sur un plus court terme, ils pourront être intégrés dans la démarche de Contrat de Chaleur Renouvelable.

## Tableau synthétique des actions proposées

EnR	Intitulé
Transversale	Garantir la transversalité des EnR au sein des politiques publiques des Intercommunalités et Communes
Transversale	Etablir un recensement des friches, des toitures et des parkings pouvant accueillir du solaire
Transversale	Réaliser un Plan de Paysage dynamique
Transversale	Mise en place d'un Comité de suivi local des projets EnR
Solaire photovoltaïque	Favoriser l'émergence de projets d'autoconsommation collective
Solaire photovoltaïque	Participer aux réflexions locales sur l'agrivoltaïsme
Eolien	Accompagner l'émergence d'un parc éolien à horizon 2035 (6 éoliennes de 3 MW)
Hydroélectricité	Encourager l'étude d'optimisation des installations hydroélectriques existantes
Géothermie, solaire thermique, bois énergie	Accompagner l'émergence de projets de chaleur renouvelable sur le territoire
Méthanisation	Accompagner l'implantation d'une nouvelle unité de méthanisation sur le territoire (boue de STEP)
Méthanisation	Accompagner la diversification des projets de méthanisation sur notre territoire
Chaleur fatale	Réaliser une étude de potentiel de récupération de chaleur fatale sur le territoire



## V. Boîte à outils pour le développement des EnR

VERSION DE TRAVAIL

Plusieurs outils sont disponibles dans la boîte à outils du PTEEnR. Ces outils sont accessibles indépendamment du présent document. Voici une liste non exhaustive des outils disponibles au moment de la rédaction de ce rapport (juillet 2023). Il est important de noter que de nouveaux outils pourront être créés en fonction des besoins du territoire et viendront compléter cette boîte à outils au fil du temps :

- ✓ **Outil PTEEnR n°1 - fiches EnR** : Une fiche dédiée à chaque filière d'énergies renouvelables présentée dans ce rapport a été réalisée. L'objectif est de fournir, sur une page recto-verso, le maximum d'informations pertinentes. Le contenu de ces fiches comprend les éléments techniques essentiels sur la technologie, les indicateurs technico-économiques, les avantages et inconvénients de chaque énergie renouvelable, le potentiel local, le déroulé d'un projet type, ainsi que les actions recommandées dans le cadre du Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET) et du PTEEnR.
- ✓ **Outil PTEEnR n°2 - cartographie des acteurs** : cette carte permet de recenser les acteurs du territoire selon leur rôle dans le domaine des énergies renouvelables, tels que l'accompagnement et la sensibilisation, le financement, l'accompagnement technique des filières, etc.
- ✓ **Outil PTEEnR n°3 - enjeux territoriaux** : ces fiches synthétisent les principaux enjeux du territoire identifiés dans le Tome I du PTEEnR.
- ✓ **Outil PTEEnR n°4 - charte qualité des projets d'EnR** : la Charte de qualité des projets d'EnR présentée ici

constitue une version de travail qui sera soumise à l'examen et à l'enrichissement par le Comité de suivi local des projets mis en place sur le territoire du Syndicat Mixte du SCoT. Cette charte servira de référence pour évaluer la pertinence des projets, en prenant en compte des critères de qualité environnementale, sociale, économique et paysagère.

- ✓ **Outil PTEEnR n°5 - les premiers réflexes à adopter pour faire face aux sollicitations de développeurs d'énergies renouvelables** : l'objectif de cet outil est d'accompagner les maires sollicités par des développeurs en leur fournissant une fiche qui recense les premières démarches à entreprendre pour faire face à ces sollicitations.
- ✓ **Outil PTEEnR n° 6 - le pôle départemental EnR de l'Ariège** : cette fiche outil vise à rappeler l'importance et le rôle du Pôle EnR départemental.
- ✓ **Outil PTEEnR n° 7 - Intégrer les projets photovoltaïques dans le paysage de la vallée de l'Ariège : guide pratique à destination des élus**. Ce livret pédagogique, réalisé en collaboration avec le Conseil d'Architecture, d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) de l'Ariège, a pour objectif de recenser les recommandations concernant l'insertion paysagère et patrimoniale des projets photovoltaïques au sol. Actuellement en cours de réalisation, il sera disponible à partir de l'automne 2023.

Envoyé en préfecture le 02/10/2023  
Reçu en préfecture le 02/10/2023  
Publié le  
ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_135-DE

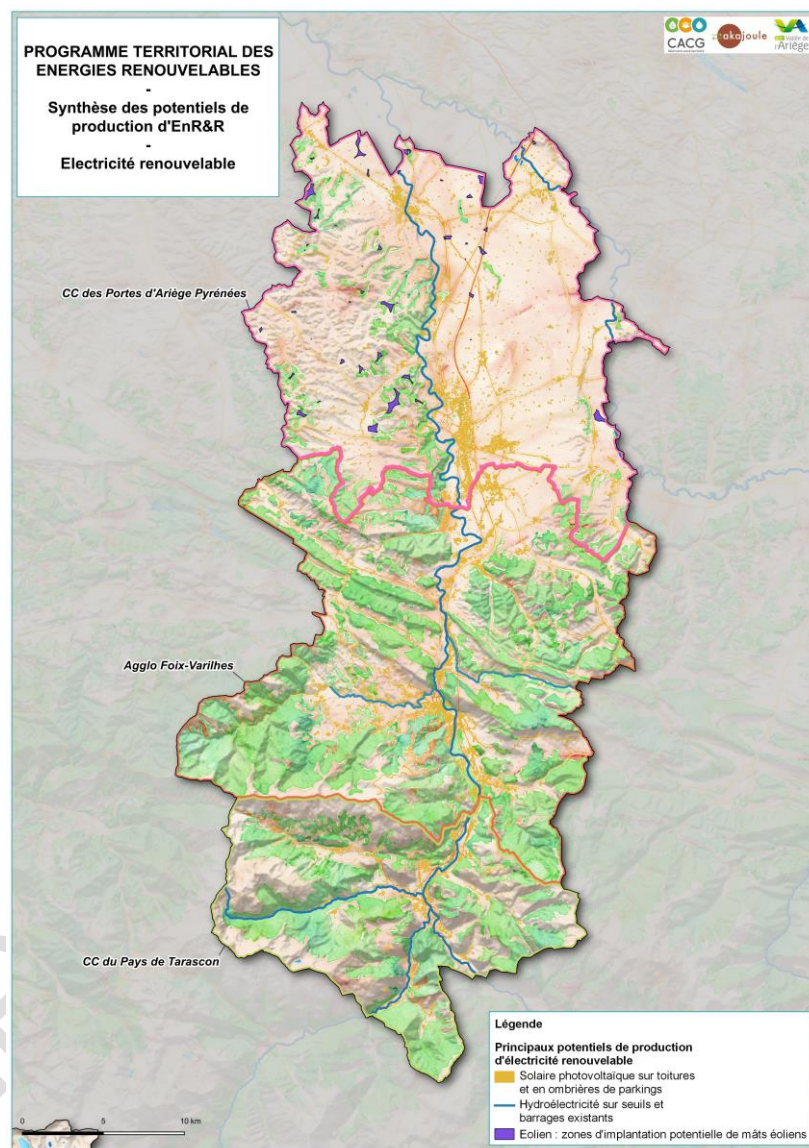


VERSION DE TRAVAIL

# ANNEXES

## 1. Atlas de déploiement des EnR

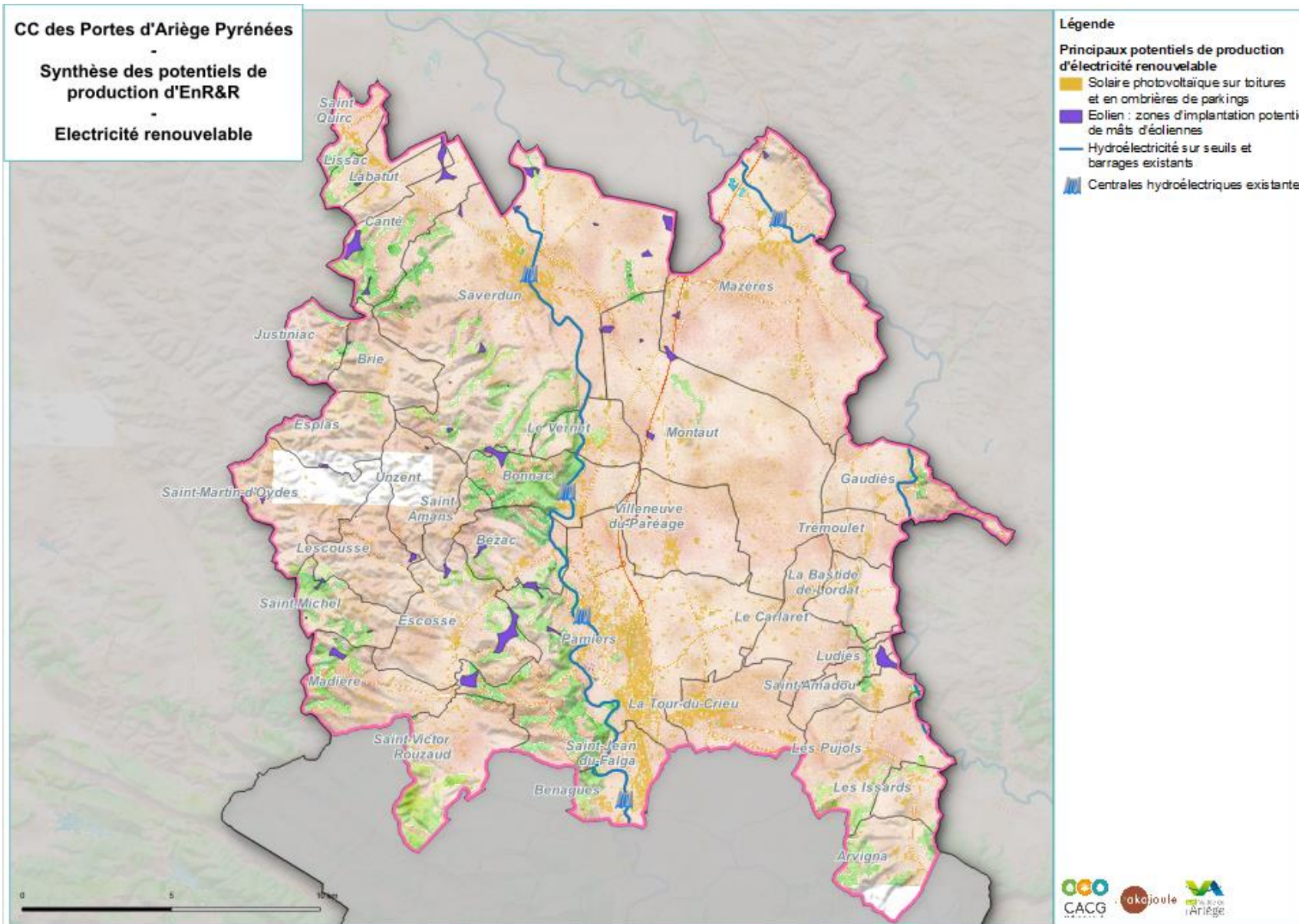
VERSION DE TRAVAIL

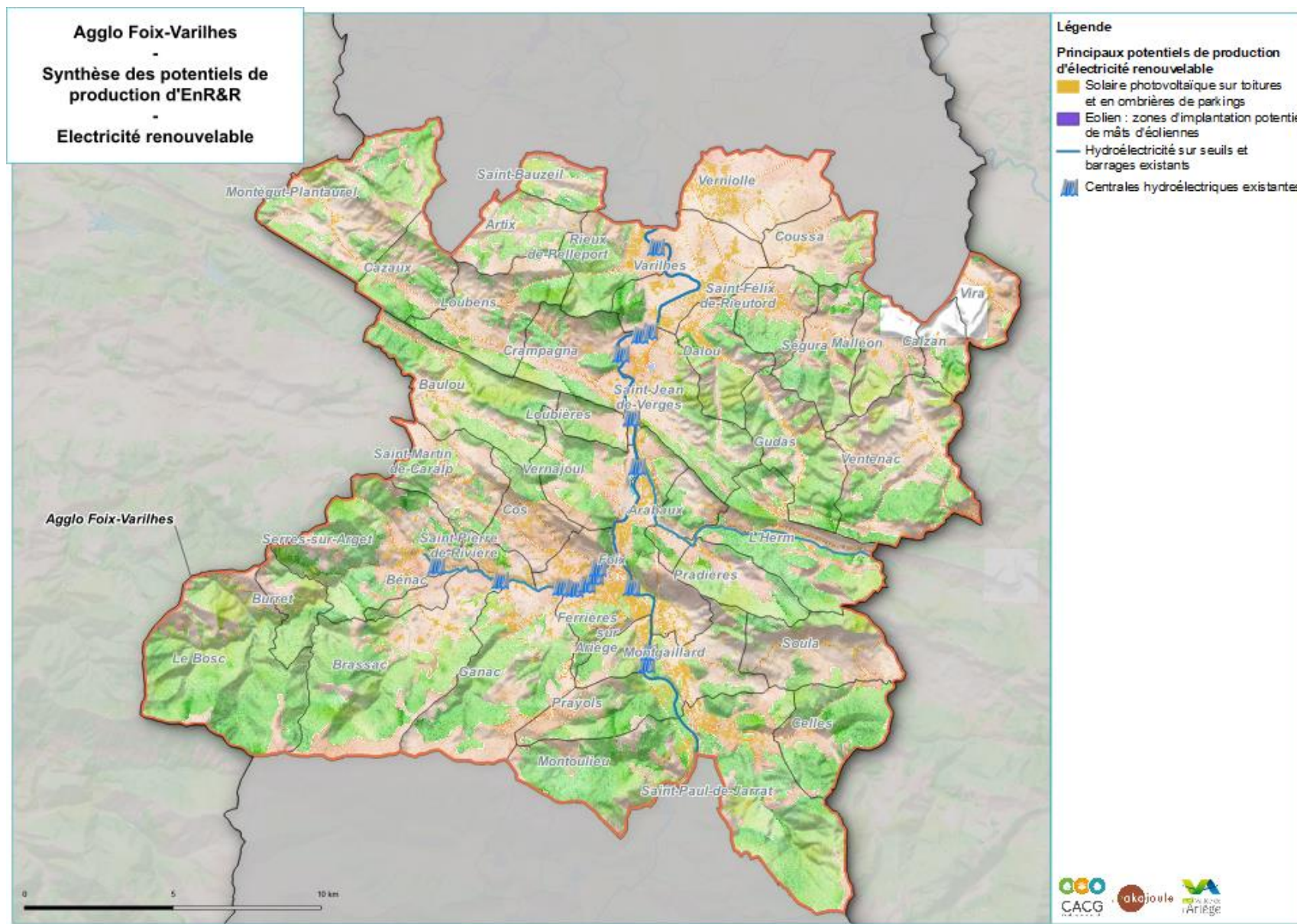


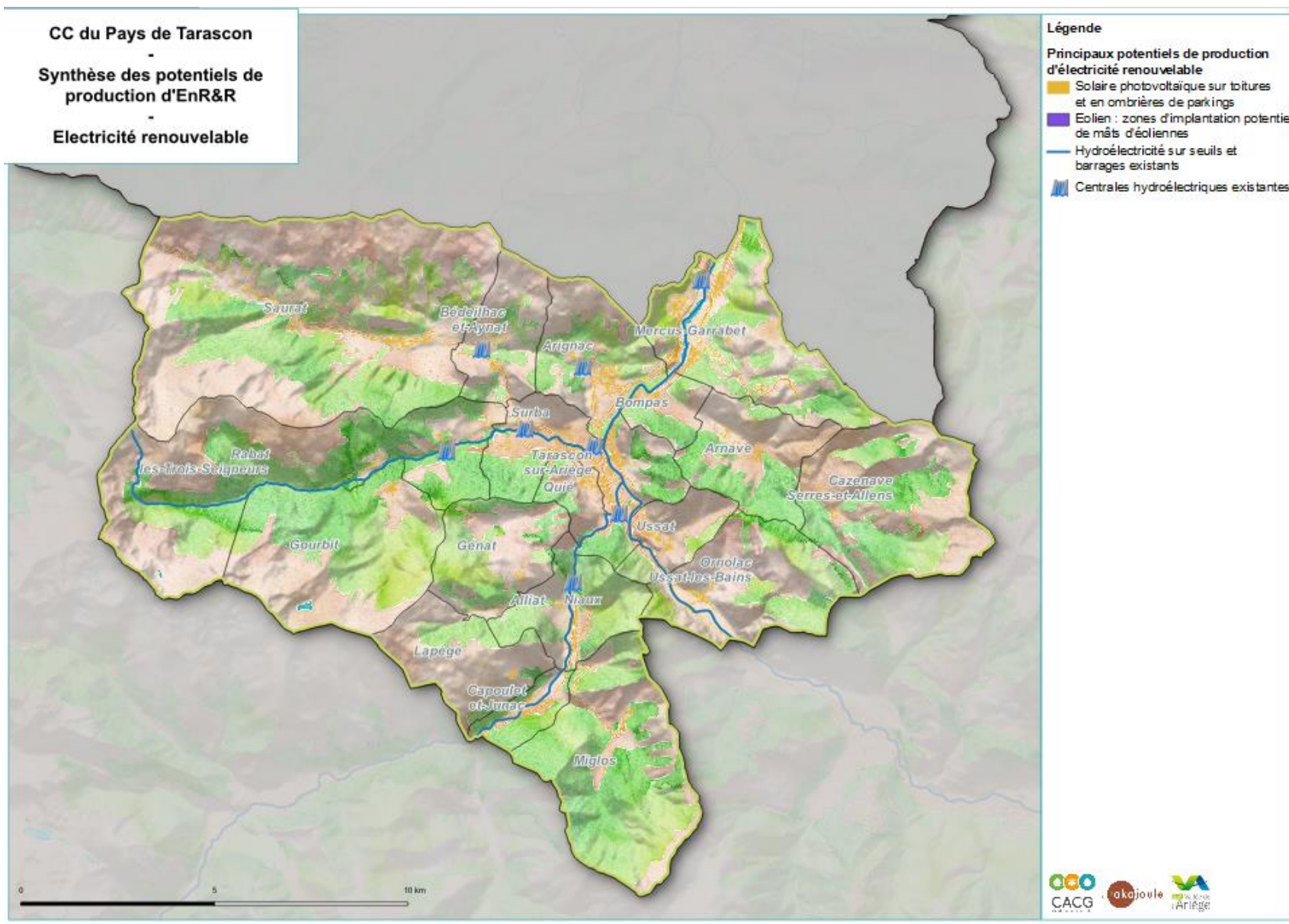
**CC des Portes d'Ariège Pyrénées**

**Synthèse des potentiels de production d'EnR&R**

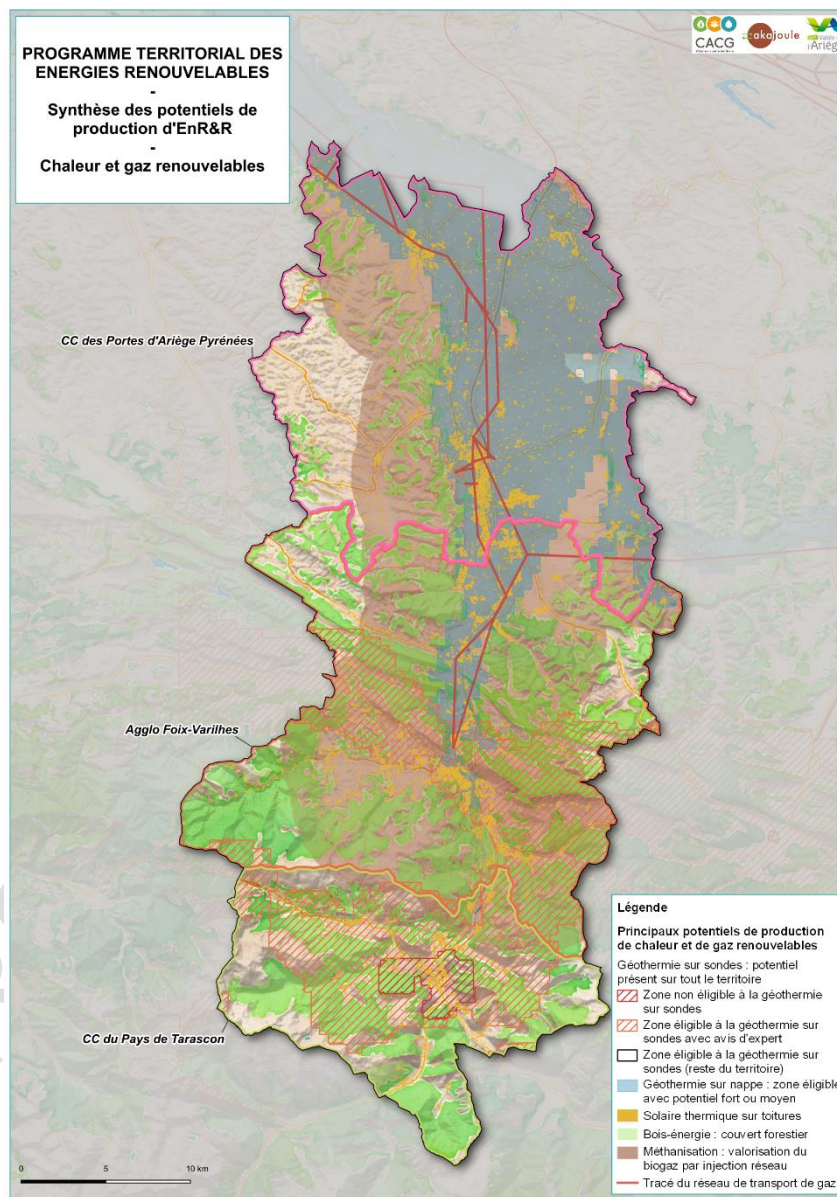
**Electricité renouvelable**

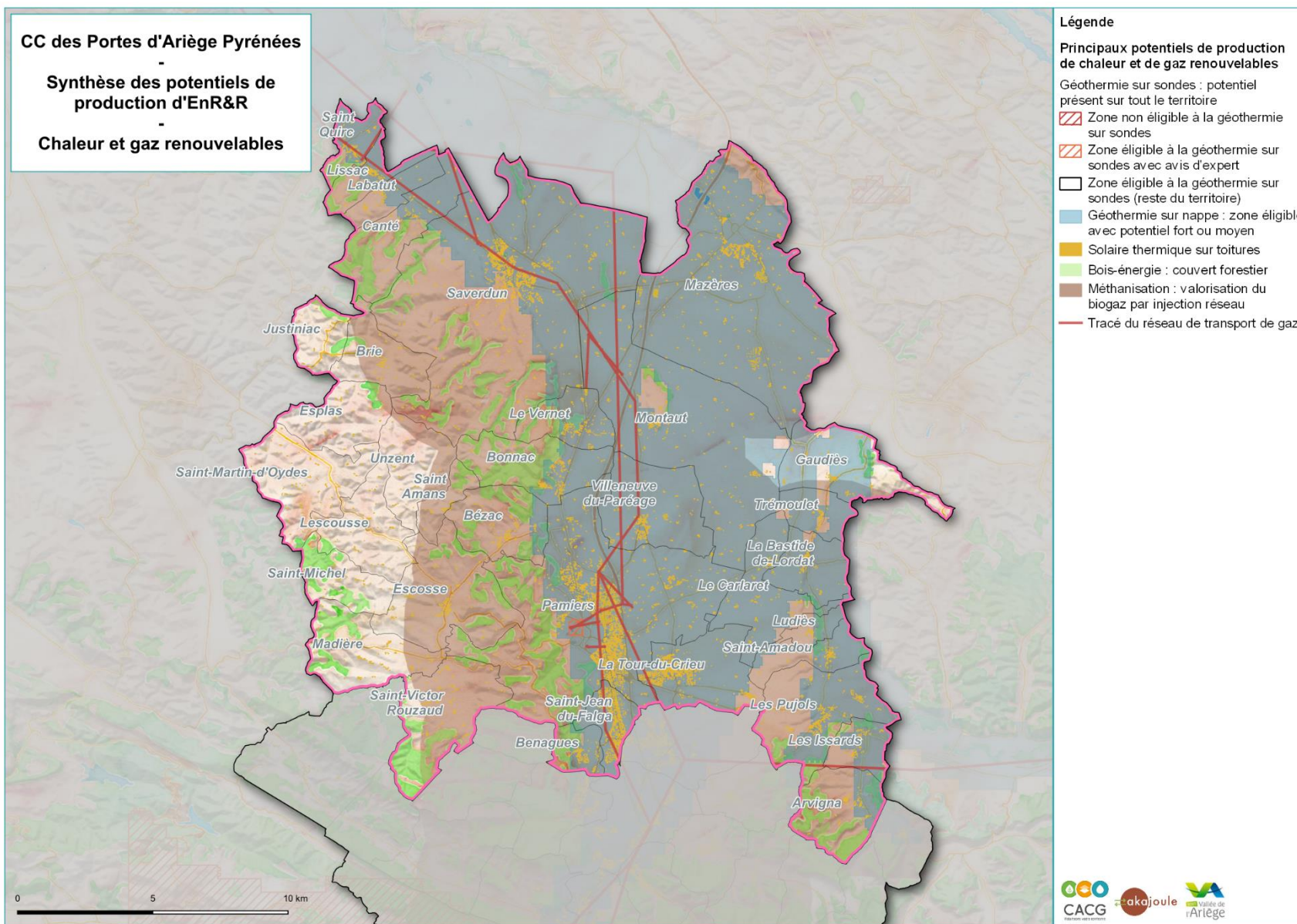


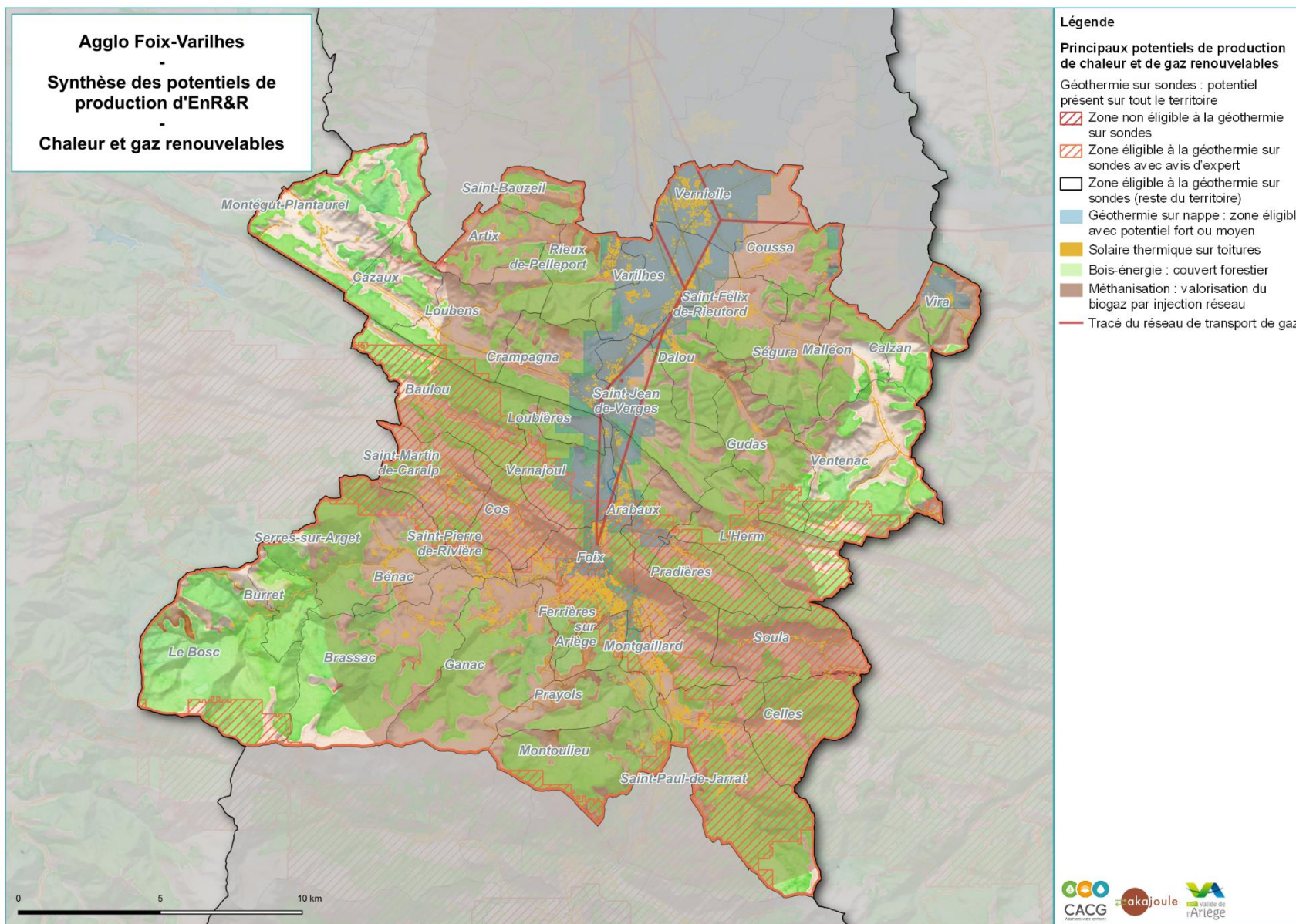


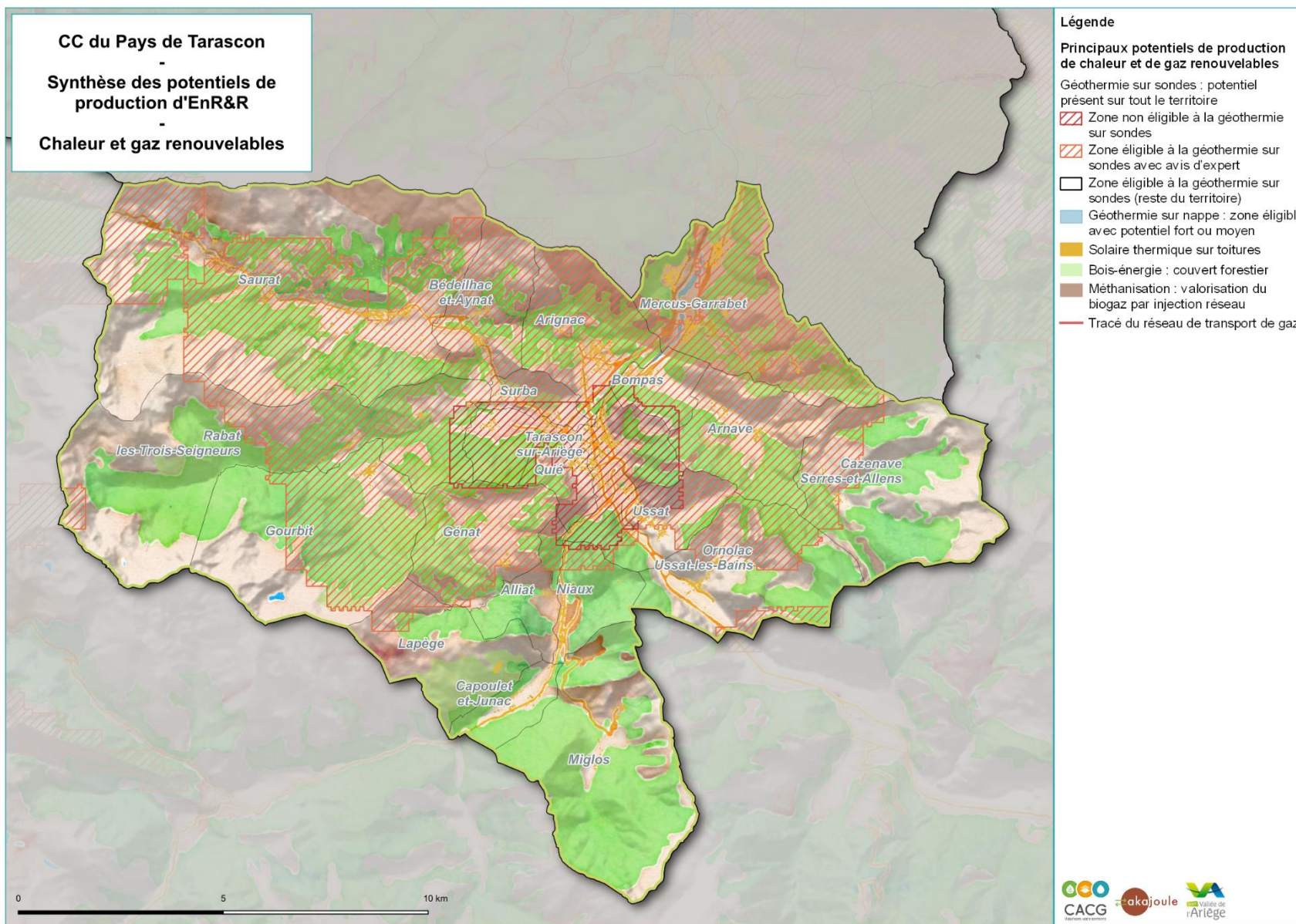












## 2. Vade-mecum – atlas de déploiement des EnR

La construction des cartographies de localisation des zones de déploiement à l'échelle du périmètre du SCoT a été réalisée à un instant précis lors de la réalisation du PTE nR. La notice ci-dessous, également appelée vademecum, permet de préciser le traitement SIG réalisé pour chaque résultat cartographique. Ce travail de recueil de données doit être complété dans le cadre d'un processus d'amélioration continue des cartographies.

Dans chaque tableau, les couches utilisées sont précisées, ainsi que celles qui doivent être intégrées. Il est important de noter que cette liste n'est pas exhaustive. Dans le cadre de la loi d'accélération des EnR, un portail cartographique a été réalisé. Les couches correspondantes ne sont pas encore disponibles au moment de la rédaction du programme territorial des EnR, mais elles sont mentionnées dans les tableaux comme devant être intégrées. Il est prévu que ces couches soient disponibles d'ici la fin de l'année 2023.

### Potentiels en énergie renouvelable

#### Solaire photovoltaïque et thermique

Pour évaluer le gisement solaire, la couche de SolarGis fournit une estimation de la quantité annuelle d'énergie électrique produisible en fonction de la puissance crête installée des panneaux solaires photovoltaïques.

- Couche de base :
  - « Bâtiment » de la BDTopo de l'IGN
  - « Equipements de transport » de la BDTopo de l'IGN, en filtrant sur la dénomination « parkings »
  - Recensement des friches artificialisées de Cartofriches, outil développé par le CEREMA
- Compléments :
  - Ajouts de surface de parkings manuellement, à partir des retours des communes via le questionnaire
  - Complément de recensement de friches potentielles avec BASOL
- Traitement SIG réalisé :
  - Exclusion des bâtiments et parkings inclus dans des zones de végétation
  - Exclusion des bâtiments et parkings inclus dans les périmètres de protection de monuments historiques et les sites inscrits et classés
  - Exclusion des friches et parkings inclus dans les corridors écologiques recensés dans la TVB
  - Calcul de l'orientation des bâtiments avec l'outil WhiteBox

Type de couche	Couche	Source	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Ressource potentielle	Gisement solaire	SolarGIS	oct-21	National	
Ressource potentielle	Parkings (équipements de transport)	BDTopo - IGN	sept-21	National	Recensement non exhaustif – complété partiellement par le questionnaire aux communes
<i>Ressource potentielle</i>	<i>Parkings</i>	<i>CEREMA</i>	<i>2022</i>	<i>National</i>	<i>A intégrer - Donnée issue du portail cartographique des EnR</i>
Ressource potentielle	Friches artificialisées	Cartofriches - CEREMA	oct-21	National	Recensement non exhaustif
Ressource potentielle	Bâtiments (bâti)	BDTopo - IGN	sept-21	National	
Ressource potentielle	Inventaires bâtiments publics	PNR			<i>A intégrer</i>
Ressource potentielle	Cadastre solaire	PNR / SDE			<i>A intégrer</i>
Ressource potentielle	Recensement des zones d'activités	Interco			<i>A intégrer</i>
Ressource potentielle	Sites pollués Basias/Basol				<i>A intégrer</i>
	Zones artificialisées	OSGE 2019	2023		<i>A intégrer</i>
Ressource potentielle	Carrière (à mobiliser pour le PV flottant)				<i>A intégrer</i>

Résultats – sont fournies plusieurs couches SIG :

- Bâtiments – associés à un potentiel de production d'électricité
- Parkings – associés à un potentiel de production d'électricité
- Surfaces au sol – associées à un potentiel de production d'électricité

Les limites du traitement

- Il existe un cadastre solaire sur le département Ariégeois. Celui-ci prend compte les inclinaisons des toitures des bâtiments, fournissant donc un résultat plus précis du gisement en production solaire sur bâti du territoire.
- L'estimation du potentiel s'appuie sur le recensement des parkings mis à disposition par l'IGN dans la BD Topo. Cette base peut s'avérer lacunaire, avec notamment des parkings non identifiés comme tels ou avec des surfaces non évaluées. Un recensement des surfaces de parking effectivement mobilisables permettrait d'affiner cette estimation.

- La base du Cerema est lacunaire, très peu de sites sont recensés. Certains sites du territoire présentent un potentiel avéré pour l'implantation de centrales au sol ou flottantes (gravières) et pour lesquels des études ou des projets sont en cours n'apparaissent pas dans les bases de données consolidées. Un recensement local des friches et sites dégradés ou pollués permettrait d'obtenir une estimation pertinente du potentiel effectivement mobilisable sur le territoire.

*Remarque : La loi n° 2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets a fixé l'objectif d'atteindre le zéro artificialisation nette des sols en 2050, avec un objectif intermédiaire de réduction de moitié de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers dans les dix prochaines années. Cette trajectoire progressive est à décliner territorialement dans les documents de planification et d'urbanisme. Un décret est en cours de consultation, il s'agit du projet de décret fixant les modalités de mesure de l'objectif de "zéro artificialisation nette" dans les documents de planification et d'urbanisme : nomenclature précisant les catégories de surfaces artificialisées / non artificialisées et les seuils d'appréciation de ces surfaces. En fonction de ce qui sera arrêté dans ce décret, il sera important de faire évoluer le tableau ci-dessous pour y intégrer toutes les surfaces comptabilisées dans les surfaces artificialisées.*

## Eolien

Pour évaluer le potentiel éolien du territoire, la couche du SRE Occitanie fournit une estimation des vitesses de vent sur le territoire. Ensuite, en se basant sur les couches SIG correspondant aux enjeux du territoire, des zones de contraintes sont ôtées.

- Couche de base :
  - « Limitation des EPCI » de la BDTopo de l'IGN
- Traitement SIG réalisé :
  - Exclusion des zones de contraintes dites « rédhibitoire »
  - Exclusion des zones potentielles situées dans des zones de vent inférieures à 4 m/s

Type de contrainte	Contrainte	Source	Année)	Echelle initiale de la donnée	Niveau de contrainte
Contraintes techniques	Vent inférieur à 4m/s	SRE Occitanie	2012	Région	Forte
	Couloirs aériens très basse altitude (RTBA)	SIA - Aviation civile	oct-21	National	Forte
	Dégagement des aéroports	Plan de servitudes aéronautiques (PSA)	oct-21	National	Rédhibitoire
	Radars civils et militaires	Plan de servitudes aéronautiques (PSA)	oct-21	National	Rédhibitoire
	Monuments historiques ainsi que leur périmètre de protection	DDT	sept-21	Département	Rédhibitoire

Contraintes liées au patrimoine paysager, architectural et culturel	Sites inscrits et classés	DDT	sept-21	Département	Rédhibitoire
	Parcs Naturels Régionaux	Data.gouv	15/09/2021	National	Rédhibitoire
Enjeux environnementaux	Arrêtés de protection de biotopes	INPN	sept-21	National	Forte
	Réserves naturelles, biologiques et de biosphère	INPN	sept-21	National	Forte
	Zones Natura 2000	INPN	sept-21	National	Forte
	Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique (ZNIEFF)	INPN	sept-21	National	Forte
	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux (ZICO)	INPN	sept-21	National	Forte
Distance minimale aux bâtiments d'habitation	Zone tampon de 500 m autour des habitations	BDTopo - IGN	sept-21	National	Rédhibitoire
	Zone tampon de 500 m autour des bâtiments indifférenciés -> risque de contrainte	BDTopo - IGN	sept-21	National	Forte
Zones de potentiel éolien	Couche « clé en main » = zones rédhibitoires, zones non potentiellement favorables (forts enjeux), zones potentiellement favorables, zones potentiellement favorables	DREAL	2023		<i>A intégrer - Donnée issue du portail cartographique des EnR</i>
Gisement de vent à 140m et 160 m		DREAL	2023		<i>A intégrer - Donnée issue du portail cartographique des EnR</i>

Résultats – est fournie la couche SIG :

- Zones potentielles de développement de l'éolien

Les limites du traitement

- Les servitudes aéronautiques entraînent, lorsqu'elles ne sont pas rédhibitoires, des contraintes spécifiques suivant les projets, comme les hauteurs d'éoliennes. Cette contrainte précise n'est pas connue, ou représentée dans le PTE nR
- La réglementation impose une distance minimum de 500m entre des habitations et un mat éolien. Cependant, la BDTopo recense précisément certains bâtis comme à usage d'habitation, mais certains sont aussi catégorisés comme à usage indéfini, ce qui peut donc inclure un bâtiment résidentiel. Les zones potentielles identifiées sont donc à étudier plus précisément, sur le terrain.



Remarque : Les zones de potentiel éolien définies par la DREAL sont en cours de validation pour la région Occitanie. Il sera important de vérifier que les résultats du traitement cartographique réalisé dans le cadre du PTErR concordent avec les cartes régionales afin d'assurer une cohérence entre les services de l'État et les collectivités locales.

### Hydroélectricité

Type de couche	Couche	Source	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Contrainte	Cours d'eau classés	DREAL Occitanie	2020	Régionale	
Ressource potentielle	Cours d'eau	BDTopo – IGN	2021	Nationale	

Les limites du traitement : il n'existe pas à ce jour d'étude concernant les impacts du changement climatique sur la productivité des installations hydroélectriques, ou leurs potentiels d'optimisation

### Bois énergie

Le calcul du potentiel bois énergie est basé sur des ratios de production de chaleur par m3 de bois prélevé. L'accroissement naturel des forêts, et la part de bois dirigée vers le bois énergie sont indiqués dans l'annexe du détail de calcul du potentiel bois.

- Couche de base :
  - Couvert forestier
  - Pentés
- Traitement SIG réalisé :
  - Croisement entre les pentes issues de la BDAlti de l'IGN et la matrice d'exploitation (inclue dans le détail de la méthode d'évaluation du potentiel)

Type de couche	Couche	Source	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Ressource potentielle	Couvert forestier	Corine Land Cover	sept-21	Europe	
Contrainte	Pentés	BDAlti - IGN	sept-21	National	

## Géothermie

Le calcul du potentiel géothermie est basé sur les données du BRGM. En effet, le BRGM évalue la part des besoins en chaleur des secteurs résidentiels et tertiaires, limités aux bâtiments existants à la date de l'étude, pouvant être couverts par la géothermie sur nappe. Le potentiel mobilisable est détaillé à l'échelon commune.

Type de couche	Couche	Source	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Contrainte	Zones réglementaires GMI	BRGM	sept-21	National	
Ressource potentielle	Ressources géothermales de surface sur échangeur ouvert (nappe alluviale) en Midi-Pyrénées	BRGM	2011	Régional	

Résultats – couche SIG produite :

- Potentiel en géothermie par commune

## Biogaz

Le calcul du potentiel méthanisation est basé sur les données de l'étude réalisée par Solagro pour le compte de l'ADEME, évaluant les potentiels méthanisation par canton.

Type de couche	Couche	Source	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Ressource potentielle	Potentiels de méthanisation à la maille canton	ADEME – Solagro - GRDF	2018	National	

Résultats – couche SIG produite :

- Potentiel de production de biogaz par canton

## Chaleur fatale

- Couche de base :
  - Consommation d'électricité et de gaz par IRIS
  - Géolocalisation des ICPE
- Traitement SIG réalisé :

- Croisement entre l'implantation des ICPE et les consommations d'électricité et de gaz par IRIS

Type de couche	Couche	Source	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Ressource potentielle	Consommation d'électricité et gaz par IRIS	ODRE	2021	National	
Ressource potentielle	Sites industriels ICPE	Georisques	2021	National	

Résultats – couche SIG produite :

- Estimations de gisement brut de chaleur fatale dans l'industrie à la maille IRIS

### Etat des lieux de la consommation et des infrastructures

Carte	Source	Intitulé	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
Consommation d'énergie par EPCI	Fichier excel - OREO		2019	Occitanie	Jonction avec les délimitations géographiques des EPCI
Consommation d'électricité par commune	Opendata ODRE		2020	National	Affichage du jeu de données pour la construction de la carte
Consommation de gaz par commune	Opendata ODRE		2020	National	Affichage du jeu de données pour la construction de la carte
Réseau de transport d'électricité	Opendata ODRE	Lignes souterraines et aériennes - RTE	2020	National	Affichage du jeu de données pour la construction de la carte
Réseau de distribution de gaz	Opendata ODRE	Réseau de distribution de gaz - GRDF	2020	National	Affichage du jeu de données pour la construction de la carte
<i>Capacités de raccordement</i>		<i>S3REnR - RTE</i>			<i>A intégrer</i>

### Localisation des installations de production d'électricité, de chaleur et de gaz

Carte	Source	Intitulé	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
-------	--------	----------	-------	-------------------------------	-------------

Installations d'ENR existantes et en projet	Akajoule / AUAT		juin-21	SCoT VA	Couche source de l'AUAT, complétée avec les réponses du questionnaire
Production d'ENR par EPCI	Fichier excel - OREO		2019	Occitanie	Jonction avec les délimitations géographiques des EPCI
Production d'électricité renouvelable par commune	Opendata ODRE	Registre national des installations de production et de stockage d'électricité	2020	National	Affichage du jeu de données pour la construction de la carte

### Éléments de connaissance du territoire intégrés à toutes les cartes

Carte	Source	Intitulé	Année	Echelle initiale de la donnée	Commentaire
OSGE 2019	SCoT 2025				<i>A intégrer</i>
Natura 2000	INPN		sept-21	National	
Natura 2000	INPN		sept-21	National	
PNR	Data.gouv	Parcs naturels régionaux de France	sept-21	National	
ZNIEFF 1	INPN		sept-21	National	
ZNIEFF 2	INPN		sept-21	National	
ZICO	INPN	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux	sept-21	National	
Arrêtés de protection de biotopes	INPN		oct-21	National	
Enjeux patrimoniaux	DDT	Monuments historiques ainsi que leur périmètre de protection	sept-21	Département	
	DDT	Sites inscrits et classés	sept-21	Département	
Enjeux patrimoniaux		Sites UNESCO			<i>A intégrer</i>
TVB	SCoT VA		2015	SCoT VA	

TVB	SCoT 2025				<i>A intégrer</i>
TVB	PNR PA				<i>A intégrer</i>
TVB	PLUi en cours				<i>A intégrer</i>
Servitudes d'utilité publiques	SIA - Aviation civile	Couloirs aériens très basse altitude (RTBA)	oct-21	National	
	Plan de Servitudes aéronautiques (PSA)	Dégagement des aéroports	oct-21	National	
	Plan de Servitudes aéronautiques (PSA)	Radars civils et militaires	oct-21	National	

VERSION DE TRAVAIL

### 3. Détail des objectifs par ENR

Remarque méthodologique :

Pour un souci de cohérence avec la trajectoire PCAET et son objectif de production 2050, les énergies renouvelables prises en compte restent les mêmes pour la construction de la trajectoire ajustée.

En ce sens, la production de chaleur renouvelable issue de la consommation de bois énergie domestique n'est pas prise en compte.

A horizon 2035, ce sont l'ensemble des filières ENR qui voient leurs objectifs revisités à l'exception de la filière hydraulique et de l'éolien. Les nouveaux objectifs 2035 marquent tous une hausse de la production ENR par rapport aux objectifs PCAET 2035 avec :

- +40% pour le solaire photovoltaïque (soit un objectif 2035 de 224 GWh).  
Cette ENR bénéficiant d'une forte acceptabilité, l'objectif est revu à la hausse et nécessitera donc de faire émerger de nombreux projets d'installations photovoltaïques.
- +30% pour le bois-énergie (soit un objectif 2035 de 77 GWh)  
Le bois-énergie étant faiblement plébiscité par les acteurs du territoire, l'objectif est de réduire la part de cette ENR par rapport à la consommation actuelle en limitant les importations de bois via une utilisation de la ressource locale et en réorientant les besoins vers d'autres filières ENR de production de chaleur.
- +50% pour la géothermie (soit un objectif 2035 de 39 GWh)
- +35% pour la méthanisation (soit un objectif 2035 de 35 GWh)
- +50% pour le solaire thermique (soit un objectif 2035 de 29 GWh)
- L'objectif de production pour la chaleur fatale passe de 0 à 3 GWh

L'objectif global de production ENR à horizon 2035 passe de 767 GWh à 793 GWh soit une réévaluation de plus de 15% de l'objectif PCAET 2035 initial.

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des objectifs revisités dans le cadre du PTEENR aux différents horizons temporels.

	Production 2020 (maj 2023)	Objectif PCAET 2026	Nouvel objectif 2025	Objectif PCAET 2035	Nouvel objectif 2035	Objectif PCAET 2050	Potentiel estimé (maj 2023)
Solaire PV	30	128	128	160	224	322	313
Hydroélectricité	252	355	355	355	355	357	370
Bois énergie	360	88	88	58	77	104	145
Géothermie	0	19	19	26	39	58	190
Eolien	0	24	0	32	32	72	350
Méthanisation	25	20	30	26	35	60	155
Solaire thermique	0	14	14	19	29	44	35
Chaleur fatale	0	0	0	0	3	7	48
<b>TOTAL</b>	<b>667</b>	<b>648</b>	<b>634</b>	<b>676</b>	<b>793</b>	<b>1024</b>	<b>1606</b>

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/136 Technique / Energie - Projet d'ombrières solaires photovoltaïques sur le parking de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières - signature d'un bail emphytéotique au profit d'Ombrières d'Occitanie**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	45	10	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.



**2023/136****Technique / Energie - Projet d'ombrières solaires photovoltaïques sur le parking de la salle omnisports de L'agglo à Ferrières - signature d'un bail emphytéotique au profit d'Ombrières d'Occitanie**

Rapporteur : Florence Rouch

Vu la loi n° 2015-992 du 17 août 2015 relative à la transition énergétique pour la croissance verte ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1311-5 à L.1311-8 ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment l'article L.5216-5 ;

Vu le code général des collectivités territoriales notamment l'article L.2241-1 relatif à la gestion des biens et aux opérations immobilières ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, notamment l'article L.2122-20 ;

Vu l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, et notamment, au vu de l'axe n° 3 « Transition énergétique et environnementale » ;

Vu la décision du président du 3 avril 2023 validant l'offre de la Holding Ombrières d'Occitanie suite à l'appel à manifestation d'intérêt « valorisation des zones de stationnement et plus globalement d'espaces publics pouvant accueillir des installations énergétiques » sur les places de stationnement desservant la salle omnisports de L'agglo à Ferrières-sur-Ariège ;

Considérant les besoins de compléments et de précisions sollicités par Ombrières d'Occitanie sur certaines mentions essentielles nécessaires notamment à la future rédaction des baux suite à la transmission de la décision du président du 3 avril 2023, les éléments suivants sont précisés :

En application de l'article L 1311-2 du code des collectivités territoriales, un bien immobilier appartenant à une collectivité territoriale peut faire l'objet d'un bail emphytéotique prévu à l'article L 451-1 du code rural et de la pêche maritime, en vue de la réalisation d'une opération d'intérêt général relevant de sa compétence. Ce bail emphytéotique est dénommé bail emphytéotique administratif.

Il est rappelé que L'agglo Foix-Varilhes projette de donner à bail emphytéotique une surface d'environ 1 457 m<sup>2</sup> à prendre sur le terrain cadastré n° 197 en vue de la construction d'une centrale photovoltaïque.

L'agglo Foix-Varilhes a publié le 20 janvier 2023 sur sa plateforme de dématérialisation AWS un appel à manifestation d'intérêt pour la mise en place d'ombrières photovoltaïque sur le parking de stationnement de la salle omnisports de L'agglo sur la commune de Ferrières-sur-Ariège.

Considérant la réception des offres de deux candidats (Holding Ombrières d'Occitanie et Solvéo Energies) et le rapport d'analyse des offres effectués sur les critères d'attribution de l'appel à manifestation d'intérêt classant l'offre du candidat Holding Ombrières d'Occitanie à la première place ;

A l'issue de la procédure, la société Ombrières d'Occitanie a été retenue pour construire et exploiter la centrale, ainsi que certains aménagements et équipements y afférents. Ombrières d'Occitanie sera donc bénéficiaire du futur bail emphytéotique.

Dans ce cadre, L'agglo Foix-Varilhes va louer à Ombrières d'Occitanie des lots de volume (fondations, noues, élévations des structures, appareillages) ayant pour assise cadastrale la parcelle n°197.

Un état descriptif de division en volumes est actuellement en cours d'élaboration.

Ledit bail devant être consenti au profit de la société Ombrières d'Occitanie, ou de ses filiales, pour une durée de 30 ans (trente ans), et moyennant une soulte de 15 000 €.

Toutes servitudes nécessaires à la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque seront consenties au profit de la société Ombrières d'Occitanie, en particulier des servitudes de passage et de passage de câbles.

En fin de bail, les constructions et les aménagements qui auront pu être réalisés par l'emphytéote sur les parcelles louées, pourront au choix de L'agglo Foix-Varilhes devenir sa propriété.

En outre, la conclusion du bail est conditionnée à la réalisation de conditions suspensives en faveur du preneur, telles que définies ici :

- l'obtention des autorisations d'urbanisme purgées du recours des tiers de deux mois (à compter de l'affichage) et n'ayant pas fait l'objet d'un retrait par l'administration dans le délai de trois mois à compter de la délivrance des permis ;
- le coût de l'opération doit être pris en charge par Ombrières d'Occitanie, sauf options ou points particuliers souhaités par la collectivité qu'elle devra prendre en charge sauf accord avec ladite société.

### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : AUTORISE** L'agglo Foix-Varilhes à donner à bail emphytéotique sur une surface d'environ 1 457 m<sup>2</sup> à prendre sur le terrain cadastré n° 197 en vue de la construction d'une centrale photovoltaïque d'une puissance indicative de 318 kWc ; ledit bail devant être consenti au profit de la société Ombrières d'Occitanie, ou de ses filiales, pour une durée de 30 ans (trente ans). Toutes servitudes nécessaires à la réalisation et l'exploitation de la centrale photovoltaïque seront consenties au profit de la société Ombrières d'Occitanie ou de ses filiales.

**Article 2 : AUTORISE** le président à signer le bail emphytéotique administratif à venir, ainsi que tout document y afférent, et prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : PRÉCISE** que les recettes correspondantes seront inscrites au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/137 Culture / Centre culturel Olivier Carol - tarifs et redevances de mise à disposition des salles**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	45	10	55	55	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/137**

### **Culture / Centre culturel Olivier Carol - tarifs et redevances de mise à disposition des salles**

Rapporteur : Colette Lagarde-Authié

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 16 novembre 2022 déclarant d'intérêt communautaire, au titre de la compétence « équipements sportifs et culturels d'intérêt communautaire », le centre culturel Olivier Carol sis à Foix ;

Vu la délibération du 1<sup>er</sup> février, fixant les tarifs de location des salles du centre culturel Olivier Carol pour l'année 2023 ;

Considérant que dans le cadre du transfert du centre culturel Olivier Carol de la commune de Foix à L'agglo Foix-Varilhes, celle-ci avait fixé des tarifs de location des salles dans la continuité de ceux pratiqués par la Commune de Foix pour l'année 2023 ;

Considérant qu'il est nécessaire de fixer les tarifs applicables pour l'année 2024.

Considérant le souhait de valoriser et favoriser la vocation culturelle du lieu, le caractère culturel ou non de l'évènement devient un critère de tarification. Le lieu de résidence de l'utilisateur ainsi que la présence ou non d'une billetterie sont deux autres critères. Enfin il est recherché une cohérence tarifaire avec les autres équipements mis à disposition par L'agglo aux organismes et associations.

Il est proposé d'appliquer à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024, les tarifs tels que présentés en annexe de la présente délibération pour la mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol.

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : FIXE** les tarifs applicables à la mise à disposition des salles du centre culturel Olivier Carol tels que définis en annexe.

**Article 2 : PRÉCISE** que ces tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024.

**Article 3 : AUTORISE** le président à effectuer toute démarche et à signer tout document, nécessaires à l'application de la présente délibération, et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin




*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

## CENTRE CULTUREL OLIVIER CAROL

### Grille tarifaire de location des salles

Envoyé en préfecture le 02/10/2023  
 Reçu en préfecture le 02/10/2023  
 Publié le 03/10/2023  
 ID : 009-200067791-20230927-2023\_DC\_137-DE



	Salle Isabelle Sandy		Salle « les artistes »		Salle Camille Claudel (réservée expositions)		Espaces annexes (hall, salle bar, patio) seuls	
	Entrées payantes	Pas de billetterie ni de « chapeau »	Entrées payantes	Pas de billetterie ni de « chapeau »	Entrées payantes	Pas de billetterie ni de « chapeau »	Entrées payantes	Pas de billetterie ni de « chapeau »
Tarif de base	400 € / journée 300 € / ½ journée ou soirée		200 € / journée 100 € / ½ journée ou soirée		100 € / journée 300 € / forfait semaine		100 € / journée 50 € / ½ journée	
Organismes à but non lucratif implantés sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes	400 € / journée 300 € / ½ journée ou soirée	200 € / journée 150 € / ½ journée	200 € / journée 100 € / ½ journée ou soirée	100 € / journée 50 € / ½ journée ou soirée	100 € / journée 300 € / forfait semaine	50 € / journée 150 € / forfait semaine	100 € / journée 50 € / ½ journée	
Organismes à but non lucratif oeuvrant dans le domaine de la culture implantés sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes	200 € / journée 150 € / ½ journée	Gratuit	100 € / journée 50 € / ½ journée ou soirée	Gratuit	50 € / journée 150 € / forfait semaine	Gratuit	Gratuit	
Etablissements scolaires publics ou privés sous contrat localisés sur le territoire de L'agglo Foix-Varilhes	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	Gratuit	

Tarifs SIAPP : du lundi au vendredi de 12h à 14h et à partir de 18h : 25 € / heure  
 Samedis, dimanches et jours fériés : 25 € / heure

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/138 Ruralité / Modification du règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	44	10	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/138**

### **Ruralité / Modification du règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Sont rappelés les principes suivants :

- L'enveloppe globale du fonds de soutien à la ruralité est de 520 302 € et court jusqu'au 31 décembre 2025.
- Ce fonds est dédié aux 35 communes de L'agglo de moins de 1 000 habitants (Insee 2021).
- Il n'est pas cumulable avec les autres fonds de concours de L'agglo (habitat, mobilités, voirie).
- Il prend la forme d'une subvention d'investissement dont le taux d'intervention est fixé à 50% maximum du coût prévisionnel HT du projet, dans la limite de l'enveloppe disponible et de 80% d'aides publiques. La participation de L'agglo ne pourra pas excéder l'autofinancement de la commune.

L'article 4 du règlement d'attribution du fonds de soutien à la ruralité prévoit qu'une commune peut déposer jusqu'à trois dossiers de demande d'aide au titre du fonds de soutien à la ruralité dans la limite de l'enveloppe globale qui lui est réservée.

Lors des rencontres communales organisées en juin 2023, la demande a été exprimée de porter à quatre le nombre de dossiers pouvant être déposés par commune.

Il est proposé de répondre favorablement et de modifier l'article 4 en ce sens.

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **APPROUVE** la modification de l'article 4 du règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité, en portant à quatre le nombre de dossiers pouvant être déposés par commune.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à appliquer les dispositions dudit règlement.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

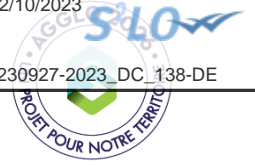
Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



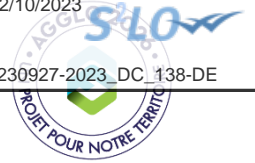
*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*





# RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION

## FONDS DE SOUTIEN À LA RURALITÉ



## RÈGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES FINANCIÈRES AUX COMMUNES EN FAVEUR DU SOUTIEN À LA RURALITÉ

### 1. Contexte

Le présent règlement d'attribution des aides s'inscrit dans le cadre de l'axe 4 « solidarités territoriales », du **projet de territoire « Agglo 2026, un projet pour notre territoire »** adopté par délibération du 24 mars 2021.

L'agglo Foix-Varilhes a choisi de mettre en œuvre un fonds de concours dédié à ses communes membres dont le principe général est le suivant :

- Soutenir la ruralité sur le territoire de L'agglo.

### 2. Principes généraux d'attribution du fonds de concours

La dotation globale du fonds de concours « soutien à la ruralité » s'élève à 520.302 € et court jusqu'au 31 décembre 2025.

Le fonds de concours « soutien à la ruralité » s'adresse aux **communes de moins de 1.000 habitants**, soit 35 communes. Un tableau annexé au présent règlement indique la liste des communes éligibles (annexe 1).

Le montant de l'aide attribué à chaque commune éligible dépendra d'un indice synthétique de ressources et de charges, déterminé à partir d'indicateurs publiés nationalement.

Pour ce qui concerne les recettes, le potentiel financier par habitant de chaque commune est rapporté à la moyenne des communes de L'agglo.

Pour ce qui concerne les dépenses, le revenu imposable par habitant de chaque commune est rapporté à la moyenne des communes de L'agglo.

Le calcul des attributions est réalisé sur les dernières données disponibles à la date d'adoption du présent règlement d'attribution (critères utilisés pour la répartition des dotations de l'année 2021).

Un tableau annexé au présent règlement arrête la répartition définitive, pour les 35 communes éligibles, pour la durée du fonds de concours (annexe 2).

### 3. Critères d'éligibilité

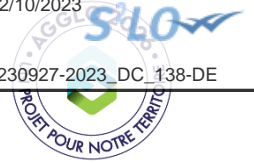
Les dépenses éligibles prises en compte comprennent :

- Tous les **travaux d'investissement**, en dehors des travaux qui bénéficient d'un des fonds de concours de L'agglo (voirie, habitat et plan vélo).

Les fonds de concours de L'agglo ne sont pas cumulables (voirie, soutien à la ruralité, habitat et plan vélo).

Les dépenses inéligibles sont notamment les suivantes :

- Acquisition de matériel roulant.
- Acquisition de mobilier (intérieur, urbain, etc.).
- Frais de fonctionnement et études.



#### **4. Critères d'intervention**

Le fonds de concours prend la forme d'une subvention d'investissement :

- Dont le taux d'intervention est de 50% maximum du coût total prévisionnel HT, L'agglo ne pouvant intervenir au-delà du montant de l'autofinancement de la commune.
- L'aide sera attribuée dans la limite de l'enveloppe dédiée à la commune et dans la limite de 80% d'aides publiques sur le coût total du projet HT.

Les subventions de L'agglo sont calculées sur un montant de travaux en euros hors taxes (HT) figurant sur les devis ou les estimatifs détaillés. Leur versement est calculé sur la base des factures acquittées, dans la limite de l'aide notifiée.

La demande de subvention doit intervenir avant l'engagement financier de la commune auprès des entreprises sollicitées (signature des devis ou attribution des marchés). À la suite du dépôt de la demande d'aide auprès de L'agglo, la commune recevra un récépissé de dépôt. Ce récépissé ne vaut pas promesse de subvention mais permet à la commune de démarrer les travaux et d'engager le projet.

La décision d'octroi de l'aide deviendra caduque si les travaux n'ont pas démarré dans un délai de deux ans à compter de la décision d'attribution de l'aide par le conseil communautaire. De la même façon, la décision d'octroi de l'aide deviendra caduque si les travaux ne sont pas achevés dans les trois ans qui suivent la date de démarrage des travaux.

Une commune peut déposer jusqu'à quatre dossiers de demande d'aide au titre du fonds de soutien à la ruralité dans la limite de l'enveloppe globale qui lui est réservée.

L'attribution du fonds de concours n'est pas de droit. Le fonds de concours est attribué dans la limite des crédits annuels disponibles inscrits au budget. L'agglo a seule le pouvoir de décider de l'éligibilité des dépenses ainsi que de l'engagement et du paiement du fonds de concours.

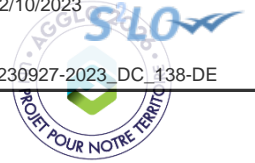
#### **5. Modalités d'attribution des aides**

Dans le cadre de ses missions de soutien aux communes, le Pôle développement et cohésion territoriale peut accompagner la commune dans la constitution de son dossier.

La commune adresse sa demande par courrier au président de L'agglo, accompagnée des pièces ci-dessous :

- Un courrier de sollicitation d'une aide financière auprès de L'agglo.
- Une note d'opportunité.
- Les devis ou l'estimatif chiffré détaillé du maître d'œuvre.
- Un plan de situation de l'opération, un plan cadastral et un plan de masse.
- Les plans architecturaux du bâtiment, le cas échéant, ou les schémas du projet.
- Le plan de financement.
- L'échéancier des travaux.
- Une délibération visée par la préfecture de département approuvant le projet, le coût des travaux et le plan de financement prévisionnel.
- La copie des notifications d'aides des autres financeurs si obtenues.
- Un RIB.

Après réception et vérification du dossier complet par le Pôle développement et cohésion territoriale, la notification d'attribution fera l'objet d'une délibération du conseil communautaire. L'agglo informera la commune par courrier de la décision avec, à l'appui, la transmission de la délibération exécutoire.



## 6. Versement des aides

### a. Versement d'un acompte de 50 % de l'aide accordée par L'agglo

Un acompte pourra être versé aux communes qui en feront la demande (par courrier postal ou électronique – contact ci-dessous), à l'appui des documents suivants :

- Courrier de demande de versement d'un acompte.
- Un état récapitulatif d'au moins 50% des dépenses du projet, visé par le trésorier.
- Les justificatifs de dépenses.

### b. Versement du solde

Au terme des travaux, L'agglo versera le montant des aides sur présentation par la commune (par courrier postal ou par mail - contacts ci-dessous) :

- Du courrier de demande de versement du solde.
- De l'attestation de fin des travaux, visée par le maître d'œuvre.
- Des copies des notifications de subventions reçues d'autres financeurs et le plan de financement définitif de l'opération.
- Des justificatifs des dépenses.
- De l'état récapitulatif des dépenses visé par le trésorier.

L'agglo informera la commune par courrier électronique, du versement du solde de la subvention.

## 7. Entrée en vigueur et durée de ces conditions d'attribution

Le règlement d'attribution est applicable dès la délibération devenue exécutoire.

Le fonds de concours pourra être notifié jusqu'au 31 décembre 2025. Le versement de l'aide pourra s'effectuer au-delà de cette date dans le respect des délais de commencement et d'achèvement des travaux.

L'agglo se réserve le droit de modifier à tout moment le présent règlement.

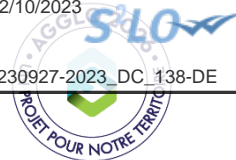
### Contact

**Camille Jarrot**

Tél 06.30.33.97.44

Chargée de mission développement territorial

[c.jarrot@agglo-pfv.fr](mailto:c.jarrot@agglo-pfv.fr)



## Annexe 1 – liste des communes éligibles

Nom de la commune	Code postal
ARABAUX	09000
ARTIX	09120
BAULOU	09000
BENAC	09000
BOSC	09000
BRASSAC	09000
BURRET	09000
CALZAN	09120
CAZAUX	09120
CELLES	09000
COS	09000
COUSSA	09120
CRAMPAGNA	09120
DALOU	09120
FERRIERES-SUR-ARIEGE	09000
GANAC	09000
GUDAS	09120
HERM	09000
LOUBENS	09120
LOUBIERES	09000
MALLEON	09120
MONTEGUT-PLANTAUREL	09120
MONTOULIEU	09000
PRADIERES	09000
PRAYOLS	09000
SAINT-BAUZEIL	09120
SAINT-FELIX-DE-RIEUTORD	09120
SAINT-MARTIN-DE-CARALP	09000
SAINT-PIERRE-DE-RIVIERE	09000
SEGURA	09120
SERRES-SUR-ARGET	09000
SOULA	09000
VENTENAC	09120
VERNAJOUL	09000
VIRA	09120

## Annexe 2 – répartition du fonds de soutien par commune

Nom de la commune	Population INSEE	Potentiel financier par habitant	Indice PFI	Revenu imposable par habitant	Indice Rev	Indice synthétique	Attribution
ARABAUX	80	954	0,765	16.901	0,786	0,601	10.697
ARTIX	134	636	1,146	13.928	0,954	1,093	14.984
BAULOU	174	702	1,039	10.354	1,283	1,333	17.074
BENAC	183	712	1,024	15.556	0,854	0,874	13.076
BOSC	105	722	1,010	9.062	1,466	1,480	18.356
BRASSAC	636	708	1,030	13.397	0,991	1,021	14.357
BURRET	40	744	0,980	9.277	1,432	1,403	17.686
CALZAN	33	701	1,041	11.422	1,163	1,211	16.008
CAZAUX	44	809	0,902	9.331	1,424	1,284	16.646
CELLES	154	617	1,181	10.144	1,309	1,547	18.934
COS	412	702	1,039	18.230	0,729	0,757	12.055
COUSSA	278	635	1,148	13.770	0,965	1,107	15.106
CRAMPAGNA	869	687	1,063	15.990	0,831	0,883	13.149
DALOU	793	629	1,159	20.815	0,638	0,740	11.903
FERRIERES-SUR-ARIEGE	863	1.079	0,676	13.875	0,957	0,647	11.097
FOIX	9.775	1.088	0,671	14.009	0,948	0,636	0
GANAC	740	670	1,088	13.215	1,005	1,094	14.988
GUDAS	190	565	1,292	10.281	1,292	1,669	20.000
HERM	222	744	0,980	11.676	1,138	1,115	15.172
LOUBENS	285	653	1,117	11.984	1,108	1,238	16.245
LOUBIERES	356	664	1,098	13.901	0,955	1,049	14.602
MALLEON	78	637	1,145	12.091	1,099	1,258	16.415
MONTEGUT-PLANTAUREL	343	718	1,016	9.943	1,336	1,357	17.280
MONTGAILLARD	1.505	816	0,894	14.607	0,909	0,813	0
MONTOULIEU	414	1.234	0,591	13.316	0,997	0,590	10.596
PRADIERES	120	738	0,988	12.501	1,062	1,049	14.602
PRAYOLS	381	1.158	0,630	16.053	0,827	0,521	10.000
RIEUX-DE-PELLEPORT	1.335	723	1,008	12.946	1,026	1,035	0
SAINT-BAUZEIL	58	729	1,000	12.469	1,065	1,066	14.744
SAINT-FELIX-DE-RIEUTORD	465	662	1,102	14.731	0,902	0,993	14.113
SAINT-JEAN-DE-VERGES	1.283	756	0,964	13.632	0,974	0,940	0
SAINT-MARTIN-DE-CARALP	375	634	1,151	14.739	0,901	1,037	14.493
SAINT-PAUL-DE-JARRAT	1.344	930	0,785	13.310	0,998	0,783	0
SAINT-PIERRE-DE-RIVIERE	689	714	1,021	17.167	0,774	0,790	12.342
SEGURA	192	612	1,191	11.453	1,160	1,381	17.494
SERRES-SUR-ARGET	693	704	1,036	14.249	0,932	0,966	13.875
SOULA	183	690	1,058	15.720	0,845	0,894	13.245
VARILHES	3.490	793	0,920	14.198	0,936	0,861	0
VENTENAC	238	576	1,267	10.310	1,288	1,632	19.680
VERNAJOUL	685	755	0,967	14.617	0,909	0,878	13.111
VERNIOLLE	2.341	798	0,914	16.528	0,804	0,735	0
VIRA	162	634	1,150	12.414	1,070	1,230	16.177
<b>Minimum</b>	<b>33</b>	<b>565</b>	<b>0,591</b>	<b>9.062</b>	<b>0,638</b>	<b>0,521</b>	<b>10.000</b>
<b>Moyenne</b>	<b>333</b>	<b>729</b>	<b>1,031</b>	<b>13.282</b>	<b>1,041</b>	<b>1,080</b>	<b>14.866</b>
<b>Maximum</b>	<b>869</b>	<b>1.234</b>	<b>1,292</b>	<b>20.815</b>	<b>1,466</b>	<b>1,669</b>	<b>20.000</b>
<b>Somme</b>	<b>11.667</b>						<b>520.302</b>

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/139 Ruralité / Attribution d'un fonds de concours à la Commune de Bénac au titre du fonds de soutien à la ruralité relatif au projet de sécurisation de la traversée du village**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	44	10	53	53	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/139****Ruralité / Attribution d'un fonds de concours à la Commune de Bénac au titre du fonds de soutien à la ruralité relatif au projet de sécurisation de la traversée du village**

Rapporteur : Danielle Carrière

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026, un projet pour notre territoire*, et notamment l'axe 4 « Cohésion et solidarités territoriales » ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 21 septembre 2022 approuvant le règlement d'attribution des aides financières de L'agglo Foix-Varilhes en faveur du soutien à la ruralité et ses annexes ;

Sont rappelés les principes suivants :

- L'enveloppe globale du fonds de soutien à la ruralité est de 520 302 € et court jusqu'au 31 décembre 2025.
- Ce fonds est dédié aux 35 communes de L'agglo de moins de 1 000 habitants (Insee 2021).
- Il n'est pas cumulable avec les autres fonds de concours de L'agglo (habitat, mobilités, voirie).
- Il prend la forme d'une subvention d'investissement dont le taux d'intervention est fixé à 50% maximum du coût prévisionnel HT du projet, dans la limite de l'enveloppe disponible et de 80% d'aides publiques. La participation de L'agglo ne pourra pas excéder l'autofinancement de la commune.

Dans ce contexte, la Commune de Bénac a sollicité le soutien du fonds de concours dans le cadre de son projet de sécurisation de la traversée du village.

La municipalité souhaite réduire la vitesse et sécuriser le secteur de la RD321 entre la mairie et le château de Bénac sur la « grand'rue de Belissen ».

Le projet se décline en trois aménagements :

- aménagement n°1 : une chicane biaise,
- aménagement n°2 : un régime « Stop », au croisement avec la route de l'Arget,
- aménagement n°3 : un ralentisseur de type « dos d'âne ».

Le coût total de l'opération s'élève à 11 711 € HT.

La commune sollicite une aide du Département et une partie de l'aide qui lui est dédiée au titre du fonds de soutien à la ruralité de L'agglo, à savoir 35% du coût de l'opération, soit 4 099 €.

Au regard des critères d'intervention, l'assiette éligible s'élève à 11 711 € HT.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

1 sans participation

Paul Cayrol

**Article 1 :** **ATTRIBUE** un fonds de concours d'un montant de 4 099 € au titre du fonds de soutien à la ruralité à la Commune de Bénac, pour son projet de sécurisation de la traversée du village, soit 35% du coût total de l'opération.

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à notifier la subvention à la commune de Bénac.



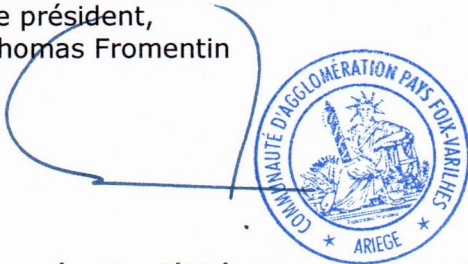
**Article 3 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

**Article 4 :** **AUTORISE** le président à engager toute démarche, à signer tout document relatif à l'exécution de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/140 Assurances / Marché public d'assurances pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes - avenant n° 1 au lot n° 3 « flotte automobile »**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	44	10	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillet (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/140**

### **Assurances / Marché public d'assurances pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes - avenant n° 1 au lot n° 3 « flotte automobile »**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Considérant que par courrier en date du 26 juin 2023, la société Groupama, titulaire du lot n° 3 pour l'assurance de la flotte automobile, a indiqué qu'il serait appliqué une augmentation de 15 % de la cotisation (y compris indexation contractuelle, hors mouvements du parc automobile) à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2024. A défaut d'accord de L'agglo Foix-Varilhes, le contrat serait résilié ;

Considérant la tension nationale et mondiale du marché des assurances ;

Considérant la crise de dérèglement climatique impactant les contrats d'assurances ;

Considérant l'augmentation globale du nombre et du coût des accidents corporels donnant lieu à indemnisations ;

Considérant qu'il apparaît raisonnable d'approuver l'augmentation de 15 % (indexation contractuelle comprise) proposée par Groupama ;

Considérant l'avis de la commission d'appel d'offres en date du 18 septembre ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 : APPROUVE** les dispositions de l'avenant n° 1 au marché public d'assurance pour les besoins de L'agglo Foix-Varilhes, lot n° 3 « flotte automobile » pour un montant de :

- Montant initial du marché public : 7 037,60 €

- Nouveau montant du marché public : 8 093,24 €

**Article 2 : AUTORISE** le président à signer ledit avenant et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 : PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES  
Direction des Affaires Juridiques

MARCHES PUBLICS  
AVENANT N° 1<sup>1</sup>

EXE10

Le formulaire EXE10 est un modèle d'avenant, qui peut être utilisé par le pouvoir adjudicateur ou l'entité adjudicatrice, dans le cadre de l'exécution d'un marché public.

**A - Identification du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public.)

COMMUNAUTÉ D'AGGLO FOIX VARILHES  
1 AVENUE DU GÉNÉRAL DE GAULLE  
09000 FOIX

**B - Identification du titulaire du marché public**

[Indiquer le nom commercial et la dénomination sociale du titulaire individuel ou de chaque membre du groupement titulaire, les adresses de son établissement et de son siège social (si elle est différente de celle de l'établissement), son adresse électronique, ses numéros de téléphone et de télécopie et son numéro SIRET. En cas de groupement d'entreprises titulaire, identifier le mandataire du groupement.]

GROUPAMA D'OC  
13 BOULEVARD DE LA RÉPUBLIQUE  
12 000 RODEZ  
Tel : 05.61.28.87.08  
[Marche.public.goc@groupama-oc.fr](mailto:Marche.public.goc@groupama-oc.fr)  
SIRET : 391 851 557 030 71

**C - Objet du marché public**

■ **Objet du marché public:**

(Reprendre le contenu de la mention figurant dans les documents constitutifs du marché public. En cas d'allotissement, préciser également l'objet et la dénomination du lot concerné.)

LOT 3 : FLOTTE VEHICULES ET RISQUES ANNEXES  
MARCHE 2021/014  
41493584K – 0005-0006-0007

■ **Date de la notification du marché public : 21 Décembre 2021**

■ **Durée d'exécution du marché public : 4 ans**

■ **Montant initial du marché public :**

- **Taux de la TVA :** .....
- **Montant HT :** .....
- **Montant TTC : 7037.60€**

<sup>1</sup> Formulaire non obligatoire disponible, avec sa notice explicative, sur le site du ministère chargé de l'économie.

## D - Objet de l'avenant

### ■ Modifications introduites par le présent avenant :

*(Détaillez toutes les modifications, avec ou sans incidence financière, introduites dans le marché public par le présent avenant. Préciser les articles du CCAP ou du CCTP modifiés ou complétés ainsi que l'incidence financière de chacune des modifications apportées.)*

Le présent avenant a pour objet la modification suivante :

Une augmentation de 15% de la prime HT 2023 des polices 0005 (Flotte), 0006 (Mission Collaborateur) et 0007 (Marchandises transportées) s'appliquera à effet du 01.01.2024, indice compris.

Celle-ci s'entend hors éventuelle évolution du parc automobile survenue sur l'année 2023.

### ■ Incidence financière de l'avenant :

L'avenant a une incidence financière sur le montant du marché public :  
*(Cocher la case correspondante.)*

Non

Oui

Montant de l'avenant :


■ Taux de la TVA : .....

■ Montant HT : .....

■ Montant TTC : .....

■ % d'écart introduit par l'avenant : **15%**

**E - Signature du titulaire du marché public**

Nom, prénom et qualité du signataire (*)	Lieu et date de signature	Signature
Sébastien GAILLAC Responsable d'activité Appel D'Offres	A RODEZ, le 29/08/2023	 <p><b>Groupama</b> Groupama d'Oc Service aux Sociétaires Collectivités 13 Boulevard de la République 12000 RODEZ Cedex</p>

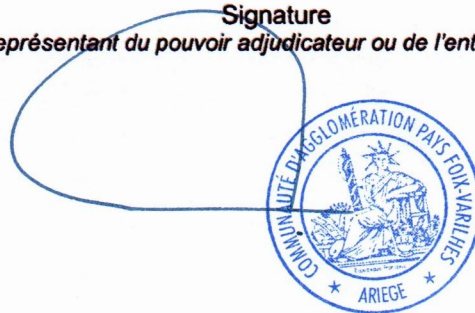
(\*) Le signataire doit avoir le pouvoir d'engager la personne qu'il représente.

**F - Signature du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice**

**Pour l'Etat et ses établissements :**  
(Visa ou avis de l'autorité chargée du contrôle financier.)

A : Foix , le 02/10/2023

Signature  
(représentant du pouvoir adjudicateur ou de l'entité adjudicatrice)



**G - Notification de l'avenant au titulaire du marché public**

■ **En cas de remise contre récépissé :**

Le titulaire signera la formule ci-dessous :

« Reçue à titre de notification copie du présent avenant »

A ....., le .....

Signature du titulaire,

■ **En cas d'envoi en lettre recommandée avec accusé de réception :**

*(Coller dans ce cadre l'avis de réception postal, daté et signé par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

■ **En cas de notification par voie électronique :**

*(Indiquer la date et l'heure d'accusé de réception de la présente notification par le titulaire du marché public ou de l'accord-cadre.)*

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglomération Foix-Varilhes

Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/141 Systèmes d'information / Attribution de l'accord-cadre de fourniture de services de télécommunications : téléphonie fixe, Internet et interconnexion de sites**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	44	10	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntil (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabillot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartie (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.



## **2023/141**

### **Systemes d'information / Attribution de l'accord-cadre de fourniture de services de télécommunications : téléphonie fixe, Internet et interconnexion de sites**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L.2123-1 et R.2123-1 1° ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026*, un projet pour notre territoire, qui prévoit notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique : mener une politique d'investissements et d'achats écoresponsables » ;

Vu l'avis favorable de la commission des Mapa réunie le 18 septembre 2023 ;

Considérant les besoins de L'agglo en matière de services de télécommunication : fourniture de liens Internet et d'accès téléphonique pour les différents établissements ;

Considérant la mise en concurrence avec publicité effectuée le 11 juillet 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info et le 13 juillet 2023 sur la Dépêche du midi ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 30 août 2023 à 12h ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'offre de la société Equadex d'un montant de 142 421,61 € HT et répondant aux besoins formulés dans le cahier des charges et aux attentes de L'agglo Foix-Varilhes en la matière ;

Considérant l'estimation globale maximale de l'accord-cadre hauteur de 200 000 € HT (pour une durée maximale de 4 ans) ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **ATTRIBUE** l'accord-cadre de fourniture de services de télécommunication (téléphonie fixe, Internet et interconnexion) de sites à :

- la société Equadex pour des montants maximums de :
- période 1 (2 ans) : 100 000 €
- période 2 (1 an) : 50 000 €
- période 3 (1 an) : 50 000 €

**Article 2 :** **AUTORISE** le président à signer l'accord-cadre de fourniture de services de télécommunication et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 3 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/142 Systèmes d'information / Attribution de l'accord-cadre d'infogérance, MCO et services autour du système d'information**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	44	10	54	54	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntit (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Michel Mabilot (Crampagna), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/142**

### **Systèmes d'information / Attribution de l'accord-cadre d'infogérance, MCO et services autour du système d'information**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique et notamment en ses articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, qui prévoit notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique : mener une politique d'investissements et d'achats écoresponsables » ;

Vu l'avis de la commission des Mapa réunie le 18 septembre 2023 ;

Considérant les besoins de L'agglo en matière d'infogérance, maintien en condition opérationnelle (MCO) et services : maintien en condition opérationnelle des serveurs et de l'infrastructure réseau, fourniture et gestion des licences de messagerie, fourniture et gestion de la solution de sauvegarde ;

Considérant la mise en concurrence avec publicité effectuée le 17 juillet 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info et le 20 juillet 2023 sur la Dépêche du midi ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 30 août 2023 à 12h ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'offre de la société Equadex d'un montant de 115 799,34 € HT et répondant aux besoins formulés dans le cahier des charges et aux attentes de L'agglo Foix-Varilhes en la matière ;

Considérant l'estimation globale maximale de l'accord-cadre à hauteur de 200 000 € HT (pour une durée maximale de 4 ans) ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **ATTRIBUE** l'accord-cadre d'infogérance, MCO et services autour du système d'information à :

la société Equadex pour des montants maximums de :

- période 1 (2 ans) : 100 000 €
- période 2 (1 an) : 50 000 €
- période 3 (1 an) : 50 000 €

**Article 2 :** **DÉCLARE** l'offre de l'entreprise BIG SO inacceptable.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer l'accord-cadre d'infogérance, MCO et services autour du système d'information et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 4 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/143 Systèmes d'information / Attribution du l'accord-cadre de fourniture de matériel informatique**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	43	10	53	53	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arboux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/143**

### **Systèmes d'information / Attribution du l'accord-cadre de fourniture de matériel informatique**

Rapporteur : le président Thomas Fromentin

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la commande publique et notamment ses articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant Agglo 2026, un projet pour notre territoire, qui prévoit notamment, au titre de l'axe 03 « Transition énergétique : mener une politique d'investissements et d'achats écoresponsables » ;

Vu l'avis favorable de la commission des Mapa réunie le 18 septembre 2023 ;

Considérant les besoins de L'agglo en matière de matériel informatique : fourniture d'ordinateurs de bureau, d'ordinateurs portables, d'écrans...

Considérant la mise en concurrence avec publicité effectuée le 19 juillet 2023 sur le profil acheteur marches-publics.info et le 21 juillet 2023 sur la Dépêche du midi ;

Considérant la date limite de réception des offres fixée au 4 septembre 2023 à 17h ;

Considérant les offres reçues et la proposition de classement des offres ;

Considérant le rapport d'analyse des offres ;

Considérant l'offre de la société Act Service d'un montant de 21 742,46 € HT pour un an et répondant aux besoins formulés dans le cahier des charges et aux attentes de L'agglo Foix-Varilhes en la matière ;

Considérant l'estimation globale de l'accord-cadre à hauteur de 180 000 € HT (pour une durée maximale de 3 ans) ;

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **ATTRIBUE** l'accord-cadre de fourniture de matériel informatique à la société Act Service pour une durée de 3 ans maximum pour des montants de :

- 45 000 € HT minimums et 180 000 € HT maximums.

Soit, pour chaque période de 1 an : 15 000 € HT minimums et 60 000 € HT maximums ;

**Article 2 :** **DÉCLARE** l'offre de l'entreprise Shi International Sas irrégulière (non respect du règlement de consultation) et l'offre de l'entreprise Numericarchive irrégulière (offre hors délai).

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer l'accord-cadre de fourniture de matériel informatique et tout acte nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

**Article 4 :** **PRÉCISE** que les crédits nécessaires à cette opération sont inscrits au budget principal de l'exercice.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/144 Ressources humaines / Création d'un poste de technicien gestion des eaux pluviales urbaines, à temps complet**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	43	10	53	53	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arbaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Jean-Louis Pujol représenté par sa suppléante Bénédicte Fournié (Saint-Martin-de-Caralp), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

## **2023/144**

### **Ressources humaines / Création d'un poste de technicien gestion des eaux pluviales urbaines, à temps complet**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu la délibération du conseil communautaire du 24 mars 2021 adoptant *Agglo 2026*, un projet pour notre territoire, et notamment au titre de l'axe « Transition énergétique et environnementale » et de l'objectif 36 « Le grand cycle de l'eau », l'action 86 « Élaborer un schéma directeur de gestion des eaux pluviales urbaines » ;

Considérant l'organisation du service transition écologique, intégré au pôle technique ;

Considérant la nécessité d'ouvrir un poste à temps complet de technicien gestion des eaux pluviales urbaines ;

Il est proposé à l'assemblée la création d'un poste de technicien gestion des eaux pluviales urbaines, à raison d'un temps complet, relevant du grade de technicien territorial (catégorie B), auprès du service transition écologique.

Dans les cas d'impossibilités de recrutement d'agents fonctionnaires, ledit poste sera ouvert à des contractuels de droit public en contrat à durée déterminée ou indéterminée. La rémunération de cet agent sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un fonctionnaire.

#### **LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **CRÉE** un poste de technicien gestion des eaux pluviales urbaines, à raison d'un temps complet, relevant du grade de technicien territorial (catégorie B), tel que défini ci-dessus.

**Article 2 :** **ACTE** que le tableau des effectifs est modifié, eu égard la création dudit poste.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer tout autre document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

Emplois permanents	Catégorie	Nb postes créés	Effectif pourvu	ETP pourvus	TNC non pourvu	Fondement non titulaires
<b>Emplois fonctionnels</b>						
Dir. gén. des scs 20 à 40.000 hab	A	1	1	1		
Dir. gén. adjoint	A	1	1	1		
<b>Filière administrative</b>						
Attaché hors classe	A	2	1	1		
Attaché principal	A	1	1	1		
Attaché	A	13	11	11		2 art. 3-3 2° / 5 CDI
Rédacteur principal 1° classe	B	3	3	3		1 CDD art. 3-3-4°
Rédacteur principal 2° classe	B	3	2	2		
Rédacteur	B	4	3	3		1 CDI / 2 CDD art. 3-2
Adjoint administratif ppal 1° classe	C	8	8	8		
Adjoint administratif ppal 2° classe	C	2	1	1		
Adjoint administratif	C	8	6	5,69		
<b>Filière technique</b>						
Ingénieur principal	A	1	0	0		
Ingénieur	A	5	4	4		3 CDD art 3-3-4°
Technicien principal 1° classe	B	3	2	2		
Technicien principal 2° classe	B	2	1	1		
Technicien	B	2	1	1		
Agent de maîtrise ppal	C	7	5	5		
Agent de maîtrise	C	2	0	0		
Adjoint technique ppal 1° classe	C	7	6	6		
Adjoint technique ppal 2° classe	C	4	2	1,8		
Adjoint technique	C	14	12	11,91		
<b>Filière culturelle</b>						
Bibliothécaire ppal	A	1	0	0		
Bibliothécaire	A	1	1	1		
Assistant conservation ppal 1° cl.	B	3	2	2		
Assistant conservation ppal 2° cl.	B	1	1	1		
Assistant de conservation	B	1	0	0		
Assistant d'ens. artist. ppal 1° cl.	B	5	4	3,5		
Assistant d'ens. artist. ppal 2° cl.	B	10	9	5,55	1 à 6h	4 CDI art. 3-3 + 1 CDD 3-3-4°
Assistant d'enseignement artist.	B	2	2	1,95		
Adjoint du patrimoine ppal 1° cl.	C	5	4	3,77		
Adjoint du patrimoine ppal 2° cl.	C	8	6	5,44		
Adjoint du patrimoine	C	6	4	4	1 à 17h30, 1 à 31h30	
<b>Filière sportive</b>						
Educateur APS ppal 1° classe	B	3	3	3		
Educateur APS ppal 2° classe	B	3	2	2		
Educateur APS	B	2	1	1		
<b>Filière animation</b>						
Animateur ppal 1° cl	B	1	1	1		
Animateur ppal 2° cl.	B	1	0	0		
Animateur	B	1	0	0		
Adjoint d'animation ppal 1° classe	C	2	1	1		
Adjoint d'animation ppal 2° classe	C	5	4	3,5		
Adjoint d'animation	C	6	5	3,24		
<b>Filière médico-sociale</b>						
Psychologue de classe normale	A	4	2	0,50	1 à 9h	2 CDD 3-3 4°
Puéricultrice hors classe	A	2	1	1		
Puéricultrice	A	1	0	0		1 CDD 3-2°
Infirmière soins gén. hors classe	A	1	0	0		
Infirmière soins généraux	A	6	5	5		2 CDI, 1 CDD 3-3 4°
Assistant socio-éducatif	A	1	1	1		1 CDI
Educateur jeunes enfants cl except	A	6	4	3,8		
Educateur jeunes enfants	A	22	18	17,5	1 à 28h	12 CDI + 5 CDD 3-3 2°
Auxiliaire puér. cl supérieure	B	4	2	2		
Auxiliaire puér. cl normale	B	15	12	12		5 CDI + 3 CDD art. 3-3-2°
Ag. spéc ppal 1° cl écoles mat.	C	1	1	1		
Agent social principal 1° classe	C	3	1	1,00		
Agent social principal 2° classe	C	3	1	1		
Agent social	C	7	7	7		
<b>Hors filières</b>						

Assistantes maternelles	NC	8	7	7		7 CDI ass mat
<b>Emplois non permanents</b>						
Contrat de projet_ A. Attaché	A	1	0	0		
Contrat de projet_ B. Technicien	B	1	1	1		
<b>TOTAUX</b>		<b>246</b>	<b>182</b>	<b>172,15</b>		

## RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**Séance du 27 septembre 2023 à 18h30**2023/145 Ressources humaines / Création d'un poste d'agent de médiathèque au sein du réseau lecture, à temps non complet, à raison de 31 h 30 hebdomadaires**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	42	10	52	52	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/145**

**Ressources humaines / Création d'un poste d'agent de médiathèque au sein du réseau lecture, à temps non complet, à raison de 31 h 30 hebdomadaires**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Vu les statuts de L'agglomération Foix-Varilhes ;

Vu l'organisation du service réseau lecture intercommunal ;

Considérant la reconnaissance d'inaptitude, suivi d'un positionnement en période préparatoire à reclassement (PPR) d'un agent dudit service ;

Considérant le besoin de compléter et stabiliser le bon fonctionnement du service réseau lecture ;

Considérant que le poste précédemment occupé par l'agent reconnu inapte était ouvert à hauteur de 31h30 hebdomadaires, auprès de la section jeunesse de la médiathèque à Foix ;

Il est proposé à l'assemblée la création d'un poste d'agent de médiathèque, à temps non complet, à raison de 31 heures 30 hebdomadaire, auprès de la section jeunesse de la médiathèque à Foix, au sein du service du réseau lecture intercommunal, relevant du grade d'adjoint de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2<sup>ème</sup> classe (catégorie C).

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **CRÉE** un poste d'agent de médiathèque, à temps non complet, à raison de 31 heures 30 hebdomadaire, auprès de la section jeunesse de la médiathèque à Foix, au sein du service du réseau lecture intercommunal, relevant du grade d'adjoint de conservation du patrimoine et des bibliothèques principal 2<sup>ème</sup> classe (catégorie C), tel que défini ci-dessus.

**Article 2 :** **ACTE** que le tableau des effectifs est modifié, eu égard la création dudit poste.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer tout autre document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglomération Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

Emplois permanents	Catégorie	Nb postes créés	Effectif pourvu	ETP pourvus	TNC non pourvu	Fondement non titulaires
<b>Emplois fonctionnels</b>						
Dir. géné des sces 20 à 40.000 hab	A	1	1	1		
Dir. géné adjoint	A	1	1	1		
<b>Filière administrative</b>						
Attaché hors classe	A	2	1	1		
Attaché principal	A	1	1	1		
Attaché	A	13	11	11		2 art. 3-3 2° / 5 CDI
Rédacteur principal 1° classe	B	3	3	3		1 CDD art. 3-3-4°
Rédacteur principal 2° classe	B	3	2	2		
Rédacteur	B	4	3	3		1 CDI / 2 CDD art. 3-2
Adjoint administratif ppal 1° classe	C	8	8	8		
Adjoint administratif ppal 2° classe	C	2	1	1		
Adjoint administratif	C	8	6	5,69		
<b>Filière technique</b>						
Ingénieur principal	A	1	0	0		
Ingénieur	A	5	4	4		3 CDD art 3-3-4°
Technicien principal 1° classe	B	3	2	2		
Technicien principal 2° classe	B	2	1	1		
Technicien	B	2	1	1		
Agent de maîtrise ppal	C	7	5	5		
Agent de maîtrise	C	2	0	0		
Adjoint technique ppal 1° classe	C	7	6	6		
Adjoint technique ppal 2° classe	C	4	2	1,8		
Adjoint technique	C	14	12	11,91		
<b>Filière culturelle</b>						
Bibliothécaire ppal	A	1	0	0		
Bibliothécaire	A	1	1	1		
Assistant conservation ppal 1° cl.	B	3	2	2		
Assistant conservation ppal 2° cl.	B	1	1	1		
Assistant de conservation	B	1	0	0		
Assistant d'ens. artist. ppal 1° cl.	B	5	4	3,5		
Assistant d'ens. artist. ppal 2° cl.	B	10	9	5,55	1 à 6h	4 CDI art. 3-3 + 1 CDD 3-3-4°
Assistant d'enseignement artist.	B	2	2	1,95		
Adjoint du patrimoine ppal 1° cl.	C	5	4	3,77		
Adjoint du patrimoine ppal 2° cl.	C	8	6	5,44		
Adjoint du patrimoine	C	6	4	4	1 à 17h30, 1 à 31h30	
<b>Filière sportive</b>						
Educateur APS ppal 1° classe	B	3	3	3		
Educateur APS ppal 2° classe	B	3	2	2		
Educateur APS	B	2	1	1		
<b>Filière animation</b>						
Animateur ppal 1° cl	B	1	1	1		
Animateur ppal 2° cl.	B	1	0	0		
Animateur	B	1	0	0		
Adjoint d'animation ppal 1° classe	C	2	1	1		
Adjoint d'animation ppal 2° classe	C	5	4	3,5		
Adjoint d'animation	C	6	5	3,24		
<b>Filière médico-sociale</b>						
Psychologue de classe normale	A	4	2	0,50	1 à 9h	2 CDD 3-3 4°
Puéricultrice hors classe	A	2	1	1		
Puéricultrice	A	1	0	0		1 CDD 3-2°
Infirmière soins géné. hors classe	A	1	0	0		
Infirmière soins généraux	A	6	5	5		2 CDI, 1 CDD 3-3 4°
Assistant socio-éducatif	A	1	1	1		1 CDI
Educateur jeunes enfants cl except	A	6	4	3,8		
Educateur jeunes enfants	A	22	18	17,5	1 à 28h	12 CDI + 5 CDD 3-3 2°
Auxiliaire puér. cl supérieure	B	4	2	2		
Auxiliaire puér. cl normale	B	15	12	12		5 CDI + 3 CDD art. 3-3-2°
Ag. spéc ppal 1° cl écoles mat.	C	1	1	1		
Agent social principal 1° classe	C	3	1	1,00		
Agent social principal 2° classe	C	3	1	1		
Agent social	C	7	7	7		
<b>Hors filières</b>						

Assistantes maternelles	NC	8	7	7		7 CDI ass mat
<b>Emplois non permanents</b>						
Contrat de projet_ A. Attaché	A	1	0	0		
Contrat de projet_ B. Technicien	B	1	1	1		
<b>TOTAUX</b>		<b>246</b>	<b>182</b>	<b>172,15</b>		



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglo Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/146 Ressources humaines / Modification d'un poste de professeur de tuba à l'école de musique et de théâtre, à temps non complet, à raison de 3 h hebdomadaires**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	42	10	52	52	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglo Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRESENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/146**

**Ressources humaines / Modification d'un poste de professeur de tuba à l'école de musique et de théâtre, à temps non complet, à raison de 3 h hebdomadaires**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu l'organisation du service école de musique et de théâtre ;

Considérant la situation de cumul d'emplois d'un professeur de tuba ;

Considérant que cet enseignant de musique occupe actuellement un emploi permanent à hauteur de 6h hebdomadaires, relevant du grade d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>e</sup> classe ;

Considérant la sollicitation dudit agent à diminuer son temps de travail au sein de l'école de musique et de théâtre de L'agglo Foix-Varilhes, à raison de 3h de moins par semaine, à compter de la rentrée de septembre 2023 ;

Il est proposé à l'assemblée la création d'un poste de professeur de tuba, à raison de 3h hebdomadaires, relevant du grade d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>e</sup> classe (catégorie B), auprès de l'école de musique et de théâtre.

Il sera proposé ultérieurement, en conseil communautaire, après saisine pour avis du comité social territorial (CST), la suppression du poste de 6h hebdomadaires relevant également du grade d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>e</sup> classe.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **CRÉE** un poste de professeur de tuba, à raison de 3h hebdomadaires, relevant du grade d'assistant d'enseignement artistique principal 2<sup>e</sup> classe (catégorie B), auprès de l'école de musique et de théâtre, tel que défini ci-dessus.

**Article 2 :** **ACTE** que le tableau des effectifs est modifié, eu égard la création dudit poste.

**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer tout autre document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme  
Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE – DÉPARTEMENT DE L'ARIÈGE**

L'agglomération Foix-Varilhes

**Extrait du registre des délibérations du Conseil communautaire**

Séance du 27 septembre 2023 à 18h30

**2023/147 Ressources humaines / Création de trois postes d'auxiliaires de puériculture en multi-accueil, à temps complet**

Nombre de membres en exercice	Membres présents	Membres représentés	Votants	Votes		
				Pour	Contre	Abstention
70	42	10	52	52	0	0

Par suite d'une convocation en date du 21 septembre 2023 les membres composant le conseil de L'agglomération Foix - Varilhes se sont réunis au lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Thomas Fromentin

**PRÉSENTS :**

Jean-Claude Dupuy (Arabaux), Michel Peruga (Artix), Paul Cayrol (Bénac), Laurence Degraives représentée par sa suppléante Marie Claude Birebent (Brassac), Denis Martinez (Calzan), René-Bernard Authié représenté par sa suppléante Maria Puntill (Celles), Philippe Quainon (Cos), Raymond Fis (Coussa), Danielle Carrière (Cazaux), Jean-Claude Castillo (Dalou), Jean-Paul Alba (Foix), Francis Authié (Foix), Jérôme Azéma (Foix), Elisabeth Clain (Foix), Thomas Fromentin (Foix), Jean-François Gavelle (Foix), André Péchin (Foix), Florence Rouch (Foix), Pierre Ville (Ganac), Yves Marcerou (Gudas), Nathalie Rodriguez (Le Bosc), Jean-Claude Serres (L'Herm), Régis Lassus (Loubens), Colette Lagarde-Authié (Malléon), Sylvie Estrade (Montégut-Plantaurel), Michel Caux (Montgailhard), Francis Laguerre (Prayols), Daniel Besnard (Saint-Félix-de-Rieutord), Nathalie Maury (Saint-Paul-de-Jarrat), Michel Tartié (Saint-Paul-de-Jarrat), Jean-Claude Campourcy (Ségura), Alain Garnier (Serres-sur-Arget), Michel Audinos (Soula), Martine Esteban (Varilhes), Patrick Eychenne (Varilhes), Marcel Lopez (Varilhes), Nicole Mouchague (Varilhes), Jacques Lucat (Ventenac), Sylvie Berges (Verniolle), Annie Bouby (Verniolle), Didier Dupuy (Verniolle), Jean-François Spriet (Vira)

**ABSENTS ET REPRÉSENTÉS :**

Mina Achary (Foix) procuration à Elisabeth Clain  
 Monique Gonzales (Foix) procuration à Francis Authié  
 Chloé Dallidet (Foix) procuration à Marcel Lopez  
 Anne-Sophie Tribout (Foix) procuration à Jérôme Azéma  
 Anne Vilaplana (Rieux-de-Pelleport) procuration à Annie Bouby  
 Monique Laye (Saint-Jean-de-Verges) procuration à Michel Caux  
 Véronique Rumeau (Saint-Pierre-de-Rivière) procuration à Thomas Fromentin  
 Philippe Fabry (Varilhes) procuration à Martine Esteban  
 Julie Van Molle (Varilhes) procuration à Nicole Mouchague  
 Jean-Paul Ferré (Vernajoul) procuration à Paul Cayrol

**ABSENTS :**

Serge Derramond (Baulou), Jean-Pierre Villeneuve (Burret), Michel Mabillot (Crampagna), Paul Hoyer (Ferrières), Marine Bordes (Foix), Lawrence Bories (Foix), Pascale Canal (Foix), Christel Carol (Foix), Norbert Meler (Foix), Denis Belard (Loubières), Michèle Arseguel (Montgailhard), Françoise Fernandez (Montoulieu), Philippe Watremez (Pradières), Michel Authié (Rieux de Pelleport), Jean-Pierre Mirouze (Saint-Bauzeil), Roger Sauzet (Saint-Jean-de-Verges), Jean-Louis Pujol (Saint-Martin-de-Caralp), Numen Munoz (Verniolle)

Le président ouvre la séance à 18h30

Pierre Ville est élu secrétaire de séance.

**2023/147**

**Ressources humaines / Création de trois postes d'auxiliaires de puériculture en multi-accueil, à temps complet**

Rapporteur : Francis Laguerre

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.1111-1, L.1111-2 ;

Vu les statuts de L'agglo Foix-Varilhes ;

Vu les organisations des multi-accueils ;

Considérant trois postes d'assistant d'accueil en petite enfance vacants au sein des multi-accueils à Foix, Montgailhard et Verniolle ;

Il est proposé à l'assemblée la création de trois postes d'assistant d'accueil en petite enfance, à raison de temps complets, relevant du grade d'auxiliaire de puériculture (catégorie B), auprès des multi-accueils à Foix, Montgailhard et Verniolle.

Dans les cas d'impossibilités de recrutement d'agents fonctionnaires, lesdits postes seront ouverts à des contractuels de droit public en contrat à durée déterminée ou indéterminée. La rémunération de ces agents sera basée sur la grille de rémunération d'agent fonctionnaire de même grade, avec calcul de reprise d'ancienneté similaire à un fonctionnaire.

**LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE, APRÈS EN AVOIR DÉLIBÉRÉ, A L'UNANIMITÉ**

**Article 1 :** **CRÉE** trois postes d'assistant d'accueil en petite enfance, à temps complet, relevant du grade d'auxiliaire de puériculture (cat B), tel que définis ci-dessus.

**Article 2 :** **ACTE** que le tableau des effectifs est modifié, eu égard la création desdits postes.

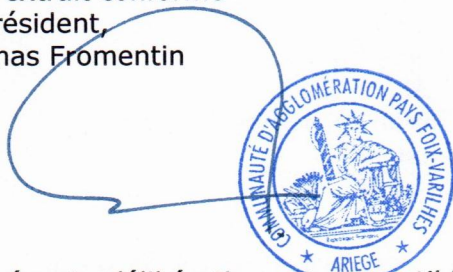
**Article 3 :** **AUTORISE** le président à signer tout autre document nécessaire à la mise en œuvre de la présente délibération et à prendre toute disposition y concourant.

Fait et délibéré, le 27 septembre 2023

Le président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, après dépôt en préfecture et publication ou notification aux dates figurant ci-contre.

Pour extrait conforme

Le président,  
Thomas Fromentin



*La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours gracieux auprès du Président de L'agglo Foix-Varilhes. Un recours contentieux peut aussi être formé auprès du Tribunal administratif de Toulouse dans le délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.*

Emplois permanents	Catégorie	Nb postes créés	Effectif pourvu	ETP pourvus	TNC non pourvu	Fondement non titulaires
<b>Emplois fonctionnels</b>						
Dir. géné des sces 20 à 40.000 hab	A	1	1	1		
Dir. géné adjoint	A	1	1	1		
<b>Filière administrative</b>						
Attaché hors classe	A	2	1	1		
Attaché principal	A	1	1	1		
Attaché	A	13	11	11		2 art. 3-3 2° / 5 CDI
Rédacteur principal 1° classe	B	3	3	3		1 CDD art. 3-3-4°
Rédacteur principal 2° classe	B	3	2	2		
Rédacteur	B	4	3	3		1 CDI / 2 CDD art. 3-2
Adjoint administratif ppal 1° classe	C	8	8	8		
Adjoint administratif ppal 2° classe	C	2	1	1		
Adjoint administratif	C	8	6	5,69		
<b>Filière technique</b>						
Ingénieur principal	A	1	0	0		
Ingénieur	A	5	4	4		3 CDD art 3-3-4°
Technicien principal 1° classe	B	3	2	2		
Technicien principal 2° classe	B	2	1	1		
Technicien	B	2	1	1		
Agent de maîtrise ppal	C	7	5	5		
Agent de maîtrise	C	2	0	0		
Adjoint technique ppal 1° classe	C	7	6	6		
Adjoint technique ppal 2° classe	C	4	2	1,8		
Adjoint technique	C	14	12	11,91		
<b>Filière culturelle</b>						
Bibliothécaire ppal	A	1	0	0		
Bibliothécaire	A	1	1	1		
Assistant conservation ppal 1° cl.	B	3	2	2		
Assistant conservation ppal 2° cl.	B	1	1	1		
Assistant de conservation	B	1	0	0		
Assistant d'ens. artist. ppal 1° cl.	B	5	4	3,5		
Assistant d'ens. artist. ppal 2° cl.	B	10	9	5,55	1 à 6h	4 CDI art. 3-3 + 1 CDD 3-3-4°
Assistant d'enseignement artist.	B	2	2	1,95		
Adjoint du patrimoine ppal 1° cl.	C	5	4	3,77		
Adjoint du patrimoine ppal 2° cl.	C	8	6	5,44		
Adjoint du patrimoine	C	6	4	4	1 à 17h30, 1 à 31h30	
<b>Filière sportive</b>						
Educateur APS ppal 1° classe	B	3	3	3		
Educateur APS ppal 2° classe	B	3	2	2		
Educateur APS	B	2	1	1		
<b>Filière animation</b>						
Animateur ppal 1° cl	B	1	1	1		
Animateur ppal 2° cl.	B	1	0	0		
Animateur	B	1	0	0		
Adjoint d'animation ppal 1° classe	C	2	1	1		
Adjoint d'animation ppal 2° classe	C	5	4	3,5		
Adjoint d'animation	C	6	5	3,24		
<b>Filière médico-sociale</b>						
Psychologue de classe normale	A	4	2	0,50	1 à 9h	2 CDD 3-3 4°
Puéricultrice hors classe	A	2	1	1		
Puéricultrice	A	1	0	0		1 CDD 3-2°
Infirmière soins géné. hors classe	A	1	0	0		
Infirmière soins généraux	A	6	5	5		2 CDI, 1 CDD 3-3 4°
Assistant socio-éducatif	A	1	1	1		1 CDI
Educateur jeunes enfants cl except	A	6	4	3,8		
Educateur jeunes enfants	A	22	18	17,5	1 à 28h	12 CDI + 5 CDD 3-3 2°
Auxiliaire puér. cl supérieure	B	4	2	2		
Auxiliaire puér. cl normale	B	15	12	12		5 CDI + 3 CDD art. 3-3-2°
Ag. spéc ppal 1° cl écoles mat.	C	1	1	1		
Agent social principal 1° classe	C	3	1	1,00		
Agent social principal 2° classe	C	3	1	1		
Agent social	C	7	7	7		
<b>Hors filières</b>						

Assistantes maternelles	NC	8	7	7		7 CDI ass mat
<b>Emplois non permanents</b>						
Contrat de projet_ A. Attaché	A	1	0	0		
Contrat de projet_ B. Technicien	B	1	1	1		
<b>TOTAUX</b>		<b>246</b>	<b>182</b>	<b>172,15</b>		